VILLE DE
PARIS



N° 2 – Mercredi 16 mars 2022

BULLETIN OFFICIEL DE LA VILLE DE PARIS

DÉLIBÉRATIONS

Séance des

mardi 8, mercredi 9 et jeudi 10

FÉVRIER 2022

2022 DAC 1 Approbation de la modification des statuts de l'établissement public de coopération culturelle CENTQUATRE (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération du 7 juillet 2008 portant approbation des statuts de l'établissement public de coopération culturelle Centquatre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2019 approuvant l'adhésion de la commune de Pantin à l'EPCC et portant approbation des statuts modifiés de l'établissement ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la modification des statuts de l'établissement public de coopération culturelle Centquatre ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La modification des statuts de l'établissement public de coopération culturelle Centquatre est approuvée.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les statuts modifiés de l'établissement public de coopération culturelle Centquatre annexés à la présente délibération.

2022 DAC 90 Signature de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 avec l'association International Visual Theatre (9e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2021-2023 avec l'association International Visual Theatre ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Mme La Maire de Paris est autorisée à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2021-2023, dont le texte et ses annexes sont joints en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 231 Versement de bourses par la Ville de Paris aux artistes étrangers résidant à la Cité Internationale des Arts, dans le cadre de partenariats internationaux spécifiques.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1, L2121-9 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de bourses de 1.300 euros mensuels aux artistes étrangers occupant une partie des ateliers de la Cité Internationale des Arts dont la Ville est réservataire et dans le cadre de partenariats internationaux spécifiques noués avec des villes ou institutions étrangères ;

Vu le règlement annexé au projet de délibération ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la remise de bourses de la Ville de Paris aux artistes étrangers en résidence à la Cité Internationale des Arts, accueillis dans le cadre des partenariats spécifiques noués par la Ville de Paris avec des institutions ou des villes étrangères, conformément au règlement joint à la présente délibération.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à désigner, par arrêté, et sur proposition des commissions compétentes, les lauréats de ces bourses, au titre de l'année 2022 et suivantes.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 et suivantes de la Ville de Paris, sous réserve des décisions de financement.

2022 DAC 482 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Simone de Beauvoir au 11 rue de la Bûcherie (5e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Simone de Beauvoir au 11 rue de la Bûcherie à Paris 5e ;
Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 26 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Simone de Beauvoir au 11 rue de la Bûcherie à Paris 5e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Dans cet immeuble Simone de Beauvoir 1908-1986 a écrit « Le Deuxième Sexe » (1949) ouvrage fondateur du féminisme moderne ».
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1.300 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAE 9 Convention d'occupation du domaine public pour l'occupation du café-restaurant Fluctuat Nec Mergitur situé place de la République (Centre-10e-11e).

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
Vu l'avis du Conseil de secteur Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire sollicite l'autorisation de signer une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation du Café-Restaurant Fluctuat Nec Mergitur, situé Place de la République (Centre-10e-11e), pour une durée de 5 ans ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation du café-restaurant Fluctuat Nec Mergitur situé sur la place de la République, pour une durée de 5 ans avec la SAS FA-DONG, immatriculée au registre des sociétés sous le numéro d'immatriculation 788 868 115 et sise 120 rue du Faubourg du Temple, Paris 11e.
Article 2 : La SAS FA DONG versera à la Ville de Paris une redevance pour occupation du domaine public d'un montant de 72 000 euros par an. A ce minimum garanti, s'ajoutera une redevance complémentaire de 6% du chiffre d'affaires qui sera versée lorsque le chiffre d'affaires hors taxes dépassera les 2 millions d'euros par an.
Article 3 : Une réduction de la redevance est consentie la première année d'exploitation pour prendre en compte la fermeture de l'établissement durant l'aménagement des locaux. La réduction sera équivalente au montant du minimum garanti dû entre la date de signature de la convention d'occupation du domaine public et l'ouverture de l'établissement au public dans la limite de cinq mois.
Article 4 : La recette correspondante sera constatée sur le chapitre 70, nature 70 321, rubrique 91 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'année 2022 et les suivantes.

2022 DAE 11 Subvention (100.000 euros) et convention avec l'École d'Économie de Paris pour la chaire de recherche « Chaire Travail ».

Mme Marie-Christine LEMARDELEY, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'École d'économie de Paris ;
Sur le rapport présenté par Marie-Christine LEMARDELEY au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 100.000 euros est accordée à l'École d'économie de Paris, fondation de coopération scientifique située au 48 boulevard Jourdan (14e).

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAE 17 Marché couvert des Enfants Rouges - Attribution de la délégation de service public.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique et notamment sa 3e partie consacrée aux contrats de concession ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1411-1 à L.1411-19 ;

Vu l'avis du comité technique du 15 mars 2021 ;

Vu l'avis préalable de la commission consultative des services publics locaux lors de sa séance en date du 24 mars 2021 ;

Vu la délibération des 13, 14 et 15 avril 2021 référencée 2021 DAE 84, autorisant la Maire de Paris à procéder à une consultation et aux actes préparatoires en vue de la gestion déléguée du marché couvert des Enfants Rouges ;

Vu la sélection des candidatures effectuée le 15 juillet 2021 par la commission prévue à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis de la commission prévue à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, émis le 24 novembre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'approuver la signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion du marché couvert des Enfants Rouges ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Est approuvée la signature d'une convention de délégation de service public avec la société E.G.S.(entreprise de gestion de service) dont le siège social est 33ter, rue Lecuyer - 93400 SAINT-OUEN, afin de lui confier, pour une durée de cinq ans, la gestion du marché couvert des Enfants Rouges (Arrondissement Paris Centre) aux clauses et conditions du projet de convention joint au présent projet de délibération.

2022 DAE 19 Dispositifs « Paris Commerces » - Compte-rendu annuel d'activité.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n°83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locale et notamment son article 5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1524-3 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 300-4 et L. 300-5 ;

Vu le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi pour l'exercice 2020, comportant l'État Prévisionnel des Produits et des Charges (l'EPPC) et le plan de trésorerie, le bilan des locaux maîtrisés par la SEMAEST ;

Vu le compte-rendu établi pour le quatrième exercice du contrat de revitalisation artisanale et commerciale Paris Commerces par la SEMAEST ;

Vu le compte-rendu établi pour la quatrième année du GIE Paris Commerces ;

Vu le projet de délibération 2022 DAE 19 en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui soumet pour approbation le compte-rendu annuel à la collectivité de la Mission Vital'Quartier 2 pour l'exercice 2020, le compte-rendu établi pour le quatrième exercice du contrat de revitalisation artisanale et commerciale Paris Commerces et le compte-rendu établi pour la quatrième année du GIE Paris Commerces ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Le Conseil de Paris approuve le compte-rendu annuel à la collectivité établi pour l'exercice 2020 de la mission Vital'Quartier 2 conclue entre la Ville de Paris et la SEMAEST, joint à la présente délibération ainsi que ses annexes également jointes : l'état prévisionnel des produits et des charges et le plan de trésorerie, les listes des locaux maîtrisés par la SEMAEST au 31 décembre 2020.

Article 2 : Le Conseil de Paris approuve le bilan du quatrième exercice du contrat Paris Commerces joint à la présente délibération.
Article 3 : Le Conseil de Paris approuve le bilan de la quatrième année du GIE Paris Commerces joint à la présente délibération.

2022 DAE 20 Déplacement du marché Amiral Bruix sur l'avenue Malakoff (16e) et signature d'un avenant n°4 à la convention de gestion du lot B des marchés découverts alimentaires.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la troisième partie du Code de la commande publique consacrée aux contrats de concession ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'avis demandé à l'Union fédérale des marchés/ Syndicat des marchés de Paris, le 20 octobre 2021 ;
Vu l'avis demandé à la Fédération nationale des marchés de France, le 20 octobre 2021 ;
Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'approuver le déplacement du marché Amiral Bruix sur l'avenue Malakoff (16e) ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere commission,
Délibère :
Article 1 : est approuvé le déplacement du marché Amiral Bruix sur l'avenue Malakoff (16e).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 4, dont le texte est joint à la présente délibération, à la convention de délégation de service public en date du 6 novembre 2019 confiant à la société SAS DADOUN Père et Fils, le secteur B des marchés découverts alimentaires jusqu'au 3 janvier 2026.

2022 DAE 22 Marché aux puces de la Porte de Montreuil (20e) - Principe de renouvellement de la délégation de service public.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la troisième partie du Code de la commande publique consacrée aux contrats de concession ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1411-1 à L 1411-19 ;
Vu l'avis du comité technique de la direction de l'attractivité et de l'emploi en date du 24 juin 2021 ;
Vu l'avis émis le 18 janvier 2022 par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, en application de l'article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la saisine des syndicats de marché en date du 4 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le principe de la gestion déléguée du marché aux puces de la Porte de Montreuil (20e arrondissement) pour une durée de quatre ans et de l'autoriser à accomplir tous les actes préparatoires à la passation dudit contrat ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé le principe de la gestion déléguée du marché aux puces de la Porte de Montreuil (20e arrondissement) pour une durée de quatre ans.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à la publication d'un avis de concession et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat déléguant la gestion du marché aux puces de la Porte de Montreuil.

2022 DAE 32 Fête foraine enfantine place Armand Carrel (19e) - Tarif et conventions.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à l'approbation du Conseil de Paris l'autorisation d'organiser une fête foraine enfantine place Armand Carrel (19e) ainsi que la tarification appliquée à chaque métier ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere commission,
Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris autorise l'organisation d'une fête foraine enfantine place Armand Carrel (19e) aux conditions suivantes :
Installation de cinq activités commerciales ludiques enfantines et familiales pour une durée totale de 28 jours, du 16 février au 15 mars 2022 (montage et démontage inclus), en contrepartie d'une redevance forfaitaire d'un montant de 200 euros pour chaque emplacement occupé par un manège (17 m x 10 m), un manège enfantin (10 m de diamètre), une pêche aux canards (8 m x 5 m), un « casse boîte », (7 m x 2,5 m), un jeu d'adresse (9 m x 4 m).
Installation d'une activité commerciale alimentaire de confiserie-crêperie sur un emplacement de 4m x 3m pour une durée totale de 28 jours du 16 février au 15 mars 2022 (montage et démontage inclus), en contrepartie d'une redevance d'un montant de 1,69 euros par m² par jour d'occupation.
Article 2 : Les effets pécuniaires inhérents à ces autorisations s'opèreront à compter de la date de leur signature.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022 et des exercices ultérieurs.

2022 DAE 33 Subventions (149.100 euros) à 3 associations et conventions pluriannuelles d'objectifs dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat de Ville.

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, lui propose d'accorder des subventions de fonctionnement à diverses associations dans le cadre du Contrat de Ville et de l'autoriser à signer des conventions et avenants à conventions avec ces associations ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ere Commission,
Délibère :

Article 1 : une subvention de 42.000 euros est attribuée à l'association ESPEREM, domiciliée 83, rue de Sèvres (6e) (PARIS ASSO 191343) selon la répartition suivante :

Libellé de l'action	Direction et service	Montant	Dossiers
Action d'Accompagnement des femmes monoparentales et/ou victime du réseau prostitutionnel	DAE-BDEL	32.000€	2022_04811
Action de sensibilisation et d'accompagnement vers les métiers du jardinage urbain	DAE-BDEL	10.000€	2022_04812

Article 2 : Une subvention de 22. 000 euros est attribuée à l'association Femmes Initiatives, domiciliée Chez Mme Elisette ABADA 8 avenue de Choisy 75013 Paris (PARIS ASSO 12825), selon la répartition suivante :

Libellé de l'action	Direction et service	Montant	Dossiers
Insertion Professionnelle Et Employabilite	DAE-BDEL	18 000€	2022_04813
ASL/FLE /Activites Transversales	DASES-SEPLEX	4 000€	2022_04814

Article 3 : une subvention de 85.100 euros est attribuée à l'association Accompagnement Global contre l'Exclusion (ADAGE), domiciliée 17 rue Bernard Dimey 75018 Paris (PARIS ASSO 8382), selon la répartition suivante :

Libellé de l'action	Direction et service	Montant	Dossier
Femmes en mouvement	DDCT-SEII	2700€	2022_04801
	DAE-BDEL	38 500€	2022_04802
Groupe de recherche d'emploi	DDCT-SEII	2700€	2022_04803
	DAE-BDEL	5000€	2022_04804
Inclusion numérique pour l'accès à l'autonomie sociale et l'insertion professionnelle des femmes	DDCT-SEII	2700€	2022_04805
	DDCT-SPV	3500€	2022_04806
Un pas vers l'emploi	DDCT-SEII	5000€	2022_04807
Le Labo d'ADAGE	DAE-BDEL	25 000€	2022_04809

Article 4 : Les dépenses correspondantes seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASCO 1 Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (7.451 euros), subventions d'équipement (1.935.260 euros) et subventions pour travaux (76.884 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Éducation ;
Vu la délibération 2021 DASCO 111, du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2022 des collèges autonomes (10 925 189 euros) ;
Vu la délibération 2021 DASCO 112, du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2022 des collèges imbriqués avec un lycée (2 779 824 euros) ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, soumet à son approbation l'octroi de dotations complémentaires de fonctionnement (7 451 euros), de subventions d'équipement (1 935 260 euros), et de subventions pour travaux (76 884 euros) à certains collèges publics parisiens ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement, en date du 26 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement, en date du 25 janvier 2022
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du 25 janvier 2022
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du 25 janvier 2022
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du 25 janvier 2022
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 25 janvier 2022
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Des dotations complémentaires de fonctionnement sont attribuées à trois collèges publics, suivant le tableau joint en annexe, pour un montant total de 7 451 euros.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.
Article 3 : Des subventions d'équipement sont attribuées à cent quatorze collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 1 935 260 euros.
Article 4 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.
Article 5 : Des subventions pour la réalisation de travaux d'entretien sont attribuées à divers collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 76 884 euros.
Article 6 : La dépense d'investissement correspondante, soit 18 761 euros, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.
La dépense de fonctionnement correspondante, soit 58 123 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de l'exercice 2022.
Chaque établissement rendra compte de l'utilisation des crédits alloués (descriptif des travaux et copies des factures).

2022 DASCO 2 Subvention à l'association Office Central de Coopération à l'Ecole (OCCE) de Paris (15e) - Campagne de projets restreinte dans les écoles en 2021 par la Covid et report d'utilisation de la subvention (27.724,80 euros) sur des projets de l'année scolaire 2021/2022.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'OCCE de Paris (15e), d'une période de trois ans, approuvée par délibération 2018 DASCO 2 des 5, 6, 7 février 2018 ;
Vu la délibération 2020 DASCO 5 des 3 et 4 février 2020 attribuant une subvention de 105 000 euros à l'OCCE par avenant du 20 février 2020, pour contribuer au financement des projets des écoles de l'année scolaire 2019/2020 ;
Vu les bilans financiers des 10 novembre 2020 et 23 janvier 2021 établis par l'OCCE de Paris, notifiant le solde de subvention d'un montant de 61 616,60 euros non dépensé au titre de l'année scolaire 2019/2020 en raison des mesures de restrictions sanitaires dues à la Covid 19 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 19 votée en mars 2021 par le Conseil de Paris, actant le report de l'utilisation du solde de subvention sur des projets de l'année scolaire 2020/2021 ;
Vu le bilan financier du 8 septembre 2021 établi par l'OCCE de Paris notifiant le solde de subvention d'un montant de 27 724,80 euros non dépensé au titre de l'année scolaire 2020/2021 en raison des mesures de restrictions sanitaires dues à la Covid 19 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le report d'utilisation du solde de la subvention 2020 de la Ville de Paris, non dépensée par l'OCCE de Paris, en faveur des projets pédagogiques organisés au titre de l'année scolaire 2021/2022 ;
Sur le rapport présenté par Mr Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Un montant non dépensé de 27 724,80 euros a été constaté sur la subvention de la Ville de Paris versée en 2020 à l'association « Office Central de Coopération à l'Ecole de Paris » 149 rue Vaugirard 75015 Paris suite à une campagne de projets restreinte dans les écoles en 2020/2021 en raison des mesures de restrictions sanitaires dues à la Covid 19.
Article 2 : le report de l'utilisation de ce solde de subvention disponible par l'association départementale Office Central de Coopération à l'Ecole de Paris (n° 20499) pour le financement des projets des écoles de l'année scolaire 2021/2022 est approuvé.

2022 DASCO 3 Caisse des écoles (5e) - Subvention d'investissement (531.529,68 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Raymond-Queneau.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le Code de l'Éducation, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;
Vu la convention d'occupation du domaine public conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 5e arrondissement, en date du 30 octobre 2014 ;
Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 5e arrondissement, en date du 22 octobre 2021 ;
Vu le vœu 2021 V. 253 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021, relatif au transfert des cuisines des collèges Queneau et Alviset dans le cadre du transfert de la restauration scolaire des collèges parisiens vers les Caisses des écoles ;
Vu le vœu 2021 V. 347 des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021, relatif au transfert de la restauration des collèges Queneau et Alviset à la Caisse des écoles de Paris 5e ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 5e arrondissement une subvention d'investissement (531.529,68

euros) dans le cadre de la préparation de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire du collège Raymond-Queneau ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Caisse des écoles du 5e arrondissement est chargée, à sa demande, de réaliser un plan de rénovation des locaux et équipements dédiés au service public de la restauration scolaire du collège Raymond-Queneau, situé 66 boulevard Saint-Marcel à Paris 5e, afin de préparer sa reprise en gestion prévue pour le 1er septembre 2022.

Article 2 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 5e arrondissement, au titre du plan de rénovation des locaux et équipements du service public de la restauration scolaire du collège Raymond-Queneau, dans le cadre de la transition vers l'intégration de ce service dans le périmètre délégué à la Caisse des écoles du 5e arrondissement, d'un montant de 531.529,68 euros. Cette somme correspond aux dépenses prévisionnelles suivantes, listées à titre indicatif :

Intitulé des opérations et équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Sauteuse basculante	2	15 328, 16 €
Caniveau inox	1	807, 80 €
Plan de travail inox	2	2 258,14 €
4 feux sur placard fermé	1	3 214,30 €
Four mixte 20 niveaux + installation + mise en hauteur + rehausse chariot	1	18 133,62 €
Armoire froide positive	1	2 542,68 €
Table adossée avec étagères	1	814,94 €
Lave-mains	1	351,05 €
Mélangeur	2	389.94 €
Armoire froide	1	4 189,05 €
Rénovation cuisine		26 000 €
Rénovation couloir		32 000 €
Rénovation réserve des produits d'entretien		8 500 €
Rénovation local entretien		5 700 €
Rénovation plonge batterie		18 400 €
Rénovation réfectoire (partie self)		94 000 €
Rénovation laverie vaisselle		40 000 €
Rénovation local chaufferie BEC		9 300 €
Rénovation locaux sociaux sous-sol		105 000 €
Rénovation cage d'escalier		30 500 €
Rénovation zone de préparations froides		15 900 €
Rénovation zone légumerie		14 400 €
Rénovation couloir chambre froide		36 000 €
Rénovation réserve sèche		11 500 €
Rénovation sanitaires		3 300 €
Rénovation bureau		10 200 €
Rénovation local poubelle		12 900 €
Rénovation quai de livraison		9 800 €
Total hors taxes		531 529,68 €

Article 3 : La subvention prévue à l'article 2 est versée par la Ville de Paris à la Caisse des écoles du 5e arrondissement sur présentation des factures acquitées. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022 et 2023 sous réserve des décisions de financement.

Article 4 : Le projet de convention relative à l'organisation de la transition vers la reprise du service public de restauration scolaire du collège Raymond-Queneau par la Caisse des écoles du 5e arrondissement, entre la Ville de Paris, la Caisse des écoles du 5e arrondissement et le Collège Raymond-Queneau, est approuvé.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention approuvée à l'article 4.

2022 DASCO 5 Révision de la sectorisation des écoles publiques parisiennes pour l'année scolaire 2022 2023.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les articles L 2511-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Éducation Nationale, et notamment ses articles L212-7 et L131-5 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier la révision de la sectorisation des écoles publiques parisiennes pour l'année scolaire 2022-2023 ;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e commission,
Délibère :
Article 1 : La sectorisation des écoles préélémentaires de Paris Centre, des 7e et 13e arrondissements pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément aux listes annexées à la présente délibération.
Article 2 : La sectorisation des écoles préélémentaires du 10e arrondissement pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément aux listes annexées à la présente délibération.
Article 3 : La sectorisation des écoles préélémentaires du 12e arrondissement pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément aux listes annexées à la présente délibération.
Article 4 : La sectorisation des écoles élémentaires de Paris Centre, des 7e et 13e arrondissements pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément aux listes annexées à la présente délibération.
Article 5 : La sectorisation des écoles élémentaires 10e arrondissement pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément aux listes annexées à la présente délibération.
Article 6 : La sectorisation des écoles élémentaires 12e arrondissement pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément aux listes annexées à la présente délibération

2022 DASCO 6 Révision de la sectorisation des collèges publics parisiens pour l'année scolaire 2022-2023.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'éducation, et notamment ses articles L.213-1 ; D.211-10 ; D.211-11 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la révision de la sectorisation des collèges publics parisiens pour l'année scolaire 2022-2023 ;
Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale réuni le 27 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e commission,
Délibère :
La sectorisation des collèges publics parisiens pour l'année scolaire 2022-2023 est modifiée conformément à la liste annexée à la présente délibération.

2022 DASES 10 Subventions de fonctionnement (206.500 euros) au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris et à 9 associations et 1 subvention d'investissement (100.000 euros) au bénéfice de LINKEE pour des actions d'aide alimentaire à destination de personnes et familles en situation de précarité.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2511-13 ; L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le budget primitif de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire sollicite l'autorisation d'attribuer, au titre de l'exercice 2022, 11 subventions de fonctionnement au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris et à 9 associations et une subvention en investissement au bénéfice de LINKEE pour la réalisation d'actions de distribution d'aide alimentaire auprès de personnes et de familles démunies ;

Vu les conventions pluriannuelles signées en 2021, entre la Ville de Paris et le CASVP et les associations suivantes, la Croix Rouge française, Courte-Échelle, le Marché solidaire, Entraide Notre Dame de Grâce de Passy, Magaliménil, Porte Ouverte et Solidarité, la Fédération du Secours Populaire Français du Département de Paris.
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : sont attribuées 11 subventions de fonctionnement, au titre de 2022, au bénéfice du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris et de 9 associations mettant en œuvre des actions d'aide alimentaire auprès de personnes et de familles démunies pour les projets suivants :

- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 20 000 €, au bénéfice de l'établissement public « Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris », dont le siège social est situé au 5, boulevard Diderot 75012 Paris (n° Paris Assos 190343 et n° de dossier 2022_03109) pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 19e arrondissement dans les locaux du centre d'hébergement Crimée, à destination de personnes et familles en situation de précarité ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 13 000 €, au bénéfice de l'association « la Croix Rouge française » (15e), (n° Paris Assos 18099 et n° de dossier 2022_03451) dont le siège social est situé 98, rue Didot 75014 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 15e arrondissement ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 20 000 €, à l'association « la Croix Rouge française » (12e), (n° Paris Assos 18099 et n° de dossier 2022_03601) dont le siège social est situé au 98, rue Didot 75014 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 12e arrondissement ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 40 000 € à l'association « Épicerie Solidaire Courte-Échelle » (n° Paris Assos 19914 et n° de dossier 2022_00386) dont le siège social est situé 8 rue Gaston Tessier 75019 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 19e arrondissement ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 5 000 €, à l'association « Entraide Notre-Dame de Grâce de Passy » (16e), (n° Paris Assos 32601 et n° de dossier 2022_03704) dont le siège social est situé 4, rue de l'annonciation 75016 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 16e arrondissement ; l'épicerie du 16e ferme ses portes à la fin du premier trimestre 2022 pour des travaux prévus de durer 2 ans. Aussi, un avenant à la convention 2021-2023 vient préciser les modalités de paiement de la subvention comme suit : la somme de 2500 € sera versée à l'association après le passage au vote du Conseil de Paris du mois de février 2022 et le solde de 2500 € sera versé, si celle-ci dispose d'un local permettant de maintenir la mise en œuvre de ses actions d'aide alimentaire après la fermeture de la structure situé dans le 16e arrondissement, à la fin du 1er trimestre 2022. Le solde sera, toutefois, calculé au prorata de l'activité d'aide alimentaire déployée au titre de 2022.
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 6 000 €, à l'association « Magaliménil », (20e) (n° Paris Assos 12045 et n° de dossier 2022_03047) dont le siège social est situé 3, Place de Ménilmontant 75020 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 20e arrondissement ; (augmentation exceptionnelle de la subvention de 1000 €, pour soutenir l'association dans ses actions d'aide alimentaire et le renouvellement de matériel)
- une subvention de fonctionnement, au titre de 2022, de 20 000 €, à l'association « le Marché Solidaire » (n° Paris Assos 29141 et n° de dossier 2022_00339) dont le siège social est situé 12, rue de l'Eure 75014 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 14e arrondissement ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 10 000 €, à l'association « Porte Ouverte et Solidarité » (n° Paris Assos 11949 et n° de dossier 2022_00511) dont le siège social est situé 67, avenue d'Italie 75013 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie sociale située dans le 13e arrondissement ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement, au titre de 2022, de 50 000 € à la « Fédération du Secours Populaire Français du Département de Paris » (n° Paris Assos 17 423 et n° de dossier 2022_03825), dont le siège social est situé 6 passage Ramey 75018 Paris, pour le fonctionnement de ses deux libres services solidaires situés dans les 13e et 18e arrondissements, la fermeture du libre-service du 13e surviendra à la fin du 1er trimestre 2022. Aussi, un avenant à la convention signée en 2021, vient

préciser les modalités de paiement de la subvention comme suit : la somme de 38 330 € sera versée à l'association après le passage au vote du Conseil de Paris du mois de février 2022 et le solde de 11 670 € sera versé, si celle-ci dispose d'un local permettant de maintenir la mise en œuvre de ses actions d'aide alimentaire après la fermeture de la structure située dans le 13e arrondissement. Le solde sera, toutefois, calculé au prorata de l'activité d'aide alimentaire déployée au titre de 2022.

- une subvention de fonctionnement, au titre de 2022, de 10 000 €, à l'association « Solidaya », (n° Paris Assos 195376 et de dossier 2022_03768) dont le siège est situé 14 rue du Moulin des Près-75013 Paris, pour le fonctionnement de son épicerie solidaire située dans le 13e arrondissement ; (reconduction).
- une subvention de fonctionnement au titre de 2022, de 12 500 € à l'association du « Comité Local d'Animation Sociale et de Solidarité (CLASS 17) » (n° Paris Assos 96021 et de dossier 2022_04746) dont le siège social est situé au 19-20 rue des Batignolles (17e), pour ses d'actions d'aide alimentaire à destination des démunies au sein de la Mairie du 17e arrondissement (reconduction).

Article 2 : est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 €, au titre de 2022, au bénéfice de l'association « LINKEE», (n° Paris Assos 190214 et n° de dossier 2022_00079) dont le siège social est situé 7 rue Jourdain 75020 Paris, pour l'achat de 3 véhicules et de matériel isotherme dédiés à ses actions d'aide alimentaires dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire au bénéfice de personnes et familles démunies sur tout le territoire parisien.

Article 3 : le versement de la subvention mentionnée à l'article 1, au bénéfice de l'association Solidaya, est subordonné à la signature d'une convention pluriannuelle 2022-2023 avec l'association précitée. Ce document est présenté en annexe du présent délibéré que la Maire de Paris, est autorisée à signer.

Article 4 : un avenant à la convention 2021-2023 conclue avec les associations « « Fédération du Secours Populaire Français du Département de Paris » et « Entraide Notre-Dame de Grâce de Passy » permettra de verser le solde de la subvention, dans le cas où les associations précitées disposeraient d'un local pour pérenniser leurs activités d'aide alimentaire après la fermeture de leurs structures au 1er avril 2022. La collectivité parisienne se réserve le droit de financer l'activité d'aide alimentaire au sein d'une épicerie solidaire au prorata de l'activité déployée au titre de 2022. Ces documents sont présentés en annexe du présent délibéré que la Maire de Paris, est autorisée à signer.

Article 5 : le versement de la subvention d'investissement mentionnée à l'article 2 est subordonné à la conclusion d'une convention d'investissement, avec l'association « LINKEE», présentée en annexe du présent délibéré que la Maire de Paris est autorisée à signer.

Article 6 : les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement et d'investissement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 11-DAE Subventions (121.500 euros) et conventions pluriannuelles d'objectifs avec l'Association pour le Développement d'une Dynamique de l'Économie Locale (ADDEL) et l'association Mi-Fugue Mi Raison pour accompagner des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) nécessitant une action de remobilisation préalable au retour à l'emploi.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, sollicite l'autorisation d'accorder des subventions de fonctionnement avec l'association ADDEL et l'association Mi-Fugue Mi-Raison pour accompagner des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) nécessitant une première action de remobilisation préalable au retour à l'emploi, et de signer des conventions avec ces associations ;

Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe avec l'association ADDEL (75011), dont le siège social est situé 10 rue du Grand Prieuré - Paris (11e).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 93 000 € est attribuée à l'association ADDEL au titre de l'année 2022. (PARIS ASSO 21171/ dossier 2022_00500)

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe avec l'association Mi-Fugue Mi-Raison (93500), dont le siège social est situé 16 rue Vaucanson - PANTIN.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 28 500 € est attribuée à l'association Mi-Fugue Mi-Raison au titre de l'année 2022. (PARIS ASSO 53521 / dossier 2022_01893)

Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 21 Subventions (100.000 euros) à 2 associations pour leurs actions de prévention et d'accès à la culture en faveur des jeunes parisiens, de leurs familles, et des personnes en situation de précarité.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer des subventions à deux associations pour leurs actions de prévention et d'accès à la culture des jeunes parisiens, de leurs familles et des personnes en situation de précarité, pour un montant total de 100 000 € au titre de l'année 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Il est attribué une subvention de 50.000 € dans le cadre de la convention pluriannuelle 2021-2023 du 9 février 2021 à l'association Cultures du Cœur Paris, 76 rue Balard 75015 Paris, pour son action de prévention et d'accès à la culture. La subvention est fixée à 50 000 euros au titre de l'exercice 2022 (111082) (2022_02739).
Article 2 : Il est attribué une subvention de 50.000 € dans le cadre de la convention pluriannuelle 2020-2022 du 3 novembre 2020 à l'association Mouvement ATD Quart Monde, 63 rue Beaumarchais 93 100 Montreuil, pour son action de prévention et d'accès à la culture au titre de l'exercice 2022 (11225) (2022_02820).
Article 3 : Les dépenses seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'année 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 22 Prorogation de la convention entre Pôle Emploi et la Ville de Paris pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-13 et L 2511-14 ;
Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 263-1 et suivants ;
Vu la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;
Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;
Vu le Plan Parisien de l'Insertion par l'Emploi 2016-2020 ;
Vu la convention d'orientation signée entre la Ville de Paris, Pôle emploi et l'État en date de mars 2021 ;
Vu la convention tripartite signée entre Pôle emploi, l'Etat et l'UNEDIC en date du 20 décembre 2019 ;
Vu le protocole national ADF-DGEFP-Pôle Emploi « Approche globale de l'accompagnement » signé le 1er avril 2014 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation de signer avec Pôle Emploi le deuxième avenant à la convention complémentaire à la convention d'orientation, relative à l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels.
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Directrice territoriale de Pôle Emploi Paris l'avenant prorogeant la convention complémentaire à la convention d'orientation, relative à l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels.

2022 DASES 24 Subvention (50.000 euros) et convention avec l'association Paris et Compagnie pour son programme HUA d'innovation au service du handicap.

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de l'autoriser à signer une convention avec l'association Paris et Compagnie (Paris & Co) et d'attribuer une subvention à ladite association au titre de l'année 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e commission ;

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'association Paris et Compagnie (Paris & Co) dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention de 50 000 euros est attribuée à l'association Compagnie (Paris & Co) simpa : 75562 : dossier 2022_04347, au titre de l'année 2022.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 25-DLH Subvention d'investissement (379.500 euros) et convention avec l'association Les Restaurants du cœur - Relais du cœur de Paris pour l'aménagement du site de distribution alimentaire de la Porte de la Villette.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention d'investissement à l'association Les Restaurants du cœur - Relais du cœur de Paris pour l'aménagement du site de distribution alimentaire de la Porte de la Villette au profit des personnes les plus précaires ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement d'un montant de 379 500€ maximum est attribuée à l'association Les Restaurants du cœur - Relais du cœur de Paris (20815), dont le siège est situé 4 Cité d'Hauteville Paris 10e, pour l'aménagement et l'installation de modulaires au 7-15 avenue de la Porte de la Villette, Paris 19e, destinés à accueillir et servir des repas chauds quotidiens au plus précaires (2022_05790).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention d'équipement relative au projet subventionné.
Article 3 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris, AP Aider les personnes les plus fragiles à sortir de l'exclusion - budget participatif 2019, pour l'exercice 2022 et les exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 27 Subventions (1.173.300 euros) à 13 conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations du réseau des espaces de proximité.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions, dans le cadre de conventions avec 14 espaces de proximité, fixant le montant total des subventions de la Ville de Paris à 1 173 300 € euros au titre de l'exercice 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention globale de 83 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ARC - Les Equipes d'amitié, 8 rue Budé (4e), (numéro Paris asso : 20846), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- « Espace de proximité » (2022_02691 / DASES 76 500 €)
- « Subventions au titre de la politique de la ville » :
  - Projet intitulé « Bien-être et estime de soi pour redynamiser le vivre ensemble et le lien social entre les habitants » : 2 500 € (2022_01679)
  - Projet intitulé « Récup, création et inclusion dans la vie de la cité » : 2 500 € (2022_ 01677)
  - Projet intitulé « Aide et soutien aux démarches administratives et d'insertion » : 2 000 € (2022_01678)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention globale de 104 800 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'Association du Quartier Saint Bernard, 16 rue Charles Delescluze (11e), (numéro Paris asso : 17562), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- « Espace de proximité » (2022_ 03506 / DASES / 89 800 €)
- « Subvention au titre du sport de proximité» (2022_ 03507 / DJS-sport/ 11 000 €)
- « Petit-déjeuner » (2020_03505 / DASES/SDS/MMPCR - 4 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : Une subvention globale de 83 600 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Animômes de Beaugrenelle, 8 place de Brazzaville (15e), (numéro Paris asso : 108742), pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- « Espace de proximité » (2022_04579 / DASES / 83 600 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 4 : Une subvention globale de 106 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Réel Symbolique Imaginaire - La Ressource, 45 rue Berzelius (17e), (numéro Paris asso : 5101), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- « Espace de proximité » (2022_04516 / DASES / 83 000 €)
- « Université populaire » (2022_00456 / DDCT-SPV/ 2 000 €)
- « Fonction parentale et urgence » (2022_457 / DDCT-SPV/ 2 000 €)
- « Accès au droit » (2022¬_ 00453 / DDCT-SPV/ 2 000€)
- « Prévention des écrans » (2022_458 / DDCT-SPV/ 1 000€)
- « Fonction parentale et urgence » (2022_03987 / DFPE / 6 500 €)
- « Linguistique et citoyenneté », (2022_04598 / DDCT-SEII/ 1 500€)
- « Santé accès aux soins » (2022_00460 / DASES Santé 3 000 €)
- « Université populaire » (2022_05114 / DDCT-SPC/ 2 000 €)
- « Culture pour tous » (2022_00454 / DAC / 3 000€)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 5 : Une subvention globale de 98 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association pour le Dialogue et l'Orientation Scolaire - ADOS, 24/30 rue Polonceau (18e), (numéro Paris asso : 10836), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_03730 / DASES / 94 000 €)
- « Accompagnement des familles et animation familiale » (2022_03986 / DFPE / 4 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 6 : Une subvention globale de 85 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Compagnie Résonances, 8 rue Camille Flammarion (18e), (numéro Paris asso : 604), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_04555 / DASES / 69 000 €)
- « Culture : réseaux sociaux et médias-webradio » (2022_01792 / DDCT-SECA / 1 500€)
- « Théâtre et apprentissage du français » (2022_04600 / DDCT-SEII / 1 500€)
- « Pôle pratique artistique : enfants/ados/jeunes/adultes » (2022_01794 / DAC/ 13 500€)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 7 : Une subvention globale de 150 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Espoir 18, 44 rue Léon (18e), (numéro Paris asso : 15254), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_ 04894 / DASES / 124 500 €)
- « Subvention au titre du sport de proximité » (2022_ 05171 / DJS-sport /26 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 8 : Une subvention globale de 105 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Cultures sur Cour, 147 rue de Clignancourt (18e), (numéro Paris asso : 16027), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_04874 / DASES / 99 000 €)
- « Le temps des femmes » (2022_04882 / DFPE / 4 000 €)
- « Actions éducatives et artistiques en direction des enfants et des adolescents » (2022_04884 / DAC / 2 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 9 : Une subvention globale de 114 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Cafézoïde, 92 bis quai de la Loire (19e), (numéro Paris asso : 14445), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_03378 / DASES / 76 000 €)
- « Le facteur des enfants et le bien être à l'école » (2022_04828 / DASCO / 2 000€)
- « Permis de jouer durable accompagner les rues aux enfants » (2022_01991 / DDCT-SPV / 2 000€)
- « Café des enfants » (2022_02479 / DFPE / 24 000 €)
- « Café des enfants » (2022_04829 / DDCT-SECA / 10 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 10 : Une subvention globale de 125 800 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Plus Loin, 4 rue Paul-Jean Toulet (20e), (numéro Paris asso : 13486), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité» (2022_04815 / DASES / 59 000 €)
- « Santé bien-être en famille » (2022_ 04086 / DASES/Santé / 2 500 €)
- « Actions sportives du projet global de l'association » (2022_05187 / DJS-sport / 41 300 €)
- « Pôle culture » (2022_04808 / DAC / 3 500 €)
- « Actions politiques de la ville du projet global de l'association (2022_02199/ DDCT-SPV / 16 500 €)
- « Accompagnement culturel des familles » (2022_02349 / DFPE / 3 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 11 : Une subvention globale de 52 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'Association de Culture Berbère (ACB), 37 bis rue des Maronites (20e), (numéro Paris asso : 18514), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_00486 / DASES / 52 500 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 12 : Une subvention globale de 31 100 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'Association Les ateliers de Natéma, 65 rue des Haies (20e), (numéro Paris asso : 19350), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de proximité » (2022_03893 / DASES / 25 100 €)
- « Café jeux intergénérationnel » (2022_02487 / DFPE / 6 000 €)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 13 : Une subvention globale de 33 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association Davout Relais, 30 boulevard Davout (20e), (numéro Paris asso : 167781), pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- « Espace de proximité » (2022_01931 / DASES / 33 000 €)
Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 14 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 28 Participation (680.000 euros) et convention avec l'association Mission Locale de Paris pour la gestion comptable et financière du Fonds d'Aide aux Jeunes Parisiens.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L3411-1 et suivants ;
Vu les articles L263-3 et L263-4 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération 2005 DASES 28G du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil Départemental en date du 7 février 2005 relative à la création d'un Fonds d'Aide aux Jeunes à Paris ;
Vu la délibération 2016 DASES 8G du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil Départemental en date des 29, 30 et 31 mars 2016 relative au nouveau règlement du Fonds d'Aide aux Jeunes Parisiens ;
Vu la délibération 2011 DDEEES 3G en date des 7 et 8 février 2011 relative à la création d'une Mission Locale unique ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la Mission Locale de Paris, 34, quai de la Loire (19e), une convention au titre de l'année 2022.
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à conclure avec la Mission Locale de Paris, 34, quai de la Loire (19e), une convention au titre de l'année 2022, annexée au projet de délibération, relative à la gestion comptable et financière du Fonds d'Aide aux Jeunes Parisiens en difficulté.
Article 2 : La somme de 680.000 euros au titre de l'exercice 2022 sera versée à la Mission Locale de Paris, dans les conditions prévues par la convention précitée pour la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes Parisiens sur le compte ouvert à ce titre.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DASES 30 Dispositif de soutien aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) relevant de la convention collective de la branche de l'aide à domicile (BAD) leur permettant de revaloriser les salaires de leurs employés et autorisation de signature des conventions afférentes.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L-2511-13 et suivant ;
Vu la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la Sécurité sociale pour 2021 ;
Vu le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la Sécurité sociale pour 2021 ;
Vu la délibération 2021 DASES 260 des 16, 17, 18, 19 novembre 2021 par laquelle le Conseil de Paris a autorisé la création d'un dispositif de soutien aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) relevant de la convention collective de la branche de l'aide à domicile (BAD) ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de contribuer au financement de la revalorisation salariale des aides à domicile issue de l'avenant 43 à la convention collective BAD et de signer avec les SAAD concernés les conventions de financement correspondantes ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : La Ville de Paris finance un dispositif de soutien aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant de la branche de l'aide à domicile permettant la revalorisation salariale des personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile associatifs relevant de l'avenant 43 à la

convention collective de la branche de l'aide à domicile-BAD pour un montant total maximum estimé à 6 900 000 € en 2022.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec chaque SAAD concerné une convention de financement dont le modèle se trouve en annexe de la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DCPA 1 Construction d'une école et d'une crèche au 73 bd Davout (20e) - Indemnisation d'un tiers et de la SCI Rasselins pour le raccordement électrique de leurs compteurs individuels au nouveau coffret ENEDIS.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu les délibérations 2013-DU-74-1 et 2013-DU-74-2 des 10 et 11 juin 2013 approuvant le projet d'aménagement portant sur les parcelles situées 73, 73bis et 75 boulevard Davout, 8bis rue des Rasselins (20e), et autorisant la mise en œuvre de la procédure tendant à faire déclarer d'utilité publique le projet de construction d'une école élémentaire de 10 classes, d'une crèche de 66 places et de trois logements de fonction ;
Vu la délibération 2015-DU-79 des 16, 17 et 18 mars 2015 autorisant, à l'issue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (D.U.P.), la poursuite de cette opération d'aménagement ;
Vu la délibération 2015-DPA 71 des 14, 15 et 16 décembre 2015 approuvant le principe de réalisation de l'opération de construction d'une école élémentaire de 10 classes, d'un multi-accueil de 99 places et d'un logement de fonction au 73-73bis-75, boulevard Davout à Paris (20e) ; et autorisant la Maire de Paris à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics concourant à l'opération, et à déposer toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires ;
Vu la délibération 2020 DLH 113 des 17 et 18 novembre 2020 autorisant la signature d'un protocole transactionnel avec le Syndicat des copropriétaires du 6 rue des Rasselins relatif à la participation aux frais de travaux de canalisations enterrées et d'indemnisation des préjudices causés à l'immeuble 6 rue des Rasselins ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le paiement à M. X et à la SCI Rasselins d'une indemnisation pour la prise en charge du raccordement électrique de leurs compteurs individuels au nouveau coffret ENEDIS dans le cadre des travaux de construction de l'équipement public ;
Vu l'avis émis par le Conseil du 20e arrondissement en sa séance du 24 janvier 2022
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe d'indemnisation de M. X, à hauteur de 6 300 euros TTC, au titre des travaux de raccordement de son compteur électrique 8 rue des Rasselins au nouveau coffret ENEDIS.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le contrat de transaction correspondant, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : Est approuvé le principe d'indemnisation de la SCI Rasselins, à hauteur de 5 100 €TTC, au titre des travaux de raccordement de son compteur électrique 8ter rue des Rasselins au nouveau coffret ENEDIS.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le contrat de transaction correspondant, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 5 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 11 400 € TTC, seront imputées aux chapitres fonctionnels du budget d'investissement de la Ville de Paris, exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DCPA 3 Restructuration de la Crèche Glacière (13e) - Objectifs, programme des travaux - Autorisations administratives.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu l'avis émis par le Conseil du 13e arrondissement en sa séance du 24 janvier 2022 ;
Vu la délibération 2020 DDCT 17 du 3 juillet 2020 par laquelle Mme la Maire est autorisée à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution (notamment la résiliation et le règlement des marchés publics au sens des articles L.1110-1 et 1111-1 du code de la commande

publique, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision relative à une modification du contrat lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de réalisation de l'opération de « Restructuration de la Crèche Glacière» - 101, rue de la Glacière, 75013, Paris 13e arrondissement ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La réalisation de l'opération de « restructuration de la Crèche Glacière »- 101, rue de la Glacière, 75013, Paris 13e arrondissement est approuvée.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à solliciter tout financement extérieur auprès de tout organisme et à signer tous les actes nécessaires pour les recevoir.
Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant total estimé à 4 550 000 € sera imputée sur le budget de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve des décisions de financement.

2022 DCPA 4 Collège Georges Clémenceau - 43 rue des Poissonniers (18e) - Extension de locaux et amélioration de l'accessibilité du collège - Objectifs, programme des travaux, modalités de réalisation.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2020-DDCT-17 du 3 juillet 2020 par laquelle Mme la Maire est autorisée à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics au sens des articles L.1110-1 et L.1111-1 du Code de la commande publique, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision relative à une modification de contrat lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe d'extension de locaux et d'amélioration de l'accessibilité du collège Georges Clémenceau au 43 rue des Poissonniers à Paris (18e) ;
Vu l'avis émis par le Conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La réalisation de l'opération d'extension de locaux et d'amélioration de l'accessibilité du collège Georges Clémenceau au 43 rue des Poissonniers à Paris (18e) selon deux opérations (d'une part, la mise en accessibilité partielle du collège (au 41ter et entre la cour des Marronniers et la cour basse) et l'extension d'environ 40 m² sur courettes en RdC de deux salles existantes ; d'autre part, la construction, dans la cour basse, d'un bâtiment pour accueillir de plain-pied une salle polyvalente modulable, un espace d'accueil Parents et un local de rangement) est approuvée.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à solliciter tout financement extérieur auprès de tout organisme financeur pour la réalisation de ce projet.
Article 3 : La dépense correspondante, pour un montant total estimé à de 4 010 000 €, sera imputée aux chapitres fonctionnels du budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et ultérieurs, sous réserve des décisions de financement.

2022 DCPA 5 Collège La Rose Blanche et centre sportif Charles Mildé (ex-Saussure) - 34-40 rue Marie-Georges Picquart (17e) - Convention avec SNCF RESEAU pour des travaux réparatoires du mur-rideau du collège en bordure de voies ferrées.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2010 DPA 13G des 15 et 16 novembre 2010 approuvant le principe de construction d'un collège avec logements de fonction et d'un centre sportif, rue de Saussure à Paris 17e, de la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Paris ; des modalités de passation du marché de maitrise d'œuvre et autres marchés de prestations intellectuelles, et autorisant le dépôt de la demande de permis de construire ;
Vu la délibération 2011 DAJ 15G des 20 et 21 juin 2011 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre de l'opération au groupement ATELIER 2/3/4, Sas MIZRAHI, RFR ELEMENTS et ABC DECIBEL ;
Vu la délibération 2012 DPA 8G du 14 mai 2012 approuvant les modalités de passation du marché d'assurance, des marchés de travaux et d'OPC correspondants ;
Vu la délibération 2013 DPA 6G du 25 mai 2013 autorisant la signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre ;

Vu la délibération 2013 DPA 18G du 14 octobre 2013 autorisant la signature d'une convention avec la SNCF pour les travaux de construction à réaliser en bordure de voie ferrée ;
Vu la délibération 2019 DCPA 19 des 12-14-15 novembre 2019 autorisant la signature d'une convention avec la SNCF pour l'étude de mission de sécurité ferroviaire pour les travaux réparatoires du collège en bordure des voies ferrées ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, soumet à son approbation la signature d'une convention avec SNCF-Réseau pour les travaux de de mission de sécurité ferroviaire liés aux travaux réparatoires du collège en bordure de voies ferrées.
Vu l'avis émis par le Conseil du 17e arrondissement en sa séance du 24 janvier 2021 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe et la passation d'une convention à conclure avec S.N.C.F. RESEAU pour les travaux de mission de sécurité ferroviaire liés aux travaux réparatoires du collège La Rose Blanche en bordure de voie ferrée.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention correspondante, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant total de 26 604 €TTC sera imputée sur la section d'investissement du budget de la Ville de Paris, exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DCPA 6 Crèche Salneuve - 18 rue Salneuve (17e) - Restructuration d'un centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et d'un Centre Médico-psychologique (CMP) en une crèche multi-accueil de 44 enfants - Objectifs, programme des travaux - Autorisations administratives.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2020 DDCT 17 du 3 juillet 2020 par laquelle Mme la Maire est autorisée à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution (notamment la résiliation et le règlement des marchés publics au sens des articles L.1110-1 et 1111-1 du code de la commande publique, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision relative à une modification du contrat lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de réalisation de l'opération de restructuration d'un centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et d'un Centre Médico-psychologique (CMP) en une crèche multi-accueil de 44 enfants- 18, rue Salneuve 75017, Paris 17e arrondissement ;
Vu l'avis émis par le Conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La réalisation de l'opération restructuration d'un centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et d'un Centre Médico-psychologique (CMP) en une crèche multi-accueil de 44 enfants 18, rue Salneuve 75017, Paris 17e arrondissement, Paris 17e arrondissement est approuvée.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à solliciter tout financement extérieur auprès de tout organisme financeur pour la réalisation de ce projet.
Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant total estimé à 2 900 000 € sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve des décisions de financement.

2022 DCPA 7 Restructuration partielle de la piscine 19 rue de Pontoise (5e) - Autorisation de prendre toute décision relative à la mise en œuvre de l'opération.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération 2022 DCPA 7 en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de l'opération, l'autorisation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de maîtrise d'œuvre, de prestations intellectuelles, de travaux, fournitures et services, et de déposer les demandes d'autorisations administratives ;
Vu l'avis émis par le Conseil du 5e arrondissement en date du 26 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la réalisation de l'opération de restructuration partielle de la Piscine 19 rue de Pontoise, 75005, Paris.

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à solliciter tout financement extérieur auprès de tout organisme et à signer tous les actes nécessaires pour les recevoir.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et ultérieurs, sous réserve des décisions de financement.

2022 DDCT 1 Subventions (93.500 euros) au titre de l'engagement citoyen et associatif à 14 associations dans le cadre de conventions pluri-annuelles d'objectifs.

Mme Anouch TORANIAN, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2511-14 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement à quatorze associations ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement du 31 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anouch TORANIAN, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Dans le 11e arrondissement :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 25.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'« association pour la gestion d'un centre d'animation culturelle -AGECA » (6662 / 2022_04983), 177 rue de Charonne 75011 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Dans le 14e arrondissement :

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Les Amis de l'Université Populaire du 14e » (60621 / 2022_05287), 8, avenue Villemain - 75014 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Dans le 18e arrondissement :

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « la République de Montmartre » (43262 / 2022_03067), 18 rue Saint Rustique - 75866 Paris cedex 18 ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Les Amis du 18e du Mois » (18766 / 2022_03068), 76 rue Marcadet 75018 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Dans le 20e arrondissement :

Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « BENKADI association de femmes africaines du XXème » (19189 / 2022_03069), 4, passage de la Providence - 75020 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Actions couvrant plusieurs arrondissements :

Article 6 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association "Benenova" (184536 / 2022_03070), 29 boulevard Bourdon 75004 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 3.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association "Femmes pour le Dire Femmes pour Agir" (10085 / 2022_00305), 2 rue Aristide Maillol - 75015 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 8 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 8.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « France Bénévolat Paris » (16472 / 2022_00164) dont le siège social est situé au 127, rue Falguière - 75015 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 5.000 € est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association INSTITUT DE LA CONCERTATION ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE (ICPC)

(180814 / 2022_03817) située 35 rue du Sentier, 75002 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 10 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Kif Kif vivre ensemble », (181645 / 2022_03072), 65 rue des Haies - 75020 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 11 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 8.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Passerelles et Compétencces » (7502 / 2022_03073) dont le siège social est situé au 29 boulevard Bourdon - 75004 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 12 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 7.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Pro Bono Lab », (109021 / 2022_03075), 6 Rue des Bateliers - 92110 Clichy ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 13 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 8.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Réseau National des Maisons des Associations » (45321 / 2022_03076) dont le siège social est situé 1, allée Monseigneur Jean-René Calloch - 29000 Quimper ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 14 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Transparency International France » (142241 / 2022_03077), 14, passage Dubail - 75010 Paris ; dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour une période allant du 01/01/2021 au 31/12/2023.

Article 15 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DDCT 2 Soutenir et sécuriser les associations des quartiers populaires dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs (821.300 euros pour 42 associations et la réalisation de 120 actions).

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2021 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement de Paris en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement de Paris en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement de Paris en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement de Paris en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention globale de 24 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ACCUEIL LAGHOUAT (7626) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Ateliers Sociolinguistiques (18e) » (2022_01981/3500€/DDCT-SPV), (2022_04716/1500€/DDCT-INTEGRATION), (2022_04717/ 3500€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Accès aux droits (18e) » (2022_04710/3000€/ DDCT-INTEGRATION)
- « Apprentissage du français (18e) » (2022_04713/8000€/DCT-SPV), (2022_04714/ 5000 €/ DASES-SDIS-SEPLEX).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention globale de 7000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ANDES DIFFUSION (5065) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Musique pour tous (10e) » (2022_04749/2000€/DDCT-SPV), (2022_04750/2500€/DDCT-SECA), (2022_04751/2500€/DAC-SDAG-MT)

Article 3 : Une subvention globale de 21 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ART EXPRIM (9971) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Festival Arts en Espace Public : Interventions artistiques dans l'espace public » (13e) (2022_04747/3000 €/DDCT-SPV), (2022_04748/2000€/DAC-SDAG-MT)
- « Festival Arts en Espace Public : Interventions artistiques dans l'espace public » (18e) (2022_04984/ 12 000 €/DDCT-SPV), (2022_04985/ 4000 €/ DAC-SDAG-MT)

Article 4 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association BELLEVILLE CITOYENNE (19230) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Convergence 4 : Projet de théâtre intergénérationnel et pluridisciplinaire » (20e) (2022_04451/2000€/DAC-SDAG-MT

Article 5 : Une subvention globale de 20 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association CULTURE 2 + (13485) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Ateliers sportifs et culturels » (18e) (2022_04680/2000€/DDCT-SPV), (2022_04681/1500€/DASCO-SDR-BAJM)
- « Ethnopsychologie infantile » (18e) (2022_04682/2000€/DDCT-SPV), (2022_04683/ 4000 €/ DASES-SDS-SRCG)
- « Jeux en langue maternelle » (18e) (2022_04684/2500 €/DDCT-SPV), (2022_04685/4500€/DASCO-SDR-BAJM)
- « Etre parents dans sa langue et en français » (18e) (2022_04686/4000€/DDCT-INTEGRATION

Article 6 : Une subvention globale de 12 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'ASSOCIATION DE MEDIATION INTERCULTURELLE - AMI (16446) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Médiation familiale » (20e) (2022_04448/3000€/DDCT-SPV)
- « Ecrivain public-soutien juridique » (20e) (2022_04449/3500€/DDCT-SPV), (2022_04450/4000€/DDCT-INTEGRATION) (2022_05128/ 2000 €/ DASES-SDIS-SEPLEX)

Article 7 : Une subvention globale de 4500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL, LE SOUTIEN ET L'ORIENTATION (APASO) (12345) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Accès au droit et Insertion » (14e) (2022_04739/4500€/DDCT-SPV)

Article 8 : Une subvention globale de 14 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'ASSOCIATION SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE (ASTS) (12948) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « E-Services 13e (2022_04761/3500€/DDCT-SPV)
- « E-Services 20e (2022_04993/1500€/DDCT-SPV)
- « Atelier emploi - Informatique et Internet 13e (2022_04763/3500 €/DDCT-SPV)
- « Atelier Emploi - Informatique et Internet 20e (2022_04994/2500€/ DAE)
- « Linguistique 13e (2022_04764/1000 €/DDCT-INTEGRATION)
- « Linguistique 20e (2022_04995/1000€/DDCT-SPV), (2022_04996/1000€/DDCT-INTEGRATION°

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 9 : Une subvention globale de 24 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ATELIERS DU CHAUDRON (11108) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Implantation compagnie et orchestre de quartier » (11e) (2022_04765/7500€/DAC-SDAG-MT)
- « Les RDV du chaudron hors les murs » (11e) (2022_04773/ 6000 €/DDCT-SPV)
- « Agenda péri extra scolaire » (11e) (2022_04776/9000 €/ DDCT-SPV) et (2022_04778/2000€/ DASCO-SDR-BAJM)

Article 10 : Une subvention globale de 18 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ATELIERS PLURICULTURELS (18360) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Atelier de socialisation, accès au droit et médiation sociale » (13e) (2022_04779/4500€/DDCT-SPV), (2022_04780/7500€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Animation socio-culturelle et interculturelle » (13e) (2022_04784/4000€/DDCT-SPV), (2022_04785/2000€/DDCT-INTEGRATION)

Article 11 : Une subvention globale de 10 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association CAIREP - CENTRE D'AIDE D'INTERACTIONS ET DE RECHERCHE ETHNOPSYCHOLOGIQUE (11126) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Espace de médiation concernant un public en grande précarité, en particulier migrant » (18e) (2022_04946/4000€/DDCT-SPV), (2022_04947/3000€/DASCO-SDR-BAJM) et (2022_04948/ 3000 €/DASES-SDS-SRCG)

Article 12 : Une subvention globale de 7000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association CANAL MARCHES (11267) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « L'université Populaire Audiovisuelle à Belleville-Amandiers 2022 » (20e) (2022_01746/2000€/DDCT-SPV), (2022_04980/2000€/DDCT-SECA), (2022_04981/3000€/ DAC-SDAG-MT)

Article 13 : Une subvention globale de 28 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association CENTRE ALPHA CHOISY (9865) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Médiation sociale » (13e) (2022_04898/2000€/DDCT-SPV), (2022_04899/7000€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Mutualisation » (13e) (2022_04902/4500€/DDCT-SPV), (2022_04903/7000€/DDCT-INTEGRATION)
- « Français à visée d'insertion sociale » (13e) (2022_04907/8000€/DASES-SDIS-SEPLEX)

Article 14 : Une subvention globale de 24 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association CHINOIS DE FRANCE FRANÇAIS DE CHINE (19009) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Pour l'accompagnement et l'autonomie des seniors migrants chinois » (20e) (2022_04469/4000€/DDCT-SPV), (2022_04471/3000 €/DDCT-INTEGRATION)
- « ASL : Le français au service de l'intégration sociale » (20e) (2022_04472/2500€/DDCT-SPV), (2022_04473/2500€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Prévenir les pathologies et favoriser l'accès à la santé des migrants Chinois » (20e) (2022_04477/4000€/DASES-SDS-SRCG)
- « De l'accès aux droits des populations migrantes chinoises vers leur autonomie » (20e) (2022_04478/5000€/DDCT-SPV), (2022_04479/ 3000 €/DDCT-INTEGRATION)

Article 15 : Une subvention globale de 13 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association CLICHES URBAINS (12649) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Ateliers » (19e) (2022_04604/ 2000 €/DDCT-SPV), (2022_04606/2500 €/DAC-SDAG-MT)
- « Animations Visuelles » (19e) (2022_04609/1500€/DDCT-SPV), (2022_04610/2500€/DDCT-SECA)
- « Vie de Quartier » (19e) (2022_04611/4500€/DDCT-SPV)

Article 16 : Une subvention globale de 7500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association COMPAGNIE VARSORIO (9385) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Culture et citoyenneté » (19e) (2022_04647/2000€/DDCT-SPV), (2022_04648/1500€/DDCT-SPC)
- « Théâtre, masques et lien social » (19e) (2022_04649/2000€/DCT-SPV
- « Paroles de femmes » (19e)/2022_04650/2000€/DCT-SPV

Article 17 : Une subvention globale de 19 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association COURANT D'ART FRAIS (10785) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Gestion et animation de l'Espace Bièvre » (13e) (2022_04908/9000€/DDCT-SPV) et (2022_04909/2000€/DDCT-SECA)
- « Médiation culturelle en direction des habitants » (13e) (2022_04911/2000€/ DDCT-SPV)
- « Médiation culturelle en direction des jeunes) (2022_04913/6500€/DAC-SDAG-MT)

Article 18 : Une subvention globale de 11 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association DEBROUILLE COMPAGNIE (5166) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Le 13e récup son quartier » (2022_04914/2000€/DDCT-SPV)
- « Danube récup' » (19e) (2022_04963/4000€/DDCT-SPV)
- « Jardin récup' à Hérold 19e » (19e) (2022_04964/2500€/DDCT-SPV), (2022_04965/3000€/DEVE-AEU)

Article 19 : Une subvention globale de 11 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association D'UNE LANGUE A L'AUTRE- DULALA (8045) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Pratiques artistiques et plurilinguisme sur le 19e» (2022_04756/ 3000€/DDCT-SPV), (2022_04757/2000€/DDCT-INTEGRATION), (2022_04758/1500€/DASCO-SDR-BAJM)
- « Pratiques artistiques et plurilinguisme (20e) » (2022_04759/2000€/DDCT-SPV) et (2022_04760/ 3000 €/DDCT-INTEGRATION)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 20 : Une subvention globale de 12 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ECOLE DES ARTS DE LA SCENE - LES PETITS RIENS (19464) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Musique et maitrise du langage (19e) » (2022_04645/8000€/DDCT-SPV) et (2022_04646/1500 €/DASCO-SDR-BAJM)
- « Enseignement artistique autour des valeurs et principes de la République française (19e) » (2022_04997/3000€/DDCT-SPV)

Article 21 : Une subvention globale de 8500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ENSEMBLE ET SOLIDAIRES-UNION NATIONALE RETRAITES ET PERSONNES ÂGÉES-FÉDÉRATION DE PARIS (21175) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Récit de ville et de vie (20e) » (2022_04923/1500€/DDCT-SECA), (2022_04982/7000€/DDCT-SPV)

Article 22 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ENSEMBLE NOUS SOMMES LE 10EME (13770) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « rencontres interculturelles » (2022_04922/2500€/DDCT-SECA)

Article 23 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ESPOIR ET AVENIR POUR TOUS A CLAUDE BERNARD (7625) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Des familles et des liens (19e) » (2022_04615/ 3000 €/DDCT-SPV)
- « Fête de quartier (19e) » (2022_04616/ 2000 €/DDCT-SPV)

- « Atelier socio linguistique - Facilité l'insertion professionnelle (19e) » (2022_04617/1000€/ DASES-SDIS-SEPLEX)

Article 24 : Une subvention globale de 25 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association ESPRIT, SAVOIR, SPORT ET EQUITE - E.S.S.E. (174421) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Mères évasion (19e) » (2022_04619/2500€/DDCT-SPV), (2022_04624/2500€/DFPE-MF-BPMI)
- « Animation vie de quartier » (19e) » (2022_04621/5000€/DDCT-SPV
- « Médiation et prévention (19e) » (2022_04622/2500€/DDCT-SPV), (2022_04623/10 000€/ DPMP-BAP)
- « Sport et estime de soi (19e) » (2022_04620/3000€/DJS-SSP-BS)

Article 25 : Une subvention globale de 34 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association EXTRAMUROS L'ASSOCIATION (15247) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Chantiers éducatifs 18e » (2022_04659/1500€/DDCT-SPV)
- « Chantiers éducatifs 19e » (2022_04659/2500€/DDCT-SPV)
- « Chantiers éducatifs 20BA » (2022_04659/1500€/DDCT-SPV), (2022_04701/2000€/DAE-SDEDEL-BDEL)
- « Chantiers éducatifs 20PTES » (2022_04659/1500 €/DDCT-SPV)
- « Ateliers participatifs 18e » (2022_04661/1500 €/DDCT-SPV)
- « Ateliers participatifs 20BA » (2022_04661/1500 €/DDCT-SPV)
- « Ateliers participatifs 20ptes » (2022_04661/1500 €/DDCT-SPV
- « Ateliers Ménilibres Ateliers participatifs et Chantiers » (2022_04666/4500€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Ateliers Ménilibres - 20e (20e) » (2022_04668/ 2000 €/DDCT-SECA)
- « Renforcement Chantiers éducatifs » (2022_04669/10 000€/DAE-SDEDEL-BDEL)
- « Ateliers de menuiserie de réemploi pour publics jeunes (18e)» (2022_04670/1500€/DDCT-SPV)
- « Ateliers de menuiserie de réemploi pour publics jeunes (19e) » (2022_04670/ 2500€/DDCT-SPV)

Article 26 : Une subvention globale de 9000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association KORHOM (47682) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Grands Curieux (19e) » (2022_05090/ 1500 €/ DASCO-SDR-BAJM)
- « Programme de formation (19e) » (2022_04625/3000€/DDCT-SPV)
- « Dynamiques de territoire, jard'humains et voix de la jeunesse (19e) » (2022_04626/3000€/DDCT-SPV), (2022_04627/1500 €/DDCT-SECA)

Article 27 : Une subvention globale de 12 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LA COMPAGNIE A L'AFFUT (9519) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Insertion culturelle par un parcours de création et découverte théâtrale (13e) » (2022_04916/ 4500€/DDCT-SPV) et (2022_04917/2000€/DAC-SDAG-MT)
- « Le théâtre outil d'éducation et de socialisation pour les enfants (13e) » (2022_04918/3000€/ DASCO-SDR-BAJM)
- « Théâtre Forum : Parents-enfants mode d'emploi (14e) » (2022_04920/1500€/DAC-SDAG-MT)
- « Parents-École : Tous Éducateurs ! (13e) » (2022_04921/1000€/DASCO-SDR-BAJM)

Article 28 : Une subvention globale de 15 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LA MAISON DES FOUGERES (128781) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Lien social et Mobilisation (20e) » (2022_04642/11 000€/DDCT-SPV), (2022_04643/2000€/DDCT-SECA), (2022_04644/ 2000 €/ DASES-SDIS-SEPLEX)

Article 29 : Une subvention globale de 44 900 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association L'ASSEMBLEE CITOYENNE DES ORIGINAIRES DE TURQUIE (L'ACORT) (157) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Ateliers sociolinguistique (ASL) et Médiation sociale et insertion en direction des femmes (10e) » (2022_04731/10 000€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Soutien à la Parentalité "être parents d'un pays à un autre" (10e) » (2022_04732/2000€/DDCT-SPV)
- « 12e édition de "La Petite Istanbul en Fête" (10e) » (2022_04734/ 2000 €/DDCT-SECA)
- « 18e Festival du cinema de Turquie a Paris (10e) » (2022_04735/5000 €/DAC-SDCA-MRI)
- « Permanence d'accès aux droits et Cours de français (10e) » (2022_04736/13500€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Accompagnement à la scolarité (10e) » (2022_04737/2400€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Permanence et Accompagnement contre les discriminations (10e) » (2022_04966/5000€/DCT-Mission intégration)
- « Permanence et Accompagnement contre les violences faites aux femmes (10e) (2022_05225/5000€/DDCT égalité)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 30 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LE DANUBE PALACE (14187) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CULTURES CROISEES ET CULTURE PHYSIQUE (19e) (2022_02115/5000€/DDCT-SPV

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 31 : Une subvention globale de 29 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LE MOULIN (16410) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Les activités extrascolaires (Club enfant et Espaces jeunes) (14e) » (2022_04927/2000€/ DASCO-SDR-BAJM)
- « Soutien à la parentalité (soutenir les initiatives des mamans pour agir localement) (14e) » (2022_04928/ 2000 €/DDCT-SPV)
- « L'activité linguistique et sociolinguistique (14e) » (2022_04929/2000€/DDCT-SPV), (2022_04930/2000€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Fonctionnement global de l'association Le Moulin (14e) » (2022_04931/15 000€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « L'accompagnement à la scolarité (14e) » (2022_04932/2000€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Projet Santé Femmes : promouvoir la santé et le bien être (14e) » (2022_04933/4000€/DASES-SDS-SRCG)

Article 32 : Une subvention globale de 22 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LE PETIT NEY (10506) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Vie de Quartier - Initiatives locales (18e) » (2022_04722/8000€/DDCT-SPV), (2022_04724/1500€/DDCT-SPC)
- « Livres - Lecture - Oralités (18e) » (2022_04726/5000€/DAC-SDEAPC- BBL)
- « Balades urbaines - Quartier Porte Montmartre (18e) » (2022_04727/1500€/DDCT-SPC)
- « Poussiney - Un espace adultes-enfants (18e) » (2022_04728/1500 €/DDCT-SPV)
- « Ludiney : jouer ensemble pour mieux vivre ensemble (18e) » (2022_04729/2000€/DDCT-SPV), (2022_04730/3000€/DFPE-MF-BPMI)

Article 33 : Une subvention globale de 6500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association L'ECOLE NORMALE SOCIALE (9885) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

La Maison Queneau : un espace associatif mutualisé au service des habitants du quartier (18e) (2022_04767/3500€/DDCT-SPV), (2022_04768/3000€/DDCT-SECA)

Article 34 : Une subvention globale de 116 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LES ENFANTS DE LA GOUTTE D'OR EGDO (17594) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Loisirs Educatifs (18e) » (2022_04841/3000€/DDCT-SPV)
- « Accompagnement à la scolarité (18e) » (2022_04842/5000€/DDCT-SPV), (2022_04846/9000€/DASES-SDIS-SEPLEX)
- « Parentalité (18e) » (2022_04858/2000€/DDCT-SPV), (2022_04860/4000€/DASES-SDS-MMPCR)
- « Insertion professionnelle (18e) » (2022_04865/5000€/DDCT-SPV), (2022_04866/2000€/ DAE-SDEDEL-BDEL)
- « Prévention par le sport (18e) » (2022_04867/17 000€/DDCT-SPV), (2022_04869/65000€/DJS-SSP-BS), (2022_04870/2500 €/DASES-SDS-SRCG)

Article 35 : Une subvention globale de 29 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association MA PLUME EST A VOUS (15387) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Droit Médiation Accès aux Droits (18e) » (2022_04781/14 000€/DASES-SDIS-SEPLEX), (2022_04782/12 000€/DDCT-SPV), (2022_04783/3000€/DDCT-INTEGRATION)

Article 36 : Une subvention globale de 22 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association OMBRE EN LUMIERE (14432) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Le Local (11e) » (2022_04940/17 500€/DAC-SDAG-MT)
- « Parole en personne (11e) » (2022_04941/2000€/DDCT-SPV), (2022_04942/1000€/DDCT-INTEGRATION)
- « Lire en partage (11e) » (2022_04998/2000€/DDCT-SPV)

Article 37 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association PARIS EST MOUV (12946) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Ateliers réguliers d'écriture rap/slam 2021 (11e) » (2022_04943/3000€/DDCT-SPV)
- « Ateliers réguliers danse hip hop 2021 (11e) » (2022_04944/2000€/DDCT-SPV(

Article 38 : Une subvention globale de 107 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association PROJETS 19 (11085) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Pour l'emploi - 17e » (2022_04676/8000€/DAE-SDEDEL-BDEL)
- « Pour l'emploi - 18e » (2022_04677/16 000€/DAE-SDEDEL-BDEL), (2022_04672/13500€/DDCT-SPV)
- « Pour l'emploi - 19e » (2022_04678/8000€/DAE-SDEDEL-BDEL), (2022_04671/7000€/DDCT-SPV)
- « Pour l'emploi - 20e ptes » (2022_04999/8000€/DAE-SDEDEL-BDEL)
- « Pépinière Mathis - 19e » (2022_04673/2000€/DDCT-SPV), (2022_04674/32 500 €/DDCT-SECA)
- « Point d'appui à la vie asso (18e) » (2022_04675/12 500 €/DDCT-SECA)

Article 39 : Une subvention globale de 8100 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association QUARTIER LIBRE XI (8805) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- « Accompagnement à la scolarité » (11e) » (2022_04945/ 2000€/ DASES-SDIS-SEPLEX)

- « Culture : Rififi dans la salle noire (11e) » (2022_04951/1000€/DAC-SDAG-MT)
- « Culture et Grandir : Découvertes des musiques du monde /Projet DEMOS Accompagnement de la pratique (11e) » (2022_04952/ 2000 €/ DAC-SDAG-MT)
- « Grandir : Citoyen Mamadou debout!Citoyenneté, laïcité valeurs de la République (11e) » (2022_04953/1600 €/DDCT-SPV)
- « Brin de cousette dans la cuisine Atelier Broderie couture/ atelier cuisine (11e) » (2022_04954/ 1500 €/DDCT-SPV)

Article 40 : Une subvention globale de 12.800 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association REGIE DE QUARTIER DU 19e (11485) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- « Jardin collectif partagé et solidaire Le Ver Têtu (19e) » (2022_04651/9000€/DDCT-SPV)
- « Actions de proximité et de convivialité (19e) » (2022_04652/3800€/DDCT-SPV)

Article 41 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association MAMANS ASSOCIATION GRANGES AUX BELLES (193733) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- « Les mamans au service des habitants (10e) » (2022_00546/5000€/DDCT-SPV)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 42 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association NGAMB ART (6881) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- « COUP DE POUCE - Redynamiser le quartier (10e) » (2022_01087/3000€/DDCT-SPV)

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 43 : Les dépenses correspondantes seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 3 Subventions (33.500 euros) à 1 association pour le financement de 4 actions au titre de l'intégration.

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme La Maire de Paris propose une subvention à une association pour le financement de 4 actions au titre de l'intégration ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 33 500 € est attribuée à l'association Fédération des Associations de Solidarité avec Tout·es les immigré·es (18632) dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 pour lui permettre d'assurer les actions suivantes, localisées dans le 20e :
- « Droits Intégration - Accès aux droits » (2022_04819 / DDCT SEII - 13 500 € - 2022_00692 / DDCT SPV - 8 000 €).
- « Permanences d'accès aux droits à la bibliothèque Assia Djebar » (2022_04820 / DDCT SEII - 3000 € - 2022_00618 / DDCT SPV - 1 000 € - 2022_04868 / DASES Seplex - 2 000 €).
- « Manger Bouger Multiculturel » (2022_00630 / DASES Santé - 4 000 €).
- « Cours de français » (2022_00617 / DDCT SPV - 2 000 €).

Article 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 4 Subvention (122.000 euros) à 10 associations au titre de l'intégration et de la mémoire.

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à 10 associations au titre de l'intégration et de la mémoire ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Accompagnement des résidents au sein des foyers de travailleurs migrants (FTM) et des résidences sociales

Article 1 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'Association COPAF - Collectif Pour l'Avenir des Foyers (103402), pour le projet intitulé « Formation des délégués élus et appui aux démarches citoyennes des délégués de résidences sociales» (2022_00816).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association Keur Kamer - (A2K) (75721), 3 000 € pour le projet, intitulé « Numérique, français et ouverture culturelle » (2022_04793) et 3 000 € pour le projet, intitulé « Alphabétisation et accès au numérique dans 2 Foyers de Travailleurs Migrants » (2022_00715).

Insertion professionnelle

Article 3 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Sama for All (194332) pour le projet intitulé « Formation des personnes réfugiées et immigrées baux métiers de l'art et de la culture» (2022_03639).

Article 4 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Melting Coop (191825) pour le projet intitulé « L'atelier Migracoop Couture» (2022_04795).

Article 5 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'Association LTF (Light Towards Future) (194398), pour le projet intitulé « Fonctionnement général du parcours d'accompagnement LTF» (2022_00361).

Accompagnement des personnes âgées issues de l'immigration

Article 6 : Une subvention d'un montant de 70 000 € est attribuée à l'Association Ayyem Zamen Le temps jadis (18686) pour le projet intitulé « Subvention de fonctionnement cafés sociaux, domiciles partagés et équipe mobile (DDCT-SEII / DASES) » (2022_00550). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle pour le projet mentionné.

Article 7 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'Association A2D Agir pour la diversité et contre les discriminations (61941) pour le projet intitulé « Fonctionnement permanence l'Arbre à palabre » (2022_03503). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle pour le projet mentionné.

Connaissance de l'histoire

Article 8 : Une subvention d'un montant de 8 000 € est attribuée au Centre d'information et d'études sur les migrations internationales (75761) pour le projet intitulé « Centre de ressources et de sensibilisation sur les migrations internationales, DDCT, INT » (2022_00848).

Article 9 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'Association Cuisinons nos différences (191662) pour le projet intitulé « Subvention de fonctionnement de l'association : financement d'ateliers cuisine» (2022_00238).

Article 10 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association SOS Racisme touche pas à mon pote (15485) pour son projet « Regards croisés et rencontres interculturelles entre jeunes Algériens et jeunes Français » (5 000 € au titre de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme / 2022_04816 DDCT /SEII et 5 000 € au titre de la Mémoire 2022_01333 DAC). Il est à noter une mise à disposition à titre gracieux des salons de l'Hôtel de Ville, le samedi 19 mars 2022, valorisable à hauteur de 10 000 € HT.

Article 11 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement ;

2022 DDCT 10 Appel à projets Politique de la Ville - Subventions de fonctionnement (163.200 euros) à 54 associations pour le financement de 56 projets dans les quartiers populaires (1ere enveloppe).

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;

Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement de Paris en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement de Paris en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement de Paris en date du 31 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement de Paris en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement de Paris en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association 4 A 4 DIX HUIT (11945) pour son action « De mômes et d'opérette » (2022_01149) (18e).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association ARTAXE (186505) pour son action « Festival Traditions en mouvements » (2022_00734) (20e).

Article 3 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association ARTMELE (190027) pour son action « "Livres ouverts" lecture et échange de livres 2022 » (2022_00669) (14e).
Article 4 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association ACCORDERIE PARIS 18 (192704) pour son action « Fête de quartier Blémont » (2022_01683) (18e).
Article 5 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association CULTURE 2 + (13485) pour les actions suivantes :
- « Accueil Première Scolarisation » (2022_01684/2000 euros) (18e) ;
- « Papothèques » (2022_02360/2000 euros) (18e).

La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant aux projets mentionnés.
Article 6 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association ASSOCIATION OEUVRE PARTICIPATIVE (19629) pour son action « Paysage D : quand les murs se transforment avec lacréativité de chacun » (2022_00739) (14e).
Article 7 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association ASSOCIATION POUR L'UNITE ET LE DEVELOPPEMENT DU MALI (AUDM) (190077) pour son action « Saint-Blaise solidarité » (2022_01711) (20e).
Article 8 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE ET D'ENTRE AIDE AUX FAMILLES (ASCEAF) (191163) pour son action « Médiation familiale et institutionnelle auprès des familles fragilisées du 19e arrondissement » (2022_00529) (19e).
Article 9 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION SOCIO EDUCATIVE DES FAMILLES DE L'ENSEMBLE CLIGNANCOURT (150) pour son action « Carnaval de printemps » (2022_01717) (18e).
Article 10 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ATELIER EDUCATIF CULTUREL ET SPORTIF (AECS) (3461) pour son action « Lien social : établir et consolider le lien social » (2022_00605) (17e).
Article 11 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association ATELIERS - COMME A LA MAISON (153751) pour son action « Salon du livre jeunesse solidaire 2022 » (2022_01719) (18e).
Article 12 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association AU COEUR DE LA VIE BIODANZA AC VIE (408) pour son action « lien social quartier Algérie Paris 19e » (2022_00398) (19e).
Article 13 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association CABEMPLOI, CONSEIL-COACHING-EMPLOYABILITE (CCCE) (188722) pour son action « Ateliers de conseil en image et estime de soi » (2022_01745) (19e).
Article 14 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association CALLIOPE - CITÉ DES ARTS DE LA PAROLE ET DU BIEN DIRE (190100) pour son action « Promenade/veillée contée » (2022_00936) (17e) La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.
Article 15 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association CENTRE ANIMATION JEUNESSE PROMOSPORT (CAJ PROMOSPORT) (19137) pour son action « Lien social et aide aux devoirs » (2022_01301) (20e).
Article 16 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association COGITO LAB (193479) pour son action « Recycle lab dans mon quartier » (2022_01361) (10e).
Article 17 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association AMUNANTI (182 538) pour son action « PROGRAMME SPORT ET SANTE A L'ECOLE CHARLES HERMITE POUR AMELIORER LA SANTE DES ENFANTS DE 3 A 5 ANS » (2022_01985) (18e).
Article 18 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association COMITE DE QUARTIER EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT SECTEUR BESSIERES (CQFD BESSIERES) (13325) pour son action « Animations intergénérationnelles de quartier » (2022_01798) (17e).
Article 19 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association CULTURE ET BIBLIOTHEQUES POUR TOUS (19714) pour son action « Éducation et parentalité : valorisation de la lecture favorisant la réussite scolaire et éducative » (2022_00689) (13e).
Article 20 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association DE MONBLEMONT (196526) pour son action « Activités culturelles pour les habitants du quartier Blémont » (2022_01999) (18e).
Article 21 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association DENA'BA (191084) pour son action « Mamans entraide » (2022_00555) (10e).
Article 22 : Une subvention d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION (189652) pour son action « Atelier de curiosité urbaine - Escale-autour du local » (2022_02003) (13e)
Article 23 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association DIALOGOS - CREER DES LIENS (193079) pour son action « Développer les échanges en milieu populaire. Débattre parents et enfants » (2022_01368) (20e).

Article 24 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association ESPACE D'ACCUEIL D'ANIMATION INTERCULTURELLE ET SOCIAL DITE ESPACE UNIVERSEL (10265) pour son action « Accompagnement social et accès au numérique » (2022_01375) (10e).
Article 25 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association ESPOIR 18 (15254) pour son action « Scène jeunes fête de quartier La Chapelle 2022 » (2022_02719) (18e).
Article 26 : Une subvention d'un montant de 7500 euros est attribuée à l'association ETOILES DU SOL (199020) pour les actions suivantes :
- « Ateliers de rue - Marcel Sembat/Trois Tours » (2022_01389/5000 euros) (18e) ;
- « Festivals des ateliers de rue » (2022_01390/ 2500 euros) (18e).

Article 27 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association FOOTBALL CLUB PARIS 20 (186748) pour son action « Animation sportive pour le jeune public féminin » (2022_00620) (20e).
Article 28 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association HAÏ-LYLYNE (18259) pour son action « L'atelier de vie - tricote tes activités » (2022_01427) (19e).
Article 29 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association IMPULSION CARRIERE EMPLOI (I.C.E) (184726) pour son action « Permanence emploi Python-Duvernois » (2022_01002) (20e).
Article 30 : Une subvention d'un montant de 1200 euros est attribuée à l'association JEUNE & ENGAGE (197709) pour son action « Maman citoyenne et Engagé » (2022_02053) (17e).
Article 31 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association LA FABRIQUE DOCUMENTAIRE (138941) pour son action « Ciné dans mon quartier, Python-Duvernois » (2022_02097) (20e).
Article 32 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association LA MAISON BLEUE PORTE MONTMARTRE (163481) pour son action « La fête de quartier Binet » (2022_01026) (18e).
Article 33 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association LE FIL ET LA MAIN (185784) pour son action « Créer du lien autour de nos aiguilles » (2022_00359) (20e).
Article 34 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association LE TEMPS DES MOTS (193115) pour son action « Atelier socio linguistique » (2022_00800) (14e)
Article 35 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association L'ECLABOUSSEE (28321) pour son action « Personnes âgées et artistes chorégraphiques/ habiter son corps, habiter les lieux » (2022_02062) (18e).
Article 36 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association LES COULEURS DE PONT DE FLANDRE (185058) pour son action « Tous au cinéma » (2022_02133) (19e).
Article 37 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association LES FAISEURS DE SCENES (148961) pour son action « Les mangeurs d'histoires : contes partagés et spectacle » (2022_02136) (20e).
Article 38 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LEZ ARMUSES (19530) pour son action « Fictions radiophoniques et film documentaire » (2022_02455) (13e).
Article 39 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PARIS (17156) pour son action « Le territoire des alliances éducatives (Utrillo-Clémenceau-Mayer) / soutien au déploiement » (2022_02149) (18e).
Article 40 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association MA PARTITION DE VIE (MPDV) (194136) pour son action « Voyage à travers les cultures » (2022_02158) (14e).
Article 41 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association MOI ET MES ENFANTS (190018) pour son action « Comme un dimanche » (2022_02165) (13e).
Article 42 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association MON OEIL! (189716) pour son action « Journal de quartier BAM » (2022_03701) (20e).
Article 43 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association MOSKOVA (11567) pour son action « Fetes de quartier Moskova » (2022_00817) (18e).
Article 44 : Une subvention d'un montant de 12 500 euros est attribuée à l'association NEY VILLAGE (13505) pour son action « Lien social, vie de quariter et coordination sociale » (2022_00657) (18e).
Article 45 : Une subvention d'un montant de 7000 euros est attribuée à l'association OPTIMA (187606) pour son action « Médiation et animation d'un dispositif interne de raccrochage scolaire au sein du collège Berlioz » (2022_02175) (18e).
Article 46 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association PAR ICI (191397) pour son action « Tricycle 2022 » (2022_01925) (20e).
Article 47 : Une subvention d'un montant de 7000 euros est attribuée à l'association PASSERELLES 17, REGIE DE QUARTIER (12485) pour son action « Alimentation durable » (2022_02432) (17e).
Article 48 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association PSYRIEL (189233) pour son action « Les ateliers PSYRIEL : pour une inclusion par le numérique » (2022_02207) (20e).

Article 49 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association QUARTIER DE SOLEIL (11985) pour son action « Lien social : échange et ouverture culturelle à destination des familles » (2022_00349) (17e).
Article 50 : Une subvention d'un montant de 7000 euros est attribuée à l'association QUARTIERS DU MONDE (19878) pour son action « Forum Femmes en ActionS : le quartier de Belleville en action pour l'égalité femmes-hommes » (2022_01508) (20e).
Article 51 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association SAVEURS EN PARTAGE (191369) pour son action « Ateliers participatifs alimentation durable, santé et consommation responsable » (2022_00883) (20e).
Article 52 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association TOUS ENSEMBLE (189784) pour son action « Atelier jardinage » (2022_00895) (20e).
Article 53 : Une subvention d'un montant de 1000 euros est attribuée à l'association YACHAD (39964) pour son action « Lien social médiation sociale et culturelle en direction des femmes isolées du quartier politique de la ville et de Plaisance » (2022_01294) (14e).
Article 54 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association ZONE VIVE (182898) pour son action « Cinéma de quartier des "Portes du 20e" » (2022_01442) (20e).
Article 55 : Les dépenses correspondantes aux projets s'élèvent au total à 163 200 euros et seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DDCT 11 Modification des statuts de la congrégation « Province de France des Franciscaines missionnaires de Marie ».

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 août 1901, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901, et notamment son article 21 ;
Vu la délibération du conseil provincial de la Province de France des franciscaines missionnaires de Marie en date du 15 février 2020 proposant de déménager le siège social de la congrégation du 32 avenue Reille dans le 14e arrondissement au 37, rue Jean Leclaire dans le 17e arrondissement ;
Vu le courrier du préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris en date du 17 novembre 2021 demandant que le Conseil de Paris délibère sur la modification des statuts de la congrégation « Province de France des franciscaines missionnaires de Marie » ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande la modification des statuts formulée par la congrégation « Province de France des franciscaines missionnaires de Marie » ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,
Délibère :
Un avis favorable est donné à la demande de modification des statuts de la congrégation « Province de France des Franciscaines missionnaires de Marie » portant sur le transfert de son siège social du 32 avenue Reille dans le 14e arrondissement au 37, rue Jean Leclaire dans le 17e arrondissement.

2022 DDCT 14 Subvention (12.000 euros) à 1 association au titre de la lutte contre la traite des êtres humains et de la lutte contre les violences faites aux femmes à Paris.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à 1 association ;
Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD, au nom de la 6e commission,
Délibère :
Soutien aux actrices de la lutte contre la traite des êtres humains
Article 1 : Une subvention d'un montant de 12 000 € est attribuée à l'association Osez le féminisme ! pour son projet intitulé : « accompagnement des victimes du système pornocriminel : week-end de rencontre pour les victimes » (2022_04637).
Article 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 22 Approbation de la convention de mise à disposition temporaire du pavillon « Maison de l'air » dans le parc de Belleville, 27 rue Piat (20e).

Mme Anouch TORANIAN, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le voeu 2016 V. 347 relatif à la mobilisation du domaine intercalaire de la Ville de Paris et au rôle moteur joué par la Ville pour inciter les opérateurs à des bonnes pratiques sur les usages temporaires dans le parc privé adopté par le Conseil de Paris en novembre 2016 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de l'autoriser à signer une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation temporaire du pavillon « Maison de l'air » dans le parc de Belleville 27 rue Piat (20e)
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 :
Sur le rapport présenté par Mme Anouch TORANIAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention dont le texte est joint à la présente délibération avec les associations « Archipélia » et « Démocratie Ouverte ».

2022 DEVE 1 Travaux de démolition et reconstruction d'un mur mitoyen - Convention entre la Ville de Paris et le Syndicat de Copropriétaires du 18 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (4e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de signer avec le Syndicat des copropriétaires du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (4e) la convention relative au financement des travaux de démolition et reconstruction du mur du jardin du Clos des Blancs Manteaux, mitoyen entre la Ville de Paris et la copropriété du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Syndicat des copropriétaires du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (4e) la convention jointe à la présente délibération, relative au financement des travaux de démolition et reconstruction du mur du jardin du Clos des Blancs Manteaux, mitoyen entre la Ville de Paris et la copropriété du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie.
Article 2 : La Ville de Paris assure le financement de l'ensemble des travaux de démolition et reconstruction. Le Syndicat des copropriétaires remboursera à la Ville de Paris sa part des frais engagés, soit 19% de la somme totale, de laquelle sera soustraite la quotité des frais engagés par la copropriété au titre de l'étaiement du mur.
Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant prévisionnel de 70 000 euros TTC sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants.
Article 4 : La recette correspondant à la participation aux frais du Syndicat des copropriétaires sera inscrite au budget d'investissement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants.

2022 DEVE 2 Modification des modalités de rétrocession des concessions funéraires des cimetières parisiens.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-7, L. 2213-8, L. 2223-3 et suivants ;
Vu le règlement général des cimetières parisiens du 1er juin 2005 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver la modification des modalités de rétrocession des concessions funéraires des cimetières parisiens.
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Article 1 : Sous réserve de restituer l'emplacement concédé libre de corps, de construction et de caveau, et dans les conditions prévues par le règlement général des cimetières parisiens, les concessionnaires

peuvent demander la rétrocession des emplacements funéraires qui leur ont été concédés en contrepartie du remboursement par la Ville de Paris d'une partie du prix d'achat, lorsque la rétrocession est effectuée dans le respect des délais suivants.

Article 2 : Les concessionnaires peuvent demander la rétrocession de leur concession perpétuelle en contrepartie du remboursement par la Ville de Paris du prix d'achat, sur la base du tarif en vigueur au moment de l'achat, déduction faite :

- du prix d'une concession décennale (au tarif en vigueur au moment de l'achat), en cas de rétrocession durant les dix premières années
- ou du prix d'une concession trentenaire (au tarif en vigueur au moment de l'achat), en cas de rétrocession de la 11e à la 30e année,
- ou du prix d'une concession cinquantenaire de la 31e à la 50e année,
- et, le cas échéant, des frais d'enregistrement et de timbre perçus par l'Etat et de la part versée au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris payés à la date d'acquisition.

Au-delà de la 50e année, aucun remboursement ne sera plus possible.

Article 3 : Les concessionnaires peuvent proposer la rétrocession de leur concession centenaire en contrepartie du remboursement par la Ville de Paris du prix d'achat, sur la base du tarif en vigueur à l'époque, déduction faite :

- du coût d'occupation à l'année, soit moins 1% du prix payé par année écoulée
- et, le cas échéant, des frais d'enregistrement et de timbre perçus par l'État et de la part versée au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris payés à la date d'acquisition.

La durée centenaire a été supprimée par l'ordonnance n° 59-33 du 5 janvier 1959.

Article 4 : Les concessionnaires peuvent demander la rétrocession de leur concession cinquantenaire en contrepartie du remboursement par la Ville de Paris du prix d'achat de la concession, sur la base du tarif en vigueur au moment de l'achat, déduction faite :

- du prix d'une concession décennale (au tarif en vigueur au moment de l'achat), en cas de rétrocession de la date d'achat à la 10e année,
- ou du prix d'une concession trentenaire (au tarif en vigueur au moment de l'achat), en cas de rétrocession de la 11e à la 30e année,

Au-delà de la 30e année, aucun remboursement ne sera plus possible.

Article 5 : Les concessionnaires peuvent demander la rétrocession de leur concession trentenaire en contrepartie du remboursement par la Ville de Paris du prix d'achat sur la base du tarif en vigueur à l'époque, déduction faite du prix d'une concession décennale (au tarif en vigueur au moment de l'achat), en cas de rétrocession durant les 10 premières années.

Au-delà de la 10e année, aucun remboursement ne sera plus possible.

Article 6 : Les concessionnaires peuvent demander la rétrocession de leur concession décennale en contrepartie du remboursement par la Ville de Paris du prix d'achat sur la base du tarif en vigueur à l'époque, déduction faite du coût d'occupation à l'année, soit moins 10% du prix payé par année écoulée.

Article 7 : les dispositions de l'article 39 du règlement général des cimetières parisiens du 1er juin 2005 incompatibles avec ces dispositions sont abrogées.

Article 8 : Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur pour les demandes de rétrocessions déposées à compter du 1er janvier 2022 ou en cours d'instruction par le service des cimetières au 1er janvier 2022.

Article 9 : les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices ultérieurs.

2022 DEVE 3 Autorisation donnée à l'IRIS d'utiliser un escalier de secours pour évacuer les bâtiments situés 2 bis rue Mercœur, à travers le square Jean Allemane (11e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de signer avec l'IRIS la convention l'autorisant à utiliser un escalier de secours pour évacuer les bâtiments situés 2 bis rue Mercœur, à travers le square Jean Allemane (11e) en cas de danger ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'IRIS la convention l'autorisant à utiliser un escalier de secours pour évacuer les bâtiments situés 2 bis rue Mercœur, à travers le square Jean Allemane (11e) en cas de danger.

Article 2 : La convention est conclue pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter de la date de sa notification après transmission au contrôle de légalité de la délibération des élus du Conseil de Paris. À l'issue de cette période, elle ne sera renouvelable que de manière expresse.
Article 3 : L'autorisation de passage dans le jardin est accordée à titre gratuit.

2022 DEVE 5 Dénomination « allée Félicie Hervieu » attribuée à l'allée centrale du square de l'Abbé Lemire situé 78 rue Vercingétorix (14e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination « allée Félicie Hervieu» à l'allée centrale du square de l'Abbé Lemire situé 78, rue Vercingétorix (14e) ;
Vu le plan annexé audit projet de délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e commission,
Délibère :
La dénomination « allée Félicie Hervieu» est attribuée à l'allée centrale du square de l'Abbé Lemire situé 78, rue Vercingétorix à Paris 14e.

2022 DEVE 6 Dénomination « allée Louise Abbéma» attribuée à l'allée sud du square Sarah Bernhardt situé 2 rue de Buzenval (20e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination « allée Louise Abbéma » à l'allé sud, côté rue de Lagny, du square Sarah Bernhardt situé 2, rue Buzenval (20e) ;
Vu le plan annexé audit projet de délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e commission,
Délibère :
La dénomination « Allée Louise Abbéma» est attribuée à l'allé sud, côté rue de Lagny, du square Sarah Bernhardt situé 2, rue Buzenval (20e).

2022 DEVE 7 Travaux de remise en état du terrain après mise en accessibilité et en conformité de la sécurité incendie de la gare RER C, Pont de l'Alma (7e) - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec SNCF GARES ET CONNEXIONS.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de signer avec SNCF GARES & CONNEXIONS la convention l'autorisant à occuper, de manière précaire, une emprise de chantier pour la remise en état du terrain après la réalisation de travaux de mise en accessibilité et en conformité de la sécurité incendie de la gare RER C, Pont de l'Alma (7e) ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI au nom de la 8e Commission ;
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec SNCF GARES & CONNEXIONS la convention dont le texte est joint à la présente délibération, régularisant l'occupation précaire d'une emprise de chantier pour la remise en état de l'esplanade David Ben Gourion après la réalisation de travaux relatifs à la sécurité incendie de la gare du RER C, Pont de l'Alma (7e).
Article 2 : La convention est conclue pour une durée de 6 mois. Elle pourra être prolongée par avenant au cas où les travaux ne seraient pas terminés à l'issue de cette période.

Article 3 : L'occupation du site est consentie à titre gratuit, conformément aux dispositions de l'article L2125-1, alinéa 4, du Code général de la propriété des personnes publiques, étant considéré que l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux d'intérêt public relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire.
Article 4 : Le montant total restant à régler par la SNCF à la DEVE au titre de la remise en état du site est de 69 158,97 €
Article 5 : La recette correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants.

2022 DFA 12 Convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par le groupement de commandes dont la Ville de Paris est le coordonnateur.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et L. 2511-2 ;
Vu Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DFA 54, en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, par laquelle Mme la Maire de Paris a été autorisée à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes ;
Vu la convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres, désignant la Ville de Paris comme coordonnateur du groupement de commandes et lui confiant la mission de signer la présente convention ;
Vu le projet de délibération 2022 DFA 12, en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation de signer la convention ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes issu de la délibération 2021 DFA 54, la convention de partenariat avec l'UGAP dont le texte est joint à la présente délibération ainsi que les conventions d'exécution qui en découleraient pour le compte de la Ville de Paris et à prendre toute décision relative à la modification de ces conventions au cours de leur exécution.

2022 DFA 13 Signature d'un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé Laurent, situé 41 av. Gabriel (8e).

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code de la commande publique ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses article L1411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris, lui propose d'autoriser la signature d'un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé Laurent, situé au 41 avenue Gabriel à Paris 8e ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 25 janvier 2022,
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé Laurent, situé au 41 avenue Gabriel à Paris 8e, pour une durée de 12 ans à compter de la mise à disposition des biens avec le groupement solidaire d'entreprises composé des sociétés VINOCEA (mandataire) / PARIS SOCIETY / FINANCIERE APICIUS, dont le texte est joint en annexe du présent projet de délibération.
Article 2 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement des années 2022 et suivantes.
Article 3 : Le concessionnaire est autorisé à déposer toutes les demandes d'autorisations au titre du code de l'urbanisme et notamment les demandes de permis d'aménager, permis de construire, permis de démolir et déclaration préalable ainsi que toutes les demandes d'autorisations au titre des codes du patrimoine et de l'environnement qui seraient nécessaires à la réalisation de travaux ou aménagements prévus par le contrat de concession de service public.

2022 DFPE 1 Subvention de fonctionnement (1.530.236 euros), subvention d'équipement (347.486 euros) et avenants avec l'Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F (9e) pour ses 11 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'U.D.A.F de Paris et la Ville de Paris ;

Vu la convention pluriannuelle d'équipement signée le 4 novembre 2013 par l'U.D.A.F et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'équipement à l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris ayant son siège social 28, place Saint Georges (9e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 1 530 236 euros pour ses onze établissements d'accueil du jeune enfant (n° tiers Paris Asso : 21013, n° dossier : 2022_02667).

Article 2 : La dépense de fonctionnement correspondante à la subvention de 1 530 236 euros sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°8 à la convention pluriannuelle sur projet d'équipement, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris ayant son siège social 28, place Saint Georges (9e), pour l'attribution d'une subvention d'équipement permettant de prendre en charge l'amortissement de l'emprunt de l'établissement Blanche.

Article 4 : Une subvention d'équipement de 347 486 euros est allouée à l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris pour l'établissement Blanche, situé 11 bis, rue Blanche à Paris (n° tiers Paris Asso : 21013, n° dossier : 2022_02666).

Article 5 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 3 Subvention (89.115 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Apaches des Vignoles (20e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Les Apaches des Vignoles et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les Apaches des Vignoles ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les Apaches des Vignoles ayant son siège social 60, rue des Vignoles (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 89 115 euros est allouée à l'association Les Apaches des Vignoles.

(N° tiers PARIS ASSO : 21122, N° dossier : 2022_03246).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 4 Subvention (68.194 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les 400 Coups (11e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Les 400 Coups et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les 400 Coups ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les 400 Coups ayant son siège social 1, rue Jean Macé (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 68 194 euros est allouée à l'association Les 400 Coups.

(N° tiers PARIS ASSO : 65748, N° dossier : 2022_04972).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 5 Subvention (131.022 euros) et avenant n° 1 avec l'association Archipelia (20e) pour le multi-accueil.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Archipelia et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Archipelia ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Archipelia ayant son siège social 17 rue Envierges (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 131 022 euros est allouée à l'association Archipelia.

(N° tiers PARIS ASSO : 18047, N° dossier : 2022_03127).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 8 Subvention (180.742 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Passerelle (13e) pour la structure multi-accueil Outremer.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association LA PASSERELLE et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association LA PASSERELLE ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association LA PASSERELLE ayant son siège social 42, rue de la Colonie (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 180 742 euros est allouée à l'association LA PASSERELLE.
(N° tiers PARIS ASSO : 65748, N° dossier : 2022_02692).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 17 Subventions (313.717 euros) avec conventions à 16 associations, 1 Société Coopérative d'Intérêt Collectif et 1 Établissement Public de Coopération Culturelle pour le développement d'activités partagées et ludiques parents-enfants les samedis matin dans les établissements d'accueil de la Petite Enfance à Paris centre et dans les 6e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, et 20e arrondissements.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à seize associations, une Société Coopérative d'Intérêt Collectif et un Établissement Public de Coopération Culturelle et la signature de conventions ;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association LE MUSÉE EN HERBE ayant son siège social 23, rue de l'Arbre sec (Paris Centre), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 7.000 euros est allouée à l'association LE MUSÉE EN HERBE (N° tiers PARIS ASSO : 20455, N° dossier : 2022_02122) pour son projet « Baby-ateliers à 4 mains » (Paris centre)
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture en Ile-de-France (FRMJC-IDF) ayant son siège social 9, rue Philidor (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 4 : Une subvention de 4.452 euros est allouée à la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture en Ile-de-France (FRMJC-IDF) (N° tiers PARIS ASSO : 19826, N° dossier : 2022_02338) pour son projet intitulé « Ateliers d'éveil artistique parent/enfants » (Paris centre).
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association JE D'ENFANT (et d'Adolescent) ayant son siège social MVAC 206, quai de Valmy (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 6 : Une subvention de 26.150 euros est allouée à l'association JE D'ENFANT (et d'Adolescent) (N° tiers PARIS ASSO : 128321, N° dossier : 2022_02340) pour son projet intitulé « Ateliers à médiations artistiques » (6e, 8e et 14e).

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « CALLIOPE - Cité des Arts de la Parole et du bien dire » ayant son siège social 25, rue Lantiez (17e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 8 : Une subvention de 18.900 euros est allouée à l'association « CALLIOPE - Cité des Arts de la Parole et du bien dire » (N° tiers PARIS ASSO : 190100, N° dossier : 2022_02453) pour son projet intitulé « raconter en famille - conte et parentalité » (9e).
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association C.R.L 10 ayant son siège social MVAC 10 - 206, quai de Valmy (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 10 : Une subvention de 8.400 euros est allouée à l'association C.R.L 10 (N° tiers PARIS ASSO : 470, N° dossier : 2022_02465) pour son projet intitulé « Accueil familles en crèche » (10e).
Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ART ECO ayant son siège social 48, rue Raspail 93100 Montreuil, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 12 : Une subvention de 23.450 euros est allouée à l'association ART ECO (N° tiers PARIS ASSO : 187615, N° dossier : 2022_02295) pour son projet intitulé « ateliers famille 0-6 ans » (10e et 15e).
Article 13 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ATELIERS DU CHAUDRON ayant son siège social 31, passage de Ménilmontant (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 14 : Une subvention de 19.201 euros est allouée à l'association ATELIERS DU CHAUDRON (N° tiers PARIS ASSO : 11108, N° dossier : 2022_02320) pour son projet intitulé « Samedi plage, ça fait rêver… » (11e).
Article 15 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association MÔME'EN FAMILLE ayant son siège social 63, quai de Seine (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 16 : Une subvention de 37.450 euros est allouée à l'association MÔME'EN FAMILLE (N° tiers PARIS ASSO : 183793, N° dossier : 2022_02575) pour son projet intitulé « les samedis en famille : être ensemble, vivre ensemble et jouer ensemble » (12e et 20e).
Article 17 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association CRESCENDO ayant son siège social 102 C, rue Amelot (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 18 : Une subvention de 44.520 euros est allouée à l'association CRESCENDO (N° tiers PARIS ASSO : 9608) pour ses projets :
- Les samedis matin en famille 2022 (13e et 15e) - N° dossier : 2022_02547 - 30.695 €
- Les samedis matin en famille 2022 » (9e et 14e) N° dossier : 2022_02546 - 13.825 €

Article 19 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Réseau MÔM'ARTRE ayant son siège social 204, rue de Crimée (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 20 : Une subvention 21.070 euros est allouée à l'association Réseau MÔM'ARTRE (N° tiers PARIS ASSO : 19394, N° dossier : 2022_02589) pour son projet intitulé « Les Samedis en Famille » (13e, 14e et 20e).
Article 21 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association CROK CINÉ ayant son siège social 14, impasse Truillot (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 22 : Une subvention de 10.500 euros est allouée à l'association CROK CINÉ (N° tiers PARIS ASSO : 194118, N° dossier : 2022_02550) pour son projet intitulé « Les Samedis en Famille » (15e).
Article 23 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec la Société Coopérative d'Intérêt Collectif « LUDOMONDE » ayant son siège social 18, rue de Tourtille (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 24 : Une subvention de 13.553 euros est allouée à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif « LUDOMONDE » (N° tiers PARIS ASSO : 181436, N° dossier : 2022_02530) pour son projet intitulé « Développement d'activités de proximité parents-enfants pour les samedis matin » (16e).
Article 25 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association L'ASSOCE ayant son siège social 57, rue Dulong (17e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 26 : Une subvention de 11.200 euros est allouée à l'association L'ASSOCE (N° tiers PARIS ASSO : 120542, N° dossier : 2022_02570) pour son projet intitulé « Samedis matins ludiques et culturels » (17e).
Article 27 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association LA CABANE BLEUE ayant son siège social 30, rue Boissière (16e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 28 : Une subvention de 11.471 euros est allouée à l'association LA CABANE BLEUE (N° tiers PARIS ASSO : 191477, N° dossier : 2022_03647) pour son projet intitulé « Dansons Ensemble - Samedis en Famille » (17e).

Article 29 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association CULTURE 2+ ayant son siège social 5, bis rue Jean Cottin (18e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 30 : Une subvention de 19.250 euros est allouée à l'association CULTURE 2+ (N° tiers PARIS ASSO : 13485, N° dossier : 2022_02494) pour son projet intitulé « Samedis en Famille - Activités partagées enfants-parents » (18e).
Article 31 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'établissement public de coopération culturelle « 104 CENT QUATRE » ayant son siège social 104, rue d'Aubervilliers (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 32 : Une subvention de 12.600 euros est allouée à l'établissement public de coopération culturelle « 104 CENT QUATRE » (N° tiers PARIS ASSO : 181068, N° dossier : 2022_02895) pour son projet intitulé « Samedis en famille » (18e).
Article 33 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association DEBROUILLE COMPAGNIE ayant son siège social 4, rue de la Solidarité (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 34 : Une subvention de 17.410 euros est allouée à l'association DEBROUILLE COMPAGNIE (N° tiers PARIS ASSO : 5166) pour ses projets :
Samedis en famille - Jardin d'Enfants Tanger (19e) - N° dossier 2022_02558 - 8.705 €
Samedi en famille - Crèche collective Lepage (19e) - N° dossier 2022_02557 - 8.705 €
Article 35 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association DIALOGOS - CRÉER DES LIENS ayant son siège social 1, rue de l'Avenir (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 36 : Une subvention de 7.140 euros est allouée à l'association DIALOGOS - CRÉER DES LIENS pour son projet intitulé « Samedis matins en familles - Activités autour de la littérature de jeunesse » (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 193079, N° dossier : 2022_01107).
Article 37 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 18 Subvention (1.122.003 euros) et convention avec l'association « Envoludia » (93) pour la création d'un établissement d'accueil du jeune enfant au 21 bis rue Etex (18e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Envoludia ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Envoludia ayant son siège social 261, rue de Paris à Montreuil (93), pour l'attribution d'une subvention d'investissement.
Article 2 : Une subvention d'investissement de 1.122.003 € (un million cent-vingt-deux-mille trois euros) est allouée à l'association Envoludia (n° Paris ASSO 7361 - n° de dossier 2022_02789) pour la création d'un multi-accueil au 21 bis, rue Etex (18e).
Article 3 : La dépense correspondant à cette subvention, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2022, et suivants, sous réserve des décisions de financement ultérieures.

2022 DFPE 19 Subvention (120.154 euros) et avenant n° 1 avec l'association Gribouille Alésia (14e) pour la crèche collective.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Gribouille Alésia et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Gribouille Alésia ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Gribouille Alésia ayant son siège social 11 ter / 11 quater, rue d'Alésia (14e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 120 154 euros est allouée à l'association Gribouille Alésia.
(N° tiers PARIS ASSO : 18428, N° dossier : 2022_02658).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits

2022 DFPE 23 Subvention (48.379 euros) et avenant n° 1 avec l'association Crèche Parentale Farandole (20e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Crèche Parentale Farandole et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Crèche Parentale Farandole ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2021 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Crèche Parentale Farandole ayant son siège social 105, rue Alexandre Dumas (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 48 379 euros est allouée à l'association Crèche Parentale Farandole
(N° tiers PARIS ASSO : 16928, N° dossier : 2022_02537).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 24 Subvention (140.000 euros) et avenant n°1 avec l'association Cerep (Centre de réadaptation psychothérapique) (9e) pour le multi-accueil situé 12 rue Carlos Fuentes (14e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Cerep et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Cerep ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisé à signer un avenant n°1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Cerep (Centre de réadaptation psychothérapique) ayant son siège social 31 rue du Faubourg Poissonnière (9e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 140 000 euros est allouée à l'association Cerep (Centre de réadaptation psychothérapique) pour le multi accueil situé 12, rue Carlos Fuentes (14e).
(N° de dossier 2022_02680 - N° Tiers Paris Asso 139261).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 30 Subventions (754.023,67 euros) avec conventions pluriannuelles d'objectifs, à 14 associations pour le fonctionnement des ludothèques et des Ludomouv citoyennes dont les activités partagées, ludiques et intergénérationnelles contribuent à renforcer le lien parents-enfants dans les 10e, 12e, 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à 14 associations et la signature de 14 conventions pluriannuelles pour le fonctionnement des ludothèques et des Ludomouv citoyennes parisiennes ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e commission

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « Association Belle Ville ABV » ayant son siège social 17, rue Jules Romain (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 20.513,10 euros est allouée à l'association Association Belle Ville ABV (N° tiers PARIS ASSO : 19704, N° dossier : 2022_02499), pour le fonctionnement de la Ludomouv Citoyenne (19e) selon la répartition suivante :

- au titre de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 : 20 000 €
- au titre de la PSEJ 2019 : 513,10 €

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « ACCESSIJEUX » ayant son siège social 39, rue Baron Leroy (12e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 4 : Une subvention de 10.000 euros est allouée à l'association « ACCESSIJEUX » pour le fonctionnement de la ludothèque (12e) (N° tiers PARIS ASSO : 183607, N° dossier : 2022_02477)

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « AU TEMPS DU JEU » ayant son siège social 8, Square Dunois (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 6 : Une subvention de 90.963 euros est allouée à l'association « AU TEMPS DU JEU »
(N° tiers PARIS ASSO : 197070, N° dossier : 2022_02512) pour le fonctionnement de la ludothèque Denise Garon (13e).

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « CRL 10 » ayant son siège social MVAC 200, Quai de Valmy (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 8 : Une subvention de 21.034,35 euros est allouée à l'association « CRL 10 » (N° tiers PARIS ASSO : 470, N° dossier : 2022_02332) pour le fonctionnement de la ludomouv citoyenne (10e) selon la répartition suivante :

- au titre de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 : 20 000 €
- au titre de la PSEJ 2019 : 1.034,35 €

Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association «L'ÉCOLE NORMALE SOCIALE (ENS)» ayant son siège social 2, rue de Torcy (18e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 10 : Une subvention de 72.000 euros est allouée à l'association « L'ÉCOLE NORMALE SOCIALE (ENS) » (N° tiers PARIS ASSO : 9885, N° dossier : 2022_02343) pour le fonctionnement de la ludothèque (18e)

Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « ESPACE 19 » ayant son siège social 6, rue Henri Verneuil (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 12 : Une subvention de 210.000 euros est allouée à l'association « ESPACE 19 » (N° tiers PARIS ASSO : 246, N° dossier : 2022_02562) pour le fonctionnement de l'espace familles « Espace Ludo - Halle Secrétan » (19e).

Article 13 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « FLORIMONT » ayant son siège social 5-9 rue Marcel Paul (14e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 14 : Une subvention de 89.333,77 euros est allouée à l'association « FLORIMONT » (N° tiers PARIS ASSO : 12706) pour les actions suivantes :
Subventions de 83.500 € au titre de la DFPE / Mission Familles :
- pour la ludothèque « Ludido » et le projet « Vidéado » (14e) : 63.500 € (N° de dossier 2022 _02501)
- pour la Ludomouv citoyenne (14e) : 20.000 € (N° de dossier 2022 _02503)
- au titre de la PSEJ 2019 : 2.333,77 €

Subventions de 2.500 € au titre de la DAE :
- pour le projet « accompagnement des associations dans leur recrutement et leur développement » (13e) : 1.250 € (N° de dossier 2022 _05210)
- pour le projet « accompagnement des associations dans leur recrutement et leur développement » (14e) : 1.250 € (N° de dossier 2022 _05211)

Subvention au titre de la DDCT-SPV :
- pour le projet Graine de quatorzien (14e) : 1.000 € (N° de dossier 2022 _01692)

Article 15 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « HOME SWEET MOMES » ayant son siège social 9, rue Saint Bruno (18e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 16 : Une subvention de 26.513,10 euros est allouée à l'association « HOME SWEET MOMES »
(N° tiers PARIS ASSO : 161081, N° dossier : 2021_00000) pour les actions suivantes :
Subventions de 23.000 € au titre de la DFPE / Mission Familles :
- pour la Ludomouv citoyenne (18e) : 20.000 € (N° de dossier 2022 _02482)
- pour le Café itinérant des enfants (14e) : 3.000 € (N° de dossier 2022 _05166)
- au titre de la PSEJ 2019 : 513,10 €

Subvention au titre de la DDCT-SPV :
- pour le Café itinérant des enfants (14e) : 3.000 € (N° de dossier 2022 _01463)

Article 17 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « L'ASSOCE » ayant son siège social 57, rue Dulong (17e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 18 : Une subvention de 20.588,98 euros est allouée à l'association « L'ASSOCE » (N° tiers PARIS ASSO : 120542, N° dossier : 2022_02569) pour le fonctionnement de la Ludomouv citoyenne (17e) selon la répartition suivante :
- au titre de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 : 20.000 €
- au titre de la PSEJ 2019 : 588,98 €

Article 19 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « LES PARQUES » ayant son siège social MVAC 11, rue Caillaux BP 51 (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 20 : Une subvention de 22.901,81 euros est allouée à l'association « LES PARQUES »
(N° tiers PARIS ASSO : 109581, N° dossier : 2022_02571 pour le fonctionnement de la Ludomouv citoyenne (13e) selon la répartition suivante :
- au titre de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 : 20.000 €
- au titre de la PSEJ 2019 : 2.901,81 €

Article 21 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « MAKABANE DES VOISINS » ayant son siège social 191, rue Saint Charles (15e).
Article 22 : Un versement de 353,40 euros au titre de la PSEJ 2019 à l'association « MAKABANE DES VOISINS » (N° tiers PARIS ASSO : 192861).
Article 23 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « STRATA'J'M PARIS » ayant son siège social 86, rue des Couronnes (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 24 : Une subvention de 89.044,37 euros est allouée à l'association « STRATA'J'M PARIS »
(N° tiers PARIS ASSO : 33381) pour les actions suivantes :
Subventions de 80.000 € au titre de la DFPE / Mission Familles :
- pour le fonctionnement des ludothèques « la Maison des Jeux » et « la Cabane Davout » (20e) : 70.000 € (N° de dossier 2022 _02627)
- pour la Ludomouv citoyenne (20e) : 10.000 € (N° de dossier 2022 _05201)
- au titre de la PSEJ 2019 : 1.044,37 €

Subvention au titre de la DDCT-SPV :
- pour le fonctionnement de la ludothèque « la Maison des Jeux » et « la Cabane Davout » : 8.000 € (N° de dossier 2022 _05208)

Article 25 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « LE PERISCOPE » ayant son siège social 9, rue Jacques Hillairet (12e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 26 : Une subvention de 25.777,79 euros est allouée à l'association « LE PERISCOPE »
(N° tiers PARIS ASSO : 181941, N° dossier : 2022_01233) pour le fonctionnement de la Ludomouv citoyenne (12e) selon la répartition suivante :
- au titre de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 : 20 000 €
- au titre de la PSEJ 2019 : 5.777,79 €

Article 27 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « Union Départementale des Associations Familiales de Paris - UDAF » ayant son siège social 28, place Saint Georges (9e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 28 : Une subvention de 55.000 euros est allouée à l'association « Union Départementale des Associations Familiales de Paris - UDAF » (N° tiers PARIS ASSO : 21013, N° dossier : 2022_02599) pour le fonctionnement de la ludothèque « Planète Jeux » (18e)

Article 29 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits dont :
- 724.463 € de la DFPE
- 12.000 € de la DDCT-SPV
- 2.500 € de la DAE
- 15.060,67 € au titre de la PSEJ

2022 DFPE 36 Réalisation d'une crèche collective de 99 places au 3-5 rue Préault (19e) - Avenant à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage Ville/Paris Habitat.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et notamment l'article L. 2422-12 dudit code ;
Vu la délibération n° 2016 DFPE 182 du Conseil de Paris des 29, 30 et 31 mars 2016 portant approbation et autorisant la signature d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec Paris Habitat en vue de la réalisation d'une crèche collective de 99 places 3/5 rue Préault (19e) ;
Vu la convention de transfert, à Paris Habitat, de la maîtrise d'ouvrage de la réalisation d'une crèche collective de 99 places 3/5 rue Préault et 28/30 rue Botzaris (19e), notifiée le 22 juin 2016 ;
Considérant que le calendrier de l'opération doit être adapté en raison d'abord d'études de sols complexes, puis de l'épidémie due au coronavirus, et enfin d'une modification du programme de Paris Habitat, la livraison de l'équipement étant désormais prévue pour le 2e trimestre 2023 ;
Considérant que suite à la consultation du marché de travaux le coût de l'opération doit par ailleurs être augmenté d'environ 16 %, en raison notamment de l'épidémie, le montant du défraiement de Paris Habitat restant inchangé ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite la signature d'un avenant à la convention susvisée, lequel a pour objet de modifier son article fixant le coût des travaux hors défraiement, ainsi que le calendrier de cette opération ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : La passation d'un avenant à la convention de transfert, à Paris Habitat, de la maîtrise d'ouvrage de la réalisation d'une crèche collective de 99 places 3/5, rue Préault (19e), est approuvée.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ledit avenant, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : Les dépenses seront inscrites au budget d'investissement de la Ville de Paris des exercices 2022 et ultérieurs, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DGRI 6 Subvention (160.000 euros) à l'association Maison de l'Europe de Paris, Centre de rencontres internationales dans le 17e arrondissement.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2022 à l'association Maison de l'Europe de Paris, Centre de rencontres internationales ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle ci-joint entre la Ville de Paris et l'association Maison de l'Europe de Paris, Centre de rencontres internationales, 29 Avenue de Villiers, 75017 Paris.

Article 2 : Une subvention d'un montant total de 160.000 euros, est attribuée à l'association Maison de l'Europe de Paris, sise Centre de rencontres internationales, 29, Avenue de Villiers, 75017 Paris (n° simpa 21094 ; dossier 2022_02647) au titre de l'année 2022.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, au titre des relations internationales. sous réserve du vote des crédits correspondants par le Conseil de Paris.

2022 DGRI 7 Subvention (1.341.500 euros) et avenant à la convention triennale avec l'Association Internationale des Maires Francophones - AIMF.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1115-1, L1115-1-1 et L.2512-11 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature d'un avenant à la convention pluriannuelle avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'investissement au titre de l'exercice 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Association Internationale des Maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement Francophones (AIMF) l'avenant à la convention pluriannuelle dont le texte est joint au présent projet de délibération.

Article 2 : Un acompte de subvention d'un montant de 1.341.500 € est attribuée à l'AIMF, 9 rue des Halles, 75001 Paris (n° simpa 36841 ; dossier 2022_04872) au titre de l'année 2022 €.

Article 3 : L'attribution du solde de la subvention de fonctionnement d'un montant de 291.500 € à l'AIMF au titre de l'année 2022 fera l'objet d'une délibération ultérieure portant le montant total à 1.633.000 €.

Article 4 : La dépense correspondante de 1.050.000 € sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, au titre des relations internationales, sous réserve de décision de financement et de disponibilité des crédits.

Article 5 : La dépense correspondante de 291.500 € sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, au titre des relations internationales, sous réserve de décision de financement et de disponibilité des crédits.

2022 DGRI 8 Subvention (70.000 euros) et convention avec l'Institut français (15e).

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1115-1, L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DGRI 11 adoptée par le Conseil de Paris des 2, 3 et 4 février 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'Institut français, 8-14 rue du Capitaine Scott, Paris 15e ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 avec l'Institut français, annexée à la présente délibération.

Article 2 : Un acompte de subvention d'un montant de 70.000 € est attribuée à l'Institut français (n° SIMPA 188 262), 8-14 rue du Capitaine Scott (15e), au titre de l'année 2022.

Article 3 : L'attribution du solde de la subvention de fonctionnement, d'un montant de 70.00 €, fera l'objet d'une délibération ultérieure et de la signature d'un nouvel avenant en 2022 portant le montant total à 140.000 €.

Article 4 : La dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, au titre des relations internationales, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DGRI 9 Cotisations à plusieurs réseaux internationaux de villes au titre de 2022.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1115-1, L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de confirmer l'adhésion à plusieurs réseaux internationaux de Villes ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à renouveler l'adhésion de la Ville de Paris et à verser les cotisations aux réseaux suivants :

- Association Française des Conseils, Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) : 20 000 €
- Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) : 45 000 €
- Cités Unies France (CUF) : 14 824 €
- International Cities of Refuge Network (ICORN) : 2 400 €
- World Cities Culture Forum (WCCF) : 4 250 €
- League of historical Cities (LHC) : 83 €
- Institut Français des Relations Internationales (IFRI) : 25 000 €

Article 2 : Les cotisations annuelles correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

2022 DGRI 27 Subvention (5.000 euros) à l'association Handicap International pour la réalisation à Paris d'une fresque murale en hommage au civil inconnu dans le 20e arrondissement.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'attribution d'une subvention à l'association Handicap International ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association Handicap International dont le siège social est situé 138 avenue des Frères Lumière - 69008 Lyon, (n° Simpa 56361 ; dossier n°2021_12131).

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, au titre des relations internationales, sous réserve du vote des crédits correspondants.

Article 3 : Sont approuvées le principe et les modalités de la convention avec l'association Handicap International jointe à la présente délibération.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec L'association Handicap International, ladite convention.

2022 DGRI 28 Subvention (5.000 euros) à Solidarité Internationale LGBTQI (SIL) pour son appui aux droits des personnes LGBTQI au Cameroun.

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1115-1, L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Solidarité Internationale LGBTQI pour son action coordonnée avec l'association Humanity First Cameroon au Cameroun ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'association Solidarité Internationale LGBTQI (SIL n° Parisasso 197302, dossier 2022_04103), dont le siège social se situe au 127 boulevard de Sébastopol, 75002 Paris, pour son appui aux droits des personnes LGBTQI au Cameroun ;

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de la Ville de Paris exercice 2022 au titre des relations internationales, sous réserve du vote des crédits correspondants.

2022 DICOM 2 Conventions pour les expositions sur la voie publique (grilles de l'Hôtel de Ville, grilles du square de la Tour Saint-Jacques et voies sur berges - 4e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions de co-production des expositions sur la voie publique « Paris USA », « Pari Paris », « En cheminant avec Molière » et « L'Océan c'est vivant » ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la passation des conventions de co-production des expositions sur la voie publique « Paris USA », « Pari Paris », « En cheminant avec Molière » et « L'Océan c'est vivant ».

Article 2 : Sont approuvées les modalités des conventions de co-production des expositions sur la voie publique « Paris USA », « Pari Paris », « En cheminant avec Molière » et « L'Océan c'est vivant ».

Article 3 : La Maire est autorisée à signer les-dite conventions.

2022 DJS 53 Indemnisation amiable de tiers en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation de procéder à l'indemnisation amiable d'un tiers, en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission

Délibère :

Article 1 : la Maire de Paris est autorisée à procéder à concurrence de la somme indiquée à l'indemnisation amiable du tiers cité ci-après, en réparation de dommages subis dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris :

- Bénéficiaire : CPAM (PRESTATIONS 75)- Montant de l'indemnité : 4 657,31 euros

Article 2 : la dépense correspondante, d'un montant total de 4 657,31 euros, sera imputée du budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 ou des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 71 Stade de la Porte des Lilas à (20e) - Avenant n° 2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 16 octobre 2019 signée avec le Comité Départemental de Paris de Tennis.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et L.2125-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment ses articles 4 et 11 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment ses articles 1 à 4 ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment ses articles 1 et 8 ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, notamment son article 6 ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public, en date du 16 octobre 2019, conclue entre le Comité Départemental de Paris de Tennis et la Ville de Paris, relative à l'exploitation privative du Stade de la Porte des Lilas, situé 9-11 rue des Frères Flaviens à Paris 20e ;
Vu la demande de prolongation de la durée de la convention d'occupation du domaine public formulée par le Comité Départemental de Paris de Tennis en date du 22 avril 2021 ;
Vu le projet de délibération 202 DJS 71 en date du 25 janvier 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à l'approbation du Conseil de Paris la signature de l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 16 octobre 2019 conclue entre le Comité Départemental de Paris de Tennis et la Ville de Paris, relative à l'exploitation privative du Stade de la Porte des Lilas, situé 9-11 rue des Frères Flaviens à Paris 20e ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à signer avec le Comité Départemental de Paris de Tennis, dont le siège social est situé 83, rue Jean de la Fontaine Paris 16e, représenté par sa présidente, Mme Annick Rizzoli, l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 16 octobre 2019 prolongeant la durée initiale du contrat de deux ans, dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DJS 74 Budget participatif d'arrondissement 2019 « Des ateliers fédérateurs autour du Street Art » - Subvention (5.000 euros) pour l'achat de fournitures (13e).

Mme Anouch TORANIAN, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel la Maire de Paris propose une subvention à l'association Culture Loft ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anouch TORANIAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : sont adoptés le principe de la convention, annexée à ce projet de délibération, et ses modalités d'application.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe prévoyant l'attribution d'une subvention, visée à son article 3, et les conditions de ce soutien.
Article 3 : une subvention d'équipement de 5.000 euros est attribuée à l'association Culture Loft (199394 / 2022 _04527) 62, rue Albert (13e) pour l'achat de fournitures de Street-Art.
Article 4 : la dépense correspondante, d'un montant total de 5.000 euros, sera imputée au chapitre fonctionnel 900, rubrique P0382, AP DJS 88313 « BPA-DJS- 13e arrondissement » du budget d'investissement de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 75 Modification de l'adresse du Gymnase Wilma Rudolph, 122 rue des Poissonniers (18e).

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération 2021 DJS 94 du Conseil de Paris des 2, 3 et 4 juin 2021, approuvant l'attribution de la dénomination Wilma Rudolph, au gymnase dit « Poissonniers », situé au 122, rue des Poissonniers (18e) ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier l'adresse du Gymanse Wilma Rudolph 122, rue des Poissonniers (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Au premier alinéa de l'article unique de la délibération 2021 DJS 94 11 du Conseil de Paris en date des 2, 3 et 4 juin 2021, l'adresse « 2, rue Jean Cocteau (18e) » est remplacée par l'adresse « 122, rue des Poissonniers (18e) ».

2022 DJS 76 Avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 18 septembre 2013 relatif à l'exploitation du centre sportif Jean Dixmier par le Comité Départemental de Paris de Tennis.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et Article L. 2125-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment ses articles 4 et 11 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment ses articles 1 à 4 ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment ses articles 1 et 8 ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, notamment son article 6 ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public, en date du 18 septembre 2013, conclue entre le Comité Départemental de Paris de Tennis et la Ville de Paris, relative à l'exploitation privative Centre Sportif Jean Dixmier, situé au 19 rue du Général Malleterre à Paris 16e ;

Vu la demande de prolongation de la durée de la convention d'occupation du domaine public formulée par le Comité Départemental de Paris de Tennis en date du 22 avril 2021 ;

Vu le projet de délibération 2022 DJS 76 en date du 25 janvier 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à l'approbation du Conseil de Paris la signature de l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 18 septembre 2013 conclue entre le Comité Départemental de Paris de Tennis et la Ville de Paris, relative à l'exploitation privative du Centre Sportif Jean Dixmier, situé au 19 rue du Général Malleterre à Paris 16e ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à signer avec le Comité Départemental de Paris de Tennis, dont le siège social est situé 83, rue Jean de la Fontaine Paris 16e, représenté par sa présidente, Mme Annick Rizzoli, l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 18 septembre 2013 prolongeant la durée initiale du contrat de deux ans, dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DLH 1-1 Modification des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris pour le financement d'un programme de logement social réalisé par RATP Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (5.905.085 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 163 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLA-I, PLUS et PLS à contracter par LOGIS-TRANSPORTS en vue du financement d'un programme de 52 logements sociaux situé 18-20 rue Abel Hovelacque (13e) ;

Vu le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de LOGIS-TRANSPORTS en date du 21 décembre 2018 approuvant le changement de dénomination de ladite société en RATP Habitat à compter 1er janvier 2019 ;

Vu le contrat de prêt contracté par RATP Habitat auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°123509 signé le 4 juin 2021, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts

PLAI et PLUS à contracter par RATP Habitat en vue du financement d'un programme de 52 logements sociaux situé 18-20 rue Abel Hovelacque (13e) ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 15 logements PLAI situés 18-20 rue Abel Hovelacque (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 1 017 621 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 15 logements PLAI situés 18-20 rue Abel Hovelacque (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 1 430 395 euros
Durée totale	80 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.47% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 22 logements PLUS situés 18-20 rue Abel Hovelacque (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 1 204 164 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 22 logements PLUS situés 18-20 rue Abel Hovelacque (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 2 252 905 euros
Durée totale	80 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.47% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où RATP Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec RATP Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 1-2 Modification des garanties d'emprunt accordées pour le financement d'un programme de logement social réalisé par RATP Habitat - Garantie des prêts PLS (2.030.493 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 163 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par RATP Habitat en vue du financement d'un programme de 52 logements sociaux situé 18-20 rue Abel Hovelacque (13e) ;

Vu le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de LOGIS-TRANSPORTS en date du 21 décembre 2018 approuvant le changement de dénomination de ladite société en RATP Habitat à compter 1er janvier 2019 ;

Vu le contrat de prêt contracté par RATP Habitat auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°123509 signé le 4 juin 2021. Le contrat de prêt est annexé et fait partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par RATP Habitat en vue du financement d'un programme de 52 logements sociaux situé 18-20 rue Abel Hovelacque (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par RATP Habitat auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création de 15 logements PLS situés 18-20 rue Abel Hovelacque (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 1 004 926 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier, à souscrire par RATP Habitat auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création de 15 logements PLS situés 18-20 rue Abel Hovelacque (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS foncier 1 025 567 euros
Durée totale	80 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,47% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où RATP Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec RATP Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 2 Location de l'immeuble 9 rue de Plaisance (14e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le bail emphytéotique en date du 21 janvier 2004 portant location au profit de Paris Habitat OPH de l'immeuble 13-15, rue de Plaisance (14e) ;

Vu l'avenant au bail emphytéotique en date du 15 janvier 2008 ;

Vu le plan de division établi par le Cabinet de géomètre-expert GTA portant sur l'immeuble 9, rue de Plaisance (14e) ;

Vu la délibération 2021 DLH 93 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 autorisant le retrait de copropriété et emportant sortie du régime de la copropriété de biens appartenant à la Ville de Paris situés 9, rue de Plaisance (14e) et constitution de servitudes ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location de l'immeuble 9, rue Plaisance à Paris Habitat OPH et les constitutions de servitudes nécessaires ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 14 décembre 2021 ;
Vu l'avis de Mme la Maire du 14e arrondissement en date du 28 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Paris Habitat OPH (ou un autre bailleur social du groupe Paris Habitat), dont le siège social est situé 21bis, rue Claude Bernard (5e), après retrait de la copropriété, un bail emphytéotique portant location de l'immeuble 9, rue de Plaisance (14e), cadastré CQ 155.
La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :
- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- la location portera sur le lot dénommé provisoirement « Lot B », d'une emprise au sol d'environ 216 m², selon le plan de division ci-annexé établi par le Cabinet de géomètre-expert GTA à détacher de la parcelle 9, rue de Plaisance (14e) cadastrée CQ 155 ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 23.669 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
-pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bai l.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Paris Habitat OPH est autorisé à déposer toutes demandes d'autorisation administratives ou les déclarations de travaux nécessaires à la réalisation de son programme.

Article 4 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 3 Modification de la garantie d'emprunt accordée pour le financement d'un programme de création de logements sociaux réalisé par la Foncière d'Habitat et Humanisme.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 102-2 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLA-I à contracter par la Foncière d'Habitat et Humanisme en vue du financement d'un programme de construction de 3 logements PLA-I situé 9 rue Gasnier-Guy et 46, rue Sorbier (20e) ;

Vu le contrat de prêt contracté par la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations n°123284 signé le 28 mai 2021 et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI à contracter par la Foncière d'Habitat et Humanisme en vue du financement d'un programme de construction de 3 logements PLAI situé 46, rue Sorbier (20e).

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction de 3 logements PLA-I situé 46, rue Sorbier (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 111 293 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de - 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLA-I est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLA-I foncier, à souscrire par la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction de 3 logements sociaux PLAI situé 46, rue Sorbier (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 187 916 euros
Durée totale	58 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de -0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLA-I foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Habitat et Humanisme ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en

recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec la Foncière d'Habitat et Humanisme la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 5 Location de l'immeuble 29 rue Claude Terrasse (16e) à la RIVP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à la RIVP de l'immeuble 29, rue Claude Terrasse (16e) ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 8 décembre 2021 ;

Vu la saisine pour avis de M. Le Maire du 16e arrondissement en date du 16 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP (ou un autre bailleur social du groupe RIVP), dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 29, rue Claude Terrasse (16e), cadastré AE 19, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- dans le cadre de l'application de l'article L. 1224-1 du Code du travail, le contrat de travail de la gardienne sera transféré au preneur à bail ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 2.380.000 euros et sera payable :
  - à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;

- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.

- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 8 Location de l'immeuble 28 rue Fizeau (15e) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à ELOGIE-SIEMP de l'immeuble 28, rue Fizeau (15e) ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 1er décembre 2021 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 15e arrondissement en date du 13 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société ELOGIE-SIEMP, dont le siège social est situé 8, bd d'Indochine (19e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 28, rue Fizeau (15e), cadastré AQ64, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 1 050 000 euros et sera payable :
  - à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;

- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.

- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail.
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitudes éventuellement nécessaires à l'opération visée à l'article 1.
Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 9 Subventions (651.000 euros) à 5 associations participant à l'information des parisien.ne.s sur le logement et l'habitat et améliorant l'accès aux droits - Signature de 2 avenants à conventions triennales.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2021 DLH 59 attribuant des subventions (622 000€) à 5 associations participant à l'information des parisiennes et parisiens sur le logement et l'habitat et améliorant l'accès aux droits et autorisant la Maire de Paris à signer 2 conventions triennales ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour la période 2021-2023 entre la Ville de Paris et l'Association Départementale d'Information sur le Logement de Paris (ADIL 75) visant à informer les parisiennes et parisiens en matière d'habitat et de logement et à contribuer à l'amélioration de l'accès aux droits signée le 31 mai 2021 ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour la période 2021-2023 entre la Ville de Paris et l'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP) visant à améliorer la connaissance relative au niveau et à l'évolution des loyers parisiens et à collecter et analyser les données permettant d'établir les loyers de référence nécessaires à l'encadrement des loyers à Paris signée le 20 mai 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris propose l'attribution de subventions (651 000 €) à 5 associations participant à l'information des parisien.ne.s sur le logement et l'habitat et améliorant l'accès aux droits et sollicitant l'autorisation de la Maire à signer 2 avenants à conventions triennales ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Il est attribué une subvention de fonctionnement annuelle, au titre de l'année 2022, au bénéfice des organismes pour la réalisation des missions et projets présentés ci-dessous :

N° Paris Asso	N° demande de subvention	Nom du bénéficiaire de la subvention	Siège de l'organisme	Missions/ projets proposés	Montant de la subvention de fonctionnement	Modalités de partenariat
21199	2022_05004	**Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 75)**	46 bis boulevard Edgar Quinet 75014 PARIS	Informer les parisiennes et parisiens en matière d'habitat et de logement et contribuer à l'amélioration de l'accès aux droits	516 000 €	Convention triennale 2021 - 2023 / subvention au titre de la deuxième année (avenant annuel)
19255	2022_05003	**Consommation Logement Cadre de Vie - Union départementale de Paris (CLCV)**	29 rue Alphonse Bertillon 75015 PARIS	Informer par un service de proximité les locataires, propriétraires, usagers dans le domaine du logement, de la consommation et des problématiques sociétales, environnementales, défendre leurs intérêts et améliorer l'accès aux droits	15 000 €	Subvention annuelle
54682	2022_04959	**Fédération du Logement de Paris (FLP) / Confédération Nationale du Logement de Paris (CNL 75)**	62 boulevard Richard Lenoir 75011 PARIS	Informer les locataires et propriétaires parisiens et améliorer l'accès aux droits	15 000 €	Subvention annuelle
24162	2022_05042	**Syndicat du Logement de la Consommation (SLC)**	4 place de la Porte de Bagnolet 75020 PARIS	Informer et défendre les droits et intérêts des locataires et résidents en matière d'habitat, d'urbanisme, de cadre de vie et de consommation	15 000 €	Subvention annuelle
28241	2022_05041	**Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP)**	5 rue Leblanc 75015 PARIS	Améliorer la connaissance relative au niveau et à l'évolution des loyers parisiens et collecter et analyser les données permettant d'établir les loyers de référence nécessaire à l'encadrement des loyers à Paris	90 000 €	Convention triennale 2021 - 2023 / subvention au titre de la deuxième année (avenant annuel)
					651 000 €	

Article 2 : Le versement des subventions mentionnées à l'article 1 du présent délibéré au bénéfice de l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 75) et de l'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP) est subordonné à la conclusion avec chacun des deux orga-

nismes d'un avenant au titre de la deuxième année des conventions pluriannuelles d'objectifs 2021-2023 visées, dont le texte est joint respectivement en annexes 1 et 2 du présent délibéré, que la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris est autorisée à signer.
Article 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées à hauteur de 651 000 € sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et suivants.

2022 DLH 11 Évaluation de l'encadrement des loyers à Paris sur la période d'expérimentation - Subvention à l'APUR (72.000 euros - première année) et convention triennale 2022-2024.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 3411-1 et suivants ;
Vu le Code de l'Urbanisme ;
Vu la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982, relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ;
Vu le projet de délibération 2022 DLH 11 en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Présidente du Conseil de Paris sollicite l'autorisation d'attribuer, au titre de l'exercice 2022, une subvention de fonctionnement de 72 000 €, pour la première année de la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, à l'association Atelier parisien d'urbanisme (APUR) pour un projet visant à évaluer les effets de l'encadrement des loyers sur la période d'expérimentation à Paris et de signer la convention pluriannuelle d'objectifs attenante ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Il est attribué une subvention de fonctionnement de 72 000 €, au titre de l'année 2022, dans le cadre de la première année de la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 au bénéfice de l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR), dont le siège est situé 15 rue Jean-Baptiste Berlier- 75013 Paris, pour le projet visant à évaluer les effets de l'encadrement des loyers sur la période d'expérimentation à Paris (n° SIMPA 39121 et n° dossier 2022_05118).
Article 2 : Le versement de la subvention mentionnée à l'article 1 est subordonné à la conclusion avec l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR) de la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 annexée au présent délibéré que la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris est autorisée à signer.
Article 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées, à hauteur de 72 000€ sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et suivants.

2022 DLH 29 Location de l'immeuble 24 rue Gerbert (15e) à la RIVP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à la RIVP de l'immeuble 24, rue Gerbert (15e) ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 17 décembre 2021 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 15e arrondissement en date du 12 janvier. ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP (ou un autre bailleur social du groupe RIVP), dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 24, rue Gerbert (15e), cadastré BS 68, après transfert de la propriété de ce dernier.
La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :
- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;

- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 3.430.000 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 30 Renouvellement des locations commerciales dans les baux emphytéotiques conclus avec la RIVP.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le bail emphytéotique conclu les 17 janvier et 1er mars 1984 avec la RIVP, portant location des immeubles communaux situés 1, 5 et 7 rue d'Armaillé (17e) ;
Vu le bail emphytéotique conclu les 2 et 9 mars 1960 avec la SAGI, aux droits de laquelle est venue la RIVP, modifié par avenant du 19 mars 2012, portant location de l'immeuble communal 60, rue Saint-Fargeau/103, boulevard Mortier (20e) ;
Vu le bail emphytéotique conclu les 4 et 17 juin 1982 avec la SAGI, aux droits de laquelle est venue la RIVP, complété par un bail complémentaire des 25 et 30 juillet 1985, puis modifié par avenant des 25 février et 15 mars 1994, portant location de divers terrains situés ZAC de Vaugirard (15e) ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de conclure avec la RIVP trois avenants aux baux précités ;
Vu l'avis de M. le Maire du 17e arrondissement en date du 26 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu la saisine pour avis de M. Le Maire du 20e arrondissement en date du 12 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 15e arrondissement en date du 12 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP, dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e), un avenant au bail emphytéotique des 17 janvier et 1er mars 1984, portant location des immeubles communaux situés 1, 5 et 7 rue d'Armaillé (17e).

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP, dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e), un avenant au bail emphytéotique des 2 et 9 mars 1960, modifié par avenant du 19 mars 2012, portant location de l'immeuble communal 60, rue Saint-Fargeau/103, boulevard Mortier (20e).
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP, dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e), un avenant au bail emphytéotique des 4 et 17 juin 1982, complété par un bail complémentaire des 25 et 30 juillet 1985, puis modifié par avenant des 25 février et 15 mars 1994, portant location de divers terrains situés ZAC de Vaugirard (15e) ;
Est insérée dans les baux précités la clause suivante :
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote.
Les autres clauses des baux demeureront inchangées.
Article 4 : tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité de ces avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge de la RIVP.

2022 DLH 32-1 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Désaffectation de son usage scolaire, déclassement, bail emphytéotique et avenant à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et L. 2141-2 ;
Vu l'article L.212-4 du Code de l'Éducation qui dispose que « la commune a la charge des écoles publiques. Elle est propriétaire des locaux et en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement » ;
Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que «le conseil municipal Délibère : sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune» ;
Vu les dispositions de la circulaire ministérielle du 25 août 1995, relative à la désaffectation des biens des écoles maternelles et élémentaires publiques ;
Vu l'avis favorable de M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, et de M. le Recteur de l'Académie de Paris en date du 27 mai 2021 ;
Vu l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, modifiée par l'ordonnance du 17 juin 2004 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation la signature avec Paris Habitat d'un avenant à la convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage du 22 décembre 2016 au titre de l'article 2 de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique, pour la réalisation d'une école polyvalente de 12 classes sur la parcelle municipale du 56-58 rue Erlanger à Paris 16e ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à Paris Habitat OPH de l'immeuble 56-58, rue Erlanger (16e) ;
Vu l'avis du 28 décembre 2021 du Service Local du Domaine de Paris ;
Vu la saisine pour avis de M. Le Maire du 16e arrondissement en date du 17 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à la désaffectation de son usage scolaire l'école maternelle, 56-58 rue Erlanger (16e).
Article 2 : Est prononcé le déclassement du domaine public de l'immeuble 56-58, rue Erlanger / 90, bd Exelmans (16e)cadastré AO 1.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec Paris Habitat, l'avenant à la convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une école polyvalente de 12 classes sur la parcelle municipale du 56-58 rue Erlanger (16e), dont le texte est joint en annexe à la présente délibération, pour un montant prévisionnel d'investissement provisoire pour la Ville de 13 748 715 € TTC en valeur finale estimée soit douze millions sept cent cinquante mille euros en valeur finale

estimée (2025). Le coût définitif établi sur la base du dossier de permis de construire, fera l'objet d'un avenant à la convention signé dans les mêmes formes que la présente convention ;
Article 4 : La dépense, d'un montant de 13 748 715 €, sera imputée sur le budget d'investissement 2022 et suivants, chapitre 23, rubrique 213, compte par nature 2313.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Paris Habitat OPH (ou un autre bailleur social du groupe Paris Habitat), dont le siège social est situé 21bis, rue Claude Bernard (5e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 56-58, rue Erlanger / 90, bd Exelmans (16e), cadastré AO 1.
La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :
- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- la location portera sur un volume qui sera défini par relevé de géomètre ayant pour assiette foncière l'ensemble immobilier 56-58, rue Erlanger (16e) correspondant à l'ensemble immobilier à exclusion du volume de l'équipement scolaire à réaliser dans le cadre d'une convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage.
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, de quelque manière que cette expiration se produise, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 2.786.021 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail.
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.
Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à consentir toutes les servitudes et à signer tout acte préparatoire nécessaires à la réalisation de cette opération.
Article 7 : Paris Habitat OPH est autorisé à déposer toutes demandes d'autorisation administratives ou les déclarations de travaux nécessaires à la réalisation de son programme.
Article 8 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 32-2 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Subvention pour Habitation Confortable (565.065 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLA I à réaliser par Habitation Confortable au 56-58, rue Erlanger (16e), et d'un programme de création de 48 logements sociaux (24 PLAI, 14 PLUS, 10 PLS) par Paris Habitat à la même adresse ;

Vu la délibération 2017 DLH 360 en date du 11, 12 et 13 décembre 2017 autorisant la réalisation, 56-58 rue Erlanger (16e) d'une maison-relais par Habitation Confortable,

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : L'ensemble des délibérés de la délibération 2017 DLH 360 sont rapportés.

Article 2 : Est approuvée la réalisation au 56-58, rue Erlanger (16e) du programme de création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLAI (de 25 places en tout) à réaliser par Habitation Confortable.

Article 3 : Est approuvée la participation de la Ville de Paris au financement du programme visé à l'article 1. Pour ce programme, Habitation Confortable bénéficiera d'une subvention municipale d'un montant maximum global de 565 065 euros ; cette dépense sera inscrite au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

Article 4 : Dans le cadre de la démarche « bâtiments durables », le projet devra respecter les objectifs du Plan Climat Air Énergie de Paris en termes de performance énergétique et les exigences de certification de l'opération.

Article 5 : 11 logements PLAI de la résidence sociale seront réservés à des candidats locataires désignés par la Ville de Paris pour une durée de 65 ans.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Habitation Confortable la convention fixant les modalités de versement de la participation de la Ville de Paris au financement du programme et, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris, dont la durée sera de 65 ans. Cette convention comportera en outre l'engagement de l'organisme de ne procéder à aucune cession de logement locatif sur le territoire parisien, sauf avis favorable donné par la Ville de Paris en application des articles L 443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2022 DLH 32-3 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Garantie des prêts PLAI finançant la résidence sociale (1.650.774 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLA I à réaliser par Habitation Confortable au 56-58, rue Erlanger (16e), et d'un programme de création de 48 logements sociaux (24 PLAI, 14 PLUS, 10 PLS) par Paris Habitat à la même adresse ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI à souscrire par Habitation Confortable auprès de la Caisse des Dépôt et Consignations, destiné à financer la création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLA I situé 56-58, rue Erlanger (16e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 907 926 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de -0.2% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier à souscrire par Habitation Confortable auprès de la Caisse des Dépôt et Consignations, destiné à financer la création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLAI situé 56-58, rue Erlanger (16e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 742 848 euros
Durée totale	60 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de -0.2% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où Habitation Confortable, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Habitation Confortable la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives des contrats d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 32-4 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS -10 PLS) - Subvention pour Paris Habitat (2.792.251 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLA I à réaliser par Habitation Confortable au 56-58, rue

Erlanger (16e), et d'un programme de création de 48 logements sociaux (24 PLAI, 14 PLUS, 10 PLS) par Paris Habitat à la même adresse ;
Vu la délibération 2017 DLH 347 en date du 11, 12 et 13 décembre 2017, autorisant la réalisation au 56-58 rue Erlanger (16e) d'un programme comportant 55 logement sociaux par Paris Habitat,
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : L'ensemble des délibérés de la délibération 2017 DLH 347 sont rapportés

Article 2 : Est approuvée la réalisation au 56 58 rue Erlanger du programme de construction comportant 48 logements sociaux (24 PLA I - 14 PLUS - 10 PLS) par Paris Habitat.

Article 3 : Est approuvée la participation de la Ville de Paris au financement du programme visé à l'article 1. Pour ce programme, Paris Habitat bénéficiera d'une subvention municipale d'un montant maximum global de 2 792 251 euros ; cette dépense sera inscrite au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

Article 4 : Dans le cadre de la démarche « bâtiments durables », le projet devra respecter les objectifs du Plan Climat Air Énergie de Paris en termes de performance environnementale et les exigences de certification de l'opération.

Article 5 : 24 logements seront réservés à des candidats locataires désignés par la Ville de Paris pour une durée de 65 ans.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités de versement de la participation de la Ville de Paris au financement du programme et, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris, dont la durée sera de 65 ans. Cette convention comportera en outre l'engagement de l'organisme de ne procéder à aucune cession de logement locatif sur le territoire parisien, sauf avis favorable donné par la Ville de Paris en application des articles L 443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2022 DLH 32-5 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Garantie des prêts PLAI et PLUS finançant les logements familiaux (6.055.044 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLA I à réaliser par Habitation Confortable au 56-58, rue Erlanger (16e), et d'un programme de création de 48 logements sociaux (24 PLAI, 14 PLUS, 10 PLS) par Paris Habitat à la même adresse ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 24 logements PLAI situés 56-58 rue Erlanger, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 2 837 861euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLAI travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 24 logements PLAI situés 56 58 rue Erlanger, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 1 037 241 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.1% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 14 logements PLUS situés 56 58 rue Erlanger, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 2 147 372 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLUS travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 14 logements PLUS situés 56 58 rue Erlanger, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 632 570 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.1% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où Paris Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;

- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 8 : Les montants et conditions définitives des contrats d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 32-6 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Garantie des prêts PLS finançant les logements familiaux (1.324.766 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de création d'une résidence sociale comportant 21 logements PLA I à réaliser par Habitation Confortable au 56-58, rue Erlanger (16e), et d'un programme de création de 48 logements sociaux (24 PLAI, 14 PLUS, 10 PLS) par Paris Habitat à la même adresse ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création de 10 logements PLS situés 56 58 rue Erlanger, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 1 324 766 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.11% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie PLS travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où Paris Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels

2022 DLH 33-1 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PHB souscrits par HSF (1.441.000 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2021 DLH 70 du Conseil de Paris en date des 1er, 2, 3 et 4 juin 2021 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par HSF en vue du financement du dispositif de soutien aux bailleurs sociaux pour la reprise des chantiers touchés par la crise sanitaire ;
Considérant une erreur matérielle concernant le numéro du contrat de prêt contracté et le nom du bailleur dans le délibéré -2 de la délibération 2021 DLH 70 susmentionnée ;
Vu le contrat de prêt contracté par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°120385 signé le 22 mars 2021, annexé et faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PHB à contracter par HSF en vue du financement du dispositif de soutien aux bailleurs sociaux pour la reprise des chantiers touchés par la crise sanitaire ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le délibéré-2 de la délibération 2021 DLH 70 est rapporté.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à relancer l'activité suite à la crise sanitaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PHB 874 000 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Période d'amortissement 1</u> Durée Différé du différé d'amortissement Index Taux d'intérêt	 20 ans 240 mois Taux fixe 0 %
<u>Période d'amortissement 2</u> Durée Index Taux d'intérêt	 20 ans Livret A Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à relancer l'activité suite à la crise sanitaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PHB 567 000 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Période d'amortissement 1 Durée Différé du différé d'amortissement Index Taux d'intérêt	 20 ans 240 mois Taux fixe 0 %
Période d'amortissement 2 Durée Index Taux d'intérêt	 20 ans Livret A Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 2 et 3 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 33-2 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLUS finançant le programme réalisé 29 rue des Malmaisons (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 278-2 du Conseil de Paris en date des 7, 8 et 9 novembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 29, rue des Malmaisons (13e) ;

Vu l'offre de prêt n°U070240 pour le contrat de prêt à contracter par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 29, rue des Malmaisons (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 29, rue des Malmaisons (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLUS 438 686 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 33-3 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLUS finançant le programme réalisé 5 impasse des Chevaliers (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2015 DLH 290-2 du Conseil de Paris en date du 23 novembre 2015 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e) ;

Vu l'offre de prêt n°U055721 pour le contrat de prêt à contracter par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLUS 614 210 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 33-4 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLUS finançant le programme réalisé 5 impasse des Chevaliers (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 261-2 du Conseil de Paris en date des 7, 8 et 9 novembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e) ;

Vu l'offre de prêt n°U050426 pour le contrat de prêt à contracter par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLUS 753 565 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 33-5 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLS finançant le programme réalisé 5 impasse des Chevaliers (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 261-3 du Conseil de Paris en date des 7, 8 et 9 novembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e) ;

Vu l'offre de prêt n°U050426 pour le contrat de prêt à contracter par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 5, impasse des Chevaliers (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLS 545 251 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 33-6 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLS finançant le programme réalisé 108 av. d'Ivry et 127-129 rue de Tolbiac (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 288-3 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 108, avenue d'Ivry et 127-129, rue de Tolbiac (13e) ;

Vu l'offre de prêt n°U050446 pour le contrat de prêt à contracter par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 108, avenue d'Ivry et 127-129, rue de Tolbiac (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 108, avenue d'Ivry et 127-129, rue de Tolbiac (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLS 1 706 619 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,04% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 108, avenue d'Ivry et 127-129, rue de Tolbiac (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLS complémentaire 994 174 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,04% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 33-7 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLAI finançant le programme réalisé 115-117 rue des Morillons (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 149-2 du Conseil de Paris en date des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 115-117, rue des Morillons (15e) ;

Vu l'offre de prêt n°U079727 pour le contrat de prêt à contracter par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI à contracter par HSF en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 115-117, rue des Morillons (15e) ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 115-117, rue des Morillons (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLAI 93 962 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par HSF auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 115-117, rue des Morillons (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLAI foncier 13 400 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, HSF ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 35 Modification d'une garantie d'emprunt suite au refinancement d'un prêt PLS par un prêt à taux fixe pour la réalisation d'un programme de logement social par ICF Habitat La Sablière.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2009 DLH 322-3° en date des 23 et 24 novembre 2009 par laquelle le Conseil de Paris a accordé la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt PLS n° 7 707 666 à contracter par ICF Habitat La Sablière en vue du financement du programme de construction neuve comportant 11 logements PLS, ZAC « Clichy-Batignolles » Lot 1.1 (17e);

Vu la délibération 2021 DLH 61 en date des en date des 13, 14 et 15 avril 2021 modifiant la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris

Vu la délibération 2021 DLH 061 par laquelle le Conseil de Paris a accordé la modification de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLS à contracter par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux ;

Vu le contrat de prêt n° 7 735 445 U (C703413) contracté par ICF Habitat La Sablière auprès du Crédit Foncier de France, annexé au présent et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt n° 7 735 445 U (C703413) contracté par ICF Habitat La Sablière en vue du refinancement du prêt locatif social n° 7 707 666, destiné au financement partiel de la réalisation d'un programme de logement social ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La délibération 2021 DLH 061 est rapportée.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt Libre souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès du Crédit Foncier de France, en vue du refinancement du PLS dont la destination était la réalisation d'un programme de logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	Prêt Libre 1.909.885,03 euros
Durée totale	26 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	néant
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 2,51 %

Article 3 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris renonce au bénéfice de discussion et s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt annexé à la présente délibération et à signer avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels

2022 DLH 37-1 Modification des garanties d'emprunts finançant 2 programmes de réhabilitation de résidences pour personnes âgées réalisés par CDC Habitat Social - Garantie du prêt PAM finançant la réhabilitation de 59 logements 2 allée Récipon (19e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 265 du Conseil de Paris en date des 7, 8 et 9 novembre 2016 par laquelle le Conseil de Paris a accordé la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par OSICA devenue CDC Habitat Social en vue du financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat Énergie d'une résidence pour personnes âgées de 59 logements, situé 2 allée Récipon (19e) ;

Vu la délibération 2019 DLH 86 du Conseil de Paris en dates des 1, 2 et 3 octobre 2019 par laquelle le Conseil de Paris a pris acte de la création de CDC Habitat Social, entité issue de la fusion de douze bailleurs sociaux dont OSICA ;

Vu la délibération 2020 DLH 254 du Conseil de Paris en dates des 15, 16 et 17 décembre 2020 par laquelle le Conseil de Paris a accordé la réitération et la modification de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par CDC Habitat Social en vue du financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat Énergie d'une résidence pour personnes âgées de 59 logements, situé 2 allée Récipon (19e) ;

Vu le contrat de prêt contracté par CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations n° 123788 signé le 25 juin 2021, annexé et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par CDC Habitat Social en vue du financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat Énergie d'une résidence pour personnes âgées de 59 logements sociaux, situé 2 allée Récipon (19e) ;

Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de réhabilitation Plan Climat Énergie d'une résidence pour personnes âgées de 59 logements sociaux, situé 2 allée Récipon (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 148 030 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	21 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Taux d'intérêt	Taux fixe de 0,85%

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, CDC Habitat Social ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec CDC Habitat Social la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 37-2 Modification des garanties d'emprunts finançant 2 programmes de réhabilitation de résidences pour personnes âgées réalisés par CDC Habitat Social - Garantie des prêts PAM et PAM Eco finançant la réhabilitation de 59 logements 1ter rue Damiens à Boulogne-Billancourt.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2021 DLH 94 du Conseil de Paris en date des 1er, 2 et 3 juin 2021 par laquelle le Conseil de Paris a accordé la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM et PAM Eco à contracter par CDC Habitat Social en vue du financement d'un programme de rénovation d'une résidence pour personnes âgées 1ter rue Damien à Boulogne-Billancourt ;
Vu le contrat de prêt contracté par CDC Habitat Social auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°126621 signé le 10 septembre 2021, annexé et partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM et PAM Eco à contracter par CDC Habitat Social en vue du financement d'un programme de rénovation d'une résidence pour personnes âgées 1ter rue Damiens à Boulogne-Billancourt ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par CDC Habitat Social auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de rénovation d'une résidence pour personnes âgées 1ter rue Damien à Boulogne-Billancourt, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PAM 668 597 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	15 ans Néant
Périodicité des échéances	Annuelle
Taux d'intérêt	Taux fixe de 0,38%

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM Eco prêt, à souscrire par CDC Habitat Social auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de rénovation d'une résidence pour personnes âgées 1ter rue Damien à Boulogne-Billancourt, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PAM Eco prêt 708 000 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	18 ans Néant
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,45% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, CDC Habitat Social ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;

- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec CDC Habitat Social les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-1 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (846.755 euros) finançant le programme des 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 126240 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 81 logements situés 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 174 520 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 81 logements situés 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 160 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	59 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 81 logements situés 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 174 520 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 81 logements situés 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 160 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	59 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 81 logements situés 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 101 261 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 81 logements situés 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 76 454 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 7 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 8 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 10 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-2 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (177.402 euros) finançant le programme du 17-21 rue Claude Vellefaux (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 126288 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 25 logements situés 17-21 rue Claude Vellefaux (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 48 066 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 25 logements situés 17-21 rue Claude Vellefaux (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 103 095 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 25 logements situés 17-21 rue Claude Vellefaux (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 14 452 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 25 logements situés 17-21 rue Claude Vellefaux (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 11 789 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-3 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (7.456.201 euros) finançant le programme du Groupe GOT Marie Laurent, 1-3 rue des Pyrénées (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 127151 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 115 logements situés 1-3 rue des Pyrénées (20e) au sein du groupe GOT Marie Laurent, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 1 592 577 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 115 logements situés 1-3 rue des Pyrénées (20e) au sein du groupe GOT Marie Laurent, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 1 400 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	59 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 115 logements situés 1-3 rue des Pyrénées (20e) au sein du groupe GOT Marie Laurent, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 1 592 577 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 115 logements situés 1-3 rue des Pyrénées (20e) au sein du groupe GOT Marie Laurent, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 1 400 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	59 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 115 logements situés 1-3 rue des Pyrénées (20e) au sein du groupe GOT Marie Laurent, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 832 341Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 115 logements situés 1-3 rue des Pyrénées (20e) au sein du groupe GOT Marie Laurent, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 638 706 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 7 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 8 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 10 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-4 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (9.973.658 euros) finançant le programme du 172-188 rue Lecourbe (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 127152 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 169 logements situés 172-188 rue Lecourbe (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 2 502 629 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 169 logements situés 172-188 rue Lecourbe (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 2 171 419 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	59 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 169 logements situés 172-188 rue Lecourbe (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 2 502 629 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 169 logements situés 172-188 rue Lecourbe (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 2 171 419 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	59 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 169 logements situés 172-188 rue Lecourbe (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 329 366 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 169 logements situés 172-188 rue Lecourbe (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 296 195 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 7 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 8 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 10 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-5 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (2.0790.067 euros) finançant le programme des 26-32 et 40-44 rue Paul Barruel (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;
Vu le projet de contrat de prêt n° 126866 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,
Délibère :
Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 32 logements situés 26-32 & 40-44 rue Paul Barruel (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 311 862 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 32 logements situés 26-32 & 40-44 rue Paul Barruel (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 1 325 403 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 32 logements situés 26-32 & 40-44 rue Paul Barruel (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 252 105 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 32 logements situés 26-32 & 40-44 rue Paul Barruel (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 189 697 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-6 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (266.361 euros) finançant le programme du 59 rue des Morillons (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;
Vu le projet de contrat de prêt n° 126871 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 21 logements situés 59 rue des Morillons (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 98 935 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 21 logements situés 59 rue des Morillons (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 111 617 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 21 logements situés 59 rue des Morillons (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 24 016 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 21 logements situés 59 rue des Morillons (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 31 793 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-7 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (10.376 euros) finançant le programme du 43 rue Lucien Sampaix (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;
Vu le projet de contrat de prêt n° 126296 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 4 logements situés 43 rue Lucien Sampaix (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 6 918 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 4 logements situés 43 rue Lucien Sampaix (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 3 458 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-8 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie du prêt PLUS (78.334 euros) finançant le programme du 112 rue Falguière (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 126294 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 4 logements situés 112 rue Falguière (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 78 334 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 38-9 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (48.708 euros) finançant le programme du 83 rue Leblanc (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DLH 234, approuvant la location par bail emphytéotique à Paris Habitat de divers groupes immobiliers et la réalisation d'un programme de conventionnement de 2025 logements sociaux par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue de diverses opérations de création de logements sociaux ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 129248 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 6 logements situés 83 rue Leblanc (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 9 741 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 6 logements situés 83 rue Leblanc (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 29 225 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 6 logements situés 83 rue Leblanc (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 5 520 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.01% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 6 logements situés 83 rue Leblanc (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 4 222 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.01% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 39 Réaménagement des emprunts contractés par RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Maintien de la garantie d'emprunts par la Ville de Paris.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les délibérations du Conseil de Paris accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de divers emprunts contractés par la société RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre de la réalisation de programmes de logements sociaux ;

Vu les avenants de réaménagement n°107614 et n°107626 conclus entre RATP Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de maintenir la garantie de la Ville pour le réaménagement de quatre emprunts souscrits par la société RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre du réaménagement d'une partie de sa dette et de l'autoriser à signer les avenants aux conventions de garantie correspondantes ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris maintient sa garantie au service des intérêts et à l'amortissement des prêts d'un montant total de 3 873 491,87 euros (encours global au 1er janvier 2022), réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations que la société RATP Habitat se propose de souscrire conformément aux avenants n°107614 et n°107626 annexés au présent délibéré.

Article 2 : Au cas où la société RATP Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;

- en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité anticipée des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux avenants des réaménagements concernés par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et joints en annexe, et à signer avec RATP Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 40-1 Réitérations et modifications de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB souscrits par la RIVP finançant le programme de réhabilitation situé 39-53 rue des Frères Flavien (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2015 DLH 431 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de réhabilitation situé 39-53, rue des Frères Flavien (20e) ;

Vu le contrat de prêt contracté par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°129785 signé le 2 décembre 2021, annexé et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de réhabilitation situé 39-53, rue des Frères Flavien (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 39-53, rue des Frères Flavien (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-prêt 1 456 000 euros
Durée totale	25 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM Eco-prêt est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM complémentaire à taux fixe, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 39-53, rue des Frères Flavien (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM complémentaire à taux fixe 775 127 euros
Durée totale	25 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Taux fixe
Taux d'intérêt actuariel annuel	0,84 %

Cette garantie PAM complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 39-53, rue des Frères Flavien (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PHB 1 120 000 euros
Durée totale	30 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Période d'amortissement 1</u> Durée Différé du différé d'amortissement Index Taux d'intérêt	 20 ans 240 mois Taux fixe 0%
<u>Période d'amortissement 2</u> Durée Index Taux d'intérêt	 10 ans Livret A Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 à 3 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 40-2 Réitérations et modifications de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB souscrits par la RIVP finançant le programme de réhabilitation situé 81 rue Vercingétorix (14e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2015 DLH 268 du Conseil de Paris en date 23 novembre 2015 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de réhabilitation situé 81, rue Vercingétorix (14e) ;
Vu le contrat de prêt contracté par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°129789 signé le 6 décembre 2021, annexé et faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de réhabilitation situé 81, rue Vercingétorix (14e) ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 81, rue Vercingétorix (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-prêt 484 000 euros
Durée totale	25 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM Eco-prêt est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM complémentaire à taux fixe, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 81, rue Vercingétorix (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM complémentaire à taux fixe 740 000 euros
Durée totale	25 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Taux fixe
Taux d'intérêt actuariel annuel	0,84 %

Cette garantie PAM complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 81, rue Vercingétorix (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PHB 220 000 euros
Durée totale	30 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Période d'amortissement 1</u> Durée Différé du différé d'amortissement Index Taux d'intérêt	 20 ans 240 mois Taux fixe 0%
<u>Période d'amortissement 2</u> Durée Index Taux d'intérêt	 10 ans Livret A Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 à 3 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 40-3 Réitérations et modifications de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB souscrits par la RIVP finançant le programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9 rue de Domrémy (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2015 DLH 434 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9, rue de Domrémy (13e) ;

Vu le contrat de prêt contracté par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°129800 signé le 2 décembre 2021, annexé et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9, rue de Domrémy (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9, rue de Domrémy (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-prêt 411 000 euros
Durée totale	19 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,45% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM Eco-prêt est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM complémentaire à taux fixe, à souscrire par la RIVP auprès du groupe

Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9, rue de Domrémy (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM complémentaire à taux fixe 1 677 000 euros
Durée totale	15 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Taux fixe
Taux d'intérêt actuariel annuel	0,5 %

Cette garantie PAM complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9, rue de Domrémy (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PHB 290 000 euros
Durée totale	30 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Période d'amortissement 1</u> Durée Différé du différé d'amortissement Index Taux d'intérêt	 20 ans 240 mois Taux fixe 0%
<u>Période d'amortissement 2</u> Durée Index Taux d'intérêt	 10 ans Livret A Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 à 3 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 41 Location de l'immeuble 203 bis rue Ordener (18e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à Paris Habitat OPH de l'immeuble 203 bis, rue Ordener (18e) ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 17 décembre 2021 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 18e arrondissement en date du 13 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Paris Habitat OPH (ou un autre bailleur social du groupe Paris Habitat), dont le siège social est situé 21bis, rue Claude Bernard (5e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 203 bis, rue Ordener (18e), cadastré AI numéro 31, après transfert de la propriété de ce dernier.
La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :
- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- dans le cadre de l'application de l'article L. 1224-1 du Code du travail, le contrat de travail de l'employée d'immeuble sera transféré au preneur à bail ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 3.030.000 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.
Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 42 Immeuble communal 6 quai de Seine (19e) - Convention d'occupation du domaine public au profit de l'association « Les Canaux » - Fixation du tarif d'occupation du domaine public - Attribution d'une aide en nature.

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2111-1 et suivants ;

Vu la délibération 2016 DAE 385 en date des 7, 8 et 9 novembre 2016 approuvant le principe de création d'une association dénommée « Les Canaux, maison des économies solidaires et innovantes », les statuts de celle-ci et l'adhésion de la Ville de Paris comme membre fondateur ;

Vu la délibération 2017 DAE 193 en date des 6, 7 et 8 juin 2017 relative à la conclusion, avec l'association « Les Canaux », d'une convention d'occupation du domaine public portant sur l'immeuble situé 6 quai de Seine à Paris 19e, et à la fixation de la redevance annuelle d'occupation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'autoriser la conclusion d'une convention temporaire d'occupation du domaine public portant mise à disposition au profit de l'association « Les Canaux » de l'immeuble communal situé 6 quai de Seine - 19e arrondissement ;

Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du 5 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention temporaire d'occupation du domaine public d'une durée de 4 ans, avec l'association « Les Canaux », numéro de SIRET 828 686 238 00019, siège social 6 quai de Seine 75019 Paris pour la mise à disposition de l'immeuble communal situé 6 quai de Seine (19e arrondissement) selon les conditions essentielles figurant au projet de convention annexé au présent projet de délibération.

Article 2 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à fixer à la somme de 35 000 €, le montant de la redevance annuelle hors charges due par l'association « Les Canaux », ce à compter de la date d'effet de la convention et pendant toute la durée de cette mise à disposition.

Article 3 : Une aide en nature de 218 981€ annuels correspondant à la différence entre la valeur locative annuelle de l'immeuble, estimée à 253 981 euros annuels, et le montant de la redevance annuelle hors charges retenu est accordée à l'association de la prise d'effet du contrat jusqu'à son terme.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 43 Location de l'immeuble 42 av. Parmentier (11e) à la RIVP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à la RIVP de l'immeuble 42, avenue Parmentier (11e) ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 17 décembre 2021 ;

Vu l'avis de M. le Maire du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP (ou un autre bailleur social du groupe RIVP), dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 42, avenue Parmentier (11e), cadastré AZ 28, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;

- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 4 170 000 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 47-1 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (81.330 euros) finançant le programme réalisé 3 square Graisivaudan (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement d'un prêt PLAI à contracter par Paris Habitat en vue du financement de diverses opérations de logement social ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 2 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création d'un logement PLAI situé 3 square Graisivaudan (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 81 330 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	5 ans Sans objet
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où Paris Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 47-2 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (28.921 euros) finançant le programme réalisé 15 rue Baudouin (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement de diverses opérations de logement social ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création d'un logement PLS situé 15 rue Baudoin dans le 13e, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 28 921 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	15 ans Sans objet
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où Paris Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 47-3 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (3.615.923 euros) finançant l'AQS du groupe « Cité Blanche » (19e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 226 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017, la Ville de Paris a approuvé le financement d'un programme d'Amélioration de la Qualité des Services sur le groupe « Cité Blanche » par Paris Habitat ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'Amélioration de la Qualité de Service qui complète l'opération de réhabilitation Plan Climat sur le groupe « Cité Blanche » (19e) ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 125893 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer le programme d'Amélioration de la Qualité des Services sur le groupe « Cité Blanche situé 16-34 rue de la Solidarité et 14-26 rue Alsace-Lorraine (19e), et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 3 615 923 Euros
Durée totale	10 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 47-4 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (1.847.648 euros) finançant le groupe « Villette Stemler » (19e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2019 DLH 202 du Conseil de Paris en date des 12, 14 et 15 décembre 2019, approuvant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme d'Amélioration de la Qualité des Services par Paris Habitat sur le groupe « Villette-Stemler » (19e) ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'Amélioration de la Qualité des Services sur le groupe « Villette-Stemler » (19e) ;

Vu le projet de contrat de prêt n° 126368 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 203 logements sur le groupe « Villette Stemler » situé 50-56 boulevard de la Villette et 7, 11, 15, 19, 23, 24, 26 Cité Saint Chaumont (19e), et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 1 847 648 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	12 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 47-5 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (1.049.971 euros) finançant le programme réalisé 10 rue Boyer (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2021 DLH 457 en date du 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 par laquelle le Conseil de Paris a approuvé la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction de 8 logements sociaux (2 PLA I - 4 PLUS - 2 PLS) à réaliser par Paris Habitat au 10 rue Boyer (20e);

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la modification de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts PLAI et PLUS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de construction de 8 logements sociaux (2 PLA I - 4 PLUS - 2 PLS) à réaliser au 10 rue Boyer (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 2 logements PLAI situés 10 rue Boyer (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 110 313 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 2 logements PLAI situés 10 rue Boyer (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 184 195 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.35% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 4 logements PLUS situés 10 rue Boyer (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 352 560 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 4 logements PLUS situés 10 rue Boyer (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 402 903 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.35% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où Paris Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 47-6 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat -Garantie des prêts PLS (241.382 euros) finançant le programme réalisé 10 rue Boyer (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2021 DLH 457 en date du 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 par laquelle le Conseil de Paris a approuvé la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction de 8 logements sociaux (2 PLA I - 4 PLUS - 2 PLS) à réaliser par Paris Habitat au 10 rue Boyer (20e) ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la modification de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de construction de 8 logements sociaux (2 PLA I - 4 PLUS - 2 PLS) à réaliser au 10 rue Boyer (20e);

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création de 2 logements PLS situés 10 rue Boyer (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 241 382 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où Paris Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels

2022 DLH 54 Aménagement d'un accueil de jour provisoire au 6 rue d'Aboukir (Paris Centre) - Autorisation administrative.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2241-1 et L 2511-1 et suivants ;

Vu le Code l'urbanisme et notamment ses articles L 433-1 à L 433-7 et R* 433-1 ;

Vu la délibération 2020 DLH 12 des 3 et 4 février 2020 par laquelle le Conseil de Paris a autorisé la conclusion avec l'association Emmaüs Solidarité, à titre intercalaire, d'un bail civil à durée déterminée en vue notamment d'établir au sein de l'ensemble immobilier sis 6 rue d'Aboukir à Paris (Paris Centre) un Centre d'Hébergement d'Urgence et un projet d'accompagnement social en lien avec le projet d'ensemble ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande au Conseil de Paris d'autoriser l'Emmaüs Solidarité à déposer toute demande d'autorisation administrative, notamment en matière d'urbanisme, nécessaire à l'aménagement provisoire en accueil de jour de partie du rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier situé 6 rue d'Aboukir à Paris (Paris Centre), pourvu que cela n'affecte pas de manière définitive l'usage et la destination de l'ensemble immobilier ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e commission,

Délibère :

L'association Emmaüs Solidarité est autorisée à déposer toute demande d'autorisation administrative, notamment en matière d'urbanisme, nécessaire à l'aménagement provisoire en accueil de jour de partie du rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier situé 6 rue d'Aboukir à Paris (Paris Centre), à l'exclusion de toute autorisation affectant de manière définitive l'usage et la destination de l'immeuble.

2022 DLH 55 Attribution d'une aide en nature à l'association « Plus Loin » pour la mise à disposition d'un espace de proximité au 136 bd Davout (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L2221-1 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris propose de fixer le montant du loyer annuel dû par l'association « PLUS LOIN » pour la mise à disposition d'un espace de proximité dans l'immeuble situé 136, boulevard Davout (20e) dans le cadre d'un bail civil ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du 15 décembre 2021 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant de minoration et à fixer à 100€ le montant du loyer annuel hors charges dû à la Ville de Paris par l'association « PLUS LOIN », siège social 4 rue Paul Jean Toulet 75020 PARIS pour la mise à disposition d'un espace de proximité dans l'immeuble situé 136 boulevard Davout à Paris 20e à compter du 21 décembre 2021.
Article 2 : Une aide en nature de 37 070€ annuels correspondant à la différence entre la valeur locative du local, estimée à 37 170€ par an annuels, et le loyer annuel hors charges retenu est accordée à l'association de la prise d'effet du contrat jusqu'à son terme.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 56 Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Établissement Public du Palais de la Porte Dorée, 12 av. Armand Rousseau (12e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et L.2125-1 et suivants ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris émis en date de la séance du 17 juin 2020 ;
Considérant que la Ville de Paris est propriétaire de l'emprise AW n°16, située au 12, avenue Armand Rousseau Paris (12e) ;
Considérant que cette emprise jouxte une parcelle cadastrée AW 19 appartenant à l'État, qui supporte l'actuel musée de l'Histoire de l'Immigration ainsi que de l'Aquarium tropical ;
Considérant qu'une superficie de 576 m² de l'emprise AW n°16, appartenant à la Ville de Paris a été mise à disposition jusqu'au 30 juin 2021 au profit de l'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (l'OPPIC) pour l'implantation d'une base vie de chantier dans le cadre des travaux de mise aux normes et d'accessibilité de l'Aquarium Tropical ;
Considérant qu'à l'issue des travaux réalisés par l'OPPIC, et dans le cadre des travaux financés par le Plan de relance, qui vont avoir lieu au Palais de la Porte Dorée jusqu'à la fin du premier semestre 2023, l'Établissement Public du Palais de la Porte Dorée a demandé à pouvoir poursuivre l'occupation de cette parcelle cadastrée AW 16 et à y conserver la base vie installée par l'OPPIC pour ses propres besoins ;
Considérant que l'emprise AW n°16 relève du domaine public de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Établissement Public du Palais de la Porte Dorée - 12, avenue Armand Rousseau Paris (12e) ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec l'établissement public du Palais de la Porte Dorée - Musée national de l'histoire de l'immigration - Aquarium tropical (l'EPPPD) - Établissement public à caractère administratif immatriculé sous le n° SIRET : 130 002 728 00017, dont le siège social est situé au 293, avenue de Daumesnil, 75012 Paris, représenté par M. Pap NDIAYE, en sa qualité de Directeur général - une convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition, à compter du 18 juin 2021 d'un terrain d'une surface de 576 m² située sur l'emprise cadastrée AW n°16, au 12, avenue Armand Rousseau à Paris 12e selon Les conditions essentielles de l'occupation figurent au projet de convention joint en annexe au présent projet de délibération.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à fixer à 14 400 € la redevance annuelle à échoir due par l'établissement public du Palais de la Porte Dorée - Musée national de l'histoire de l'immigration - Aquarium tropical (l'EPPPD) pour l'occupation d'un terrain d'une surface de 576 m² située sur l'emprise cadastrée AW n°16 au 12, avenue Armand Rousseau à Paris 12e, dans le cadre de la convention d'occupation temporaire du domaine public visée à l'article 1 de la présente délibération.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 57-1 Acquisition en bloc dans le cadre d'une VEFA, 9 bd Auguste Blanqui (13e) d'un programme de construction comportant 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 LLI par IMMOBILIERE 3F.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction de 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 logements intermédiaires à réaliser par IMMOBILIERE 3F au 9, boulevard Auguste Blanqui (13e) ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé la réalisation au 9, boulevard Auguste Blanqui (13e) du programme de construction comportant 12 logements (3 PLS - 9 LLI) par IMMOBILIERE 3F.
Article 2 : Le projet s'inscrit dans une démarche « bâtiments durables » avec pour objectif d'améliorer la performance énergétique du bâtiment.
Article 3 : 3 logements seront réservés à des candidats locataires désignés par la Ville de Paris pour une durée de 65 ans.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec IMMOBILIERE 3F la convention fixant conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris, dont la durée sera de 65 ans. Cette convention comportera en outre l'engagement de l'organisme de ne procéder à aucune cession de logement locatif sur le territoire parisien, sauf avis favorable donné par la Ville de Paris en application des articles L 443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2022 DLH 57-2 Acquisition en bloc dans le cadre d'une VEFA, 9 bd Auguste Blanqui (13e) d'un programme de construction comportant 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 LLI par IMMOBILIERE 3F - Garantie du prêt PLS par la Ville (457.105 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts PLS à contracter par IMMOBILIERE 3F en vue du financement d'un programme de construction de 3 logements PLS à réaliser au 9, boulevard Auguste Blanqui (13e) ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier, à souscrire par IMMOBILIERE 3F auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création de 3 logements PLS situés 9, boulevard Auguste Blanqui (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS foncier 457 105 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où IMMOBILIERE 3F, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec IMMOBILIERE 3F la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 57-3 Acquisition en bloc dans le cadre d'une VEFA, 9 bd Auguste Blanqui (13e) d'un programme de construction comportant 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 LLI par IMMOBILIERE 3F - Garantie à hauteur de 50% des prêts LLI par la Ville (50% de 7.528.719 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts LLI à contracter par IMMOBILIERE 3F en vue du financement d'un programme de construction de 9 logements LLI à réaliser au 9, boulevard Auguste Blanqui (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit à hauteur de 50%, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt LLI travaux, à souscrire par IMMOBILIERE 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 9 logements LLI situés 9, boulevard Auguste Blanqui (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	LLI travaux 4 221 676 euros (montant garanti : 2 110 838 euros)
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,4% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie LLI travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit à hauteur de 50%, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt LLI foncier à souscrire par IMMOBILIERE 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 9 logements LLI situés 9, boulevard Auguste Blanqui (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	LLI foncier 3 307 043 euros (montant garanti : 1 653 521,5 euros)
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,4% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie LLI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où IMMOBILIERE 3F, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec IMMOBILIERE 3F la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DPE 2 Subventions (53.000 euros) et conventions avec 3 associations œuvrant pour la réduction des déchets et au développement des territoires zéro déchet.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de quatre subventions d'un montant total de 53.000 € aux associations Régie de quartier Paris Centre, Biocycle et Action et transition ;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 16.500 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Paris Centre (numéro SIMPA 59801, numéro de dossier 2022_04577).
Article 2 : Une subvention de 20.000 euros est attribuée à l'association Biocycle (numéro SIMPA 186220, numéro de dossier 2022_04654).
Article 3 : Une subvention de 16.500 euros est attribuée à l'association Action et transition (numéro SIMPA 187271, numéro de dossier 2022_04752).
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les trois conventions financières, dont les textes sont joints à la présente délibération, avec les associations : Régie de quartier Paris Centre, Biocycle et Action et transition.
Article 5 : Les dépenses correspondantes (53.000 euros) seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris sous réserve de la décision de financement.

2022 DPE 3 Subventions (396.000 euros) et conventions avec 11 associations gestionnaires de recycleries.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer 11 subventions d'un montant total de 396.000 euros aux associations : Emmaüs Alternatives (Paris Centre), La Textilerie (10e), La Petite Rockette (11e et 12e), Ma Ressourcerie (13e), La Ressourcerie Créative (14e), La Table des Matières (14e), 1000 Collectes (17e), 3S : Séjour Sportif Solidaire (17e), La Bricolette (18e), Coup de Main (20e) et Du Bleu dans les yeux (20e) et de lui autoriser à signer les 11 conventions pluriannuelles d'objectifs passées avec ces associations ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement Paris Centre, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions pluriannuelles d'objectifs, dont les textes sont joints à la présente délibération, avec les associations Emmaüs Alternatives (Paris Centre), La Textilerie (10e), La Petite Rockette (11e et 12e), Ma Ressourcerie (13e), La Ressourcerie Créative (14e), La Table des Matières (14e), 1000 Collectes (17e), 3S : Séjour Sportif Solidaire (17e), La Bricolette (18e), Emmaüs Coup de Main (20e) et Du Bleu dans les yeux (20e)
Article 2 : Une subvention d'un montant de 25.000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Alternatives (numéro PARIS ASSOS 188453, numéro de dossier 2022_04628)
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 11.000 euros et une subvention d'investissement d'un montant de 4.000 euros sont attribuées à l'association La Textilerie, (numéro PARIS ASSOS 189075, numéros de dossier 2022_04629 et 2022_05456)
Article 4 : Une subvention d'un montant de 80.000 euros est attribuée à l'association La Petite Rockette (numéro PARIS ASSOS 59841, numéros de dossiers 2022_03932, 2022_03933 et 2022_05129)

Article 5 : Une subvention d'un montant de 30.000 euros est attribuée à l'association Ma Ressourcerie (numéro PARIS ASSOS 8025, numéro de dossier 2022_02800)
Article 6 : Une subvention d'un montant de 39.000 euros est attribuée à l'association La Ressourcerie Créative (numéro PARIS ASSOS 183590, numéro de dossier 2022_04630)
Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros et une subvention d'investissement d'un montant de 2.000 euros sont attribuées à l'association La Table des Matières (numéro PARIS ASSOS 184123, numéro de dossier 2021_05052 et 2022_05382)
Article 8 : Une subvention d'un montant de 52.000 euros est attribuée à l'association 1000 Collectes (numéro PARIS ASSOS 184222, numéro de dossier 2022_04634)
Article 9 : Une subvention d'un montant de 20.000 euros est attribuée à l'association 3S : Séjour Sportif Solidaire (numéro PARIS ASSOS 188896, numéro de dossier 2022_04633)
Article 10 : Une subvention d'un montant de 30.000 euros est attribuée à l'association La Bricolette (numéro PARIS ASSOS 186538, numéro de dossier 2021_11817)
Article 11 : Une subvention d'un montant de 66.000 euros est attribuée à l'association Coup de Main (numéro PARIS ASSOS 49281, numéro de dossier 2022_00036)
Article 12 : Une subvention d'un montant de 27.000 euros est attribuée à l'association Du Bleu dans les yeux (numéro PARIS ASSOS 187334, numéro de dossier 2022_04635)
Article 13 : Les dépenses correspondantes seront imputées de la manière suivante : 390.000 euros en fonctionnement et 6.000 euros en investissement sur le budget du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) sous réserve de la décision de financement.

2022 DRH 1 Fixation de la nature des épreuves et du règlement des concours externe et interne pour l'accès au corps des éducateurs des activités physiques et sportives de la Commune de Paris dans la spécialité activités aquatiques et de la natation.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;
Vu le décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu les délibérations DRH 2011-16 et 2011-17 des 28, 29 et 30 mars 2011 fixant les dispositions statutaires communes applicables à certains corps de fonctionnaires de catégorie B de la Commune de Paris ;
Vu la délibération DRH 2011-59 des 11 et 12 juillet 2011 modifiée portant fixation du statut particulier applicable au corps des éducateurs des activités physiques et sportives de la Commune de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de fixer la nature des épreuves et le règlement des concours externe et interne pour l'accès au corps des éducateurs des activités physiques et sportives de la Commune de Paris dans la spécialité activités aquatiques et de la natation.
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Les concours externe et interne pour l'accès au corps des éducateurs des activités physiques et sportives de la Commune de Paris dans la spécialité activités aquatiques et de la natation sont ouverts suivant les besoins du service, par un arrêté de la Maire de Paris qui fixe la date des épreuves, le nombre de places offertes et les modalités d'inscription.
Article 2 : La liste des candidats autorisés à prendre part à chacun des concours est arrêtée par la Maire de Paris.
La désignation du jury est effectuée par arrêté de la Maire de Paris pour chaque concours.
Un fonctionnaire de la direction des ressources humaines en assure le secrétariat. Un représentant du personnel peut assister en cette qualité aux travaux du jury mais ne peut participer au choix des sujets des épreuves, à la correction des copies, à l'attribution des notes et aux délibérations du jury.
Article 3 : Le concours externe comporte les épreuves suivantes (programme de connaissances en annexe)
A. Epreuve écrite d'admissibilité

Rédaction développée et structurée de réponses à 3 à 4 questions permettant d'apprécier notamment les connaissances du candidat sur l'environnement administratif et sportif et sur la pratique sportive.
(durée : 3h, coefficient 2)
B. Epreuves d'admission
1. Entretien avec le jury
L'épreuve débute par une présentation du candidat de 5 minutes maximum sur sa formation, son parcours et son projet professionnel, suivie d'un échange avec le jury destiné à apprécier sa motivation et son aptitude à exercer les missions d'un éducateur des activités physiques et sportives dans la spécialité activités aquatiques et de la natation à la ville de Paris.
(durée : 20 minutes, coefficient 3)
2. Exposé sur la conduite d'une séance d'activités physiques et sportives dans la spécialité activités aquatiques et de la natation suivie d'un entretien avec les examinateurs.
Le candidat tire au sort un sujet et dispose d'un temps de préparation de 15 minutes à l'issue duquel il expose aux examinateurs pendant 10 minutes la manière dont il conduit la séance d'activités physiques et sportives dans la spécialité activités aquatiques et de la natation. Cet exposé est suivi d'un entretien de 10 minutes maximum avec les examinateurs en lien avec sa présentation.
L'épreuve est principalement destinée à apprécier les capacités du candidat à répondre à une problématique donnée, à structurer une séance, en déterminant les objectifs, l'organisation, les moyens nécessaires et le contenu de cette dernière, à encadrer un groupe et à communiquer avec les pratiquants sportifs.
(durée : 35 minutes maximum, coefficient 2)
Article 4 : Le concours interne comporte les épreuves suivantes (programme de connaissances en annexe)
A. Epreuve écrite d'admissibilité
Rédaction d'une note d'analyse avec propositions à partir d'un dossier permettant d'apprécier principalement les qualités rédactionnelles du candidat et sa capacité à proposer des solutions pertinentes à une problématique posée dans le cadre de l'action des collectivités locales et la spécialité activités aquatiques et de la natation.
(durée : 3h, coefficient 2)
B. Epreuve d'admission
1. Entretien avec le jury
L'épreuve débute par une présentation du candidat de 5 minutes maximum sur son expérience, son parcours et son projet professionnel, suivie d'un échange avec le jury destiné à apprécier sa motivation et son aptitude à exercer les missions d'un éducateur des activités physiques et sportives dans la spécialité activités aquatiques et de la natation à la ville de Paris.
(durée : 20 minutes, coefficient 3).
2. Exposé sur la conduite d'une séance d'activités physiques et sportives dans la spécialité activités aquatiques et de la natation suivie d'un entretien avec les examinateurs.
Le candidat tire au sort un sujet et dispose d'un temps de préparation de 15 minutes à l'issue duquel il expose aux examinateurs pendant 10 minutes la manière dont il conduit la séance d'activités physiques et sportives dans la spécialité activités aquatiques et de la natation. Cet exposé est suivi d'un entretien de 10 minutes maximum avec les examinateurs en lien avec sa présentation.
L'épreuve est principalement destinée à apprécier les capacités du candidat à répondre à une problématique donnée, à structurer une séance, en déterminant les objectifs, l'organisation, les moyens nécessaires et le contenu de cette dernière, à encadrer un groupe et à communiquer avec les pratiquants sportifs.
(durée : 35 minutes maximum, coefficient 2)
Article 5 : La valeur des diverses épreuves est exprimée par des notes variant de 0 à 20. Chacune des notes est multipliée par le coefficient prévu pour l'épreuve correspondante. Toute note inférieure à 5 sur 20 aux différentes épreuves des concours est éliminatoire.
Aucun candidat ne peut être admis si la moyenne de ses notes est inférieure à 10 sur 20 après application des coefficients correspondants.
Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de points, la priorité est accordée à celui ou celle qui a obtenu la meilleure note à l'épreuve d'entretien avec le jury et, en cas de nouvelle égalité, à la deuxième épreuve orale d'admission.
Article 6 : La délibération 2013 DRH-55 des 8, 9 et 10 juillet 2013 est abrogée.

ANNEXE
PROGRAMME DE CONNAISSANCES

Pour l'ensemble des épreuves des deux concours
Les épreuves portent sur les disciplines suivantes : Activités aquatiques (natation sportive, water-polo, plongeon, aquagym…)
Connaissances générales de l'environnement administratif et des ressources
a) Ressources humaines

- Santé et Sécurité au travail : les accidents de travail, les maladies professionnelles, la réglementation applicable en matière de Santé et sécurité au travail ; les organismes médicaux et sanitaires ; la réglementation générale d'un équipement recevant des travailleurs (ERT) ; les plans de prévention (document unique, …)

b) Notions générales en droit administratif

- Notion, grands principes et mode de gestion du service public
- Le statut de la ville de Paris
- Le budget des collectivités territoriales
- Gestion dans les administrations publiques : les principes généraux du statut des fonctionnaires et leur application dans les différentes fonctions publiques, notamment dans les administrations parisiennes ; droits et obligations du fonctionnaire ; l'accès aux emplois publics, le déroulement de carrière, le régime disciplinaire ; l'organisation du dialogue social et la participation ; la protection fonctionnelle
- Grands principes de la responsabilité administrative, pénale et civile.

Connaissances de l'environnement du sport

a) Connaissances liées à l'organisation et à l'animation sportive

- Service public aux usagers sportifs.
- Acteurs institutionnels dans le sport : rôle et organisation de l'Etat, du monde associatif et des collectivités territoriales, dans le domaine sportif, de l'éducation physique et de l'initiation sportive scolaire en France.
- Orientations générales de la politique sportive et le projet sportif d'établissement.
- Connaissances générales des différents sports et des différentes disciplines de l'éducation physique et sportive.
- Données générales en matière de réglementation sportive et d'organisation des activités physiques et sportives : grands principes du code du sport, encadrement des activités physiques et sportives.
- Le sport et la santé, le sport et le handicap
- Connaissances relatives à l'organisation de manifestations sportives au sein d'un équipement sportif et dans l'espace public : le cadre réglementaire, connaissance des seuils de fréquentation des manifestations, de l'organisation selon la nature des activités et du dispositif de prévention et de sécurité, les exigences environnementales.

b) Connaissances techniques des lieux de baignade

- Caractéristiques générales des piscines, nature et utilisation des bassins, règles de prévention d'hygiène et de sécurité, données générales sur la qualité de l'eau et de l'air
- Conditions d'exploitation de l'activité dans un site de baignade en extérieur, dans un espace naturel, saisonnier.

Connaissances de la pratique sportive

- Techniques et méthodes de l'entraînement sportif : la notion de performance ; l'entraînement ; la prévention en matière de dopage, les activités adaptées, le coaching.
- Enseignement des activités physiques et sportives : l'analyse et le choix des activités physiques et sportives selon le public dans le cadre d'un cycle, d'une séance, sa programmation ; les styles d'enseignement et les différentes approches pédagogiques ; le Savoir Nager pour les activités aquatiques et de natation ; la préparation à un objectif ; l'évaluation ; le rôle de la récupération ; la relation formateur pratiquant sportif ; l'apprentissage et la formation ; l'environnement matériel, social, économique et politique de l'enseignement des activités physiques et sportives., la prévention des discriminations et des violences.
- Sociologie des pratiques sportives : les modalités de recueil de données sur les différents publics sportifs et sur les cadres de pratiques sportives (humains, structurels), définition des catégories et des typologies sociologiques, catégories d'acteurs sociaux, catégories de structures ; l'analyse de la différenciation sociale ; les représentations sociales ; les identités sociales.
- Sciences humaines appliquées au sport : le contexte social, économique et politique de la pratique et du développement des activités physiques et sportives ; l'histoire du sport (données générales) ; l'investissement du.de la pratiquant.e sportif.ve et le rapport investissement-performance ; le fonctionnement du groupe et son encadrement ; l'évolution des pratiques ; l'émergence des nouveaux besoins.

2022 DRH 7 Allocations versées aux pupilles des administrations parisiennes au titre de l'exercice 2022.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date des 24, 25 et 26 septembre 2018 réaffirmant le principe d'adoption officieuse par la Ville de Paris des enfants des agents des administrations parisiennes décédés du fait du service et portant réorganisation du comité d'accompagnement des pupilles de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2017 DRH 90 en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 portant modernisation du dispositif de prestations sociales offert aux agents de la collectivité parisienne ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de majorer de 2,75% le montant des allocations annuelles d'éducation et de démarrage attribuées aux enfants des agents de la Ville de Paris décédés du fait du service et de reconduire l'aide complémentaire liée à la rentrée scolaire dont bénéficient les pupilles de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Les allocations annuelles d'éducation et de démarrage versées aux orphelins des agents de la Ville de Paris décédés du fait du service sont majorées de 2,75%, à compter du 1er janvier 2022, conformément au barème annexé à la présente délibération.
Article 2 : Les pupilles de la Ville de Paris scolarisés du cours primaire au baccalauréat, quelle que soit leur filière d'études, sont bénéficiaires d'une allocation de rentrée scolaire annuelle d'un montant de 100€ net pour les élèves du primaire, 120€ net pour les collégiens, 140€ net pour les lycéens.
Article 3 : Les dépenses seront imputées au chapitre 65 - compte par nature 65133 - domaine fonctionnel P02002 - fonds 02000330 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris - au titre de l'exercice 2022.

2022 DRH 11 Fixation des modalités de l'examen professionnel d'accès au corps des techniciens des services opérationnels d'administrations parisiennes dans la spécialité restauration.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération 2011 DRH 61 des 11 et 12 juillet 2011 modifiée fixant le statut particulier applicable au corps des techniciens des services opérationnels d'administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2016 DRH 48 des 13, 14 et 15 juillet 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps d'administrations parisiennes de catégorie B ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes, en date du 15 novembre 2021 ;
Vu la délibération 2021 DRH 48, en date des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier le statut particulier applicable au corps des techniciens des services opérationnels d'administrations parisiennes ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver la fixation des modalités de l'examen professionnel d'accès au corps des techniciens des services opérationnels d'administrations parisiennes dans la spécialité restauration.
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Peuvent être autorisé.es à se présenter à l'examen professionnel mentionné au 4° de l'article 8 du statut particulier applicable au corps des techniciens des services opérationnels d'administrations parisiennes, dans la spécialité restauration, les adjoint.es techniques principaux de 1ere ou de 2e classe du Centre d'action sociale de la Ville de Paris.
Ils.elles doivent par ailleurs justifier d'au moins neuf années de services publics, dont au moins cinq années de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans leur corps.
La liste des candidat.es autorisé.es à se présenter à l'examen est arrêtée par la Maire de Paris.
Article 2 : L'ouverture de cet examen professionnel ainsi que la composition du jury sont fixées par arrêté de la Maire de Paris.
Article 3 : L'examen comporte :
1°) Une admissibilité prononcée par le jury après examen d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle du ou de la candidat.e, comprenant la présentation de son expérience à travers son parcours, ses motivations ainsi qu'un ou plusieurs travaux accomplis (coefficient 1).
2°) Une épreuve orale d'admission consistant en un entretien avec le jury, d'une durée de 20 mn : (coefficient 3) comprenant :
- un exposé de cinq minutes maximum du ou de la candidat.e portant sur son parcours professionnel ;

- un échange avec le jury de quinze minutes maximum portant notamment sur ses connaissances professionnelles en lien avec son expérience et sur sa capacité à analyser son environnement professionnel.

Cette épreuve vise à apprécier la valeur professionnelle du ou de la candidat.e et sa capacité à exercer les fonctions de technicien des services opérationnels d'administrations parisiennes dans la spécialité restauration et son aptitude à être force de proposition.

Article 4 : Les notes attribuées aux différentes épreuves sont comprises entre 0 et 20. Chaque note est multipliée par le coefficient prévu pour l'épreuve correspondante. Toute note inférieure à 5 sur 20 avant application du coefficient est éliminatoire.

Article 5 : Le jury détermine le niveau minimum de points à obtenir à l'épreuve sur dossier pour pouvoir être déclaré admissible et à l'épreuve d'admission pour être déclarée admis. Le jury dresse, compte tenu du total des points obtenus sur l'ensemble des épreuves, et par ordre alphabétique, la liste des candidat.es admis.es.

Article 6 : Un.e représentant.e du personnel peut assister au déroulement des épreuves de l'examen. Toutefois, il.elle ne peut prendre part à l'entretien, à la délibération du jury, ni à l'attribution des notes. Il est tenu à l'obligation de discrétion et doit se conformer au comportement des membres du jury vis-à-vis des candidat.es.

Article 7 : Le secrétariat de l'examen professionnel est assuré par un.e agent.e des services de la Direction des Ressources Humaines. Cette dernière peut également déléguer l'organisation pratique de cet examen à un agent du service des ressources humaines du Centre d'action sociale de la Ville de Paris.

2022 DRH 24 Modification de la délibération 2021 DRH 71 relative aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégories B et C de la filière ouvrière et technique, de manière ponctuelle et encadrée dans les filières technique et ouvrière, et sur certains emplois spécialisés de catégorie B de la filière administrative.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 20, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 3-3-2, 34, 118 et 136 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération 2021 DFA 60 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 relative au budget primitif des emplois 2022, notamment le tableau fixant le stock réglementaire des emplois ;

Vu la délibération 2021 DRH 71 des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 relative aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégories B et C de la filière ouvrière et technique, et sur certains emplois spécialisés de catégorie B de la filière administrative ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande d'approuver la modification de la délibération 2021 DRH 71 des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 relative aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégorie B et C, de manière ponctuelle et encadrée dans les filières technique et ouvrière, et sur certains emplois spécialisés de catégorie B de la filière administrative ;

Considérant les emplois de catégorie B et C de la ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Après les mots « emplois de techniciens supérieurs d'administrations parisiennes (catégorie B) » mentionnés à l'article 2 de la délibération 2021 DRH 71 relatives aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégories B et C de la filière ouvrière et technique, et sur certains emplois spécialisés de catégorie B de la filière administrative, sont ajoutés les mots : « quel que soit le grade ».

Article 2 : Après les mots « emplois de personnels de maitrise d'administrations parisiennes (catégorie B) » mentionnés à l'article 3 de la délibération 2021 DRH 71 sont ajoutés les mots « quel que soit le grade ».

Article 3 : Après les mots « emplois d'adjoints techniques d'administrations parisiennes (catégorie C) » mentionnés à l'article 3 de la délibération 2021 DRH 71 sont ajoutés les mots « quel que soit le grade ».

Article 4 : À la suite de la liste des spécialités du corps des techniciens supérieurs d'administrations parisiennes mentionnées à l'article 2 de la délibération 2021 DRH 71 et après le mot « Laboratoires » sont ajoutées les mentions suivantes :

« - Informatique ;
- Prévention des risques professionnels ;
- Études paysagères. »
Au sein du même article, à la suite des mots « Les agents contractuels recrutés sur des emplois du corps des techniciens supérieurs de la Ville de Paris dans les spécialités génie urbain, construction et bâtiment » sont ajoutés les mots « études paysagères, informatique, et prévention des risques professionnels ».
Article 5 : À la suite de la liste des spécialités du corps des personnels de maîtrise visée par l'article 3 de la délibération 2021 DRH 71 et après le mot « Restauration » est ajoutée la mention suivante :
« - Électrotechnique. »
Article 6 : À la suite de la liste des spécialités du corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes visée par l'article 4 de la délibération 2021 DRH 71 et après le mot « Magasinier » sont ajoutées les mentions suivantes :
« - Opérateur projectionniste ;
- Horloger ;
- Tapissier ;
- Métallier. »
Article 7 : La présente délibération prend effet au 1er mars 2022.

2022 DSIN 1 Convention de services liés à l'exploitation du THD2D dans les établissements d'enseignement du second degré.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la convention relative à la réalisation par le Département de Paris et la Région Ile de France d'un réseau très haut débit du second degré, approuvé le 16 novembre 2010 par le Conseil de Paris ;
Vu l'avenant à la convention précitée et notifié en date du 5 aout 2011 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature d'une convention relative à l'exploitation du THD2D dans les établissements d'enseignement du second degré ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ere commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé le principe d'une convention relative à l'exploitation du THD2D dans les établissements d'enseignement du second degré
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention, annexée au présent projet de délibération ainsi que les pièces nécessaires à son exécution.

2022 DTEC 1 Participation de la Ville de Paris à l'expérimentation de contrôle automatisé des niveaux d'émissions sonores des véhicules en mouvement, prévue par la Loi d'Orientation des Mobilités.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 92 de la loi d'orientation des mobilités, prévoyant l'expérimentation de la constatation des niveaux d'émissions sonores des véhicules par des appareils de contrôle automatique fixes et mobiles
Vu le décret du 3 janvier 2022, fixant la procédure d'expérimentation de la constatation des niveaux d'émissions sonores des véhicules en mouvement par des appareils de contrôle automatique fixes et mobiles
Vu le Code de la voirie routière, articles L. 113-2, L 117-1 et R 111-1
Vu le code de la route, article R318-3 ;
Vu l'arrêt n°306338 du Conseil d'Etat concernant la dispense de redevance d'occupation du domaine public pour les dispositifs techniques destinés à assurer le respect du code de la route ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver la participation de la Ville de Paris à l'expérimentation de contrôle automatisé des niveaux d'émissions sonores des véhicules en mouvement et à autoriser, à titre gratuit, l'implantation des équipements nécessaires ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT au nom de la 8e Commission,
Délibère :

Article 1 : Le Conseil de Paris approuve la participation de la Ville de Paris à l'expérimentation de contrôle automatisé des niveaux d'émissions sonores des véhicules en mouvement prévue par la loi d'orientation des mobilités et le décret du 3 janvier 2022.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à exonérer l'implantation des équipements nécessaires de la redevance d'occupation du domaine public, s'agissant de dispositifs d'intérêt général permettant d'assurer le respect du code de la route.
Article 3 : la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et documents nécessaires à cet effet.

2022 DTEC 2 Convention annuelle fixant le montant de la subvention annuelle de la Ville de Paris (364.000 euros) au budget de l'association AIRPARIF pour l'année 2022.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la convention signée le 25 février 2015 avec l'association AIRPARIF relative aux actions communes de mesures, d'études et d'information visant à l'amélioration de la qualité de l'air à Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de souscrire une convention annuelle avec l'association AIRPARIF fixant le montant de la participation de la Ville de Paris au budget de l'association pour l'exercice 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT au nom de la 8e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec l'association AIRPARIF dont le siège social se trouve au 7 rue Crillon 75004 Paris, la convention annuelle jointe en annexe, qui fixe le montant de la participation de la Ville au budget de l'association pour l'exercice 2022.
Article 2 : Le montant de la participation de la Ville attribué à AIRPARIF pour l'exercice 2022 est fixé à 364 000 euros.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, pour l'année 2022, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DTEC 3 Convention spécifique entre la Ville de Paris, Bloomberg Philanthropies et Airparif relative au partenariat pour l'amélioration des connaissances sur la qualité de l'air et la sensibilisation à Paris.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la convention signée le 25 février 2015 avec l'association Airparif relative aux actions communes de mesures, d'études et d'information visant à l'amélioration de la qualité de l'air à Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de souscrire à une convention spécifique entre la Ville de Paris, Bloomberg Philanthropies et Airparif relative au partenariat pour l'amélioration des connaissances sur la qualité de l'air et la sensibilisation à Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT au nom de la 8e Commission,
Délibère :
Article 1 : La convention spécifique, jointe à la présente délibération, entre la Ville de Paris, Bloomberg Philanthropies et Airparif relative au partenariat pour l'amélioration des connaissances sur la qualité de l'air et la sensibilisation à Paris est approuvée. Mme la Maire de Paris est autorisée à la signer.
Article 2 : Le montant de la participation de la Ville attribué à Airparif, dont le siège social est situé 7 rue Crillon 75004 Paris, est fixé à 0 euros pour les exercices 2022 et ultérieurs.
Article 3 : Le montant de la participation de la Ville attribué à Bloomberg Philanthropies, dont le siège social est situé 25 East Street NY 10075 New York, est fixé à 0 euros pour les exercices 2022 et ultérieurs.
Article 4 : Aucune recette n'est attribuée à la Ville par Airparif ou Bloomberg Philanthropies, que ce soit pour l'exercice 2022 ou des exercices ultérieurs.

2022 DTEC 4 Création et prise de participation au capital de la société SEML Axe Seine Énergies Renouvelables.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1521-1 à L. 1524-8 relatifs à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'économie mixte locale ;

Vu le code de commerce et en particulier les chapitres IV et V et du titre II de son livre II relatif aux sociétés commerciales ;
Vu le Plan Climat Air Énergie territoriale (PCAET) adopté par le Conseil de Paris le 22 mars 2018 par lequel la Ville de Paris prévoit que la Ville de Paris soit alimentée avec une énergie 100% renouvelables en 2050 dont 20% produites localement ;
Vu le projet de statuts de la SEML Axe Seine Énergies Renouvelables ;
Vu le projet de pacte d'actionnaires de la SEML Axe Seine Énergies Renouvelables ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la prise de participation de la Ville de Paris au capital de la société d'économie mixte locale (SEML) Axe Seine Énergie Renouvelable et d'autoriser les représentants du Conseil de Paris au Conseil d'administration à approuver les décisions nécessaires à cette prise de participation et à la création de la SEM ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Décide de la constitution d'une société d'économie mixte régie par les dispositions des articles L. 1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, dont la dénomination est « SEML Axe Seine Énergies Renouvelables ».
Article 2 : Fixe le montant de la participation de la Ville de Paris à 1 000 000 euros, correspondant à 12,55 % du montant du capital social fixé à 7 970 000 euros (sept millions neuf cent soixante-dix mille euros) et décide en conséquence, la souscription par la Ville de Paris de 100 000 actions de 10€ chacune, libérées à hauteur de 50%,
Article 3 : Approuve les projets de statuts annexés à la présente délibération, autorise Mme la Maire de Paris à y apporter, le cas échéant, des modifications mineures et à les signer ;
Article 4 : Approuve le pacte d'actionnaire annexé à la présente délibération, autorise Mme la Marie de Paris à y apporter, le cas échéant, des modifications mineures et à le signer ;
Article 5 : M. Pierre Rabadan est désigné à l'assemblée générale des actionnaires comme mandataire représentant de la Ville de Paris au Conseil d'administration de la société d'économie mixte ;
Article 6 : M. Pierre RABADAN est désigné comme représentant au Conseil d'administration de la société d'économie mixte ;
Article 7 : Autorise l'administrateur ci-dessus à assurer la présidence du Conseil d'administration de la société d'économie mixte dans le cas où le Conseil d'administration désignerait la Ville de Paris à cette fonction

2022 DTEC 6 Accord de confidentialité avec la société Toopi Organics.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'approuver l'accord de confidentialité entre la Ville de Paris et la société Toopi Organics ;
Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITES au nom de la 5e Commission,

Délibère :

L'accord de confidentialité avec la société anonyme par actions simplifiées Toopi Organics pour un projet d'étude de filière de recyclage des urines humaines est approuvé.

2022 DU 23 Plan Local d'Urbanisme - Compatibilité avec le projet « Site Tour Eiffel » (7e, 15e et 16e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L. 300-6-1 et L. 153-58 ;
Vu la loi n°2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et notamment ses articles 9 et 12 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Paris approuvé les 12 et 13 Juin 2006 et ses mises à jour, modifications, révisions simplifiées et mises en compatibilité intervenues depuis cette date ;
Vu la délibération 2018 DCPA 19 du Conseil de Paris des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 portant approbation du lancement de l'opération « Site Tour Eiffel » ;
Vu l'arrêté de la Maire de Paris en date du 20 décembre 2018 déterminant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation préalable relatifs au projet d'aménagement « Site Tour Eiffel » ;

Vu l'arrêté de la Maire de Paris en date du 6 mars 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable au projet d'aménagement « Site Tour Eiffel » ;
Vu l'arrêté de la Maire de Paris en date du 15 mai 2019 déterminant l'objet et les modalités de la concertation préalable avec garant relative à la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de Paris avec le projet ;
Vu le bilan de la concertation préalable relative à la mise en compatibilité du PLU de Paris avec le projet ;
Vu la délibération n° 2020 DDCT 17 du 3 juillet 2020 déléguant compétence à la Maire de Paris pour ouvrir et organiser les procédures de participation du public par voie électronique prévues au I de l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
Vu les arrêtés du Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, et de la Maire de Paris en date des 30 avril et 31 août 2020 désignant la Maire de Paris comme autorité compétente pour ouvrir et organiser la procédure de participation du public par voie électronique unique préalable à la mise en compatibilité du PLU, et à la délivrance des autorisations environnementale et d'urbanisme, pour le projet de réaménagement des abords du site de la Tour Eiffel ;
Vu le rapport sur les incidences environnementales (chapitre 12 de l'étude d'impact) annexé, comportant les mesures envisagées pour éviter, réduire et le cas échéant compenser, les conséquences dommageables de cette mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
Vu la délibération du Conseil de Paris n° 2020 SG 35 en date des 17, 18 et 19 novembre 2020 donnant un avis dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale et déléguant à la Maire de Paris la conduite de la participation du public par voie électronique (PPVE) pour le projet d'aménagement du site Tour Eiffel ;
Vu l'avis du SIAAP rendu le 13 janvier 2021 et celui d'Île-de-France Mobilités rendu le 15 janvier 2021, en application de l'article L. 122-1 V du Code de l'environnement ;
Vu la décision n°2020/116/TOUR EIFFEL/2 de la Commission Nationale du Débat Public en date du 7 octobre 2020 désignant Mme Catherine GARRETA et M. Jean-Louis LAURE, en qualité de garants de la participation du public par voie électronique sous l'égide de la Commission Nationale du Débat Public ;
Vu le procès-verbal du 03 juin 2021 de la réunion d'examen conjoint du 22 mars 2021 relative à la mise en compatibilité du PLU ;
Vu le courrier du 16 juillet 2021 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) déclarant recevable la demande d'autorisation environnementale et demandant à la Maire de Paris, l'ouverture de la participation du public par voie électronique sous l'égide de la Commission Nationale du Débat Public ;
Vu l'avis de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable n°2020-115 du 10 mars 2021 et le mémoire en réponse de la Ville de Paris du 01er juillet 2021 ;
Vu le dossier de participation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 11 octobre au 17 novembre 2021 ;
Vu la synthèse realisée par les garants désignés par la Commission Nationale du Débat Public ;
Considérant les observations formulées par le public pendant la procédure de participation du public par voie électronique portant à la fois sur le projet, les évolutions du PLU et l'autorisation au titre de la loi sur l'eau ;
Considérant les recommandations, précisions et compléments demandés par les garants, ainsi que les enseignements de la PPVE tirés par le maitre d'ouvrage ;
Considérant les évolutions proposées pour y répondre ;
Considérant que le site de la Tour Eiffel accueillera les épreuves de Beach Volley, de Triathlon, le Marathon et les épreuves de natation en eau libre lors des Jeux Olympiques et Paralympique (JOP) de 2024 ;
Considérant que le projet est nécessaire à l'organisation et au déroulement des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la mise en compatibilité du PLU dans le cadre de la mise en œuvre d'une procédure intégrée fondée sur les dispositions de la loi n°2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
Vu le dossier ci-annexé de mise en compatibilité du PLU de Paris concernant les dispositions réglementaires applicables au projet d'aménagement du site Tour Eiffel comportant :
- Le résumé non technique de l'étude d'impact du projet et de la mise en compatibilité du PLU (Annexe n°2);
- L'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU (Annexe n°3);
- Le rapport de présentation (Annexe n° 4) ;
- L'atlas général (extraits 1/2) (Annexe n°5) ;
- L'atlas général (extraits 2/2) (Annexe n°6) ;
- Les annexes I et VII du règlement (extraits) (Annexe n°7) ;

Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la mise en compatibilité du PLU de Paris relative aux dispositions réglementaires applicables au projet Site Tour Eiffel conformément aux pièces du dossier annexées à la présente délibération.

Article 1 bis : Dans le respect des dispositions de l'article 1, il est pris acte que le permis d'aménager du Champ de mars, dans sa partie nord, fera l'objet d'un moratoire le temps d'adapter le projet sur la totalité du Champ de mars, afin d'en garantir la cohérence paysagère.

Article 2 : Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois à l'Hôtel de Ville de Paris et en mairie des 7e, 15e et 16e arrondissements. Elle sera publiée au Bulletin Officiel de la Ville de Paris. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville de Paris. Chacune de ces formalités mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

Article 3 : La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris et à l'autorité environnementale.

2022 DU 26 Cession de la propriété 6 rue du Général Leclerc à Ecommoy (72).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 11 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 11 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L 2141-1 ;
Considérant que la Ville de Paris est propriétaire d'un bien cadastré section AD n°728 d'une contenance de 5 456 m² environ, situé 6 rue du Général Leclerc à Ecommoy (72220), comprenant notamment un bâtiment se développant sur 4 niveaux dont sous-sol total, un deuxième sur 2 niveaux, un troisième sur 2 niveaux et un atelier à simple rez-de-chaussée ;
Considérant que la propriété susmentionnée a d'abord été acquise par le Département de la Seine par acte notarié du 6 décembre 1955, puis transférée à la Ville de Paris par procès-verbal de remise du 10 mai 1971, puis au Département de Paris par procès-verbal de remise du 2 mars 1982 ;
Considérant que suivant application de la loi du 28 février 2017 à compter du 1er janvier 2019, les biens faisant partie du patrimoine de l'ancienne collectivité Département de Paris sont entrés dans le patrimoine de la nouvelle collectivité Ville de Paris ;
Considérant que cette propriété, précédemment occupée à usage de Service d'Accueil Familial Départemental (SAFD) est désormais libre d'occupation, suite à la réinstallation dudit SAFD sur un autre site ;
Considérant que la délibération 2015 DU 7 G du Conseil de Paris des 28, 29 et 30 septembre 2015 a autorisé la constitution de la servitude conventionnelle de passage de réseaux d'assainissement, grevant la parcelle AD n°728 au profit du fonds dominant cadastré section AD n°14 et 42 ;
Considérant que la Ville de Paris n'a aucun intérêt à conserver plus longtemps cette propriété - devenue inutile à son action et à ses compétences- dans son patrimoine ;
Vu l'attestation de désaffectation du 21 décembre 2021 ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine du 22 septembre 2021 ;
Vu le courrier de la Commune d'Ecommoy du 17 décembre 2021 proposant d'acquérir la propriété susmentionnée, au prix net vendeur de 297 000 €, ainsi que d'inclure dans l'acte de vente une clause d'affectation à un service public culturel d'une part et une clause de complément de prix en cas de revente d'autre part, toutes deux applicables pendant 10 ans à compter de la signature de l'acte de vente ;
Vu l'avis favorable du Conseil du Patrimoine du 5 janvier 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser la cession à la commune d'Ecommoy de la propriété bâtie située 6 rue du Général Leclerc à Ecommoy (72220) au prix net vendeur de 297 000 € et aux conditions agréées par le Conseil du Patrimoine ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est constatée la désaffectation et prononcé le déclassement du domaine public de la propriété parisienne située 6 rue du Général Leclerc à Ecommoy (72220).

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer la cession de la propriété citée à l'article 1, ainsi que toutes les servitudes afférentes, au profit de la Commune d'Ecommoy (ou de toute personne morale qui lui serait substituée avec l'accord de la Maire de Paris), sans condition suspensive.
L'acte de vente comportera notamment deux clauses, chacune effective pendant une durée de 10 ans à compter de la signature de l'acte, prévoyant :
- L'affectation à un service public culturel ;
- Le versement au profit de la Ville de Paris d'un complément de prix égal à 50% de la plus-value réalisée en cas de revente de tout ou partie du bien.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2022.
Article 3 : Le prix de cession du bien visé à l'article 1 s'élève à 297 000 € net vendeur. Cette recette sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 4 : Est autorisée la signature par Mme la Maire de tous les actes nécessaires à l'opération visée à l'article 2, et ce notamment pour l'établissement d'éventuelles servitudes nécessaires au projet.
Article 5 : Dans l'hypothèse où le titulaire d'un droit de préemption viendrait à exercer ledit droit à un prix inférieur à celui stipulé à l'article 3, Mme la Maire de Paris est autorisée à saisir la juridiction compétente en matière de fixation du prix.
Article 6 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente visée à l'article 2 seront supportés par l'acquéreur.
Les contributions et taxes de toute nature auxquelles le bien est ou sera assujetti seront acquittées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat de vente.
Article 7 : La sortie du bien du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles de la comptabilité publique.

2022 DU 28 ZAC Python-Duvernois (20e) - Cession à la SEMAPA des emprises foncières correspondant aux emprises des anciens bâtiments E et F.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu la délibération 2019 DU 244-1 des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019, approuvant les dossiers de création et de réalisation de la ZAC Python-Duvernois ;
Vu le traité de concession d'aménagement conclu le 2 août 2019 entre la Ville de Paris et la SEMAPA et son avenant n°1 du 20 février 2020 ;
Vu la délibération 2021 DLH 465 des 14, 15 et 16 décembre 2021, approuvant l'avenant n°3 au bail emphytéotique portant location de divers terrains communaux de la cité Python-Duvernois (20e) ;
Vu la note foncière du 9 juin 2021 établie par le cabinet de Géomètres-Experts Roulleau-Huck-Plomion et notamment le plan figurant en dernière page de cette note ;
Vu l'avis du Service Local du domaine de Paris en date du 28 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération 2022 DU 28 en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'autoriser la cession à la SEMAPA des deux emprises foncières correspondant, sur le plan susvisé, d'une part, à la partie de parcelle DD1v relevant du lot n°5, d'une surface de 766,5 m2 et, d'autre part, à la parcelle DE15 d'une surface de 1424,2 m2, et ce au prix total de 262 884 € HT et 315 460,80 € TTC ;
Vu la saisine pour avis du Maire du 20e arrondissement en date du 17 janvier 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire est autorisée à signer l'acte de cession à la SEMAPA des deux emprises foncières correspondant, sur le plan susvisé, d'une part, à la partie de parcelle DD1v relevant du lot n°5, d'une surface de 766,5 m2 et, d'autre part, à la parcelle DE15 d'une surface de 1424,2 m2, et ce au prix total de 262 884 € HT et 315 460,80 € TTC.
Article 2 : La recette mentionnée à l'article 1 d'un montant de 262 884 € HT est prévue au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 3 : La sortie des biens mentionnés à l'article 1 du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écriture d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 4 : La SEMAPA et la RIVP sont autorisées à déposer au droit des deux emprises cédées toute demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire à cette opération.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes nécessaires à la réalisation de cette opération.

Article 6 : Tous les frais, droits, émoluments, et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente mentionnée à l'article 1 seront supportés par la SEMAPA. Les contributions et taxes de toute nature concernant la propriété cédée seront acquittées par la SEMAPA à compter de la signature de l'acte notarié à intervenir.

2022 DU 31 Porte de Montreuil (20e) - Acquisition du volume devant accueillir le marché aux Puces reconstitué et prorogation du délai de désaffectation de l'emprise E2a.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu la délibération 2019 DU 252-1° du Conseil de Paris portant création de l'opération d'aménagement de la Porte de Montreuil et adoption de la déclaration de projet afférente emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu la délibération 2019 DU 252-2° du Conseil de Paris ayant approuvé le traité de concession d'aménagement avec la SEMAPA, société publique locale d'aménagement, pour la réalisation de cette opération ;
Vu la délibération 2019 DU 252-3° du Conseil de Paris emportant, dans le cadre de cette opération, déclassement par anticipation des lots constructibles de l'appel à projets Reinventing Cities et autorisant leur cession à la SEMAPA, aménageur ;
Considérant que le projet « The Collective for Climate » porté par Nexity, classé en tête de cet appel à projets par le jury du 19 septembre 2019 moyennant des réserves levées à ce jour, intègre la reconstitution du marché aux Puces de la Porte de Montreuil sur l'emprise E2a correspondant aux parcelles cadastrées DK 5 et DL 5 et sise avenue du Professeur André Lemierre vis-à-vis des numéros 12 à 48, voie EG/20 ;
Considérant que la Ville de Paris prévoit d'acquérir ce marché aux Puces reconstitué sur cette emprise à travers l'acquisition, d'une part, du volume d'air devant le contenir, objet de la présente délibération, et, d'autre part, des ouvrages le constituant, lesquels seront réalisés dans le cadre d'un marché public de travaux ;
Vu le projet de promesse synallagmatique de vente organisant l'acquisition de ce volume d'air, lequel garantit notamment à la Ville de Paris de ne pas avoir à en être ou demeurer propriétaire dans l'hypothèse où ces travaux auront fait l'objet, dans le cadre du marché public de travaux susmentionné, de réserves majeures (empêchant le fonctionnement normal du marché) n'ayant pu en définitive être levées ;
Considérant que cette garantie pourra être mise en œuvre soit par le jeu d'une condition suspensive de réception ou livraison de ces travaux, soit par celui d'une clause résolutoire permettant la résolution de la vente de ces volumes à la Ville en cas de non réception ou de non livraison desdits travaux ;
Considérant que l'emprise E2a susmentionnée, déclassée par anticipation aux termes de la délibération 2019 DU 252-3° susvisée avec une désaffectation devant intervenir dans un délai de 3 ans à compter de l'entrée en vigueur de cette délibération, ne pourra être désaffectée avant le mois de juillet 2023 ;
Vu le projet d'état descriptif de division en volumes établi le 22 novembre 2021 par le cabinet de Géomètres-Experts Altius, relatif à l'ensemble immobilier à édifier sur ladite emprise et au sein duquel sera reconstitué ce marché ;
Vu l'avis du Service Local du domaine de Paris en date du 18 novembre 2021 ;
Vu le projet de délibération 2022 DU 31 en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris :

- de l'autoriser à acquérir, à titre gratuit, auprès de la société de projet qui sera constituée par le groupement emmené par Nexity, porteur du projet « The Collective for Climate », ou de toute autre personne morale qui s'y substituerait, au sein de l'ensemble immobilier à construire sur l'emprise E2a correspondant aux parcelles cadastrées DK 5 et DL 5 et sise avenue du Professeur André Lemierre vis-à-vis des numéros 12 à 48, voie EG/20, le volume d'air devant contenir le marché aux Puces reconstitué de la Porte de Montreuil et correspondant au volume 7 d'une surface de base totale d'environ 15 556 m2 (répartis entre le 1er sous-sol, le RDC et le RDC haut) dans le projet ci-annexé d'état descriptif de division en volumes établi le 22 novembre 2021 par le cabinet de Géomètres-Experts Altius ;
- et à cet effet, de l'autoriser à signer, en premier lieu, une promesse synallagmatique de vente aux conditions essentielles figurant dans le projet de promesse ci-annexé puis, en second lieu, l'état descriptif de division en volumes définitif ainsi que l'acte authentique de vente se rapportant à cette promesse ;

- de proroger le délai de désaffectation de l'emprise E2a de 3 années supplémentaires pour le porter à 6 ans ;
- et enfin, de l'autoriser à signer tous les actes et à consentir toutes les servitudes nécessaires à la réalisation de cette opération.

Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 20e arrondissement en date du 17 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à acquérir, à titre gratuit, auprès de la société de projet qui sera constituée par le groupement emmené par Nexity, porteur du projet « The Collective for Climate », ou de toute autre personne morale qui s'y substituerait, au sein de l'ensemble immobilier à construire sur l'emprise E2a susvisée (parcelles cadastrées DK 5 et DL 5), le volume d'air devant contenir le marché aux Puces reconstitué de la Porte de Montreuil et correspondant au volume 7 d'une surface de base totale d'environ 15 556 m2 (répartis entre le 1er sous-sol, le RDC et le RDC haut) dans le projet susvisé d'état descriptif de division en volumes.
Article 2 : À cet effet, Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, en premier lieu, une promesse synallagmatique de vente aux conditions essentielles figurant dans le projet de promesse susvisé puis, en second lieu, l'état descriptif de division en volumes définitif ainsi que l'acte authentique de vente se rapportant à cette promesse.
Article 3 : Le délai avant l'expiration duquel l'emprise E2a mentionnée à l'article 1er doit être désaffectée est prorogé de 3 années supplémentaires pour être porté à 6 ans.
Article 4 : L'entrée du bien dans le patrimoine sera constatée par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes nécessaires à la réalisation de cette opération.
Article 6 : Le projet Nexity reloge l'ensemble des puciers sur le nouveau site, en tenant compte de la titularisation des commerçants volants en attente de titularisation, conformément aux recommandations de la 2019 DU 252.

2022 DU 34 Acquisition par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat-OPH d'un volume correspondant à un équipement petite enfance 3-5 rue Préault (19e) - Signature d'une promesse d'acquisition.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération 2016 DFPE 132 des 29, 30 et 31 décembre 2016 par laquelle le Conseil de Paris a approuvé la réalisation d'une crèche collective de 99 places sur l'îlot Botzaris/Fessard 3/5 rue Préault - 28/30 rue Botzaris à Paris 19e ;
Vu la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage signée entre la Ville de Paris et Paris Habitat le 16 juin 2016 ;
Vu la délibération 2017 DEVE 170 des 20, 21 et 22 novembre 2017 par laquelle le Conseil de Paris a approuvé le projet de nouveau Plan Climat Air Energie de Paris, vers une ville neutre en carbone et 100% énergies renouvelables en 2025 ;
Vu le projet de délibération 2022 DFPE 36 relatif à la signature d'un avenant à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage ;
Vu le projet d'état descriptif de division en volumes référencé n° 20970/V1c établi par le cabinet de géomètres experts Roulleau-Huck-Plomion en octobre 2021 ;
Vu l'avis du Service local du Domaine de Paris en date du 28 octobre 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser :

- à acquérir auprès de Paris Habitat-OPH un volume correspondant à un équipement petite enfance tel que décrit par le projet d'état descriptif de division en volumes ci-annexé, d'une superficie de 1.206 m² SDP environ auxquels s'ajoutent 362,20 m² d'espaces extérieurs, au prix de 2.121.253 € HT soit 2.545.504 € TTC, 3-5 rue Préault à Paris 19e ;
- à signer la promesse d'acquisition de ce volume ainsi qu'à signer tous les actes et à constituer et à consentir toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation de cette opération.

Vu l'avis de M. le Maire du 19e arrondissement en date du 26 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire est autorisée à signer l'acte d'acquisition auprès de Paris Habitat-OPH pour un volume, situé 3-5 rue Préault à Paris 19e, et correspondant à un équipement petite enfance tel que décrit par le projet d'état descriptif de division en volumes ci-annexé, d'une superficie de 1.206 m² SDP environ auxquels s'ajoutent 362,20 m² d'espaces extérieurs, au prix de 2.121.253 € HT soit 2.545.504 € TTC.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec Paris Habitat-OPH la promesse d'acquisition de ce volume aux conditions essentielles stipulées dans le projet de promesse annexé à la présente délibération, ainsi qu'à signer tous actes et à consentir et à constituer toutes servitudes qui s'avèreraient nécessaires à la finalisation du projet décrit à l'article 1.
Article 3 : Les écritures comptables correspondant à l'entrée du bien dans le patrimoine de la Ville de Paris seront réalisées selon les règles de la comptabilité publique et prévues au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

2022 DU 35 Avenant n° 3 à la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement Chapelle International dans Paris Nord Est (18e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R.442-8 ;
Vu la délibération du Conseil de Paris DU 2008-0039 des 15, 16, 17 décembre 2008 autorisant le Maire à signer un protocole d'accord entre la Ville de Paris, la SNCF et Réseau Ferré de France relatif à la cession de terrains et volumes immobiliers devant permettre la réalisation d'équipements publics et à la livraison d'ouvrages publics ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2013 DU 58 des 25 et 26 mars 2013 approuvant la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement ;
Vu la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs signée par la SNEF et la Ville de Paris le 13 septembre 2013 ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2016 DU 157-1 des 4, 5, 6 et 7 juillet 2016 approuvant un avenant n°1 à la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement ;
Vu cet avenant n°1 signé le 25 juillet 2016 ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2019 DU 139 en date des 8, 9, 10 et 11 juillet 2019 approuvant l'avenant n°2 à la convention de transfert des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement Chapelle International (18e) dans le domaine public ;
Vu cet avenant n°2 signé le 29 juillet 2019 ;
Vu le projet de délibération 2022 DU 35 en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser la signature d'un avenant n°3 à la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement Chapelle International (18e) ;
Vu le projet d'avenant à la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement Chapelle International (18e) auquel est annexé le plan de délimitation des ouvrages et dates prévisonnelles de remise en gestion géomètre actualisé ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

L'avenant n° 3 à la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement Chapelle International, situé dans le 18e arrondissement et tel qu'annexé à la présente délibération, est approuvé et Mme la Maire de Paris est autorisée à le signer.

2022 DU 36 ZAC Les Rives de l'Ourcq à Bondy (93) - Cession de droits de vue sur le domaine public fluvial.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Considérant que la Ville de Paris est propriétaire sur le territoire de la commune de Bondy de la parcelle cadastrée section H n°400 dépendant du domaine public fluvial ;
Considérant que la Ville de Paris peut autoriser la constitution d'une servitude de vues sur l'emprise parisienne pour permettre la réalisation d'un projet immobilier mitoyen porté par la société PICHET, sans obérer l'utilisation future de ladite propriété ;

Vu l'avis du Service local du Domaine de Seine Saint Denis en date du 02 novembre 2021 donnant un avis favorable à la constitution de la servitude au prix de 122 500 € ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en sa séance du 15 décembre 2021 donnant son avis favorable pour la constitution de cette servitude à ces conditions ;
Vu le courrier du 14 janvier 2022 de la société PICHET pour l'acquisition des droits de vue sur le domaine public fluvial au prix de 122.500 Euros ;
Vu le projet de plan de servitude annexé au présent projet de délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un contrat de servitude permettant la constitution des droits de vue nécessaires au projet immobilier de la société PICHET, au prix de 122 500 € ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le contrat de servitude permettant la constitution de droits de vue sur la parcelle parisienne sise à Bondy (93) et cadastrée section H n°400, au profit de la parcelle cadastrée section H n° 383, selon le projet de plan annexé.
Cette autorisation est valable 6 mois à compter de la présente délibération.
Article 2 : La constitution de la servitude visée à l'article 1 au profit de la société PICHET, ou de toute personne morale qui s'y substituerait avec l'accord de la Maire de Paris, se fera au prix de 122.500 Euros payé à la signature du contrat.
Article 3 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la servitude seront acquittés par le bénéficiaire, à compter de la signature du contrat à intervenir.
Article 4 : La recette globale minimale de 122.500 Euros sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 5 : Les écritures comptables de constitution de servitudes se feront selon les règles de la comptabilité publique.

2022 DU 40 Cession après déclassement d'une emprise au droit du 8bis Cité Industrielle (11e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2241-1 ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2111-1 et suivants et L 2141-1 ;
Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.112-1 et L.112-2, L.141-3 et suivants, R.141-
4 et suivants et L.112-8 ;
Considérant que la Ville de Paris est propriétaire de la parcelle -située au-delà des alignements- cadastrée section BL n°106, comprise entre la place Hubertine Auclert, et plusieurs ensembles immobiliers adressés rue Pétion, rue Camille Desmoulins et Cité Industrielle, à Paris 11e arrondissement ;
Considérant que la parcelle BL n°106 correspond à l'assiette du demi-mur mitoyen avec les bâtiments donnant actuellement sur la place Hubertine Auclert, à Paris (11e), d'un immeuble aujourd'hui disparu, et dont la démolition a permis l'ouverture de cette place ;
Considérant qu'une partie de la parcelle cadastrée BL n°106, pour une surface d'environ 2 m², a fait l'objet d'une offre d'acquisition de la part de la SCI LES MINGOTS, bénéficiaire d'une promesse de vente sur la parcelle riveraine, cadastrée BL n°77 et adressée 8bis Cité Industrielle ;
Considérant que l'acquisition de l'emprise susmentionnée propriété de la Ville de Paris est nécessaire à la réalisation d'un projet constructif porté par la SCI LES MINGOTS sur la parcelle BL n°77 ;
Considérant que la Ville de Paris n'a pas intérêt à conserver dans son patrimoine cette emprise dont elle est propriétaire, appartenant à son domaine public ;
Vu le constat de désaffectation de la DVD du 25 novembre 2021 ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris du 16 septembre 2021 ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine du 10 novembre 2021 ;
Vu le projet de plan ci-annexé ;
Vu le courrier du 15 juin 2021 de Mme Evelyne ROUSSELET, gestionnaire de la SCI LES MINGOTS, confirmant son accord pour l'acquisition de l'emprise au prix de 52 000 € ;
Vu le projet de délibération du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris de prononcer le déclassement de l'emprise parisienne concernée ; donner son accord à la cession de cette emprise au droit du 8bis Cité Industrielle à Paris (11e), le cas échéant avec une promesse de vente préalable ;
Vu l'avis de M. le Maire du 11e arrondissement du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est constatée la désaffectation et prononcé le déclassement du domaine public de l'emprise cadastrale d'environ 2 m² à détacher de la parcelle BL n°106, au droit du 8bis Cité Industrielle à Paris (11e), et figurée sur le plan ci-annexé.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de vente de l'emprise visée à l'article 1 au profit de la SCI LES MINGOTS, ou à toute personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de Mme la Maire.

Cette autorisation est valable 24 mois à compter de la présente délibération.

La cession interviendra au prix de 52 000 €, payable comptant à la signature dudit acte. Ledit acte stipulera qu'aucune atteinte sur l'aménagement de la place et en particulier sur les arbres s'y trouvant ne devra résulter du projet constructif de l'acquéreur.

La Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes préparatoires à la signature de l'acte de vente susmentionné, y compris une promesse de vente, au profit de la SCI LES MINGOTS, ou à toute personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de la Maire. Cette promesse de vente -en cas de besoin- devra être signée au plus tard dans les 6 mois de la présente délibération.

Article 3 : Est autorisé le dépôt par la SCI LES MINGOTS, ou par toute personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de la Maire de Paris, de toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme et administratives portant sur l'emprise parisienne concernée, ainsi que la constitution de toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation du projet susvisé.

Article 4 : La recette prévisionnelle d'un montant de 52 000 € sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2021 et/ou suivants) ;

Article 5 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

Article 6 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation des ventes seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les propriétés cédées sont et pourront être assujetties seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature des contrats de vente à intervenir.

2022 DVD 1-1 Parc de stationnement André HONNORAT (6e) - Avenant à la convention de concession.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de concession pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement André HONNORAT à Paris 6e en date du 4 décembre 1989 et de son avenant n°1 du 21 décembre 1998 ;

Vu le projet de délibération du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°2 à la convention de concession du parc de stationnement André HONNORAT à Paris 6e, pour proroger de 5 mois la durée de la concession ;

Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commissionn

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°2 à la convention de concession du parc de stationnement André HONNORAT (6e) pour proroger de 5 mois cette concession et en adapter les modalités financières. Le texte de cet avenant est joint à la présente délibération.

Article 2 : Les recettes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DVD 1-2 Parc de stationnement ODÉON (6e) - Avenant à la convention de concession.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de concession pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement ODEON (ex. École de Médecine) à Paris 6e en date du 13 avril 2010 et de ses avenants n°1 du 24 juillet 2014 et n°2 du 18 décembre 2020 ;

Vu le projet de délibération du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES)

de l'avenant n°3 à la convention de concession du parc de stationnement ODEON (ex. École de Médecine), pour proroger de 5 mois la durée de la concession ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°3 à la convention de concession du parc de stationnement ODEON (ex. École de Médecine) à Paris 6e pour proroger la concession de 5 mois et en adapter les modalités financières. Le texte de cet avenant est joint à la présente délibération.
Article 2 : Les recettes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DVD 2 Canaux parisiens - Convention avec le Département de Seine-Saint-Denis autorisant l'occupation en tréfonds du domaine public fluvial afin de relier le bassin du Rouailler au canal de l'Ourcq à Aulnay-sous-Bois (93).

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'article L-2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L-2123-7 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec le Département de la Seine-Saint-Denis une convention d'occupation en tréfonds, par deux conduites existantes, dont une condamnée afin de relier le bassin du Rouailler au canal de l'Ourcq et la possibilité de rejeter dans le canal de l'Ourcq, par cette canalisation, le surplus des eaux pluviales en provenance du bassin du Rouailler à Aulnay-sous-Bois (93) ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Département de la Seine-Saint-Denis la convention d'autorisation d'occupation en tréfonds du Domaine Public Fluvial par deux conduites existantes, dont une condamnée afin de relier le bassin du Rouailler au canal de l'Ourcq et la possibilité de rejeter dans le canal de l'Ourcq, par cette canalisation, le surplus des eaux pluviales en provenance du bassin du Rouailler à Aulnay-sous-Bois (93). Le texte de la convention, est joint à la présente délibération.
Article 2 : L'intégralité des dépenses d'exploitation et d'entretien des canalisations sera à la charge du Département de la Seine-Saint-Denis. Cette convention ne génèrera aucuns frais supplémentaires pour la Ville de Paris.
Article 3 : Les recettes seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.
Article 4 : La présente convention sera délivrée pour la durée de vie de l'ouvrage.

2022 DVD 4 Parcs de stationnement Notre-Dame (Paris Centre) et Cardinet (17e) - Avenant n°2 fixant les dates de fin anticipée de la convention de service public de ces parcs.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;
Vu la convention de concession pour l'entretien du parc de stationnement « Notre-Dame », la construction du parc de stationnement « Cardinet » et l'exploitation des deux ouvrages à Paris 4e et Paris 17e en date du 28 novembre 2007 et son avenant n°1 du 30 octobre 2009 ;
Vu la délibération 2021 DVD 09 du Conseil de Paris des 2, 3 et 4 février 2021 autorisant la résiliation anticipée de la convention de concession du 26 novembre 2007 ;
Vu le projet de délibération du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la SAEMES, l'avenant n°2 à la convention du concession qui a pour objet d'acter la sortie du parc de stationnement Notre Dame de la DSP à compter du 17 février 2022 à 0 heure et de la résiliation de la DSP à compter du 1er septembre 2022 à 0 heure ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SAEMES l'avenant n°2 à la convention du concession qui a pour objet d'acter la sortie du parc de stationnement Notre Dame de la DSP à compter du 17 février 2022 à 0 heure et de la résiliation totale de la DSP à compter du 1er septembre 2022 à 0 heure.Le texte de cet avenant est joint à la présente délibération.

2022 DVD 6 Plan Vélo 2021-2026 - Convention avec la Région Ile-de-France relative à une subvention pour l'aménagement de la rue du Faubourg Saint-Antoine Est, au titre du dispositif « Plan Vélo Régional. Soutien régional aux projets cyclables et au Réseau Express Régional Vélo - RERV» (840.000 euros HT).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu la communication du Conseil de Paris 2021 SG 84 relative à l'adoption du Plan Vélo 2021-2026 présentée dans sa séance de novembre 2021 ;

Vu la délibération du Conseil régional d'Ile de France CR2017-77 du 19 mai 2017 relative au Plan Vélo Régional

Vu la délibération n° CP 2020-272 du 27 mai 2020 approuvant le dispositif de soutien au RER-V et l'adaptation du plan vélo régional ;

Vu l'article 2 de la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France du 1er avril 2021 n° CP 2021-116 adoptant l'octroi d'une subvention pour le projet d'aménagement cyclable rue du Faubourg Saint-Antoine entre Faidherbe et Nation (11e et 12e) ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la Région Ile-de-France la convention de financement au titre du Plan Vélo Régional pour le projet d'aménagement cyclable rue du Faubourg Saint-Antoine entre Faidherbe et Nation (11e et 12e) ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Région Ile-de-France la convention de financement au titre du Plan Vélo Régional pour le projet d'aménagement cyclable rue du Faubourg Saint-Antoine entre Faidherbe et Nation (11e et 12e). Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 2 : Les dépenses seront imputées au budget d'investissement de la Ville de ¨Paris.

Article 3 : Les recettes escomptées de la Région Ile de France seront constatées au budget d'investissement de la Ville de Paris.

2022 DVD 7 Plan Vélo 2021-2026 - Conventions avec la Métropole du Grand Paris pour le versement de subventions (1.147.541 euros) concernant divers aménagements cyclables au titre du Plan Vélo Métropolitain.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la communication 2021 SG 84 relative à l'adoption du Plan Vélo 2021- 2026 présentée en séance du Conseil de Paris de novembre 2021 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain du 15 octobre 2021 n°CM2021/10/15/18B entérinant l'octroi de cinq subventions d'investissement pour un montant total de 1 147 541€, projets relevant du Plan Vélo Métropolitain ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la Métropole du Grand Parais cinq conventions concernant le versement de subventions pour divers aménagements cyclables au titre du Plan Vélo Métropolitain ;

Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 31 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la MGP la convention de financement au titre du Plan Vélo Métropolitain pour le projet d'aménagement cyclable avenues de Clichy et de Saint-Ouen. La participation financière de la MGP s'élève à 621 750€. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la MGP la convention de financement au titre du Plan Vélo Métropolitain pour le projet d'aménagement cyclable avenue Gambetta Est. La participation financière de la MGP s'élève à 146 750€. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la MGP la convention de financement au titre du Plan Vélo Métropolitain pour le projet d'aménagement cyclable boulevard Pasteur. La participation financière de la MGP s'élève à 104 041€. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la MGP la convention de financement au titre du Plan Vélo Métropolitain pour le projet d'aménagement cyclable Pont de la Concorde. La participation financière de la MGP s'élève à 385 000€. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la MGP la convention de financement au titre du Plan Vélo Métropolitain pour le projet d'aménagement cyclable sur les rues Tronchet et du Havre. La participation financière de la MGP s'élève à 178 750€. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 6 : Les recettes correspondantes seront constatées au budget d'investissement de la Ville de Paris.

2022 DVD 9 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris (324.036,68 euros).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2511-1, L.2511-2 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de procéder à l'indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents survenus sur l'espace public et dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder, à concurrence de 324 036,68 euros, à l'indemnisation amiable des tiers énumérés ci-après, en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents survenus sur l'espace public et dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sous réserve de financement.

DESIGNATION	DATE	MONTANT
Mme X	20/11/2019	29 711,92 €
Mme X	20/12/2020	17 713,44 €
Mme X (CPAM de Paris)	20/12/2020	7 520,95 €
M. X (MFA)	18/08/2019	5 843,48 €
M. X	03/11/2020	21 169,23 €
Société HANDSOME CAB	08/08/2016	5 140,86 €
Mme X	20/12/2018	10 650,50 €
M. X	17/07/2020	36 354,90 €
M. X (CPAM de HAUTE MARNE)	17/07/2020	9 482,57 €
Mme X (MAIF)	08/02/2020	15 159,20 €
Mme X (CPAM du FINISTERE MORBIHAN)	14/02/2020	5 995,27 €
Mme X	31/07/2020	65 242,02 €
Mme X (CPAM de Paris)	31/07/2020	94 052,34 €

2022 DVD 10 Parc de stationnement Gros Boulainvilliers (16e) - Convention de concession avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) pour l'exploitation et l'entretien du parc.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu les articles L.3112-1 et 2 du code de la commande publique ;

Vu l'avis émis le 11 janvier 2021 par la "Commission Consultative des Services Publics Locaux" en application du CGCT et notamment des articles L 1411-4 et L 1413-1 ;

Vu la délibération 2021 DVD 7 en date des 2, 3, et 4 février 2021 approuvant la convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes avec Paris Habitat et autorisant Mme le Maire de Paris, coordinatrice du groupement d'autorités concédantes, à lancer la consultation et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation pour l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Gros Boulainvilliers (16e) pour une durée de 4 ans 4 mois et 25 jours ;

Vu l'avis de la Commission d'appel d'offres siégeant en "Commission Concessions" en application des articles L 1411 - 1 et L 1411 - 5 du CGCT, en date du 15 juillet 2021, relatif aux candidatures ;

Vu l'avis de la Commission d'appel d'offres siégeant en "Commission Concessions" en application des articles L 1411 - 1 et L 1411 - 5 du CGCT, en date du 15 septembre 2021, relatif aux offres ;

Vu le rapport du service sur le déroulement de la procédure et les motifs du choix du délégataire avec ses annexes en application de l'article L 1411 - 5 du CGCT ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris, coordinatrice du groupement d'autorités concédantes, demande l'autorisation de signer, avec la SAEMES, la convention de concession concernant l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement Gros Boulainvilliers (16e) pour une durée de 4 ans 4 mois et 25 jours et d'accorder à la SAEMES l'autorisation de procéder à toutes les démarches administratives nécessaires à la réalisation du projet ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, coordinatrice du groupement d'autorités concédantes, est autorisée à signer avec la Société d'Anonyme et d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement, la convention de concession dont le texte est joint à la présente délibération et qui a pour objet l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Gros Boulainvilliers (16e) pour une durée de 4 ans 4 mois et 25 jours.

Article 2 : La SAEMES est autorisée à procéder à toutes les démarches administratives nécessaires à la réalisation des projets.

Article 3 : Les dépenses relatives à la partie Ville de Partie du parc, seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

Article 4 : Les recettes relatives à la partie Ville de Partie du parc, seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

2022 DVD 14 Protocole transactionnel avec l'ayant-droit de M. Shamaï Haber, concepteur de la fontaine située place de Catalogne (14e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'ayant-droit de M. Shamaï Haber, concepteur de la fontaine de la place de Catalogne (14e) le protocole transactionnel ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'ayant-droit de M. Shamaï Haber, concepteur de la fontaine située place de Catalogne (14e), le protocole transactionnel dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

2022 DVD 15 Prolongement de la ligne 11 du métro à Rosny-Bois-Perrier et adaptation des stations existantes (ASE). Convention ASE 3 relative à la prise en charge d'une première tranche de surcoûts.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de Schéma Directeur de la Région Ile de France (SDRIF) arrêté par le Conseil Régional d'Ile de France le 25 octobre 2012 ;

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié, relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Ile-de-France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

Vu la délibération n° 2013/025 du conseil du STIF du 13 février 2013 approuvant le schéma de principe du prolongement la ligne 11 à l'Est incluant l'adaptation des stations existantes ;

Vu la délibération n° 2015/521 du conseil du STIF du 7 octobre 2015 approuvant le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois Perrier et de l'adaptation des stations existantes.

Vu la convention de financement Adaptation des stations existantes ASE 1 pour le prolongement de la ligne 11 à Rsny-Bois-Perrier, notifiée en date du 8 mars 2016 ;

Vu la convention de financement Adaptation des stations existantes ASE 2 pour le prolongement de la ligne 11 à Rsny-Bois-Perrier, notifiée en date du 9 septembre 2019 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'Etat, la Région Ile-de-France et la RATP, la convention de financement Adaptation des Stations Existantes (ASE) n°3 relative à la prise en charge d'une première tranche de surcoûts dans le cadre de l'adaptation des stations existantes nécessaire au prolongement de la ligne 11 du métro entre la station Mairie des Lilas et la station Rosny-Bois-Perrier ;

Sur le rapport présenté par M David BELLIARD, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Etat, la Région Ile de France et la RATP, la convention de financement Adaptation des Stations Existantes (ASE) n°3 relative à la prise en charge d'une première tranche de surcoûts dans le cadre de l'adaptation des stations existantes nécessaire au prolongement de la ligne 11 du métro entre la station Mairie des Lilas et la station Rosny-Bois-Perrier. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 2 : les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget d'investissement de la Ville de Paris.

2022 DVD 17 Relèvement des tarifs de redevances pour certaines occupations de la voie publique à Paris (distributeurs de carburants thermiques).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1, et suivants ;

Vu la délibération du Conseil de Paris en date du 12 décembre 1974, portant fixation des redevances pour certaines occupations de la voie publiques à Paris ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2003 DVD 134 en date du 30 septembre 2003 autorisant la Maire de Paris à signer les arrêtés d'autorisation du domaine public aux fins d'aménagements de voirie nécessaires à la mise en sécurité des transporteurs de fonds ;

Vu la délibération 2020 DVD 94 du Conseil de Paris en date du 22 décembre 2020 portant sur le relèvement des tarifs de redevances pour certaines occupations de la voie publique à Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver le relèvement des tarifs de redevances pour certaines occupations de la voie publique à Paris (distributeurs de carburants thermiques) ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les tarifs des redevances pour certaines occupations de la voie publique à Paris s'établissent comme suit :

DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS THERMIQUES

Le tarif des redevances à recouvrer d'avance, sur les permissionnaires autorisés à exploiter des distributeurs de carburants thermiques (essence et/ou diesel) sur la voie publique, est fixé comme suit :

- Pour l'année 2021
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à simple débit à : 1550,00 €
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à double débit à : 3100,00 €
- Pour l'année 2022
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à simple débit à : 2700,00 €
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à double débit à : 5400,00 €
- Pour l'année 2023
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à simple débit à : 3850,00 €
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à double débit à : 7700,00 €
- Pour l'année 2024 et suivantes
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à simple débit à : 5 000,00 €
  - Par an et par appareil fixe ou mobile à double débit à : 10 000,00 €

Article 2 : Les tarifs susmentionnés ainsi créés pour ces typologies d'occupation du domaine public annulent ceux issus de la délibération 2020 DVD 94 de décembre 2020. Ils seront applicables à compter du 1er janvier 2022 pour toutes les installations qui étaient déjà présentes sur le domaine public à cette date.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les arrêtés d'autorisation d'occupation du domaine public relatifs aux occupations de la voie publique à Paris listées à l'article 1.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront constatées du budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2022 et ultérieurs.

2022 PP 1 Modification de divers statuts particuliers des administrations parisiennes de la préfecture de police ayant pour corps de référence la fonction publique hospitalière.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 et la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2010-1139 du 29 septembre 2010 modifié portant statut particulier du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2012-1466 du 26 décembre 2012 modifié portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;

Vu la délibération n° 2007 PP 12 des 26 et 27 mars 2007 portant modalités d'avancement de grade dans les corps de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2011 PP 18-1° des 20 et 21 juin 2011 modifiée portant statut particulier du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2011 PP 19-1° des 20 et 21 juin 2011 modifiée portant statut particulier du corps des infirmiers de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2013 PP 33-1° des 10 et 11 juin 2013 modifiée portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emploi de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification de divers statuts particuliers de certains corps des administrations parisiennes de la préfecture de police ayant pour référence des corps de la fonction publique hospitalière ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

CHAPITRE I

Dispositions statutaires relatives au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police

Section 1 - Dispositions permanentes

Article 1 : La délibération n° 2011 PP 18-1° des 20 et 21 juin 2011 susvisée est modifiée conformément aux articles 2 à 12 de la présente délibération.

Article 2 : A l'article 1er, les mots : « article 4 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés par les mots : « article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 susvisée ».

Article 3 : L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police comprend trois grades :

1° Les premier et deuxième grades comportent onze échelons ;

2° Le troisième grade comporte neuf échelons. ».

Article 4 : Au b) du I de l'article 3, après les mots : « code de la santé publique. » sont ajoutés les mots : « Leurs missions sont définies par un règlement d'emploi approuvé par arrêté préfectoral après avis du comité compétent. »

Article 5 : L'article 10 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les infirmiers en soins généraux et spécialisés qui accèdent au deuxième grade de ce corps après réussite au concours mentionné à l'article 7 sont classés dans ce grade conformément au tableau de correspondance suivant :

Situation dans le premier grade d'infirmier en soins généraux et spécialisés	Situation dans le deuxième grade d'infirmier en soins généraux et spécialisés	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	4/5 de l'ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

Article 6 : L'article 18 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades du corps régi la présente délibération est fixée ainsi qu'il suit :

Troisième grade	
Echelons	**Durée**
9e échelon	-
8e échelon	4 ans
7e échelon	4 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	3 ans
4e échelon	2 ans 6 mois
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans

Deuxième grade	
Echelons	**Durée**
11e échelon	-
10e échelon	4 ans
9e échelon	4 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an 6 mois

Première grade	
Echelons	**Durée**
11e échelon	-
10e échelon	4 ans
9e échelon	4 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans 6 mois
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	1 an 6 mois
1er échelon	1 an

Article 7 : L'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Peuvent être promus au deuxième grade, dans les conditions prévues au 1° de l'article 69 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, les agents du 1er grade comptant au moins un an d'ancienneté dans le 6e échelon de leur grade et ayant accompli dix ans de services effectifs dans un corps ou un cadre d'emplois à caractère paramédical classé dans la catégorie A.

Les conditions d'ancienneté prévues s'apprécient au 31 décembre de l'année au titre de laquelle sont mises en œuvre ces promotions. »

Article 8 : Après le 1er alinéa de l'article 20, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque, en application des dispositions de l'alinéa précédent, aucune promotion ne peut être prononcée au deuxième grade pendant deux années consécutives, une promotion peut être prononcée dans ce grade la troisième année. »

Article 9 : L'article 21 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les agents promus au deuxième grade au titre des dispositions prévues à l'article 19 sont classés dans leur nouveau grade conformément au tableau de correspondance suivant :

Situation dans le premier grade d'infirmier en soins généraux et spécialisés	Situation dans le deuxième grade d'infirmier en soins généraux et spécialisés	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
6e échelon à partir d'un an	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise

Article 10 : Au premier alinéa de l'article 22, après les mots : « comptant au moins un an », sont insérés les mots : « et six mois ».

Article 11 : Le tableau de l'article 24 est remplacé par le tableau suivant :

Situation dans le deuxième grade d'infirmier en soins généraux et spécialisés	Situation dans le troisième grade d'infirmier en soins généraux et spécialisés	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	4e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	4/5 de l'ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon à partir d'un an et six mois	1er échelon	Ancienneté acquise

Section 2 - Dispositions transitoires

Article 12 :

I - Afin de permettre le reclassement dans le corps régi par la délibération des 20 et 21 juin 2011 susvisée, sont créés deux échelons provisoires avant le 1er échelon du troisième grade des infirmiers en soins généraux et spécialisés.

Les durées du temps passé dans ces échelons provisoires sont fixées ainsi qu'il suit :

Echelons provisoires	**Durée**
2e échelon provisoire	2 ans
1er échelon provisoire	1 an

II - Les membres du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés ainsi que les agents détachés dans ce corps sont reclassés, à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, conformément au tableau de correspondance suivant :

SITUATION D'ORIGINE	NOUVELLE SITUATION	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
Premier grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	Premier grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	3/4 d'ancienneté acquise, majorée d'un an
7e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	6e échelon	6/7 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise

SITUATION D'ORIGINE	NOUVELLE SITUATION	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
Deuxième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	Deuxième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	5/8 de l'ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	4/7 de l'ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise, majorée d'un an
4e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
3e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	3/4 de l'ancienneté acquise

SITUATION D'ORIGINE	NOUVELLE SITUATION	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
Troisième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	Troisième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
10e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
8e échelon	4e échelon	5/8 de l'ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	1e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon provisoire	Ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon provisoire	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon provisoire	Sans ancienneté

III - Les infirmiers en soins généraux et spécialisés inscrits sur un tableau d'avancement établi au titre de l'année 2021 ou au titre de l'année 2022, promus dans l'un des grades d'avancement du corps régi par la délibération des 20 et 21 juin 2011 susvisée postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, sont classés dans le grade d'avancement en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé de relever, jusqu'à la date de leur promotion, des dispositions du chapitre IV de la même délibération dans sa rédaction antérieure à la présente délibération, puis s'ils avaient été reclassés, à la date de leur promotion, en application des dispositions du II du présent article.

CHAPITRE II

Dispositions statutaires relatives au corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police

Section 1 - Dispositions permanentes

Article 13 : La délibération n° 2013 PP 33-1° des 10 et 11 juin 2013 susvisée est modifiée conformément aux articles 14 à 22 de la présente délibération.

Article 14 : A l'article 1er, les mots : « article 4 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés par les mots : « article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 susvisée ».

Article 15 : A l'article 2 le mot : « sept » est remplacé par le mot : « huit ».

Article 16 : L'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades du corps régi par la présente délibération est fixée ainsi qu'il suit :

Deuxième grade : cadre supérieur de santé paramédical	
Échelons	Durée
8e échelon	-
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans 6 mois
4e échelon	2 ans 6 mois
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans

Premier grade : cadre de santé paramédical	
Échelons	Durée
11e échelon	-
10e échelon	4 ans
9e échelon	4 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an

Article 17 : L'article 20 est complété par les mots : « au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est organisé le concours. ».

Section 2 - Dispositions générales entrant en vigueur au 1er janvier 2022

Article 18 : L'article 2 est modifié comme suit :

1° Les mots : « deux grades » sont remplacés par les mots : « trois grades » ;
2° Après le troisième alinéa, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
« Le grade de cadre de santé paramédical hors classe, qui comporte cinq échelons et un échelon spécial. Le grade de cadre de santé paramédical hors classe donne vocation à exercer des fonctions correspondant à un niveau élevé de responsabilité. »

Article 19 : L'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :
« La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades du corps régi par la présente délibération est fixée ainsi qu'il suit :

Troisième grade : cadre de santé paramédical hors classe	
Échelons	Durée
Spécial	-
5e échelon	-
4e échelon	3 ans
3e échelon	2 ans 6 mois
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans

Deuxième grade : cadre supérieur de santé paramédical	
Échelons	Durée
8e échelon	-
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans 6 mois
4e échelon	2 ans 6 mois
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans

Premier grade : cadre de santé paramédical	
Échelons	Durée
11e échelon	-
10e échelon	4 ans
9e échelon	4 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an

Article 20 : Après l'article 21 sont insérés les articles 21-1, 21-2, 21-3 et 21-4 ainsi rédigés :
« Article 21-1. I. Peuvent être nommés au grade de cadre de santé paramédical hors classe, au choix, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, les cadres supérieurs de santé paramédicaux qui, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, ont au moins un an d'ancienneté dans le 4e échelon de leur grade et justifient de huit années d'exercice dans des emplois ou fonctions correspondant à un niveau élevé de responsabilité :
1° dans des fonctions d'encadrement d'un nombre élevé de cadres de santé paramédicaux et de personnels de soins ;
2° ou dans des fonctions d'un niveau de responsabilité élevé, notamment de direction, de coordination, d'encadrement ou de conduite de projets ;
La liste de ces fonctions est fixée par arrêté du préfet de police.
Les fonctions de même nature et de niveau équivalent à celles mentionnées au premier alinéa accomplies auprès des organisations internationales intergouvernementales ou des administrations des Etat membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen sont également, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique, prises en compte pour le calcul des huit années d'exercice dans des fonctions correspondant à un niveau élevé de responsabilité.
Les services pris en compte au titre du présent article doivent avoir été effectuées en qualité de titulaire d'un grade d'avancement du corps des cadres de santé paramédicaux ou d'un corps ou cadre d'emplois comparable.

II. Peuvent également être inscrits au tableau d'avancement au grade de cadre paramédical hors classe mentionné au premier alinéa du I les cadres supérieurs de santé paramédicaux ayant fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle et ayant atteint le 8e échelon de leur grade.
Une nomination au grade de cadre de santé paramédical hors classe ne peut être prononcée à ce titre qu'après quatre nominations intervenues au titre du I.
Article 21-2.- I. Les cadres supérieurs de santé paramédicaux nommés au grade de cadre de santé paramédical hors classe sont classés dans ce nouveau grade conformément au tableau de correspondance suivant :

Situation dans le grade de cadre supérieur de santé paramédical	Situation dans le grade de cadre de santé paramédical hors classe	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
8e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	4e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	4/5 de l'ancienneté acquise
4e échelon à partir d'un an	1er échelon	4/5 de l'ancienneté acquise

II. Par dérogation au I, les cadres supérieurs de santé paramédicaux qui ont été détachés dans l'un des emplois mentionnés au I de l'article 13-1 au cours des deux années précédant celle au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement de grade sont classés, sous réserve que ce classement leur soit plus favorable, en tenant compte de l'échelon et de l'ancienneté d'échelon qu'ils ont ou avaient atteints dans cet emploi.
Les agents classés en application du présent I à un échelon comportant un indice brut inférieur à celui perçu dans cet emploi conservent à titre personnel le bénéfice de l'indice brut antérieur, sans qu'il puisse toutefois dépasser celui afférent à l'échelon spécial de cadre de santé paramédical hors classe.
Article 21-3. Le nombre de promotions au grade de cadre de santé paramédical hors classe est calculé conformément aux dispositions du présent article.
Le nombre de cadres de santé paramédicaux hors classe ne peut excéder 10 % de l'effectif du corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police en position d'activité et de détachement considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.
Lorsque le nombre calculé en application du pourcentage mentionné à l'alinéa précédent est inférieur à un, celui-ci est arrondi à un. Lorsque le nombre calculé en application du pourcentage mentionné à l'alinéa précédent comporte une décimale, il est soit arrondi à l'entier inférieur si la décimale est inférieure à cinq, soit arrondi à l'entier supérieur si la décimale est égale ou supérieure à cinq.
Dans le cas d'une mutation externe à la préfecture de police, l'application du plafond mentionné au présent article n'est pas opposable à la nomination d'un cadre de santé paramédical hors classe. Cette nomination est toutefois prise en compte dans le calcul de ce même plafond pour la détermination des avancements suivants.
Article 21-4- I. Peuvent accéder au choix à l'échelon spécial du grade de cadre de santé paramédical hors classe, après inscription sur un tableau d'avancement :
Les cadres de santé paramédicaux hors classe qui ont atteint, lors de leur détachement dans un emploi fonctionnel, un échelon doté d'un groupe hors échelle. Il est tenu compte, pour le classement dans l'échelon spécial, du chevron et de l'ancienneté que l'agent a atteint dans cet emploi pendant les deux années précédant la date au titre de laquelle l'accès à l'échelon spécial a été organisé.
II.- Le nombre maximum des cadres de santé paramédicaux hors classe susceptibles d'être promus dans les conditions prévues au I ci-dessus est déterminé en application d'un taux de promotion appliqué à l'effectif des cadres de santé paramédicaux hors classe remplissant les conditions pour cet avancement au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions. Ce taux de promotion est fixé par arrêté du préfet de police.
Lorsque le nombre calculé en application du taux de promotion mentionné au présent alinéa est inférieur à un, celui-ci est arrondi à un.
Toutefois, si une promotion est prononcée en application des dispositions de l'alinéa précédent, aucune nouvelle promotion par cette voie ne pourra être décidée dans les cinq années suivant cette promotion. ».
Article 21 : A l'article 22, les mots : « au grade d'avancement » sont remplacés par les mots « au grade de cadre supérieur de santé paramédical ».
Section 3 - Dispositions transitoires
Article 22 : Les membres du corps des cadres de santé paramédicaux régis par la délibération des 20 et 21 juin 2013 susvisée ainsi que les fonctionnaires détachés dans ce corps sont reclassés, à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, conformément au tableau suivant :

SITUATION D'ORIGINE Cadre de santé paramédical	NOUVELLE SITUATION Cadre de santé paramédical	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
8e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
3e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise majorée de six mois

SITUATION D'ORIGINE Cadre supérieur de santé paramédical	NOUVELLE SITUATION Cadre supérieur de santé paramédical	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
7e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
4e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
3e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

Les lauréats des concours professionnels d'accès au grade d'avancement du corps des cadres de santé paramédicaux, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant l'entrée en vigueur de la présente délibération, sont classés dans le grade d'avancement en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé de relever, jusqu'à la date de leur promotion, des dispositions de l'article 13 de la délibération des 20 et 21 juin 2013 susvisée, puis s'ils avaient été reclassés, à la date de leur promotion, en application des dispositions de l'article 22 de la présente délibération. »

CHAPITRE III

Dispositions relatives à la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale

Article 23 : La délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 susvisée est modifiée conformément aux articles 23 et 25 de la présente délibération.

Article 24 : A l'annexe 1, dans la colonne « corps équivalents au sein de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou cadres d'emplois de la fonction publique territoriale », les mots : « corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la fonction publique hospitalière » sont remplacés par les mots : « cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux ».

Article 25 : A l'annexe 2, après la ligne relative aux techniciens supérieurs est ajoutée au sein du tableau la ligne suivante :

Auxiliaire de puériculture	Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Article 26 : Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur à compter du 1er octobre 2021, à l'exception de celles de la section 2 du chapitre II, qui entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

2022 PP 2 Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la

fonction publique territoriale, notamment son article 118 et loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
Vu le décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière ;
Vu la délibération n° 2013 PP 33-1° des 10 et 11 juin 2013 modifiée portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : L'échelonnement indiciaire du corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police, régi par la délibération n° 2013 PP 33-1° des 10 et 11 juin 2013 susvisée, est fixé, jusqu'au 31 décembre 2021, ainsi qu'il suit :

Cadre supérieur de santé paramédical	
Echelons	Indice brut
8e	1 015
7e	995
6e	946
5e	896
4e	843
3e	791
2e	744
1er	699

Cadre de santé paramédical	
Echelons	Indice brut
11e	940
10e	906
9e	868
8e	825
7e	781
6e	739
5e	695
4e	663
3e	614
2e	577
1er	541

Article 2 : L'échelonnement indiciaire du corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police régi par la délibération n° 2013 PP 33-1° des 10 et 11 juin 2013 susvisée, est fixé, à compter du 1er janvier 2022, ainsi qu'il suit :

Cadre de santé paramédical hors classe	
Echelons	Indice brut
Spécial	HEA
5e	1 027
4e	995
3e	946
2e	896
1er	850

Cadre supérieur de santé paramédical	
Echelons	Indice brut
8e	1 015
7e	995
6e	946
5e	896
4e	843
3e	791
2e	744
1er	699

Cadre de santé paramédical	
Echelons	Indice brut
11e	940
10e	906
9e	868
8e	825
7e	781
6e	739
5e	695
4e	663
3e	614
2e	577
1er	541

Article 3 : La délibération n° 2016 PP 71-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police est abrogée.
Article 4 : Les dispositions de l'article 1er de la présente délibération entrent en vigueur au 1er octobre 2021.
Les dispositions de l'article 2 de la présente délibération entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

2022 PP 3 Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 et la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
Vu le décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
Vu la délibération n° 2011 PP 18-1° des 20 et 21 juin 2011 modifiée portant statut particulier du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emploi de la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,
Délibère :

Article 1 :L'échelonnement indiciaire du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police, régi par la délibération n° 2011 PP 18-1° des 20 et 21 juin 2011 susvisée, est fixé, ainsi qu'il suit :

Échelonnement indiciaire

Troisième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
Echelons	Indices bruts
9	940
8	906
7	868
6	825
5	781
4	739
3	695
2	663
1	614

Deuxième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
Echelons	Indices bruts
11	886
10	836
9	792
8	750
7	709
6	669
5	631
4	595
3	558
2	518
1	489

Premier grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
Echelons	Indices bruts
11	821
10	778
9	732
8	693
7	653
6	611
5	576
4	544
3	514
2	484
1	444

Article 2 : L'échelonnement indiciaire applicable aux échelons provisoires prévus au I de l'article 12 de la section 2 du chapitre I de la délibération n° 2022 PP 01 des 8, 9 et 10 février 2022 portant modification de divers statuts particuliers des administrations parisiennes de la préfecture de police ayant pour référence les corps de la fonction publique hospitalière est fixé ainsi qu'il suit :

Troisième grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés	
Echelons	Indices bruts
2e échelon provisoire	580
1er échelon provisoire	548

Article 3 : La délibération n° 2016 PP 69-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police est abrogée.

Article 4 : Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur au 1er octobre 2021, à l'exception de celles de l'article 2 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

2022 PP 4 Modification de la délibération n° 2011 PP 19-1° des 20 et 21 juin 2011 portant statut particulier du corps des infirmiers de la préfecture de police et de la délibération n° 2016 PP 68-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des infirmiers de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 118 et la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 modifié portant statut particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2021-1407 du 29 octobre 2021 revalorisant le déroulement de carrière de corps paramédicaux de la catégorie B de la fonction publique hospitalière placés en voie d'extinction ;

Vu le décret n° 2021-1409 du 29 octobre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à divers corps de catégorie B de la fonction publique hospitalière ;

Vu la délibération n° 2011 PP 19-1° des 20 et 21 juin 2011 modifiée portant statut particulier du corps des infirmiers de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2016 PP 68-2° modifiée portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des infirmiers de la préfecture de police ;

Vu la délibération n°2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification de la délibération n° 2011 PP 19-1° des 20 et 21 juin 2011 portant statut particulier du corps des infirmiers de la préfecture de police et de la délibération n° 2016 PP 68-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des infirmiers de la préfecture de police ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

CHAPITRE IER

Dispositions statutaires relatives au corps des infirmiers de la préfecture de police

Article 1 : A l'article 1er de la délibération n° 2011 PP 19-1° des 20 et 21 juin 2011 susvisée les mots : « le décret n° 2016-640 du 19 mai 2016 » sont remplacés par les mots : « le décret n° 2021-1407 du 29 octobre 2021 ».

CHAPITRE II

Dispositions indiciaires relatives au corps des infirmiers de la préfecture de police

Article 2 : Le titre de la délibération n° 2016 PP 68-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 susvisée est modifié et rédigé comme suit : « Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers de la préfecture de police. »

Article 3 : L'article 1er de la délibération n° 2016 PP 68-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'échelonnement indiciaire du corps des infirmiers de la préfecture de police est fixé ainsi qu'il suit :

Infirmier de classe supérieure	
Echelons	Indices bruts
10	751
9	725
8	705
7	693
6	674
5	652
4	621
3	587
2	553
1	532

Infirmier de classe normale	
Echelons	Indices bruts
8	664
7	614
6	563
5	517
4	489
3	460
2	438
1	418

Article 4 : La présente délibération entre en vigueur au 1er novembre 2021.

2022 PP 5 Dispositions fixant le statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 118 ;
Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;
Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat ;
Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
Vu le décret 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière ;
Vu le décret n° 2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux ;
Vu la délibération n° 2007 PP 12 des 26 et 27 mars 2007 portant modalités d'avancement de grade dans les corps de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les dispositions fixant le statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

CHAPITRE IER
DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police est classé dans la catégorie B au sens de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.

Article 2 : Le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police comprend deux grades :

1° La classe normale qui comporte douze échelons ;

2° La classe supérieure qui comporte onze échelons.

Article 3 : L'auxiliaire de puériculture prend en charge l'enfant individuellement et en groupe et répond à ses besoins fondamentaux en favorisant son bien-être sur le plan physique, affectif, psychomoteur et relationnel dans un cadre sécurisé.

L'auxiliaire de puériculture participe à la mise en œuvre du projet éducatif de la crèche collective de la préfecture de police, à l'accueil des familles dans le respect de la discrétion professionnelle et de l'obligation de réserve, dans une perspective de continuité de service, de coéducation et d'accompagnement à la parentalité.

CHAPITRE II
RECRUTEMENT

Article 4 : Le recrutement en qualité d'auxiliaires de puériculture de classe normale intervient après inscription sur une liste d'aptitude établie en application des dispositions de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Article 5 : Sont inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 4 les candidats admis à un concours sur titres avec épreuves ouverts aux candidats titulaires de l'un des diplômes ou titres mentionnés à l'article L. 4392-1 du code de la santé publique.

Les concours sont organisés par la préfecture de police.

Les règles d'organisation générale, la nature et les modalités des épreuves du concours sont fixées par délibération du conseil de Paris.

Les conditions d'organisation, le nombre de postes ouverts et la date des épreuves ainsi que la désignation des membres du jury sont fixés par arrêté du préfet de police.

CHAPITRE III
NOMINATION, TITULARISATION

Article 6 : Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 4 et recrutés sur un emploi relevant de la préfecture de police sont nommés stagiaires dans leur spécialité pour une durée d'un an par le préfet de police.

La titularisation des stagiaires intervient, par arrêté préfectoral, à la fin du stage.

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié s'il n'avait pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine, toutefois, la préfecture de police peut, à titre exceptionnel, décider que la période de stage est prolongée d'une durée maximale d'un an.

La durée du stage est prise en compte pour l'avancement d'échelon dans la limite d'une année.

Article 7 : Sous réserve de l'application de dispositions plus favorables prévues aux articles 8 à 12, les auxiliaires de puériculture recrutés dans le corps régi par la présente délibération sont classés, lors de leur nomination en qualité de stagiaire, au 1er échelon de la classe normale.

Article 8 : Les fonctionnaires nommés dans le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police qui avaient, avant leur nomination, la qualité de fonctionnaire d'un corps ou d'un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau sont classés dans la classe normale de ce corps selon les dispositions suivantes.

I - Les fonctionnaires qui détiennent un grade situé en échelle C3 sont classés conformément au tableau de correspondance ci-après :

SITUATION DANS L'ECHELLE C3 DE LA CATEGORIE C	SITUATION DANS LA CLASSE NORMALE DU CORPS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE CATEGORIE B	
	Classe normale Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
10e échelon	11e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
2e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	2e échelon	Ancienneté acquise

II - Les fonctionnaires qui détiennent un grade situé en échelle C2 sont classés conformément au tableau de correspondance ci-après :

SITUATION DANS L'ECHELLE C2 DE LA CATEGORIE C	SITUATION DANS LA CLASSE NORMALE DU CORPS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE CATEGORIE B	
	Classe normale Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
4e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

III - Les fonctionnaires qui détiennent un grade situé en échelle C1 sont classés conformément au tableau de correspondance ci-après :

SITUATION DANS L'ECHELLE C1 DE LA CATEGORIE C	SITUATION DANS LA CLASSE NORMALE DU CORPS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE DE LA CATEGORIE B	
	Classe normale Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
9e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	3e échelon	1/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
4e échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon	Sans ancienneté
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

IV - Les fonctionnaires appartenant à un corps ou un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau qui détiennent un autre grade que ceux mentionnés aux I, II et III sont classés à l'échelon comportant l'indice brut le plus proche de l'indice brut qu'ils détenaient avant leur nomination, augmenté de 15 points d'indice brut. Lorsque deux échelons successifs présentent un écart égal avec cet indice augmenté, le classement est prononcé dans celui qui comporte l'indice brut le moins élevé.

Dans la limite de l'ancienneté exigée à l'article 17 pour une promotion à un échelon supérieur, les bénéficiaires de cette disposition conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure ou égale à 15 points d'indice brut. Toutefois, lorsque le classement opéré en vertu de l'alinéa précédent conduit le fonctionnaire à bénéficier d'un échelon qu'aurait également atteint le titulaire d'un échelon supérieur de son grade d'origine, aucune ancienneté ne lui est conservée dans l'échelon du grade dans lequel il est classé.

S'ils y ont intérêt, les agents mentionnés au premier alinéa qui détenaient, antérieurement au dernier grade détenu en catégorie C, un grade situé en échelle C2, sont classés en application des dispositions du II en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé, jusqu'à la date de nomination dans le corps régi par la présente délibération, d'appartenir à ce grade.

Article 9 : Les fonctionnaires autres que ceux mentionnés à l'article 8 sont classés, à la date de leur nomination, à l'échelon de la classe normale comportant un indice brut égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine.

Dans la limite de l'ancienneté exigée à l'article 17 pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les fonctionnaires nommés alors qu'ils ont atteint le dernier échelon de leur grade d'origine conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes limites, lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté de leur promotion à ce dernier échelon.

Article 10 :

I - Les auxiliaires de puériculture qui, à la date de leur nomination dans le corps, justifient de services ou d'activités professionnelles accomplis avant la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, dans des fonctions correspondant à celles dans lesquelles ils sont nommés, sous réserve qu'ils justifient aussi de la détention des titres de formation, diplômes ou autorisations exigés pour l'exercice de ces fonctions, sont classés, dans la classe normale conformément au tableau ci-après :

Durée de services accomplis avant la date d'entrée en vigueur de la présente délibération	Situation dans le premier grade de classe normale des auxiliaires de puériculture
Au-delà de 22 ans	8e échelon
Entre 18 et 22 ans	7e échelon
Entre 14 et 18 ans	6e échelon
Entre 10 et 14 ans	5e échelon
Entre 7 et 10 ans	4e échelon
Entre 4 et 7 ans	3e échelon
Entre 2 et 4 ans	2e échelon
Avant 2 ans	1er échelon

II - Les auxiliaires de puériculture qui, à la date de leur nomination, justifient de services ou d'activités professionnelles accomplis postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération dans des fonctions correspondant à celles dans lesquelles ils sont nommés, sont classés dans la classe normale à un échelon déterminé sur la base de la durée exigée pour chaque avancement d'échelon à l'article 17, en prenant en compte la totalité de cette durée de services.

III - Les auxiliaires de puériculture qui justifient, avant leur nomination, de services ou d'activités professionnelles accomplis au titre du I et du II sont classés de la manière suivante :

1° Les services ou activités professionnelles accomplis avant la date d'entrée en vigueur de la présente délibération sont pris en compte selon les dispositions prévues au I ;

2° Les services ou activités professionnelles accomplis après la date d'entrée en vigueur de la présente délibération s'ajoutent au classement effectué en vertu de l'alinéa précédent et sont pris en compte pour la totalité de leur durée. L'échelon de classement est ainsi déterminé en tenant compte de la durée exigée pour chaque avancement d'échelon à l'article 17.

IV - Les services ou activités professionnelles mentionnés aux I, II et III doivent avoir été accomplis, suivant le cas, en qualité de fonctionnaire, de militaire ou d'agent public non titulaire, ou en qualité de salarié dans les établissements ci-après :

1° Etablissement de santé ;
2° Etablissement social ou médico-social ;
3° Laboratoire d'analyse de biologie médicale ;
4° Cabinet de radiologie ;
5° Entreprise de travail temporaire ;
6° Etablissement français du sang ;
7° Service de santé au travail ;
8° Les pouponnières à vocation sanitaire et sociale ;
9° Les établissement d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
10° les services de protection maternelle et infantile.

Article 11 : Les agents qui justifient, avant leur nomination dans le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police, de services ou d'activités professionnelles accomplis en qualité d'agent contractuel de droit public, ancien fonctionnaire civil ou agent d'une organisation internationale intergouvernementale sont classés, lors de leur nomination, dans la classe normale du présent corps à un échelon déterminé sur la base de la durée exigée pour chaque avancement d'échelon à l'article 17, en prenant en compte les services accomplis dans un emploi de niveau au moins équivalent à celui de

la catégorie B à raison des trois quarts de leur durée, et ceux accomplis dans un emploi de niveau inférieur à raison de la moitié de leur durée.

Article 12 : Les personnes qui, avant leur nomination dans le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police, justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public en qualité de salarié dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à celui de la catégorie B sont classées, lors de leur nomination, dans la classe normale à un échelon déterminé sur la base de la durée exigée pour chaque avancement d'échelon à l'article 17, en prenant en compte la moitié de cette durée totale d'activité professionnelle. Cette reprise de services ne peut excéder huit ans.

Un arrêté du préfet de police précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.

Article 13 : Une même personne ne peut bénéficier de l'application de plus d'une des dispositions des articles 8 à 12. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel antérieur, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent, sont classés, lors de leur nomination dans le corps régi par la présente délibération, en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

Ces personnes peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de l'arrêté prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'une autre de ces articles, qui leur sont plus favorables.

Article 14 : La demande de reprise d'ancienneté, accompagnée des pièces justificatives nécessaires, doit être présentée dans un délai de six mois à compter de la date de leur nomination.

Cette reprise d'ancienneté ne peut être attribuée qu'une fois au cours de la carrière des intéressés.

Article 15 : Les personnes qui justifient, avant leur nomination dans le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police, de services accomplis dans une administration ou un organisme d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen au sens de l'article 4 du décret du 22 mars 2010 susvisé sont classées, lors de leur nomination, en application des dispositions du titre II de la même délibération.

Lorsqu'elles justifient en outre de services ne donnant pas lieu à l'application de ces dispositions, elles peuvent demander, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 12, à bénéficier des dispositions de l'un des articles 8 à 12 de préférence à celles du décret du 22 mars 2010 susvisé.

Article 16 : Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 94-415 du 14 mai 1994 susvisé, les dispositions du décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 susvisé sont applicables aux corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police.

CHAPITRE IV

AVANCEMENT ET DETACHEMENT

Article 17 : La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades du corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police est fixée ainsi qu'il suit :

Classe supérieure	
Échelons	Durée
11e échelon	-
10e échelon	4 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an 6 mois

Classe normale	
Échelons	Durée
12e échelon	-
11e échelon	4 ans
10e échelon	3 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	1 an
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

Article 18 : Peuvent être promus à la classe supérieure, au choix après inscription sur un tableau d'avancement, les auxiliaires de puériculture justifiant, au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, d'au moins un an d'ancienneté dans le 5e échelon de la classe normale et d'au moins cinq années de services effectifs dans un corps ou cadre d'emplois à caractère paramédical classé dans la catégorie B.

Article 19 : Les auxiliaires de puériculture promus à la classe supérieure en application des dispositions de l'article 18 sont classés conformément au tableau de correspondance suivant :

Situation dans la classe normale	Situation dans la classe supérieure	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
10e échelon	7e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	4/5 de l'ancienneté acquise
A partir d'un an dans le 5e échelon	2e échelon	Sans ancienneté

Article 20 : Les fonctionnaires appartenant à un corps ou cadre d'emplois classé dans la catégorie B ou de niveau équivalent peuvent être détachés ou directement intégrés dans le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police dans les conditions prévues aux I et III bis du décret du 13 janvier 1986 susvisé, s'ils justifient de l'un des diplômes ou titres requis à l'article 5 pour l'accès à ce corps.

Les services publics effectifs accomplis dans leur ancien corps ou cadre d'emploi par les fonctionnaires intégrés en application du présent article sont considérés comme des services effectifs accomplis dans le grade d'intégration.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21 : La valeur professionnelle des membres du présent corps est appréciée dans les conditions prévues par le décret du 16 décembre 2014 susvisé.

CHAPITRE VI
CONSTITUTION INITIALE DU CORPS

Article 22 : I - Au 1er janvier 2022, les auxiliaires de puériculture de la préfecture de police relevant du corps régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant dispositions statutaires applicables au corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la préfecture de police sont intégrés et reclassés dans le corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police régi par la présente délibération conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION	
Aide-soignant principal régi par la délibération des 9, 10 et 11 mai 2017	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure régi par la présente délibération	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
10e échelon		
- Au-delà de 3 ans	8e échelon	1 an et 6 mois d'ancienneté
- Au-delà d'un an et avant 3 ans	8e échelon	Sans ancienneté
- Avant 1 an	7e échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
9e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
6e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	1 an d'ancienneté
2e échelon	1er échelon	6 mois d'ancienneté
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION	
Aide-soignant régi par la délibération des 9, 10 et 11 mai 2017	Auxiliaire de puériculture de classe normale, régi par la présente délibération	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
11e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

II - Les services accomplis dans le corps régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 précitée ainsi que dans les grades de ce corps par les intéressés, sont assimilés, pour l'avancement à la classe supérieure, à des services accomplis dans le corps et le grade d'intégration.

III - Au 1er janvier 2022, les auxiliaires de puériculture détachés dans le corps mentionné au I sont placés, pour la durée de leur détachement restant à courir, en position de détachement dans le corps régi par la présente délibération. Ils sont classés dans ce corps conformément au tableau de correspondance figurant au I.

Les services accomplis en position de détachement dans le corps régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 précitée ainsi que dans les grades de ce corps par les intéressés sont assimilés, pour l'avancement à la classe supérieure, à des services accomplis en position de détachement dans le corps régi par la présente délibération dans lequel ils sont détachés ainsi que dans leur grade d'intégration.

Article 23 : Les concours de recrutement ouvert dans le corps régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 précitée, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, demeurent régis par les dispositions applicables à la date de publication de ces arrêtés.

Les auxiliaires de puériculture lauréats des concours mentionnés à l'alinéa précédent, dont la nomination n'a pas été prononcée avant le 1er janvier 2022 dans le corps régi par les dispositions de la même délibération, peuvent être nommés en qualité de stagiaires dans la classe normale du corps régi par la présente délibération.

Article 24 : Les auxiliaires de puériculture stagiaires dans le corps régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 précitée poursuivent leur stage dans le corps d'intégration mentionné à l'article 1er et sont classés dans ce corps conformément au tableau figurant à l'article 22 de la présente délibération.

Article 25 : Les agents contractuels recrutés en application de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et qui ont vocation à être titularisés dans le grade d'aide-soignant du corps régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 précitée sont maintenus en fonction et ont vocation à être titularisés dans la classe normale du corps régi par la présente délibération.

CHAPITRE VI

Dispositions transitoires et finales

Article 26 : Les tableaux d'avancement établis au titre de l'année 2022 pour l'accès au grade d'aide-soignant principal régi par la délibération n° 2017 PP 29-1 précitée demeurent valables jusqu'au 31 décembre 2022.

Les aides-soignants promus, en application de l'alinéa précédent, dans le second grade du présent corps, sont classés en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé d'appartenir à leur ancien corps jusqu'à la date de leur promotion, puis s'ils avaient été promus dans le deuxième grade de leur ancien corps en application de l'article 13 du décret du 19 mai 2016 susvisé, et enfin s'ils avaient été reclassés, à la date de leur promotion, conformément au tableau de correspondance figurant au I de l'article 22.

Les mêmes dispositions s'appliquent en 2022 pour toute promotion au grade d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure.

Article 27 : La délibération n° 2017 PP 29-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant dispositions statutaires applicables au corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la préfecture de police est abrogée.

Article 28 : La présente délibération entre en vigueur au 1er janvier 2022.

2022 PP 6 Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 118 et la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2021-1267 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux ;

Vu le décret n° 2021-1885 du 29 décembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux aides-soignants et aux auxiliaires de puériculture de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 2022 PP 05 des 8, 9 et 10 février 2022 portant dispositions fixant le statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Jusqu'au 31 décembre 2021, l'échelonnement indiciaire applicable au corps des auxiliaires de puériculture est fixé par la délibération n° 2017 PP 29-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant dispositions statutaires applicables au corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la préfecture de police.

Article 2 : L'échelonnement indiciaire applicable au corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police est fixé ainsi qu'il suit :

Echelons	Indices bruts
Classe supérieure du corps des auxiliaires de puériculture	
11	665
10	638
9	612
8	585
7	561
6	532
5	508
4	484
3	464
2	449
1	433

Echelons	Indices bruts
Classe normale du corps des auxiliaires de puériculture	
12	610
11	567
10	535
9	510
8	491
7	468
6	452
5	434
4	416
3	395
2	380
1	372

Article 3 : La délibération n° 2017 PP 29-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 modifiée portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la préfecture de police est abrogée à compter du 1er janvier 2022.

Article 4 : Les dispositions de l'article 1er de la présente délibération sont abrogées au 1er janvier 2022 et remplacées par les dispositions de l'article 2, qui entrent en vigueur à compter de la même date.

2022 PP 7 Modification des dispositions statutaires relatives au corps des démineurs et aux emplois de directeur et sous-directeur du laboratoire central de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération n° 2012 PP 73-1° des 15 et 16 octobre 2012 modifiée fixant les dispositions relatives aux emplois de directeur et sous-directeur du laboratoire central de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2017 PP 70-1° des 20, 21 et 22 novembre 2017 modifiée portant dispositions statutaires applicables au corps des démineurs de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2021 PP 23 des 13,14 et 15 avril 2021 relatives aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégorie A, B et C relevant du statut des administrations parisiennes ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification des dispositions statutaires relatives aux corps de démineurs et aux emplois de directeur et sous-directeur du laboratoire central de la préfecture de police ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

CHAPITRE I

Dispositions statutaires applicables au corps des démineurs de la préfecture de police

Article 1 : Le III de l'article 15 de la délibération n° 2017 PP 70-1 des 20, 21 et 22 novembre 2017 susvisée est rédigé ainsi :

« Les démineurs nommés dans l'un des emplois fonctionnels de démineur chef d'équipe ou de démineur en chef sont placés dans leur corps d'origine en position de détachement.

Le détachement est prononcé par arrêté du préfet de police pour une durée maximale de cinq ans, renouvelable une fois au titre des fonctions pour lesquelles les démineurs ont été nommés.

Lorsqu'un fonctionnaire occupant un emploi de démineur chef d'équipe ou de démineur en chef se trouve, à l'issue de son détachement, dans la situation d'obtenir, dans un délai égal ou inférieur à deux ans, la liquidation de ses droits à pension au taux maximum, une prolongation exceptionnelle de détachement dans le même emploi peut lui être accordée, sur sa demande, pour une période de deux ans maximum. Il en va de même pour un fonctionnaire se trouvant à deux ans ou moins de la limite d'âge qui lui est applicable.

Tout démineur nommé à l'un des emplois fonctionnels de démineurs en chef ou de démineur chef d'équipe peut se voir retirer cet emploi dans l'intérêt du service. Il en perd le bénéfice quand il n'occupe plus son emploi. »

Article 2 : A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, les démineurs qui sont nommés dans un emploi de démineur chef d'équipe ou de démineur en chef sont maintenus dans leurs fonctions et placés dans leur corps d'origine en position de détachement dans les conditions fixées à l'article 1er de la présente délibération.

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux emplois de directeur et sous-directeur du laboratoire central de la préfecture de police

Article 3 : La délibération n° 2012 PP 73-1° des 15 et 16 octobre 2012 susvisée est modifiée conformément aux articles 4 à 7 de la présente délibération.

Article 4 : A l'article 2, après les mots : « une fois pour le même emploi. » sont ajoutés les mots :

« Les fonctionnaires appartenant déjà, avant leur nomination, à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie A ou de même niveau sont placés en position de détachement dans leur corps d'origine. Le cas échéant, une mise à disposition peut être prévue dans les conditions mentionnées à l'article 15. ».

Article 5 : A l'article 3, les mots : « bourse interministérielle de l'emploi public » sont remplacés par les mots : « place de l'emploi public. ».

Article 6 : A l'article 4 est ajouté un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Cette décision de retrait d'emploi est motivée. Elle doit être précédée d'un entretien conduit par l'autorité dont relève l'emploi. Le retrait de l'emploi conduit, selon le cas, à la fin du détachement, à la fin de la mise à disposition ou au licenciement. »

Article 7 : L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les emplois de directeur et de sous-directeur du laboratoire central de la préfecture de police peuvent être pourvus par la voie du détachement ou d'une mise à disposition dans les conditions prévues par les lois du 11 janvier 1984, du 26 janvier 1984 ou du 9 janvier 1986 susvisées de la fonction publique dont relève le fonctionnaire nommé.

Ces emplois peuvent également être pourvus par des agents contractuels dans les conditions prévues par l'article 11 de la délibération n° 2021 PP 23 des 13, 14 et 15 avril 2021 susvisée. »

Article 8 : Les dispositions de la présente délibération prennent effet à compter du lendemain de sa publication au bulletin officiel de la ville de Paris.

2022 PP 8 Modification de l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police et attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;

Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférents à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;
Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européenne dans un corps, un cadre d'emploi ou un emploi de la fonction publique française ;
Vu le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;
Vu le décret n° 2021-1392 du 26 octobre 2021 adaptant divers statuts particuliers des corps de la fonction publique de l'Etat aux évolutions législatives et réglementaires relatives aux compétences des commissions administratives paritaires ;
Vu le décret n° 2021-1834 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle ;
Vu la délibération n° 2011 PP 15-1° des 20 et 21 juin 2011 modifiée, portant dispositions statutaires applicables au corps des secrétaires administratifs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2012 PP 71-1° des 15 et 16 octobre 2012 modifiée, portant dispositions statutaires applicables au corps des techniciens supérieurs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2013 PP 62-1° des 14 et 15 octobre 2013 modifiée, portant dispositions statutaires applicables au corps des contrôleurs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2017 PP 21-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 modifiée fixant les règles relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification de la délibération n° 2017 PP 21-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 fixant les règles relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Titre Ier

Dispositions modifiant les dispositions statutaires des corps de fonctionnaires de la catégorie C de la préfecture de police

Article 1 : La délibération n° 2017 PP 21-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 susvisée est modifiée conformément aux articles 2 à 12 de la présente délibération.

CHAPITRE 1

Dispositions permanentes

Article 2 : La seconde phrase du 1er alinéa de l'article 2 est supprimée.
Article 3 : L'article 3 est modifié comme suit :
1°) Le tableau figurant au I est remplacé par le tableau ci-dessous :

ECHELONS	DUREE
11e échelon	-
10e échelon	4 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	1 an
5e échelon	1an
4e échelon	1an
3e échelon	1an
2e échelon	1an
1er échelon	1an

2°) Le tableau figurant au II est remplacé par le tableau ci-dessous :

ECHELONS	DUREE
12e échelon	-
11e échelon	4 ans
10e échelon	3 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	2 ans
7e échelon	2 ans
6e échelon	1 an
5e échelon	1an
4e échelon	1an
3e échelon	1an
2e échelon	1an
1er échelon	1an

Article 4 : La délibération n° 2017 PP 21-1 susvisée est modifiée comme suit :

1°) Au II de l'article 3-6, le chiffre « V » est remplacé par le chiffre « 3 » ;

2°) Au I de l'article 3-7, les mots : « après avis de la commission administrative paritaire » sont supprimés ;

3°) A l'article 3-8, les mots : « après avis de la commission administrative paritaire, » sont supprimés.

Article 5 : Le tableau figurant au III de l'article 4 est remplacé par le tableau ci-dessous :

SITUATION DANS LE GRADE C1	SITUATION DANS LE GRADE C2	Ancienneté conservée dans la limite de la durée d'échelon
11e échelon	9e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	8e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
9e échelon	7e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	6e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

Article 6 : Le I de l'article 10-1 est modifié comme suit :

1°) Au 1° les mots : « établi après avis de la commission administrative paritaire, » sont supprimés ;

2°) Au 2° les mots : « après avis de la commission administrative paritaire, » sont supprimés et les mots : « 5e échelon » sont remplacés par les mots : « 6e échelon ».

Article 7 : L'article 10-2 est modifié comme suit :

1°) Les mots : « ayant au moins un an d'ancienneté dans le 4e échelon » sont remplacés par les mots : « ayant atteint le 6e échelon » ;

2°) Les mots : « après avis de la commission administrative paritaire, » sont supprimés.

Article 8 : Le tableau figurant à l'article 11 est remplacé par le tableau ci-dessous :

SITUATION DANS LE GRADE C1	SITUATION DANS LE GRADE C2	Ancienneté conservée dans la limite de la durée d'échelon
11e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
9e échelon	7e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	6e échelon	1/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	5e échelon	1/3 de l'ancienneté acquise
6e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise

Article 9 : Le tableau figurant à l'article 12 est remplacé par le tableau ci-dessous :

SITUATION DANS LE GRADE C2	SITUATION DANS LE GRADE C3	Ancienneté conservée dans la limite de la durée d'échelon
12e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	7e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
10e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
9e échelon	6e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise

CHAPITRE II

Dispositions transitoires

Article 10 : A la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, les fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie C ou de même niveau régis par la délibération n° 2017 PP 21-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 susvisée et qui détiennent un grade situé en échelle de rémunération C1 et C2 ainsi que les fonctionnaires détachés dans ces grades sont reclassés conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE SITUATION DANS LE GRADE SITUE EN ECHELLE C1	NOUVELLE SITUATION DANS LE GRADE SITUE EN ECHELLE C1	ANCIENNETE D'ECHELON CONSERVEE dans la limite de la durée de l'échelon
ECHELONS	ECHELON	
12e échelon	11e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

ANCIENNE SITUATION DANS LE GRADE SITUE EN ECHELLE C2	NOUVELLE SITUATION DANS LE GRADE SITUE EN ECHELLE C2	ANCIENNETE D'ECHELON CONSERVEE dans la limite de la durée de l'échelon
ECHELONS	ECHELON	
12e échelon	12e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	11e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	6e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

II - Les services accomplis dans les grades classés en échelles de rémunération C1 et C2 avant la date d'entrée en vigueur de la présente délibération sont assimilés à des services accomplis dans le grade de reclassement conformément au tableau de correspondance ci-dessus.

Article 11 : Au titre de l'année 2022, une bonification d'ancienneté d'un an est attribuée aux fonctionnaires régis par la délibération 2017 PP 21-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 susvisée.

Cette bonification est appliquée après le reclassement effectué conformément à l'article 10 de la présente délibération.

Article 12 : Les examens professionnels ouverts pour l'accès aux grades des corps de catégorie C situés en échelles de rémunération C2, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, se poursuivent jusqu'à leur terme, conformément aux règles fixées pour leur organisation.

Titre II

Dispositions modifiant les dispositions statutaires de certains corps de fonctionnaires de la catégorie B de la préfecture de police

Article 13 : Le tableau figurant au quatrième alinéa du III de l'article 11 de la délibération n° 2011 PP 15-1 des 20 et 21 juin 2011 susvisée est remplacé par le tableau ci-dessous :

SITUATION DANS L'ECHELLE C1 de la catégorie C	SITUATION DANS LE PREMIER GRADE DU CORPS DES SECRÉTAIRES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE DE POLICE	
	Premier grade Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	6e échelon	1/2 Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
6e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
4e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

Article 14 : Le tableau figurant au quatrième alinéa du III de l'article 11 de la délibération n° 2012 PP 71-1° des 15 et 16 octobre 2012 susvisée est remplacé par le tableau ci-dessous :

SITUATION DANS L'ECHELLE C1 de la catégorie C	SITUATION DANS LE PREMIER GRADE DU CORPS DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS DE LA PRÉFECTURE DE POLICE	
	Premier grade Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	6e échelon	1/2 Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
6e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
4e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

Article 15 : Le tableau figurant au quatrième alinéa du III de l'article 11 de la délibération n° 2013 PP 62-1° des 15 et 16 octobre 2013 susvisée est remplacé par le tableau ci-dessous :

SITUATION DANS L'ECHELLE C1 de la catégorie C	SITUATION DANS LE PREMIER GRADE DU CORPS DES CONTROLEURS DE LA PRÉFECTURE DE POLICE	
	Premier grade Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	6e échelon	1/2 Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
6e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
4e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

Titre III

Dispositions finales

Article 16 : Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

2022 PP 9 Modification de la délibération n° 2017 PP 21-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférents à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2021-1835 du 24 décembre 2021 modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissement publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de se établissements publics ;

Vu la délibération n° 2017 PP 21-1 des 9, 10 et 11 mai 2017 modifiée fixant les règles relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police ;

Vu la délibération n° 2017 PP 21-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant fixation du classement hiérarchique et l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police.

Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022 par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification de la délibération n° 2017 PP 21-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant fixation du classement hiérarchique et l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Le titre de la délibération n° 2017 PP 21-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 susvisée est modifié et rédigé comme suit : « Fixation de l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police ».

Article 2 : Les dispositions de l'article 2 de la délibération n° 2017 PP 21-2° des 9, 10 et 11 mai 2017 susvisée sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'échelonnement indiciaire applicable aux fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police est fixé ainsi qu'il suit :

Echelle C3	
Echelons	Indices brut au 1er janvier 2022
10e échelon	558
9e échelon	525
8e échelon	499
7e échelon	478
6e échelon	460
5e échelon	448
4e échelon	430
3e échelon	412
2e échelon	397
1er échelon	388

Echelle C2	
Echelons	Indices brut au 1er janvier 2022
12e échelon	486
11e échelon	473
10e échelon	461
9e échelon	446
8e échelon	430
7e échelon	416
6e échelon	404
5e échelon	396
4e échelon	387
3e échelon	376
2e échelon	371
1er échelon	368

Echelle C1	
Echelons	Indices brut au 1er janvier 2022
11e échelon	432
10e échelon	419
9e échelon	401
8e échelon	387
7e échelon	381
6e échelon	378
5e échelon	374
4e échelon	371
3e échelon	370
2e échelon	368
1er échelon	367

Article 3 : Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

2022 PP 10 Modification des dispositions règlementaires relatives aux commissions administratives paritaires compétentes pour les personnels des administrations parisiennes de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, la n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;
Vu le décret n° 2021-1392 du 26 octobre 2021 adaptant divers statuts particuliers de corps de la fonction publique de l'Etat aux évolutions législatives et réglementaires relatives aux compétences des commissions administratives paritaires ;
Vu la délibération n° 2006 PP 42-1° des 15 et 16 mai 2006 portant dispositions statutaires applicables aux corps des ingénieurs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2011 PP 15-1° des 20 et 21 juin 2011 portant dispositions statutaires applicables au corps des secrétaires administratifs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2012 PP 71-1° des 15 et 16 octobre 2012 portant dispositions statutaires applicables au corps des techniciens supérieurs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emploi de la fonction publique territoriale ;
Vu la délibération n° 2020 PP 97 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant dispositions statutaires applicables au corps des ingénieurs de la filière technique de la préfecture de police ;
Vu l'avis émis par le conseil supérieur des administrations parisiennes - 2e section - en date du 8 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification des dispositions règlementaires relatives aux commissions administratives paritaires compétentes pour les personnels des administrations parisiennes de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

CHAPITRE I

Dispositions statutaires applicables aux corps des ingénieurs de la préfecture de police

Article 1 : La délibération n° 2006 PP 42-1° des 15 et 16 mai 2006 susvisée est ainsi modifiée :
1° Au a) du I de l'article 3, le chiffre « I » est remplacé par le chiffre « 7 » ;
2° Au II de l'article 3, les mots : « établie après avis de la commission administrative paritaire compétente » sont supprimés ;
3° A l'article 14, les mots : « établi après avis de la commission administrative paritaire compétente » sont supprimés ;
4° Au I de l'article 18-1, les mots : « après avis de la commission administrative paritaire et » sont supprimés.

CHAPITRE II

Dispositions statutaires applicables au corps des secrétaires administratifs de la préfecture de police

Article 2 : La délibération n° 2011 PP 15-1° des 20 et 21 juin 2011 susvisée est ainsi modifiée :
1° A l'article 1er, les mots : « à l'article 5 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » ;
2° Au 1° du I de l'article 4, le chiffre « IV » est remplacé par le chiffre « 4 » ;
3° Au 1° du I de l'article 5, le chiffre « III » est remplacé par le chiffre « 5 » ;
4° Au 1° de l'article 6, les mots : « établie après avis de la commission administrative paritaire » sont supprimés ;
5° Aux 2° du I et 2° du II de l'article 22, les mots : « établi après avis de la commission administrative paritaire compétente » sont supprimés.

CHAPITRE III

Dispositions statutaires applicables au corps des techniciens supérieurs de la préfecture de police

Article 3 : La délibération n° 2012 PP 71-1° des 15 et 16 octobre 2012 susvisée est ainsi modifiée :
1° A l'article 1er, les mots : « l'article 5 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 susvisée » ;
2° Au a) du 3° du I de l'article 4, les mots : « établie après avis de la commission administrative paritaire » sont supprimés ;
3° Au 1° du I de l'article 4, le chiffre « IV » est remplacé par le chiffre « 4 » ;
4° Au 1° du I de l'article 5, le chiffre « III » est remplacé par le chiffre « 5 » ;
5° Aux 2° du I et 2° du II de l'article 22, les mots : « établi après avis de la commission administrative paritaire » sont supprimés.

CHAPITRE IV

Dispositions statutaires applicables au corps des ingénieurs de la filière technique de la préfecture de police

Article 4 : La délibération n° 2020 PP 97 des 15, 16 et 17 décembre 2020 est ainsi modifiée :
1° Au 1° de l'article 4, le chiffre « I » est remplacé par le chiffre « 7 » ;
2° Au 2° de l'article 6, les mots : « après avis de la commission administrative paritaire du corps des ingénieurs de la filière technique de la préfecture de police » sont supprimés ;
3° A l'article 16, les mots : « établi après avis de la commission administrative paritaire du corps » sont supprimés.
Article 5 : Les dispositions de la présente délibération prennent effet à compter du lendemain de leur publication au bulletin officiel de la ville de Paris.

2022 PP 11 Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens de la fondation Hôpital des gardiens de la paix portant sur l'organisation et le financement de la SALCA pour la période 2022-2025.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, en particulier en ses articles 9-1 et 10 ;
Vu le décret en date du 28 février 1928 reconnaissant d'utilité publique la fondation Hôpital des gardiens de la paix ;

Vu le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat ;
Vu la circulaire n° 5811/SG des services du premier ministre en date du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
Vu les statuts de la fondation Hôpital des gardiens de la paix en date du 27 mai 2003 ;
Vu la convention en date du 30 juillet 2021, passée entre la fondation Hôpital des gardiens de la paix et la préfecture de police, de coopération entre l'Hôpital des gardiens de la paix et la structure d'accueil et de lutte contre les addictions (SALCA) ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens de la fondation Hôpital des gardiens de la paix portant sur l'organisation et le financement de la Structure d'accueil et de lutte contre les addictions (SALCA) pour les années 2022 à 2025 ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens de la fondation « Hôpital des gardiens de la paix » portant sur l'organisation et le financement de la Structure d'accueil et de lutte contre les addictions (SALCA) pour les années 2022 à 2025.
Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

2022 PP 12 Acquisition de gros outillages, machines-outils et ses accessoires au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-21-6e ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu la délibération 2021 PP 109 approuvant le principe de l'opération et les pièces administratives de l'accord-cadre ;
Vu la décision de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer les marchés publics avec les attributaire de l'appel d'offres ouvert relatif à l'acquisition de gros outillages, machines-outils et ses accessoires au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et sous réserve de sa mise au point éventuelle et de la production des attestations et certificats exigés à l'article R.2144-4 du Code de la commande publique.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercice 2022 et suivants aux sections fonctionnement et investissement.

2022 PP 13 Convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de police concernant la fourniture de pièces de rechange et les prestations de maintenance associées pour la réparation des véhicules spécialisés dans la lutte contre l'incendie et le secours à victime.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code de la commande publique ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à la fourniture de pièces de rechange et les prestations de maintenance associées pour la réparation des véhicules spécialisés dans la lutte contre l'incendie et le secours à victime ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relatif à la fourniture de pièces de rechange et les prestations de maintenance associées pour la réparation des véhicules spécialisés dans la lutte contre l'incendie et le secours à victime.
Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.
Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 14 Convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de région d'Ile de France concernant la location et la maintenance de systèmes d'impressions numériques professionnels (SolimProd).

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à la location et la maintenance de systèmes d'impressions numériques professionnels (SolimProd) ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relatif à la location et la maintenance de systèmes d'impressions numériques professionnels (SolimProd).

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 15 Convention de groupement de commandes entre la préfecture de police (service déconcentré du ministère de l'Intérieur) et la Ville de Paris, relative aux prestations de gestion des frais médicaux résultant des blessures en service et maladies professionnelles des agents de la préfecture de police affectés dans le ressort du SGAMI Ile-de-France.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel le préfet de police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relative aux prestations de gestion des frais médicaux résultant des blessures en service et maladies professionnelles des agents de la préfecture de police affectés dans le ressort du SGAMI Ile-de-France ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relative aux prestations de gestion des frais médicaux résultant des blessures en service et maladies professionnelles des agents de la préfecture de police affectés dans le ressort du SGAMI Ile-de-France.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section de fonctionnement.

2022 PP 16 Convention de groupement de commandes entre la préfecture de police (service déconcentré du ministère de l'Intérieur) et la Ville de Paris, relative aux prestations de prise en charge de bouteilles de gaz de différentes natures.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel le préfet de police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relative aux prestations de prise en charge de bouteilles de gaz de différentes natures.

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relative aux prestations de prise en charge de bouteilles de gaz de différentes natures.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 17 Fourniture de pièces détachées, accessoires et consommables, pour moniteur-défibrillateur modèle DEFIGUARD TOUCH 7 de marque SCHILLER au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de passation de l'accord-cadre relatif à la fourniture de pièces détachées, accessoires et consommables, pour moniteur-défibrillateur modèle DEFIGUARD TOUCH 7 de marque SCHILLER au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et son annexe, cahier des clauses particulières (CCP), acte d'engagement (AE) et son annexe] relatives à l'appel d'offres ouvert concernant la fourniture de pièces détachées, accessoires et consommables, pour moniteur-défibrillateur modèle DEFIGUARD TOUCH 7 de marque SCHILLER au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2 : Conformément à l'article R.2124-3 du code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet que d'offres irrégulières ou inacceptables, le préfet de police est autorisé à lancer une procédure avec négociation.

Conformément à l'article R.2122-2 du code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet d'aucune candidature ou aucune offre dans les délais prescrits, que seules des candidatures irrecevables définies à l'article R.2144-7 ou des offres inappropriées définies à l'article L.2152-4 ont été présentées, le préfet de police est autorisé à lancer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 18 Fourniture de draps à usage unique destinés à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de passation de l'accord-cadre relatif à la fourniture de draps à usage unique destinés à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des clauses particulières (CCP), acte d'engagement (AE) et son annexe] relatives à l'appel d'offres ouvert concernant la fourniture de draps à usage unique destinés à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2 : Conformément à l'article R.2124-3 du code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet que d'offres irrégulières ou inacceptables, le préfet de police est autorisé à lancer une procédure avec négociation.

Conformément à l'article R.2122-2 du code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet d'aucune candidature ou aucune offre dans les délais prescrits, que seules des candidatures irrecevables définies à l'article R.2144-7 ou des offres inappropriées définies à l'article L.2152-4 ont été présentées, le préfet de police est autorisé à lancer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 19 Mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 18 : sécurité incendie.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution du marché public relatif à la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes. Lot 18 : sécurité incendie ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des charges particulières (CCP) et l'acte d'engagement (AE) du lot, dont les textes sont joints à la présente délibération, relatives à la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes. Lot 18 : sécurité incendie.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre concernant la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 18 : sécurité incendie.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 20 Mise en œuvre de prestations de service social au profit du personnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution du marché public relatif à la mise en œuvre de prestations de service social au profit du personnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des charges particulières (CCP) et l'acte d'engagement (AE), dont les textes sont joints à la présente délibération, relative à la mise en œuvre de prestations de service social au profit du personnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre concernant la mise en œuvre de prestations de service social au profit du personnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris avec la société ACTIONS CONSEIL sise 1 boulevard de Québec 45 000 ORLEANS, SIRET : 43228439600061.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section fonctionnement.

2022 PP 21 Autorisation de signer les marchés publics à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et/ou les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du code de la commande publique.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21 6° ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les délibérations approuvant le principe des opérations et les pièces de marchés publics jointes, dont les dates et références figurent au tableau annexé au présent projet de délibération ;

Vu les décisions de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et, le cas échéant, du représentant du pouvoir adjudicateur concernant les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer les marchés publics dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans le tableau annexé ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer chaque marché public dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans le tableau susvisé. Il est autorisé à procéder à leur mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le code de la commande publique.
Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget spécial de la préfecture de police selon les indications figurant dans les délibérations susvisées, approuvant le principe de l'opération et les pièces du marché public.

2022 PP 22 Convention relative au financement des évolutions de l'outil ERP Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la commande publique ;
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de la convention relative au financement des évolutions de l'outil ERP Paris et à la contribution financière du fonds innovation et transformation numérique (FITN) de neuf cent quatre-vingt mille euros ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, relative au financement des évolutions de l'application informatique « ERP Paris » par une contribution financière de neuf cent quatre-vingt mille euros (980 000€) du fonds innovation et transformation numérique (FITN).
Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

2022 PP 24-1 Avenant à la convention relative à la mission d'appui de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à la campagne nationale de vaccination.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation l'avenant à la convention relative à la mission d'appui de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à la campagne nationale de vaccination ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé l'avenant à la convention n°2021-146, dont le texte est joint à la présente délibération, relative à la mission d'appui de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à la campagne nationale de vaccination pour faire face à la propagation du coronavirus en France et au soutien financier de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).
Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'avenant à ladite convention.

2022 PP 24-2 Convention de mise à disposition de locaux au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris dans le cadre de la campagne nationale de vaccination.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le projet de délibération, en date du 25 janvier 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la convention de mise à disposition de locaux au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) dans le cadre de la campagne nationale de vaccination ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,
Délibère :
Est approuvé la convention n°2021-471, dont le texte est joint à la présente délibération, relative à la mise à disposition de locaux au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris dans le cadre de la campagne nationale de vaccination pour faire face à la propagation du coronavirus en France.

2022 SG 2 Subvention (600.000 euros) de l'Agence Nationale du Sport (ANS) à la Ville de Paris dans le cadre de la construction de 2 gymnases au sein de l'Aréna Porte de la Chapelle (18e).

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la décision de financement de l'Agence Nationale du Sport accordant une subvention de 600 000 euros à la Ville de Paris dans le cadre de la construction de deux gymnases au sein de l'Aréna Porte de la Chapelle (Paris 18) ;

Vu le courrier de l'Agence Nationale du Sport en date du 5 novembre 2021 portant attribution à la Ville de Paris d'une subvention d'équipement sportif de 600 000 euros ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la décision de financement de l'Agence Nationale du Sport accordant une subvention de 600 000 euros à la Ville de Paris dans le cadre de la construction de deux gymnases au sein de l'Aréna Porte de la Chapelle (Paris 18).

Article 2 : Les recettes correspondantes, d'un montant total de 600 000 euros, seront constatées sur le budget d'investissement de la Ville des années 2022 ou suivantes, sous réserve des décisions de financement correspondantes.

2022 SG 3 Signature de 2 conventions de versement de subventions au titre du Fonds d'Investissement Métropolitain (Piscine Didot 14e : 512.791 euros - Piscine La Plaine 15e : 546.166 euros).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la délibération CM2016/09/21 par laquelle la Métropole du Grand Paris a créé le dispositif de Fonds d'Investissement Métropolitain ;

Vu le Plan Climat Air Énergie Métropolitain (PCAEM) de la Métropole du Grand Paris approuvé par la délibération CM2018/11/12 du Conseil métropolitain du 12 novembre 2018 ;

Vu la délibération 2018 DEVE 54 du Conseil de Paris du 20-22 mars 2018 relative au Nouveau Plan Climat Air Énergie de Paris ;

Vu les décisions de demande de subventions de la Maire de Paris en date du 25 mai 2021 et du 17 août 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature de deux conventions de versement de subventions au titre du Fonds d'Investissement Métropolitain (512 791€ Piscine Didot 14e - 546 166€ Piscine La Plaine 15e) ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Les projets de conventions de versement de subventions au titre du Fonds d'Investissement Métropolitain (FIM) entre la Ville de Paris et la Métropole du Grand Paris sont approuvés.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer lesdites conventions ainsi que tout autre document nécessaire à leur mise en œuvre.

Article 3 : Les recettes seront inscrites sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 SG 6 Convention cadre relative à l'organisation et au succès des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2016 DJS 304 en date des 26, 27 et 28 septembre 2016 par laquelle ont été approuvées la passation du contrat de ville hôte et la signature des lettres de garanties en vue du dossier de candidature de Paris pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de conclure une convention cadre

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention cadre relative à l'organisation et au succès des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, ci-annexée ;

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer, avec le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, la convention cadre relative à l'organisation et au succès des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ainsi que les contrats en découlant, notamment les accords d'utilisation des sites (« VUA ») ainsi que leurs éventuels avenants, et les avenants aux contrats en cours nécessaires à son exécution ;

Article 3 : La recette issue de la convention cadre sera constatée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2024, ou des années suivantes.

2022 SG 7 Actualisation de la maquette financière des JOP 2024 - Avenants à la convention de financement et aux conventions d'objectifs avec la SOLIDEO.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2018 SG 59 en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 par laquelle a été approuvée la passation de la convention de financement avec la SOLIDEO ;

Vu la délibération n° 2019 SG 41 en date des 8, 9, 10 et 11 juillet 2019 par laquelle a été approuvée la convention d'objectifs relative à la réalisation de l'Aréna de la Porte de la Chapelle (Paris 18).

Vu la délibération n°2019 SG 66 en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 par laquelle a été approuvée la passation de la convention d'objectifs relative à la rénovation du stade Coubertin (16e) ;

Vu les délibérations n°2020 SG 3-1, 3-2, 3-3 et 3-4 en date des 6, 7 et 8 octobre 2020 par lesquelles a été approuvée la passation des conventions d'objectifs relatives aux sites d'entrainement ;

Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de conclure un avenant à la convention de financement avec la SOLIDEO et des avenants aux conventions d'objectifs relatives à la réalisation de l'Aréna de la Porte de la Chapelle(18e), à la rénovation du stade Coubertin (16e), à la rénovation du centre sportif Bertrand Dauvin (18e), à la rénovation du centre sportif Poissonniers (18e), à la rénovation du centre sportif Max Rousié (17e) et à la rénovation de la piscine Vallerey (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 24 janvier 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement passée avec la SOLIDEO, ci-annexé ;

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention de financement passée avec la SOLIDEO ;

Article 3 : Est approuvé l'avenant n°3 à la convention d'objectifs relative à la réalisation de l'Aréna Porte de la Chapelle (18e), ci-annexé ;

Article 4 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°3 à la convention d'objectifs relative à la réalisation de l'Aréna Porte de la Chapelle (18e) ;

Article 5 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du stade Coubertin (16e), ci-annexé ;

Article 6 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du stade Coubertin (16e) ;

Article 7 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du centre sportif Bertrand Dauvin (18e), ci-annexé ;

Article 8 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du centre sportif Bertrand Dauvin (18e) ;

Article 9 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du centre sportif Poissonniers (18e), ci-annexé ;

Article 10 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du centre sportif Poissonniers (18e) ;

Article 11 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du centre sportif Max Rousié (17e), ci-annexé ;

Article 12 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation du centre sportif Max Rousié (17e) ;

Article 13 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation de la piscine Vallerey (20e), ci-annexé ;
Article 14 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la rénovation de la piscine Vallerey (20e) ;
Article 15 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes, sous réserve des décisions de financement.
Article 16 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget d'investissement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes

2022 SG 9 Avenant n°1 à la convention de délégation de service public portant sur l'exploitation commerciale de l'Aréna située Porte de la Chapelle (18e).

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération n°2020 SG 18 en date des 23 et 24 juillet 2020 par laquelle la délégation de service public a été attribuée à la Société Anonyme d'Exploitation du Palais Omnisports de Paris-Bercy ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de conclure l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public portant sur l'exploitation commerciale de l'Aréna située Porte de la Chapelle (Paris 18e) ;
Vu l'avis de la commission constituée en application de l'article L. 1411-5 du CGCT en date du 18 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 31 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission.

Délibère :

Article 1 : Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public portant sur l'exploitation commerciale de l'Aréna située Porte de la Chapelle (Paris 18e), ci-annexé ;
Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public portant sur l'exploitation commerciale de l'Aréna située Porte de la Chapelle (Paris 18e) ;

2022 SG 11 Convention entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique (CIO) ayant pour objet d'encadrer l'utilisation des images olympiques.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver le contrat entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique ayant pour objet d'encadrer l'utilisation des images olympiques.
Vu le Conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer ce contrat entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique.

2022 SG 12 Subventions et conventions entre la Ville de Paris et Paris 2024 dans le cadre du dispositif du « réseau des Clubs Paraccueillants » en vue des Jeux de 2024.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la convention de financement entre la Ville de Paris et Paris 2024 dans le cadre du dispositif du « réseau des Clubs Paraccueillants » en vue des Jeux de 2024 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention de financement entre la Ville de Paris et Paris 2024 jointe à la présente délibération.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement entre la Ville de Paris et Paris 2024.
Article 3 : Les recettes correspondantes, d'un montant total de 50 000 euros, seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville des années 2022 ou suivantes, sous réserve des décisions de financement correspondantes.

2022 SG 13 Transformations Olympiques - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Paris et l'EPT Est Ensemble pour valoriser la promenade des Hauteurs et lutter contre la sédentarité.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver une convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Paris et l'EPT Est Ensemble pour valoriser la promenade des Hauteurs et lutter contre la sédentarité ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 25 janvier 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Paris et l'EPT Est Ensemble dans le cadre de l'appel à projets Impact 2024.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Paris et l'EPT Est Ensemble dans le cadre de l'appel à projets Impact 2024.
Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 ou des années suivantes sous réserve des décisions de financement correspondantes.
Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à accepter une subvention du Fonds de Dotation Héritage 2024 ou de Paris 2024 d'un montant de 15 000 € pour financer le projet objet de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Paris et l'EPT Est Ensemble dans le cadre de l'appel à projets Impact 2024.
Article 5 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022, ou suivantes, sous réserve des décisions de financement correspondantes.

2022 SG 14 Convention de coopération Paris-Pré-Saint-Gervais : plus de liens, de nature et de proximité.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'approuver la convention de coopération Paris-Pré-Saint-Gervais : plus de liens, de nature et de proximité ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 19e en date du 25 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,
Délibère :
La Maire est autorisée à signer, au nom et pour le compte de la Ville de Paris, la convention de projet de coopération Paris-Le-Pré-Saint-Gervais, entre la Ville de Paris et la commune du Pré-Saint-Gervais (93) dont le texte est joint en annexe à la présente délibération (annexe n°1).

2022 SG 18 Convention cadre avec le Fond de dotation Paris 2024 - Subvention (10.000 euros) et convention avec le comité de randonnée pédestre de Paris pour le projet « Marchons à Paris ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement au Comité de randonnée pédestre 75 dans le cadre du projet « lutte contre la sédentarité » ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 18e en date du 31 janvier 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 19e en date du 25 janvier 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 20e en date du 24 janvier 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement pour subventions entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024.
Article 3 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Comité de randonnée pédestre 75, ci-annexée.
Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention entre la Ville de Paris et le Comité de randonnée pédestre 75.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention, prévue par la convention entre la Ville de Paris et le Comité de randonnée pédestre 75, d'un montant total de 10 000 euros.
Article 6 : Les dépenses correspondantes d'un montant total de 10 000€ seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 ou des années suivantes sous réserve des décisions de financement correspondantes.

2022 SG 25 Création de l'entente Axe Seine - Approbation et signature de la convention constitutive.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.5221-1 et L.5221-2 ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation de signer la convention d'entente Axe Seine ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Le projet de convention d'entente de l'Axe Seine est approuvé.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention.

2022 MDE 1 Renforcer le lien social en favorisant la présence d'animaux en EHPAD à Paris.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code rural et de la pêche maritime ;
Vu la lettre circulaire du ministère des affaires sociales du 11 mars 1986 ;
Considérant l'intérêt de renforcer le lien social des personnes résidant en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;
Considérant que la présence d'un animal auprès de personnes âgées peut contribuer à rompre l'isolement ;
Considérant la présence d'animaux et la médiation animale dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes comme levier pour renforcer le lien social ;
Considérant l'impératif de garantir le bien-être animal ;
Vu le projet de délibération en date du 25 janvier 2022 par lequel Mme la Maire lui demande d'approuver le renforcement du lien social en favorisant la présence d'animaux en EHPAD à Paris ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : est élaboré d'ici à la fin du premier semestre 2023, en lien avec l'Adjointe à la Maire de Paris en charge des séniors et des solidarités entre les générations, l'Adjoint à la Maire de Paris en charge de la végétalisation de l'espace public, des espaces verts, de la biodiversité et de la condition animale, la Directrice des Espaces verts et de l'Environnement et la Directrice générale du Centre d'action sociale de la Ville de Paris, un cahier des charges à destination des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dont la gestion dépend du Centre d'Action sociale de la Ville de Paris, pour l'accueil d'animaux dans ces établissements, tenant compte des besoins des résidents et des personnels et s'assurant des conditions du bien-être animal.

Ce cahier des charges sera élaboré en lien avec les résidents et les familles, notamment par l'entremise des Conseils de la vie sociale (CVS), les personnels des Ehpad ainsi qu'avec des associations œuvrant dans le domaine du bien-être animal.

Ce cahier des charges tiendra compte des expérimentations lancées dès 2022 au sein d'un ou plusieurs Ehpad volontaires du CASVP portant sur la présence d'animaux en leur sein (médiation animale, animal à demeure, animaux personnels de résidents).

Ce cahier des charges sera présenté au Conseil d'administration du CASVP.

Article 2 : est prévu la communication du cahier des charges aux directrices et directeurs des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes gérés par le Centre d'Action sociale de la Ville de Paris et l'ajout d'une modification du règlement intérieur de l'établissement, intégrant la possibilité de l'accueil d'animaux dans les établissements à demeure et/ou personnels, tenant compte des spécificités de chaque établissement et après avis du Conseil de la vie sociale.

Les établissements d'hébergements pour personnes âgées dépendantes dont la gestion dépend du Centre d'action sociale de la Ville de Paris ayant fait le choix d'accueillir les animaux de compagnie personnels des résidents élaborent et signent avec le résident volontaire et sa famille un avenant de personnalisation de l'accueil joint au contrat de séjour respectant le cahier des charges prévu à l'article premier de la présente délibération.

Le cahier des charges prévu à l'article premier est diffusé aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant du secteur associatif et du secteur privé de Paris qui sont encouragés à accueillir des animaux en leur sein.

Article 3 : est organisé par la Ville de Paris un appel à projets visant à identifier et soutenir les structures susceptibles de réaliser des interventions en médiation animale auprès des résidents d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Article 4 : À compter de la finalisation du cahier des charges, un bilan annuel du dispositif est présenté en Conseil de Paris.

2022 V.1 Vœu relatif à un hommage de la Ville de Paris à M. Raphaël ESRAIL.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que Raphaël Esrail, résistant de la Seconde Guerre mondiale et survivant de la Shoah, nous a quittés le 22 janvier 2022 ;

Considérant l'engagement de cet homme de combat, qui, tout jeune, a lutté avec les Éclaireurs Israélites de France face à la montée du nazisme, puis, durant l'occupation sous le régime antisémite de Vichy, s'est battu au sein de la Résistance juive ;

Considérant le témoignage essentiel qu'il nous transmet de la résistance et de la déportation, de son courage durant l'inhumanité des marches de la mort, sachant mettre une parole et des mots sur l'enfer des camps d'extermination nazis, « criant au monde ce que des hommes ont fait au monde » ;

Considérant sa volonté de témoigner, inlassablement, tout particulièrement au sein des établissements scolaires, avec la détermination indéfectible de transmettre aux jeunes générations ;

Considérant le militant associatif exceptionnel qu'il a incarné, notamment au sein de l'Union des Déportés d'Auschwitz dont il fut le président, avec les institutions qui œuvrent au travail de mémoire de la Shoah ;

Considérant que cette immense personnalité, commandeur de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de chevalier du mérite de la République fédérale d'Allemagne et de la médaille Grand Vermeil de la Ville de Paris, a participé par son action et son engagement à la défense des valeurs de paix, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, valeurs de Paris et de la République ;

Considérant qu'il nous appartient de poursuivre sans relâche ce travail de mémoire et de transmission que Raphaël Esrail nous lègue, si essentiel à l'éveil des consciences des citoyens futurs.

Sur proposition de la Maire de Paris et de l'ensemble des groupes politiques du Conseil de Paris,

Émet le vœu :

- Qu'un lieu parisien soit nommé en mémoire de Raphaël Esrail.

2022 V.2 Vœu relatif à la réalisation d'un ensemble immobilier au 56-58 rue Erlanger (16e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2511-13 ;

Vu le règlement intérieur du Conseil de Paris ;

Vu le jugement du Tribunal administratif de Paris en date du 7 janvier 2021 portant annulation de l'arrêté de permis de construire PC 075 116 18 V 0043 relatif à la construction d'un ensemble immobilier de 1 à 9 étages comprenant une école municipale, une crèche collective, 55 logements sociaux, une résidence sociale, un commerce et un parc de stationnement en sous-sol délivré par la Maire de Paris en date du 14 décembre 2018 ;

Considérant que cette annulation, fondée sur l'atteinte portée par le projet au caractère des lieux avoisinants ainsi qu'à l'équilibre et à la continuité écologique des espaces végétalisés de la parcelle, n'était pas régularisable par un simple permis modificatif ;

Considérant que la rénovation de l'école « Erlanger » est une demande portée par la Mairie du 16e arrondissement depuis plus de 10 ans ;

Considérant que Francis SZPINER, Maire du 16e arrondissement, a demandé, dès sa prise de fonction, que le projet soit revu afin d'être recentré sur son objet initial à savoir la reconstruction d'une école ;

Considérant que la Mairie de Paris et Paris Habitat ont accepté au printemps 2021 d'engager une concertation avec la Mairie du 16e arrondissement et les riverains, en particulier l'Association de Protection du Quartier Erlanger (APQE), afin de définir un nouveau programme ;

Considérant que cette concertation a permis de définir un projet plus équilibré et ouvert avec une distinction plus nette entre la partie consacrée au logement et à l'hébergement et la partie consacrée à l'école et la crèche ;

Considérant néanmoins que si une continuité entre la cour et l'espace vert protégé est proposée, elle nécessite d'être précisée et approfondie ;

Considérant par ailleurs que, malgré les arbres conservés et les replantations proposées en nombre supérieur par rapport au projet initial, en l'état le projet fait état d'un bilan négatif de 5 arbres (32 arbres existants contre 27 dans le projet) ;

Considérant les préoccupations des riverains sur le risque de création d'un îlot de chaleur.

Sur proposition de Francis SZPINER, Samia BADAT-KARAM, Jérémy REDLER, Véronique BUCAILLE, Stéphane CAPLIEZ, Sandra BOELLE, Antoine BEAUQUIER, Aurélie PIRILLO, David ALPHAND, Véronique BALDINI, Emmanuel MESSAS, des élus de la majorité du 16e et des élus du Groupe Changer Paris

Émet le vœu :

- Que le traitement de la cours de récréation selon le principe de cours « OASIS » soit assuré avec une végétalisation qualitative et une véritable continuité écologique avec l'espace vert protégé ;
- Que tout soit mis en œuvre afin qu'il puisse être replanté autant d'arbres qu'il y en a actuellement sur la parcelle ;
- Que le projet intègre et soit conforme aux objectifs du futur PLU bioclimatique en particulier concernant la lutte contre les îlots de chaleur en milieu urbain et le réchauffement climatique ;
- Qu'une réunion soit organisée avec l'association « APQE » et Paris Habitat avant finalisation et dépôt de la demande de permis de construire afin que soit étudiée la faisabilité des amendements proposés par l'association et transmis à Paris Habitat.

2022 V.3 Vœu relatif à l'augmentation des prix de l'énergie et ses conséquences pour les locataires du parc social.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les vœux 6, 7, 8, 9 et 10 déposés respectivement par :

Thomas CHEVANDIER, Éric PLIEZ, Lamia EL AARAJE, Geneviève GARRIGOS, Hamidou SAMAKÉ et les élu.e.s du groupe Paris en Commun relatif à la hausse des acomptes de chauffage de gaz dans les résidences de la RIVP

Jérôme GLEIZES, Alexandre FLORENTIN, Aminata NIAKATE, Fatoumata KONÉ et les élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris relatif à la hausse tarifaire du gaz suite à la rupture de contrat entre la société E-Pango et la RIVP

Nicolas BONNET-OULALDJ, Oulaldj, Jean-Noël AQUA et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen relatif à la hausse des acomptes de chauffage au gaz dans les résidences RIVP et à la régulation des tarifs de l'énergie

Geoffroy BOULARD, Rachida DATI, Jeanne D'HAUTESERRE, Philippe GOUJON, Francis SZPINER, Jean-Didier BERTHAULT et les élus du groupe Changer Paris relatif au changement de fournisseur pour l'approvisionnement des chaufferies à gaz de 15 000 locataires du parc social de la RIVP

Danielle SIMONNET relatif à la hausse des prix du chauffage au gaz pour les locataires RIVP
Considérant la forte augmentation des prix de l'énergie depuis 2021 qui touche l'ensemble du pays, et fragilise tout particulièrement les ménages précaires, dans un contexte de crise sanitaire, économique et sociale ;
Considérant que l'augmentation des prix de l'énergie se traduit par une augmentation des charges pour les ménages parisiens, et notamment dans le parc social ;
Considérant la situation spécifique des 11 700 ménages parisiens de la RIVP dont les chaufferies gaz étaient alimentées par le fournisseur de gaz E-Pango depuis 2020, sélectionné à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, et pour un marché à prix fixe pour les années 2021 et 2022 ;
Considérant qu'E-Pango a résilié de manière unilatérale le contrat, en décembre 2021, et cessé son approvisionnement, alors même qu'il appartenait au fournisseur de se prémunir des fluctuations des cours du gaz ;
Considérant que l'arrêt de la fourniture des chaufferies par E-Pango a obligé la RIVP à conclure un nouveau marché, retenu là aussi à l'issue d'une procédure concurrentielle, aux prix de marché correspondant à décembre 2021, bien plus élevés que les termes du marché initial de 2020 ;
Considérant les répercussions inacceptables en termes de pouvoir d'achat pour les locataires concernés, qui voient leur facture d'énergie augmenter du fait de cette résiliation unilatérale du marché par E-Pango ;
Considérant le préjudice sérieux que cela représente pour les locataires et le bailleur social, et les suites données par le bailleur afin d'obtenir une indemnisation correspondant aux surcoûts engendrés par la résiliation du contrat ;
Considérant le travail engagé par la RIVP pour informer et accompagner au mieux les locataires concernés par ces augmentations ;
Considérant plus largement les efforts réalisés par les bailleurs sociaux de la Ville de Paris - Paris Habitat, la RIVP et Elogie-Siemp - pour accompagner au mieux les locataires fragilisés par la crise sanitaire et désormais la crise de l'énergie, qui se sont traduits par l'embauche de travailleurs sociaux et le renforcement de leurs services sociaux ;
Considérant que la Ville de Paris et les bailleurs sociaux parisiens ont pris leur responsabilité dès le début de la crise sanitaire pour renforcer le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) avec un triple objectif : élargir son accès aux ménages résidant dans des logements temporaires (résidences sociales, foyers jeunes travailleurs, etc.), amplifier son action pour soutenir les nouveaux publics fragilisés par la crise, accentuer l'accompagnement social lié au logement ;
Considérant que cet effort a été accentué pour faire face aux augmentations de charges locatives liées à l'augmentation des prix de l'énergie ;
Considérant ainsi que, entre 2019 et 2022, la contribution des bailleurs sociaux parisiens au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) a augmenté de 50%, pendant que celle de la Ville de Paris passait de 19 M€ à près de 26,5 M€ ;
Considérant qu'il est indispensable que l'Etat et les autres contributeurs augmentent à leur tour leurs contributions au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
Considérant la politique volontariste menée par la Ville de Paris en matière d'aides sociales municipales, avec notamment l'aide Paris Énergie Familles, qui concerne plus de 30 000 foyers parisiens, pour un montant total de 7 M€ par an ;
Considérant les courriers adressés à la Ministre de la Transition Écologique et à la Ministre du Logement, le 4 février 2022, et signés par Éric Pliez, président de Paris Habitat ; David Belliard, président de la RIVP ; Laurence Patrice, présidente d'Elogie-Siemp ; Ian Brossat, adjoint à la Maire de Paris en charge du logement, de l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés ; Léa Filoche, adjointe à la Maire de Paris en charge des solidarités, de la lutte contre les inégalités et l'exclusion ; Dan Lert, adjoint à la Maire de Paris en charge de la transition écologique, du plan climat, de l'eau et de l'énergie ;
Considérant que ces courriers soulignent que les bailleurs sociaux et les collectivités locales ne peuvent et ne sauraient assumer seuls les conséquences du renchérissement des coûts de l'énergie, en premier lieu ceux du gaz, et plus généralement les impacts sociaux de la dérégulation des marchés de biens essentiels ;
Considérant que ces courriers demandent également au gouvernement de prendre des mesures d'urgence en faveur des locataires sociaux les plus précaires en revalorisant le forfait charges des APL et en prévoyant une hausse du chèque énergie en 2022, mais aussi un encadrement plus strict et plus attentif des pratiques des fournisseurs d'énergie pour ne pas mettre en danger la fourniture de biens élémentaires ;
Considérant que la flambée des prix de l'énergie dépasse très largement, dans ses causes comme dans ses conséquences, l'échelle parisienne ;
Considérant que l'ensemble des ménages français sont concernés, et que les bailleurs sociaux font face à des risques très concrets d'augmentation de dettes locatives de leurs locataires dont les plus modestes ne peuvent faire face à de telles augmentations ;

Considérant la grande préoccupation des organismes HLM face aux augmentations exponentielles des tarifs du gaz, en particulier, qui s'est traduite par une interpellation de la Ministre de la Transition Écologique et de la Ministre du Logement par l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes HLM, le 20 janvier 2022 ;
Considérant que le « bouclier énergie » mis en place par le gouvernement et qui atténue les augmentations des prix de l'énergie pour les consommateurs concerne seulement les habitations individuelles et collectives avec un plafond de consommation qui exclut les bailleurs sociaux qui achètent le gaz pour le compte de leurs locataires ;
Considérant la politique ambitieuse menée par la Ville de Paris et ses bailleurs sociaux pour la rénovation du parc social, se traduisant par la rénovation énergétique Plan Climat de 5000 logements sociaux par an qui vise tout à la fois à diminuer les consommations énergétiques, baisser les charges pour les locataires et améliorer la qualité du bâti et le confort, d'été comme hiver, des habitants ;
Considérant que depuis 2009, ce sont plus de 55 000 logements sociaux qui ont fait l'objet de travaux de rénovation énergétique visant un gain énergétique moyen de 54 % ;
Considérant le plan de lutte contre la précarité énergétique voté au Conseil de Paris de novembre 2021, comportant notamment un volet préventif et un accompagnement plus fort des ménages concernés ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la RIVP
  - poursuive et amplifie son travail d'accompagnement des locataires concernés par les hausses des factures énergétiques, et amortisse autant que possible l'augmentation des prix du gaz ;
  - engage toutes les procédures nécessaires vis-à-vis du fournisseur de gaz défaillant afin d'obtenir réparation du préjudice subi par les locataires, et que les compensations qui en résulteraient soient reversées aux locataires ;
- Que la responsabilité contractuelle des fournisseurs d'énergie des bailleurs sociaux soit renforcée par des dispositions légales afin d'empêcher ces ruptures unilatérales de contrat de fourniture d'énergie en pleine période hivernale ;
- Que la Ville de Paris
  - poursuive ses efforts d'accompagnement des locataires qui connaitraient des difficultés économiques, dans la continuité des décisions prises pour faire face à la crise sanitaire et plus récemment face à la crise des prix de l'énergie, à travers notamment le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) et les aides sociales municipales ;
  - interpelle l'Etat et les autres contributeurs afin qu'ils augmentent et pérennisent leur contribution au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour faire face à l'augmentation des prix de l'énergie ;
  - interpelle le gouvernement sur la nécessité d'une régulation plus forte du secteur de l'énergie et d'un soutien plus fort au pouvoir d'achat des ménages fragilisés par la crise ;
  - interpelle le gouvernement sur les oubliés du « bouclier énergie » mis en place par l'Etat, en premier lieu les locataires du parc social ;
- Que la Ville de Paris et les bailleurs sociaux poursuivent leur politique ambitieuse de rénovation énergétique des immeubles du parc social ayant pour objectif la réduction des consommations énergétiques, et de ce fait, une baisse des charges pour les locataires.

2022 V.4 Vœu relatif à la préemption par la Ville de l'Oasis verte du 95 rue Picpus.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les très fortes ambitions de la Ville de Paris, tant en matière d'adaptation de son territoire au réchauffement climatique qu'en matière de lutte contre la perte de biodiversité ;
Considérant qu'un garage situé au 95 rue Picpus héberge actuellement un îlot de biodiversité et de fraîcheur incomparable, avec un mur végétal de plus de 30 ans, surnommé à juste titre "Oasis Verte" par les habitant.e.s du quartier ;
Considérant que la SNC Cogedim Paris Métropole a déposé, le 24 février 2017, une demande de permis pour la construction d'un immeuble d'habitation s'élevant en R+6 et comportant 37 logements, après démolition d'un parking s'élevant en R+3 sur 3 niveaux de sous-sol, situé 95, rue de Picpus dans le 12e arrondissement de Paris ;
Considérant que la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) a identifié sur le site une colonie importante de moineaux domestiques et, que compte tenu du statut de protection dont bénéficie cette espèce et de son état de conservation très défavorable à l'échelle de Paris, l'association a émis un avis extrêmement défavorable au projet immobilier du promoteur ;
Considérant qu'une étude réalisée le 5 juillet 2019 par l'association R.E.N.A.R.D, dont l'objet est la sauvegarde des milieux naturels, a confirmé que ce lieu se trouve à proximité immédiate d'une liaison écologique, qui appelle à "un renforcement du potentiel écologique et la restauration de sections de

corridor par l'interconnexion des parcs et espaces verts" suivant les prescriptions du Schéma Régional de Cohérence Ecologique d'Ile-de-France (S.R.C.E.) ;
Considérant ainsi que l'étude conclut que cet espace participe à la liaison écologique et que le maintien de cet îlot est nécessaire pour préserver la liaison écologique urbaine et la renforcer ;
Considérant, suivant la même étude, que le site héberge la présence de pipistrelle commune (Pipistrellus pipistrellus), espèce protégée et « quasi-menacée », "particulièrement intéressante en pleine zone urbaine" ;
Considérant que la Ville de Paris n'était pas en connaissance des résultats de ces études lors de la délivrance du permis de construire en 2017 ;
Considérant par ailleurs le Pacte de Construction promu par la Ville et les objectifs du futur Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui affirment tous deux privilégier à tout prix la préservation du bâti et sa réhabilitation plutôt que sa destruction comme c'est le cas dans ce projet immobilier ;
Considérant que le PLU actuel est en cours de révision afin d'en faire le premier PLU bioclimatique de France ;
Considérant qu'entre le 6 et le 12 janvier 2022 une déclaration d'intention d'aliéner (DIA), c'est-à-dire la formalité imposée à tout propriétaire qui souhaite vendre un bien immobilier situé sur une zone de préemption, a été déposée par le propriétaire, ouvrant ainsi le droit à la Ville de préempter ;
Sur proposition d'Emile MEUNIER, de Fatoumata KONÉ, d'Emmanuelle PIERRE-MARIE, d'Alice COFFIN et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que se poursuive le travail d'étude de préemption la parcelle sise 95 rue Picpus (12e) dans le cadre de la commission compétente en la matière afin d'expertiser l'opportunité de produire en priorité une offre de logement social à cette adresse, tout en conservant les caractéristiques bioclimatiques du site.

2022 V.5 Vœu relatif à l'accessibilité des immeubles.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les divers courriers adressés par le Conseiller de Paris et député de la XVIIIème circonscription Pierre-Yves BOURNAZEL ;
Considérant que des locataires de logements sociaux se plaignent d'avoir des difficultés pour ouvrir les portes d'accès à leur immeuble ;
Considérant que ces difficultés sont dues en particulier à la lourdeur des portes dans les constructions neuves ;
Considérant que ce sont les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite et les personnes âgées qui éprouvent le plus ces difficultés ;
Considérant l'exemple du 86 boulevard Ney (XVIIIème arrondissement) où des systèmes d'ouverture électrique ont dû être installées ;
Considérant qu'il est souhaitable de vérifier dans le parc social de la ville de Paris les adresses où l'installation de portes à ouverture électrique est nécessaire pour faciliter aux immeubles les locataires en situation de handicap ou à mobilité réduite et les personnes âgées ;
Sur proposition de Pierre-Yves BOURNAZEL et les élus du Groupe « Indépendants et Progressistes »,

Émet le vœu :

- Que La Maire de Paris demande un examen des portes d'accès des immeubles de logements sociaux.
- Que soit installées, chaque fois que nécessaire, des portes à ouverture électrique pour faciliter l'accès des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite et les personnes âgées.

2022 V.6 Vœu relatif à la gestion événementielle du Champ de Mars.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant l'ambition affichée par le projet "Site Tour Eiffel" de redonner vie aux jardins du Trocadéro et du Champ de Mars afin d'en restaurer l'usage d'agrément pour les riverain.e.s et les visiteur.se.s ;
Considérant que les jardins du Trocadéro (9,3 hectares) et le Champ de Mars (24,5 hectares) comptent parmis les plus grands espaces verts non clos de Paris et se situent à cheval sur trois arrondissements (7e, 15e et 16e) ;
Considérant que le projet Site Tour Eiffel vise également à diminuer le caractère minéral du site en augmentant les surfaces végétalisées et desimperméabilisées ;
Considérant que les nouveaux aménagements devront être également l'occasion d'améliorer et de rationaliser significativement la gestion événementielle du site afin d'en préserver les espaces verts et la vocation publique des différents lieux du site (Champ de mars, Jardins du Trocadéro, etc…) ;

Considérant que la Tour Eiffel est le quatrième site touristique le plus visité de France avec près de 6 millions de visiteur.se.s annuels et que le périmètre du projet "Site Tour Eiffel" accueille quant à lui 20 millions de visiteur.se.s par an ;
Considérant que le champ de Mars est un haut lieu de rassemblement populaire, parisien depuis La Révolution Française et plus encore depuis les deux expositions universelles de 1878 et 1937 ;
Considérant qu'un nombre conséquent d'évènements sportifs, culturels ou festifs ont lieu chaque année sur le site, tant au niveau du Champ de Mars que des abords de la fontaine de Varsovie ou sur la Place du Trocadéro ;
Considérant que ces évènements nécessitent souvent l'installation de lourdes infrastructures qui, s'ils sont éphémères, sont régulièrement en place plusieurs semaines consécutives, voire plusieurs années (Grand Palais Éphémère), et demeurent très impactantes pour les espaces végétalisés du site ;
Considérant que certains de ces évènements peuvent accueillir plus de 90 000 personnes simultanément sur le champ de Mars (Fan zone de l'Euro 2016) ;
Considérant que la succession d'évènements sur le site est dénoncée depuis longtemps par les riverain.ne.s des arrondissements limitrophes qui en subissent les impacts négatifs ;
Considérant que cette succession trop intense ne permet pas aux espaces végétalisés de se restaurer et donc de conserver leur qualité ;
Considérant que le périmètre du projet Site Tour Eiffel est donc soumis simultanément à une double pression touristique et événementielle qui entraînent sa fréquente dégradation et nuisent à son image ;
Considérant l'avis de l'Autorité environnementale qui préconise de "décrire le cadre de l'exploitation future du site, incluant les manifestations sportives et festives et d'établir un plan de gestion pour l'ensemble du site (aménagements et fréquentation)" ;
Considérant le rendu de la Participation du Public par Voie Électronique dans lequel "les garants recommandent au maître d'ouvrage la création d'une instance de gouvernance, formelle ou informelle, réunissant les différents services de la ville de Paris et l'ensemble des acteurs publics compétents pour la gestion du site."
Considérant l'engagement de la Ville à élaborer un plan de gestion du site en lien avec les acteurs locaux, les directions de la Ville concernées par la gestion du site ainsi que la Police Municipale et la Préfecture de Police ;
Considérant que le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 n'a toujours pas présenté l'étude d'impact relative à l'occupation du site pendant l'Olympiade.
Sur proposition d'Aminata NIAKATÉ, d'Emile MEUNIER, de Frédéric BADINA-SERPETTE, de Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - s'engage à créer avant l'été 2022 une commission Ad Hoc relative à la gestion du site Tour Eiffel afin d'élaborer le Plan de gestion du site.
  - s'engage à réduire les évènements autorisés sur le site afin d'atteindre en 2025 un total de 250 jours de repos sur les espaces verts du site où n'auront lieu aucun évènement sur les espaces verts du site.
  - demande au Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 de présenter l'étude d'impact de la tenue des JOP sur le Champ de Mars le plus rapidement possible.
- Que la Commission de gestion du site Tour Eiffel
  - établisse un cahier des charges auquel seront soumis les candidats à une occupation du site et émettra des avis prescriptifs quant à la tenue d'évènements privés et publics sur le site.
  - regroupe les directions de la Ville concernées par la gestion du site, la Préfecture de Police, des représentants des acteurs locaux, les maires des arrondissements concernés et des représentant.e.s de la société d'exploitation de la Tour Eiffel.
  - présente en septembre 2022 un premier plan de gestion du site.
  - se réunisse ensuite trimestriellement et présente chaque année un calendrier des évènements prévus sur le site rendu public.

2022 V.7 Vœu relatif à la programmation de l'immeuble Tati Barbès.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le rachat de l'emblématique immeuble Tati Barbès par le groupe belge Immobel fin 2021, à la famille historique fondatrice des magasins TATI et au groupe GIFI ;
Considérant que l'immeuble Tati a été intégré, en février 2021, à l'appel à projets Réinventer Paris 3 « Transformer les bureaux en logements » notamment en logements sociaux.
Considérant que la volonté initiale des propriétaires était de vendre le bien sur le marché immobilier privé notamment pour y réaliser un projet entièrement hôtelier ;

Considérant les objectifs de la loi SRU et la nécessité pour la ville de Paris d'atteindre les 25% de logements sociaux (et 30% en 2030 suivant les objectifs fixés dans la révision du plan local d'urbanisme) ;
Considérant qu'il revient que cet objectif soit atteint avant la fin de la mandature et dans un contexte où l'urbanisme doit être pensé pour adapter la ville au changement climatique et augmenter de façon considérable les espaces végétalisés de pleine terre ;
Considérant que le projet lauréat comprend 30% de surfaces dédiées aux logements dont 30% de logements sociaux familiaux qui seront gérés par la RIVP ;
Considérant qu'aucune obligation réglementaire au titre du Plan Local d'Urbanisme n'imposait l'intégration de surface de logement sur cet îlot ;
Considérant que la mobilisation de la Ville de Paris a permis de négocier et de convaincre les propriétaires d'intégrer ce nouvel appel à projet et donc le développement de surfaces de logements notamment sociaux ;
Considérant que 65% des planchers et 84% des façades existantes seront préservées dont l'immeuble historique haussmannien à l'angle des deux boulevards et que l'offre lauréate était la mieux disante sur ces enjeux environnementaux ;
Considérant que l'immeuble Tati appartient à la mémoire et au patrimoine collectif de notre arrondissement et du quartier de Barbès ;
Considérant que l'animation transitoire du lieu et la programmation du lieu doivent donc être construites avec la participation effective des habitant·es et les élu·es ;
Considérant enfin que la Ville est particulièrement attachée au développement de l'économie sociale et solidaire et du monde associatif ;
Sur proposition d'Emile MEUNIER, de Frédéric BADINA-SERPETTE, de Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville demande au groupe Immobel de poursuivre l'amélioration de son projet afin que :
  - soit étudiés 30% au moins de logements sociaux dans la programmation totale sans densification supplémentaire par rapport au projet présenté aux habitant.e.s, dont un tiers au moins de PLAI,
  - les façades faubouriennes et leur particularités soit préservées et mises en valeur,
  - une part significative de la programmation économique soit réservée à l'économie sociale et solidaire et à des associations,
  - l'occupation temporaire soit mise en œuvre en lien avec la Mairie du 18e arrondissement et ses élu.e.s avec un impact local et une ouverture au quartier garantie.

2022 V.8 Vœu relatif à la poursuite du chantier pour le prolongement du RER EOLE.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le vœu n°286 adopté par le Conseil de Paris lors de sa séance des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 ;
Considérant le dérapage absolument inédit annoncé par SNCF Réseau sur le projet EOLE, avec 1,7 milliards d'euros supplémentaires pour un coût total qui pourrait désormais atteindre 5,4 milliards d'euros ;
Considérant que SNCF Réseau n'apporte aucune explication sur ce nouveau dérapage, alors même que sa responsabilité a été établie dans le cadre de l'analyse des premiers surcoûts ;
Considérant que SNCF Réseau, maître d'ouvrage, reste responsable du coût et du planning de ses opérations ;
Considérant la menace d'arrêt du chantier agité par SNCF Réseau si les 600 millions d'euros qu'il réclame pour 2022 ne lui sont pas avancés dans les prochaines semaines ;
Considérant que ces sommes sont sans commune mesure avec les capacités financières des collectivités ;
Considérant que le doublement du RER E vers l'Ouest à Nanterre en 2023, puis à Mantes-la-Jolie en 2024 est absolument crucial pour nos administrés, et attendu de longue date pour raccorder notre territoire au Réseau Express Régional ;
Considérant par ailleurs que pour répondre aux inquiétudes qui pèsent sur le respect du calendrier concernant les différents projets d'infrastructures ayant cours Porte Maillot, dont le prolongement du RER EOLE, la Mairie du 17e arrondissement a obtenu à l'automne la création et la réunion en urgence d'un comité ad hoc chargé notamment de s'assurer de la livraison des ouvrages fin 2023 ;
Considérant enfin que dans un courrier en date du 17 novembre 2021, la Maire de Paris a alerté le Premier Ministre des conséquences du surcoût estimé alors par SNCF Réseau à 1685 millions d'euros, et lui demandait des garanties sur le devenir du projet, notamment s'agissant du financement ;
Sur proposition de Geoffroy BOULARD, Brigitte KUSTER, Jeanne d'HAUTESERRE, Vincent BALADI, Delphine MALACHARD des REYSSIERS et les élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Mairie de Paris interpelle de nouveau l'Etat pour qu'il prenne ses responsabilités, notamment financières, afin de garantir la poursuite du chantier du prolongement du RER EOLE.

2022 V.9 Vœu relatif à la « gare routière » de Bercy-Seine.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu 21 déposé par Mme MONTANDON et les élus du groupe Changer Paris relatif à la sécurité dans le parc de Bercy et au déplacement de la gare routière ;
Considérant que la loi de 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi macron », a encouragé la libéralisation des lignes de transport par autocar ;
Considérant que cette loi a eu pour effet de créer ou étendre des gares routières au centre des villes-métropoles ;
Considérant le non-sens écologique que constitue cette mesure, tant en termes d'encouragement de modes de transport polluants qu'en termes d'implantation de telles structures en zone dense ;
Considérant qu'à Paris, cette « gare routière » est installée en bordure du parc de Bercy et de la Seine, dans un parking concédé à la SAEMES ;
Considérant le fait qu'il n'existe pas de lien contractuel entre la Ville de Paris (ou son délégataire, la SAEMES) et les sociétés exploitantes de lignes de cars à longue distance (principalement Flixbus et BlaBlaCar);
Considérant la dégradation permanente des espaces publics, notamment du parc de Bercy, liée à la présence de cette activité ;
Considérant les diverses nuisances générées par ce « phénomène de gare »,
Considérant en particulier les troubles à la tranquillité publique, par exemple la recrudescence des atteintes aux biens (vols de valises notamment) ;
Considérant l'incapacité chronique des opérateurs Iow-cost à mettre en œuvre les dispositifs qui permettraient d'améliorer la situation pour ce qui est de la gestion des flux, de l'hygiène publique, de la sécurité etc.
Considérant la légitime exaspération des riverains au regard des nuisances évoquées ;
Considérant les engagements de mandature de la majorité municipale sur le déménagement de cette gare routière ;
Considérant que depuis le début de cette mandature, des premières réunions de comité de pilotage se sont tenues et qu'une étude sur ce sujet a été demandée à l'APUR ;
Sur proposition de l'exécutif parisien,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - mette fin aux activités des sociétés exploitantes de lignes de cars à longue distance (principalement Flixbus et BlaBlaCar) dans le site Bercy-Seine.
  - poursuive, en prenant en compte tes résultats de l'étude en cours de I'APUR, le travail de réflexion engagé sur l'avenir du site Bercy-Seine, dans le cadre de la stratégie municipale relative aux cars de tourisme

2022 V.10 Vœu relatif à la lutte contre les réseaux de prostitution au sein de l'industrie pornographique.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que le 13 avril 2016, a été adoptée la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel, à accompagner les personnes prostituées à faire cesser les filières, et à dissuader les clients ;
Considérant que l'ensemble des études nationales démontrent que la prostitution s'abat sur les plus grandes fragilités humaines : que les femmes prostituées présentent un taux de suicide multiplié par douze par rapport à la moyenne nationale, que selon une étude de 2015, 38% d'entre elles ont subi un viol au cours de leur vie et 80 à 95% ont subi des violences sexuelles ;
Considérant que la prostitution des mineurs a explosé depuis une décennie ;
Considérant que la pornographie en ligne représente 35% des consultations de sites et de vidéos ;
Considérant que cette industrie s'assimile à un véritable capitalisme de la traite des êtres humains dont les bénéfices sont évalués à 17 milliards de dollars aux USA ;
Considérant que les 53 victimes de l'affaire poursuivie devant le tribunal judiciaire de Paris et leurs avocats font l'objet de pressions et menaces ;
Considérant les effectifs trop faibles du groupe, au sein de la Brigade de répression et du proxénétisme, dévolu à l'identification et au démantèlement des réseaux clandestins à Paris ;
Considérant que l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains n'a que 20 enquêteurs dédiés ;

Considérant que la loi de 2016 prévoyait entre autres le reversement des saisies d'affaires de traite des êtres humains et de proxénétisme à la lutte contre le système prostitutionnel et que les 14 millions cumulés sur 2017 et 2018 n'ont toujours pas été reversés au Service des droits des femmes et de l'égalité, selon le rapport FACT-S publié en 2021 ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Béatrice Patrie et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que le ministère de l'Intérieur dote l'Office central pour la répression des êtres humains et la brigade de répression du proxénétisme d'effectifs nécessaires notamment spécialisée en matière de pornographie et de pédopornographie en ligne, afin, entre autre, d'assurer de la sécurité des personnes victimes et de leurs avocats impliqués dans les procédures judiciaires en cours ;
- Que la Ville de Paris engage une grande campagne de communication, notamment en direction des mineurs et des jeunes, y compris par affichage public.

2022 V.11 Vœu relatif à l'accès des jeunes parisiennes et parisiens aux vacances.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant le vœu déposé par le groupe communiste et citoyen relatif à l'accès aux vacances d'hiver pour les enfants, les jeunes et les familles parisien.ne.s ;
Considérant que les vacances sont reconnues comme un droit fondamental auquel l'égal accès de toutes et de tous, tout au long de la vie, est un objectif national selon la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions ;
Considérant que 62% des jeunes de moins de 25 ans ne sont parti.es ni en vacances ni en week-end en 2021, d'après le 15e baromètre IPSOS / Secours Populaire publié en septembre 2021 ;
Considérant que Paris compte près de 505 000 habitant.es de 16 à 30 ans (INSEE, 2018), qu'un tiers d'entre elles et eux ne partent pas en vacances chaque année et 13% jamais (soit 65.000 jeunes environ) ;
Considérant que la crise sanitaire, économique et sociale liée à la COVID-19 a lourdement impacté les jeunes, notamment du point de vue de la santé mentale et des liens de sociabilité ;
Considérant que le départ en vacances, même sur une très courte période, peut être considéré comme l'une des réponses à l'impact psychologique de la crise chez les jeunes en leur permettant de découvrir de nouveaux horizons, de se sociabiliser autrement et ailleurs et de sortir du quartier dans lequel ils et elles passent la plus grande partie de leur temps ;
Considérant que dans cette période de crise et après la sédentarité imposée par les contraintes sanitaires et les confinements successifs, les jeunes Parisiennes et Parisiens expriment leur besoin de partir en vacances, ainsi qu'en atteste par exemple le doublement des demandes d'aides sollicitées en 2021 au titre du dispositif Paris Jeunes Vacances ;
Considérant que la Ville de Paris a notamment créé en 2003 le dispositif Paris Jeunes Vacances afin de permettre aux jeunes de bénéficier d'une aide financière pour partir en vacances en autonomie ;
Considérant que le dispositif Paris Jeunes Vacances est doté d'un budget annuel de 175.000€, renforcé de 50.000€ supplémentaire au cours de l'année 2021 (soit 1070 aides effectivement attribuées), et qu'il permet depuis 2020 1'attribution de 200€ d'aides par jeune et par projets de vacances autonomes ;
Considérant qu'afin de développer davantage l'effectivité du droit aux vacances pour les jeunes Parisiennes et Parisiens, la Ville de Paris peut renforcer ses partenariats avec d'autres collectivités ou associations d'éducation populaire ;
Considérant que l'association de coopération intercommunale Vacances Voyages Loisirs accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de leur politique de vacances et dans le développement de leurs interventions en faveur des jeunes ;
Sur proposition de la Maire de Paris et de l'Exécutif municipal, représenté par Hélène BIDARD, adjointe à la Maire de Paris chargée de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'éducation populaire,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - étudie la possibilité de développer une offre de séjours pour favoriser l'accès aux vacances, entre autres d'hiver, des jeunes Parisiennes et Parisiens, notamment de celles et ceux qui ne partent jamais ;
  - adhère à l'association Vacances Voyages Loisirs ;
  - travaille à l'amélioration de l'accès des jeunes Parisiennes et Parisiens au dispositif Paris Jeunes Vacances.

2022 V.12 Vœu relatif aux critères de définition des périmètres scolaires.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les travaux du Conseil National d'Évaluation du système scolaire (CNESCO) menés en 2015 portant sur les mixités sociale, scolaire et ethnoculturelle à l'école ;

Considérant que ces travaux, basés sur des recherches internationales menées dans des contextes différents, soulignent « les effets dévastateurs de la ségrégation sociale sur la cohésion nationale », effets qui rejaillissent sur « les attitudes citoyennes des jeunes, la vie en collectivité et les apprentissages scolaires » ;

Considérant que la concentration d'élèves en difficultés scolaires et sociales dans un même établissement pénalise fortement la réussite et l'insertion des élèves défavorisés, quand en contrepartie, favoriser les mixités sociale et scolaire permet de « garantir des apprentissages bénéfiques pour l'ensemble des élèves » ;

Considérant que l'académie de Paris est l'académie la plus ségrégée en France et que ce problème va augmenter du fait de la baisse de la démographie ;

Considérant que la ségrégation sociale et scolaire des établissements s'explique par deux facteurs principaux, la question résidentielle et l'évitement scolaire avec une fuite vers l'enseignement privé ;

Considérant la haute considération portée par la Ville de Paris à ce phénomène, en particulier avec la mise en place de l'Observatoire parisien de la mixité sociale et de la réussite éducative (OPMIRE) ayant pour mission de concourir à une meilleure connaissance des phénomènes de ségrégation sociale et scolaire, d'en circonscrire les causes et de proposer à la collectivité et à l'Académie les éclairages nécessaires à la prise de décision et à l'évaluation des actions mises en œuvre ;

Considérant que la Ville de Paris dispose de leviers pour combattre les ségrégations scolaire et sociale à son échelle, comme démontré par la mise en place d'une modulation de la part du forfait éducatif des dotations de fonctionnement versées aux collèges en fonction du degré de mixité sociale constaté dans leurs effectifs ;

Considérant le vœu adopté en conseil de Paris visant à permettre de se donner les moyens pour étendre ce dispositif aux écoles élémentaires ;

Considérant que le découpage des périmètres scolaires fait pleinement partie de ces leviers, et qu'il est nécessaire d'articuler les différents outils dont la Ville dispose - production de données par l'OPMIRE, dispositifs financiers incitatifs, découpage des périmètres scolaires - pour parvenir aux objectifs de mixité sociale et scolaire sur le territoire parisien ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et les élu·es du groupe Communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - intègre pleinement le paramètre de la mixité sociale dans l'élaboration des périmètres scolaires du premier degré, au même titre que celui de la proximité géographique entre le domicile et l'établissement d'affectation.
  - fournisse des indicateurs et données permettant d'établir une analyse de la composition sociale des périmètres scolaires à l'ensemble de la communauté éducative, et ce, en amont des décisions relatives aux modifications des périmètres scolaires.

2022 V.13 Vœu relatif aux critères de définition des périmètres scolaires des collèges.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les travaux du Conseil National d'Évaluation du système scolaire (CNESCO) menés en 2015 portant sur les mixités sociale, scolaire et ethnoculturelle à l'école ;

Considérant que ces travaux, basés sur des recherches internationales menées dans des contextes différents, soulignent « les effets dévastateurs de la ségrégation sociale sur la cohésion nationale », effets qui rejaillissent sur « les attitudes citoyennes des jeunes, la vie en collectivité et les apprentissages scolaires » ;

Considérant que la concentration d'élèves en difficultés scolaires et sociales dans un même établissement pénalise fortement la réussite et l'insertion des élèves défavorisés, quand en contrepartie, favoriser les mixités sociale et scolaire permet de « garantir des apprentissages bénéfiques pour l'ensemble des élèves » ;

Considérant que l'académie de Paris est l'académie la plus ségrégée en France et que ce problème va augmenter du fait de la baisse de la démographie ;

Considérant que la ségrégation sociale et scolaire des établissements s'explique par deux facteurs principaux, la question résidentielle et l'évitement scolaire avec une fuite vers l'enseignement privé ;

Considérant la haute considération portée par la Ville de Paris à ce phénomène, en particulier avec la mise en place de l'Observatoire parisien de la mixité sociale et de la réussite éducative (OPMIRE) ayant pour mission de concourir à une meilleure connaissance des phénomènes de ségrégation sociale et scolaire, d'en circonscrire les causes et de proposer à la collectivité et à l'Académie les éclairages nécessaires à la prise de décision et à l'évaluation des actions mises en œuvre ;
Considérant que la Ville de Paris dispose de leviers pour combattre les ségrégations scolaire et sociale à son échelle, comme démontré par la mise en place d'une modulation de la part du forfait éducatif des dotations de fonctionnement versées aux collèges en fonction du degré de mixité sociale constaté dans leurs effectifs ;
Considérant le vœu adopté en conseil de Paris visant à permettre de se donner les moyens pour étendre ce dispositif aux écoles élémentaires ;
Considérant que le découpage des périmètres scolaires fait pleinement partie de ces leviers, et qu'il est nécessaire d'articuler les différents outils dont la Ville dispose - production de données par l'OPMIRE, dispositifs financiers incitatifs, découpage des périmètres scolaires - pour parvenir aux objectifs de mixité sociale et scolaire sur le territoire parisien ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et les élu·es du groupe Communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - intègre pleinement le paramètre de la mixité sociale dans l'élaboration des périmètres scolaires des collèges, au même titre que celui de la proximité géographique entre le domicile et l'établissement d'affectation.
  - fournisse des indicateurs et données permettant d'établir une analyse de la composition sociale des périmètres scolaires à l'ensemble de la communauté éducative, et ce, en amont des décisions relatives aux modifications des périmètres scolaires.

2022 V.14 Vœu relatif aux travaux de sécurité des cités scolaires Victor Hugo et Charlemagne.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la spécificité d'avoir deux collèges de Paris Centre inclus dans des cités scolaires, le collège Victor Hugo et le collège Charlemagne dont la région IDF est maître d'ouvrage ;
Considérant notre engagement après des familles à offrir aux collégiennes et collégiens de bonnes conditions d'apprentissages et la multiplication des interpellations des parents d'élèves sus les travaux à conduire dans ces sites ;
Considérant les travaux de sécurité non programmés depuis plusieurs années dans les cités scolaires Victor Hugo et Charlemagne ;
Considérant la nécessaire réfection de la cour du collège Charlemagne, les racines des arbres de la cour obstruant les réseaux dans le sol jusque dans des canalisations du réfectoire ;
Considérant le vote de plusieurs budgets participatifs en 2018 à destination de la réfection et de l'embellissement de la cour du collège Charlemagne restés sans suite malgré les relances des services de la ville de Paris ;
Considérant la nécessaire rénovation de la cour du collège Charlemagne, actuellement sans aucune assise, sans casiers, avec peu de sanitaire pour les élèves et sans préau couvert en cas de mauvais temps ;
Considérant la rénovation urgente du bâti de l'annexe Epernon du collège Victor Hugo qui subit des infiltrations d'eau dans le porche d'entrée, un affaissement d'une des cours, un mur étayé et des salles de cour sans rénovation depuis quasi 30 ans ;
Considérant la demande renouvelée de mise en place d'un visiophone et SAS d'entrée pour chacune des deux annexes du collège Victor Hugo par la commission d'hygiène et sécurité ;
Sur proposition d'Ariel Weil et des élu.e.s du groupe Paris en Commun, Raphaëlle Rémy-Leleu et des élu.e.s du Groupe Écologiste de Paris,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris interpelle la présidente de la région Ile-de-France afin que les études et la programmation des travaux soient menées au plus vite pour la sécurité et le bien-être des collégiennes et des collégiens des cités scolaires Victor Hugo et Charlemagne, avec une priorité pour les travaux de sécurité qui concernent toute la communauté scolaire.

2022 V.15 Vœu relatif à la carte scolaire parisienne.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant la modification des secteurs de recrutement des écoles publiques de Paris pour l'année scolaire 2022-2023 ;

Considérant que les capacités d'accueil des établissements scolaires dépendent des moyens alloués par le Ministère de l'Éducation nationale et l'académie de Paris, qui décident des mesures de carte scolaire ;

Considérant le manque manifeste de professeurs titulaires constaté à Paris, comme ailleurs en France, pour couvrir les besoins de remplacement et les besoins de professeur·e·s spécialisé·e·s (RASED) pour venir en aide à des élèves qui ont largement subi des conditions d'étude dégradées ;

Considérant que quelques jours seulement après la rentrée 2021, des vacances de postes d'enseignant·e·s titulaires ont été constatées et que des personnels titulaires remplaçants ont été affectés à l'année ;

Considérant que les écoles souffrent du manque de moyens affectés au remplacement d'enseignant·e·s en cette période de crise sanitaire entraînant de nombreuses absences, avec à la clé des journées de classe perdues pour les élèves ;

Considérant qu'en 2020-2021, le Ministère de l'Éducation nationale avait déjà imposé à l'académie de Paris la suppression de 117 postes dans l'enseignement secondaire dont 36 postes dans les collèges, en dépit d'une hausse des effectifs d'élèves ;

Considérant que pour l'année 2021 - 2022, la dotation horaire globale (DHG) de Paris a été diminuée de 468 heures, soit 26 suppressions de postes supplémentaires ;

Considérant que cette baisse de moyens a eu pour conséquence la hausse des effectifs moyens par classe et la diminution des heures en SEGPA, d'enseignement en petit groupe, en langues vivantes, en langues rares, etc ;

Considérant que cette dynamique se poursuivrait pour l'année 2022-2023, avec en prévision 200 heures en moins pour les collèges et 200 heures en moins pour les lycées, ce qui correspond à la suppression d'une vingtaine de postes d'enseignant·e·s supplémentaire ;

Considérant l'importance d'offrir aux élèves un encadrement plus important en abaissant le nombre d'élèves par classe pour compenser l'enseignement dégradé durant la crise sanitaire ;

Considérant les très nombreux vœux adoptés en Conseil de Paris pour que des moyens humains soient débloqués pour l'Éducation nationale afin de prévenir les conséquences de la crise sanitaire mais aussi pour cesser la dégradation du service public de l'éducation, et notamment les vœux du groupe Communiste de février 2021, mars 2021, avril 2021, juin 2021, octobre 2021, tous ignorés par le Ministère de l'Éducation nationale à l'instar des multiples courriers qui lui ont été adressés ;

Considérant que la situation chaotique des écoles et collèges était donc prévisible, et aurait dû être anticipée par le Ministère suite aux nombreuses interpellations des personnels éducatifs, syndicats, associations de parents d'élèves, élu·es locaux et collectivités territoriales ;

Considérant que la gabegie actuelle est largement liée à la politique du gouvernement depuis cinq ans de réduction de la dépense publique dans le service public de l'éducation, au mépris des besoins des élèves et recommandations du personnel éducatif ;

Considérant le mouvement massif de grève du jeudi 13 janvier dans l'enseignement public, soutenu par de nombreux parents d'élèves avec notamment pour revendication la demande de recrutement d'enseignants et d'enseignantes ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua, et les élu·e·s du groupe Communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Qu'aucune baisse de la dotation horaire globale des collèges ne soit à déplorer pour l'année 2022-2023, et que celle-ci soit au contraire augmentée afin d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement tout en répondant aux besoins engendrés par la crise sanitaire.
- Que soient créés des postes de professeurs titulaires dans le premier degré pour couvrir les besoins, et notamment pour disposer de brigades de remplacement en nombre suffisant.
- Que la baisse de la démographie scolaire soit saisie comme une opportunité pour abaisser le nombre d'élèves par classe plutôt que pour en fermer.
- Que, dans le cas des écoles maternelles, la baisse de la démographie scolaire soit compensée par l'ouverture de très petites sections (TPS) permettant aux enfants de moins de 3 ans de bénéficier d'une scolarité anticipée, en particulier dans les quartiers populaires où l'accès à la culture scolaire dès le plus jeune âge constitue un enjeu majeur.

2022 V.16 Vœu relatif à l'organisation de réunions d'information dans les écoles concernant les temps périscolaires.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les inquiétudes par certains parents d'élèves concernant les personnels qui encadrent leurs enfants durant les temps périscolaires ;

Considérant la satisfaction de la plupart des familles parisiennes quant à l'articulation des temps scolaires et périscolaires sur la semaine, d'une part, et quant à la qualité des activités périscolaires d'autre part ;

Considérant l'appréhension de quelques parents d'élèves générée par quelques intrusions d'individus dans les écoles pendant les temps scolaires et périscolaires ;

Considérant que les maires d'arrondissement n'ont aucune responsabilité envers les personnels adultes présents devant les enfants, qu'il s'agisse de ceux de l'Éducation nationale ou ceux de la Ville, et encore moins envers les personnels des structures extérieures retenues par la Ville de Paris pour animer une partie des temps périscolaires ;

Considérant les contrôles permanents effectués par la Ville, en lien avec les services de l'État, par le biais de l'interrogation du fichier judicaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles et violentes (Fijaisv), ainsi que du casier judiciaire pour ce qui concerne le bulletin n°2 ;

Considérant également l'action de formation permanente engagée par la Ville par le biais de l'École des métiers de la DASCO, montrant ainsi une volonté de professionnalisation de la filière animation ;

Considérant pourtant que les maires d'arrondissement sont régulièrement interpelés par les représentants de parents d'élèves sur des situations très diverses, entourant les temps périscolaires ;

Considérant qu'au-delà des faits graves de violences, qui doivent évidemment être traités à part, de nombreux parents dénoncent aussi simplement l'insuffisance des informations dont ils disposent s'agissant des personnes qui encadrent et s'occupent de leurs enfants, et plus globalement des temps périscolaires ;

Considérant qu'il suffirait de mettre en place une réunion d'information périscolaire dans chaque école chaque début d'année, voire au début de chaque trimestre concernant les TAP, pour présenter aux parents l'équipe d'animateurs de la ville et/ou les équipes des structures partenaires ;

Considérant qu'apporter la garantie de l'effectivité de ces réunions entre dans le champ de « l'ambitieuse politique éducative et périscolaire de la mairie de Paris » ;

Considérant que cela participerait à rassurer les parents d'élèves et instaurerait un climat d'échange, propice à la confiance ;

Considérant que ces réunions pourraient par ailleurs constituer un temps privilégié entre l'ensemble des membres de la communauté éducative (personnels de l'Éducation Nationale, personnels municipaux, structures partenaires de la Ville, élus et parents) sur le(s) projet(s) pédagogique(s) de l'école, conformément à l'esprit du Projet éducatif de territoire (PEDT) ;

Considérant au surplus que ces réunions, pour peu qu'elles interviennent en début d'année scolaire, permettraient aux animateurs de rapidement identifier les personnes susceptibles de prendre en charge l'enfant à la fin des temps périscolaires, d'être informés sur les personnes habilitées à récupérer l'enfant et par conséquent de garantir leur sécurité ;

Considérant enfin qu'elles permettraient à tous de se réapproprier les règles élémentaires de sécurité, portant par exemple sur les taux d'encadrement ou sur les temps d'entrées et de sorties de l'école ;

Considérant le courrier adressé le 2 décembre 2021 à la Maire de Paris par la mairie du 17e arrondissement formulant cette proposition ;

Sur proposition de Geoffroy BOULARD, Brigitte KUSTER, Alix BOUGERET et des élus du groupe Changer Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Mairie de Paris demande aux CASPE d'organiser, en lien avec les mairies d'arrondissement et dès la prochaine rentrée, au moins une réunion annuelle d'information dans toutes les écoles avec l'ensemble des personnels (municipaux et autres) intervenant sur les temps périscolaires.

2022 V.17 Vœu relatif à la gratuité de l'enseignement supérieur et à la lutte contre la précarité étudiante.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les propos tenus par le Président de la République le 13 janvier 2022, intervenus en clôture du Congrès de la Conférence des Présidents d'Université, devenue France Universités, affirmant que l'« on ne pourra pas rester durablement dans un système où, l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers des étudiants sont considérés comme boursiers et où pourtant nous avons tant de précarité étudiante et une difficulté à financer un modèle qui est beaucoup plus financé sur l'argent public que partout dans le monde, pour répondre à la compétition internationale » ;

Considérant que ces propos remettent en cause un fondement de notre enseignement supérieur, à savoir la quasi-gratuité des inscriptions dans les établissements publics ;
Considérant que le 13e alinéa du préambule de la Constitution de 1946, faisant partie du bloc de constitutionnalité, dispose que "la Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État" ;
Considérant que chaque année, de plus en plus d'étudiant.e.s se retrouvent sans affectation du fait des capacités qui n'augmentent pas malgré l'augmentation prévisible du nombre de bachelier.e.s ;
Considérant que les difficultés des étudiant.e.s dans le supérieur sont largement liées à la baisse constante et continue depuis 2009 du nombre de postes d'enseignant.e.s-chercheu.r.ses affectés aux universités, à une suppression de près de 1500 postes sur cette période, alors même que le nombre d'étudiant.e.s dans l'enseignement supérieur a augmenté en moyenne de 38 000 étudiant.e.s par an sur cette même période ;
Considérant que de plus en plus d'étudiant.e.s se retrouvent en situation de grande précarité, phénomène décuplé en période de pandémie de Covid-19, comme en témoigne, le fort afflux lors des files d'attentes des distributions alimentaires ;
Considérant qu'en 2019, 20% des étudiant.e.s vivaient sous le seuil de pauvreté, et que ce phénomène s'est accru du fait de la crise sanitaire ;
Considérant que la Ville de Paris doit une grande partie de son rayonnement et de sa richesse à son monde intellectuel et universitaire en particulier, et accueille plus de 300.000 étudiant.e.s sur son territoire ;
Considérant l'action volontariste de la Ville de Paris en matière de création de logements sociaux étudiants, dont 500 à 1100 nouveaux ont été livrés par an 2014 ;
Considérant les nombreuses mesures engagées par la Ville de Paris pour répondre à l'urgence de la situation de précarité et de détresse vécue par de nombreux.ses étudiant.e.s : distributions alimentaires (33 000 équivalents-repas distribués chaque semaine sous l'impulsion de la Ville de Paris, distribution de protections périodiques et kits d'hygiène, mise en place d'aide psychologique sur les lieux de vie des étudiant.e.s, mise en place Maison des initiatives étudiantes (MIE) et augmentation de l'Aide à l'installation dans un logement pour les étudiant.e.s (une aide de 500 à 1000 euros aux étudiants boursiers qui n'ont pas de place en résidences universitaires).
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris interpelle le gouvernement afin qu'il :
  - affirme son attachement à la gratuité de l'enseignement supérieur comme condition incontournable de sa démocratisation ;
  - augmente les moyens donnés aux Universités pour ne pas faire porter la charge des difficultés de celles-ci aux étudiant.e.s ;
  - créee massivement des places et embauche des enseignant.e.s chercheur.e.s comme des accompagnants.e.s pédagogique et administratif ;
  - annule la hausse des droits d'inscription sur les étudiant.e.s extra.européen.ne.s.

2022 V.18 Vœu relatif au Conseil Parisien des Européen.ne.s.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la délibération du Conseil de Paris DDCT 180/DGRI/DFA en date du 17 avril 2018 autorisant la Maire de Paris à signer la convention avec l'Union européenne pour percevoir un financement européen dans le cadre du projet « INCLUDE »,
Considérant la délibération 2018 DDCT 172 autorisant la Maire de Paris à créer le Conseil Parisien des Européen.ne.s et l'adoption du règlement intérieur appelé « Charte de fonctionnement » du CPE,
Considérant l'article 9 du Traité sur l'Union européenne et l'article 20 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, « Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre »,
Considérant les valeurs et les droits garantis par les articles 2, 3, 6, 9, 10, 11, 35 du Traité sur l'Union Européenne et les articles 15, 20 à 24, 170, 227 et 228 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et par la Charte des droits fondamentaux de l'UE,
Considérant que le nombre de citoyen.ne.s européen.ne.s vivant à Paris est estimé à 110.000 par l'INSEE, et que leur taux d'inscription sur les listes électorales est faible (14%), marqueur d'une intégration à parfaire,
Considérant la délibération 2019 DDCT 139 permettant de renforcer la démocratie participative et l'engagement citoyen,
Considérant la délibération 2021 DCT 50 portant la création d'une Assemblée citoyenne à Paris,

Considérant l'existence de réseaux européens consacrés aux enjeux de participation citoyenne et de démocratie tels que la Fondation pour l'innovation démocratique en Europe, l'Observatoire international de la démocratie participative ou encore Democratic Society,
Considérant la place qu'occupe Paris en Europe, son image et son rayonnement international,
Sur proposition des membres du Conseil Parisien des Européen.ne.s et de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris, en s'appuyant sur le Conseil Parisien des Européen.ne.s et les réseaux dont elle est membre, valorise, auprès des villes européennes, et en particulier auprès des capitales de l'Union européenne la participation citoyenne des citoyens européens mobiles,
- Que cette démarche ait pour objectif le développement d'un réseau européen d'instances de démocratie participative dédiées aux citoyens européens mobiles,
- Que la Ville de Paris soutienne les relations entre les membres du CPE et d'autres villes européennes en mettant à contribution ses réseaux et ses outils de communication et en soutenant les événements organisés dans ce cadre, comme des rencontres européennes, des publications croisées, ou encore des événements publics.

2022 V.19 Vœu relatif à l'impact des vagues de chaleur sur les sociétés d'économie mixte de la Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que le dérèglement climatique en cours entraîne depuis plusieurs années des épisodes de canicule récurrents et intenses chaque été dans la capitale ;
Considérant que la canicule historique de 2003 est désormais devenue la norme et se répète quasiment tous les ans à Paris ;
Considérant que malgré les efforts engagés par la Ville de Paris pour réduire drastiquement son empreinte carbone, notre capitale n'échappera pas à la trajectoire de réchauffement planétaire actuellement en cours qui nous conduira inévitablement à la multiplication et l'amplification des canicules ;
Considérant qu'il est désormais établi qu'un retour en arrière au climat d'il y a 50 ans est impossible et que nous devons par conséquent nous habituer à subir ces phénomènes ;
Considérant que la densité de bâti et de population à Paris, conjuguée au caractère très minéral de la ville favorise le phénomène d'îlot de chaleur urbain et la rend particulièrement vulnérable aux vagues de chaleurs ;
Considérant le Plan Climat Air Énergie, les actions du Plan Paris Frais, la stratégie de résilience et le Plan national canicule décliné par la Ville de Paris ;
Considérant l'étude Paris face aux changements climatiques publiée à l'automne et qui dresse le diagnostic des robustesses et des vulnérabilités de notre territoire ;
Considérant que les sociétés d'économie mixte (SEM), les sociétés publiques locales (SPL) et les sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) de la Ville de Paris constituent des outils décisifs pour la mise en place des politiques publiques de la Ville de Paris ;
Considérant que les SEM participent à la déclinaison de la politique climatique ambitieuse de la Ville de Paris ;
Considérant que les activités des SEM sont susceptibles d'être impactées par les phénomènes climatiques extrêmes vers lesquels nous nous dirigeons ;
Considérant que certaines de ces SEM participent au fonctionnement quotidien de notre territoire en garantissant son approvisionnement en nourriture, en chaleur ou en froid et d'autres participent à l'aménagement de la ville, ce qui produira des effets pour de nombreuses années à venir ;
Considérant que le caractère stratégique de ces activités nécessitent d'anticiper ces phénomènes extrêmes afin de pouvoir y faire face.
Ainsi, sur proposition d'Alexandre FLORENTIN, Jérôme GLEIZES, Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris (GEP), au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que les sociétés d'économie mixte (SEM), les sociétés publiques locales (SPL) et les sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) de la Ville de Paris, chacune à son échelle et dans son domaine d'activités :
  - présentent un bilan de l'impact des précédentes vagues de chaleur sur leurs activités ;
  - établissent des scénarios prospectifs sur l'impact de la récurrence annuelle d'une canicule telle que nous l'avons connu en 2003 sur leurs activités ;
  - établissent des scénarios prospectifs sur l'impact d'une vague de chaleur de plus de 15 jours avec un pic à 50° sur leurs activités, y compris celles faisant appel à des prestataires externes ;
  - participent à l'exercice de mise en situation Paris sous 50 degrés initié par la Ville de Paris ;
  - adaptent leurs différents outils - plan de continuité d'activité, plans de prévention, cartographie des risques, Plan Climat, notamment - grâce à ces études et cet exercice pour toujours mieux adapter leur organisation du travail et anticiper par des actions d'adaptation et de résilience ;

- présentent un plan d'action afin que les projets qu'elles portent concourent toujours plus à l'adaptation du territoire aux phénomènes climatiques extrêmes et récurrents à venir.

2022 V.20 Vœu relatif au mouvement social dans l'entreprise Arc-En-Ciel.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le nouveau mouvement social des agents de l'entretien de la société Arc-en-Ciel sur le site de Jussieu de Sorbonne Université ;

Considérant qu'un premier mouvement social avait éclaté en septembre 2021, suite au non-paiement des heures complémentaires, ou de leur non-majoration, ainsi qu'une pression mise sur les salarié.e.s en termes de cadences de travail, de non-paiement des cotisations sociales, et d'absence de contrats de travail pour certain.e.s salarié.e.s ;

Considérant que suite à ce mouvement, un protocole d'accord avait été signé répondant à l'ensemble des revendications légitimes des salarié.e.s, s'engageant aussi à ne pas sanctionner les grévistes ;

Considérant que quatre mois après cette signature, deux participants identifiés comme « meneurs » par l'entreprise subissent des procédures de licenciement ;

Considérant que les autres revendications et points du protocole d'accord n'ont toujours pas été régularisés (signature des contrats de travail, paiement des heures complémentaires, couverture maladie etc) ;

Considérant que l'entreprise a supprimé de facto certains postes, faisant peser aux salarié.e.s la responsabilité de compenser cette diminution du nombre d'agent.e.s en augmentant les cadences de travail au-delà du raisonnable ;

Considérant que l'entreprise ne respecte pas ses engagements tant en matière de nombre de postes que de prestations effectivement fournies (nombre de passages etc) ;

Considérant que les organisations syndicales soulignent que l'entreprise Arc-en-Ciel a visiblement recours à des pratiques similaires dans d'autres contrats de sous-traitance de l'entretien dans des établissements de la Ville de Paris, ne respectant pas le nombre de postes et les prestations contractuelles ;

Considérant que les personnels d'entretien sont des agents incontournables au bon fonctionnement du service public du supérieur, en particulier en temps de crise sanitaire ;

Considérant que la Ville de Paris siège au conseil d'administration de Sorbonne Université ;

Considérant que la Ville de Paris est directement concernée par le bon fonctionnement des établissements du supérieur présents sur son territoire ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Raphaëlle Primet et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - diligente une enquête sur la réalisation effective des contrats signés avec l'entreprise Arc-En-Ciel ;
  - interpelle la société Arc-en-Ciel afin que cessent les procédures de licenciement à l'encontre des syndicalistes et que les engagements du protocole d'accord de septembre soient respectés permettant de respecter le droit du travail et des conditions de travail respectueuses des travailleurs.ses.

2022 V.21 Vœu relatif au remplacement de la Garantie jeune par le Contrat d'engagement jeune.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que plus de de 17,4% des jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté ;

Considérant les conséquences économiques et sociales durables liées à la crise sanitaire qui a fortement impacté le marché de travail ;

Considérant que les confinements successifs et la fermeture des universités ont provoqué un fort taux de décrochage scolaire et que depuis mars 2020, un jeune sur six a dû arrêter ses études ;

Considérant que la Garantie jeunes est un dispositif limité sous conditions, pour les jeunes de 16 à 25 ans, en situation de précarité, qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET) ;

Considérant qu'au 3e trimestre 2020, le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude est de 13,4% (INSEE) ;

Considérant que le Contrat d'engagement jeune est un dispositif visant à remplacer la Garantie jeune, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1 er mars 2022 ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Barbara Gomes et des élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris interpelle le gouvernement afin que soit revu le projet de Contrat d'engagement jeune qui vise à remplacer le dispositif de la Garantie Jeune et qui risque de conduire

à durcir les critères d'éligibilité et d'attribution d'aides pour les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en études, et contribuerait de fait à réduire largement le nombre de jeunes accompagnés, tout en ne bénéficiant pas aux jeunes les plus précaires et en réduisant l'intensité de l'accompagnement ;
- Que soient élargies les conditions d'accès au CEJ, notamment aux jeunes travaillant à temps partiel (au-delà des plus précaires) et aux étudiants ;
- Que soit organisé plus de simplicité dans le montant et le type des allocations versées aux jeunes, en ne prévoyant qu'un seul et même montant, et que soit véritablement étudié les pistes d'un revenu minimum pour la jeunesse.

2022 V.22 Vœu relatif à la protection sociale complémentaire.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les évolutions à venir du dispositif de protection sociale des agents de la Ville de Paris à l'horizon 2025-2026,

Considérant que la Ville de Paris a été durement frappée par la crise COVID et que l'une des réponses à cette crise réside dans le renforcement de l'accès aux soins, particulièrement des populations les plus fragiles,

Considérant les difficultés d'un certain nombre de publics (indépendants, professions libérales, retraités, personnes sans emploi, etc.) à accéder à une complémentaire santé de qualité à un prix abordable, et la précarité médicale qui en découle du fait du phénomène de renoncement aux soins,

Considérant l'ambition de la majorité municipale de permettre aux Parisiennes et aux Parisiens un accès facilité à un réseau de mutuelles, dont le rôle de protection est essentiel pour les assurés et leur famille,

Sur proposition de Nathalie Laville et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :
- Que puisse être étudiée, en lien avec l'évolution du dispositif de protection sociale complémentaire des agents de la Ville, le développement d'une offre de complémentaires santé à destination des Parisiennes et des Parisiens permettant de disposer d'une couverture santé étendue et d'accéder à des soins de qualité ;
- Que cette offre soit le cas échéant proposée sur la base d'un partenariat avec les opérateurs intéressés, qui seraient invités à proposer des tarifs avantageux aux adhérents, en contrepartie d'un soutien de la Ville de Paris en matière de structuration et de communication de l'offre, sans toutefois de participation financière directe ;
- Que les publics isolés, les aidants familiaux, les personnes en situation de handicap ou de monoparentalité fassent l'objet d'une attention particulière au sein des propositions reçues ;
- Qu'un travail approfondi de sensibilisation et de communication soit mené par la Ville et les partenaires retenus pour assurer la diffusion large de ce projet solidaire.

2022 V.23 Vœu relatif au renouvellement de la délégation de service public pour le marché aux puces de la Porte de Montreuil.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que le marché aux puces de la Porte de Montreuil, situé dans le 20e arrondissement, est un lieu commercial historique et important de la capitale, emblématique du Paris populaire dont les puciers restent encore aujourd'hui des figures emblématiques ;

Considérant que la porte de Montreuil va au cours des prochaines années faire l'objet d'un réaménagement complet ;

Considérant que cette reconquête urbaine est l'occasion de repenser l'intégration du marché aux puces, auquel la Ville de Paris est très attachée, dans son environnement afin de réaffirmer sa fréquentation ;

Considérant que l'évolution du marché et son réaménagement dans un édifice emblématique et identifiable renforceront sa visibilité, tant locale que métropolitaine, et auront pour objectif de mettre en valeur ce patrimoine historique et populaire du quartier tout en améliorant le confort des commerçants et clients ;

Considérant que pendant la construction de ce bâtiment, édifié sur le site du marché actuel, celui-ci devra être provisoirement installé sur un site à proximité immédiate identifié avec les puciers sur deux terrains et trois portions de trottoirs permettant ainsi à la clientèle d'identifier aisément le marché provisoire ;

Considérant la fin de la délégation de service public actuelle pour la gestion du marché aux puces de la Porte de Montreuil et la nécessité de procéder à son renouvellement pour la période transitoire ;

Considérant qu'un jour de tenue de marché supplémentaire, permettant aux commerçants de renforcer leur activité, a été accordé afin de permettre d'accompagner au mieux économiquement les puciers durant cette transition ;
Considérant que le marché s'installera mi-2023 sur le site provisoire et la nécessité dans cet intervalle de poursuivre le travail mené avec les représentants des puciers ;
Considérant qu'un calendrier de groupes de travail pour le marché provisoire a été envoyé aux représentants des commerçants puciers le 3 février 2022 ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - continue le travail avec les représentants des commerçants puciers sur l'organisation du marché provisoire, portant notamment sur :
    - les dispositifs de communication et d'animation,
    - les modalités d'accès au site, dont la signalétique,
    - la mise en valeur du marché pendant la période,
    - le nombre de places de stationnement nécessaires aux commerçants puciers pour mener à bien leurs activités, à proximité du site du marché provisoire, en concertation avec les communes de Montreuil et de Bagnolet.
  - présente aux représentants des commerçants puciers les études sur la fermeture de l'avenue Frachon, et que soient discutés les avantages et les impacts de cette proposition, en concertation avec la commune de Montreuil,
  - travaille sur le statut des commerçants puciers ainsi que sur l'ensemble des mesures d'accompagnements possibles qui pourront leur être proposées.

2022 V.24 Vœu relatif à la fermeture de la librairie du MK2 Quai de Loire.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Nombre de commerces et de structures ont rencontré des difficultés structurelles de fonctionnement pendant la période de crise sanitaire, ou ont vu leurs difficultés s'accroitre, en particulier les commerces de proximité et services du quotidien non-alimentaires.
Les structures et commerces culturels ont souvent été encore plus durement affectés, y compris les librairies dont la fragilité économique découle de la difficulté à garder un équilibre économique du fait de la pression foncière et locative. L'ensemble des commerces culturels contribuent pourtant à l'identité et à l'attractivité de Paris, leur diversité est l'une des richesses de notre ville.
De nombreuses actions sont menées par la Ville de Paris, notamment dans le cadre des opérations « Vital'quartier » et « Paris&Co » pour intervenir en soutien à la diversité commerciale et notamment à destination des réseaux et associations des professionnels de librairies, de disquaires et de galerie d'art.
Plusieurs librairies se sont développées avec succès dans le 19e arrondissement ces dernières années. La situation géographique de la librairie du MK2 quai de Loire, dans un bâtiment propriété de la Ville de Paris qu'elle loue avec conventionnement, en fait un élément précieux de l'équilibre territorial de l'offre commerciale.
Notre majorité a engagé ce mandat sur le développement de la Ville du Quart d'heure et la crise sanitaire et sociale a montré le caractère indispensable d'un accès à des commerces de proximité, notamment aux librairies de quartier, dans un rayon de 15 minutes à pied. Cet accès est également crucial pour résister à la transformation des modes de consommation vers le tout-livraison profitant aux plateformes ou aux grands groupes.
La société Arteum qui a repris en 2019 la gérance des librairies MK2, a annoncé récemment et abruptement sa décision de mettre fin à son activité de librairie au MK2 Quai de Loire ainsi qu'au MK2 Bibliothèque. Sur 10 salariés concernés par les effets de cette fermeture, 5 se trouvent dans une situation difficile dans le cadre des propositions de reclassement.
Sur proposition de Mélody Tonolli, de François Dagnaud, de Nicolas Bonnet-Oulaldj et Camille Naget, de Fatoumata Koné et de l'ensemble des élu·es des groupes de la majorité,

Émet le vœu :

- Que le lieu puisse rester ouvert et dédié à une activité de librairie indépendante.
- Que l'avenir des salarié·es soit considéré avec attention par Arteum en fonction des choix qu'ils et elles auront fait connaître (reclassements adaptés, licenciement…).

2022 V.25 Vœu relatif à l'adaptation de la dénomination existante de la rue Crespin du Gast en rue Camille Crespin du Gast.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que les femmes sont insuffisamment et injustement présentes dans l'espace public ;

Qu'à titre d'exemple, entre 1667 et 2000, entre la rue Thérèse dans le 1er arrondissement et le square Amicie Ledauby dans le 20e moins de 150 femmes ont été mises à l'honneur par la Ville de Paris ;

Que sur cette même période, seulement 6 hommages ont été rendus à des femmes dans le 11e arrondissement ;

Que face à ce constat, résultant d'une histoire trop souvent misogyne, la Ville de Paris, fer de lance dans la promotion de l'égalité femme-homme, a engagé, dès 2001, une politique ambitieuse et volontariste de féminisation des dénominations de l'espace public ;

Que les élu.e.s du 11e arrondissement s'investissent pleinement en faveur de cette politique ;

Qu'en effet, depuis 2001, plus de 25 femmes ont été mises à l'honneur dans le 11e ;

Que ce mouvement de féminisation de l'espace public de l'arrondissement, entamé au début des années 2000, s'est accentué en 2008, puis amplifié à compter de 2014 ;

Qu'à l'appui de cette affirmation, il suffit de signaler que plus de la moitié des femmes mises à l'honneur dans le 11e arrondissement l'ont été à partir de 2014 ;

Que parmi ces femmes figurent plusieurs pionnières - que la Ville de Paris mettra prochainement à l'honneur à travers un parcours - comme Suzanne Noël - pionnière de la chirurgie réparatrice - ou encore Edmée Chandon - première astronome française ;

Qu'une autre pionnière, la féministe Camille Crespin du Gast est honorée dans l'arrondissement ;

Que Camille Crespin du Gast était notamment mais pas seulement une sportive accomplie - elle pratiqua l'équitation, l'escrime, le ski ou encore le parachutisme - qui se passionna, dès leur apparition pour les sports mécaniques, et en particulier l'automobile ;

Qu'elle participa, à ce titre, à de nombreux rallyes internationaux, tels que le Paris-Berlin en 1901, le Paris-Vienne en 1902, ou encore le Paris-Madrid en 1903, au cours desquels elle s'illustra ;

Que sous prétexte de « nervosité féminine », elle se verra refuser, en mars 1904, l'accès à la prestigieuse course Gordon Bennett par l'Automobile Club de France - club qui, aujourd'hui encore, reste exclusivement réservé aux hommes ;

Qu'elle délaissa le sport, à partir des années 1910, pour se consacrer exclusivement à la défense des animaux en devenant, notamment, présidente de la S.P.A - fonction qu'elle occupa pendant plus de 30 ans, jusqu'à sa mort en 1942 ;

Que l'hommage public rendu à Camille Crespin du Gast est, toutefois, méconnu parce que la rue en son honneur ne porte que son nom, sans mentionner son prénom ;

Qu'il peut, ce faisant, prêter à confusion en donnant à penser que cette rue met à l'honneur son beau-père, Jacques François Crespin, fondateur des Grands Magasins Dufayel et propriétaire dans cette rue ;

Qu'à Paris plusieurs avenues - comme l'avenue Anne-Eugénie-Milleret-de-Brou -, boulevards - tel que le boulevard Marguerite-de-Rochechouart -, et rues - à l'instar de la rue Marietta Alboni - ont été complétés par l'ajout du prénom de la personnalité à laquelle l'hommage public a été rendu ;

Sur proposition de François Vauglin et des élu.e.s du Groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que la dénomination actuelle de la rue Crespin du Gast soit modifiée afin qu'elle devienne la « rue Camille Crespin du Gast ».

2022 V.26 Vœu relatif à la mémoire de Pierre Schoendoerffer.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

En mars 2022, le cinéaste et écrivain Pierre Schoendoerffer aura disparu depuis dix ans.

À vingt-quatre ans, il rejoignit le Service Cinématographique des Armées pour couvrir la guerre d'Indochine.

« Soldat de l'image », parachuté à Diên Biên Phu en 1954, il filma la bataille avant de connaître la captivité où il fut témoin du meilleur des hommes - le courage, l'amitié - comme du pire.

À l'issue de la guerre, il dédia sa brillante carrière de reporter, de romancier, de documentariste et de réalisateur à transmettre la mémoire de ses camarades tombés au combat et à raconter une Histoire écrite dans le sang, restituée sans complaisance. Non par amour de la guerre, mais de la condition humaine.

« Écrivain d'aventures par excellence et le cinéaste ayant décrit avec le plus de justesse les souffrances, les mélancolies et les tragédies de l'armée française de la deuxième moitié du XXe siècle », il sut aussi magnifier la mer et les histoires d'aventures. Il fut l'ami de Joseph Kessel, qui écrivit le scénario de son

premier film, La Passe du diable, ainsi qu'un grand admirateur de l'œuvre de Pierre Loti, adaptant son roman Ramuntcho et s'inspirant de son Pêcheur d'Islande pour son propre film éponyme.
Il reçut de nombreux prix et distinctions littéraires, cinématographiques et audiovisuels - en particulier l'Oscar du meilleur film documentaire en 1967 pour La Section Anderson, le Prix Interallié en 1969 pour L'Adieu au roi, le Grand prix du roman de l'Académie française en 1976 pour Le Crabe-Tambour ainsi que trois Césars pour l'adaptation cinématographique de ce roman 1978. Son œuvre lui valut d'être élu membre de l'Académie des beaux-arts en 1988.
Il reçut également de nombreuses distinctions militaires et civiles - et notamment six citations à la Croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieurs dont une palme de bronze, le grade de commandeur de la Légion d'Honneur ainsi que celui de Commandeur de l'ordre des Palmes académiques.
Les obsèques de Pierre Schoendoerffer furent célébrées en mars 2012 en la cathédrale Saint-Louis-des-Invalides à Paris, où il vécut avec sa famille, et suivies d'un hommage national dans la cour d'honneur des Invalides.
Sur proposition de François-Marie Didier et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - rende hommage à Pierre Schoendoerffer par le biais d'une dénomination ;
  - organise, en lien avec sa famille, une exposition rétrospective sur son œuvre et sa vie.

2022 V.27 Vœu relatif à un hommage à Malek Chebel.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le décès le 12 novembre 2016 à Paris de l'anthropologue des religions Malek Chebel ;
Considérant que Malek Chebel, né le 23 avril 1953 à Skikda, en Algérie, s'est vu accorder une bourse étudiante par le consulat de France à Alger lui permettant d'étudier à l'université Paris 7 dès 1977 et d'en obtenir un doctorat en psychopathologie clinique et psychanalyse en 1980, suivi d'un doctorat d'ethnologie à Jussieu en 1984 et d'un doctorat de sciences politique à l'IEP de Paris, avant d'être en 1995 habilité à la direction de recherche à l'université de la Sorbonne ;
Considérant que les travaux de Malek Chebel s'articulent autour d'une pensée pluridisciplinaire, alliant psychanalyse, anthropologie et histoire, et sont principalement centrés autour de la question de la place et de la défense de la liberté dans la culture musulmane et dans l'islam ;
Considérant que Malek Chebel a été l'ambassadeur, pendant de nombreuses années, de ce qu'il a appelé un « islam des lumières », appelant notamment au dialogue interculturel et interreligieux et d'une réflexion sur la relation entre islam et Occident ;
Considérant que Malek Chebel était un fin lettré qui a traduit lui-même le Coran en 2009, devenant ainsi pour les nouvelles générations l'un de ceux qui vulgariseront l'islam en le rendant accessible et ancré dans le réel ;
Considérant que sa connaissance encyclopédique de l'islam et de ses valeurs, l'a conduit à multiplier les anthologies, des plus denses avec le Dictionnaire des symboles musulmans, Albin Michel, 1995, aux plus accessibles, cosignant également en 2008 une collection Le Coran pour les nuls et L'Islam pour les nuls, qui devint un best-seller en 2015 ;
Considérant que Malek Chebel a défendu la liberté sous toutes ses formes, liberté de vivre, de penser, mais aussi d'aimer avec son essai Du Désir (Payot, 2000) Erotisme, beauté et sexualité dans le monde arabe, en Perse et en Turquie (Payot, 1995) ;
Considérant que son livre Islam en 100 questions deviendra, un an avant sa disparition, un livre testament où il propose d'enraciner la deuxième religion de France dans la contemporanéité et la modernité ;
Considérant que Malek Chebel était reconnu pour ses positions publiques en faveur d'un islam libéral ainsi que d'une réforme de l'islam incluant certains aspects de la modernité politique ;
Considérant qu'en 2008, il est fait Chevalier de la Légion d'honneur ;
Considérant l'adoption à l'unanimité du Conseil de Paris du vœu en hommage à Malek Chebel lors de la séance des 30 et 31 janvier 2017, prévoyant qu'un hommage soit rendu par la Ville de Paris à Malek Chebel, notamment par l'attribution d'une dénomination de voie ou d'un espace public parisien ; qu'un colloque soit soutenu autour de l'œuvre de Malek Chebel en lien avec la Fondation Malek Chebel pour la culture et la connaissance ; qu'un événement soit organisé autour des travaux et ouvrages de Malek Chebel au sein des bibliothèques de la Ville de Paris ;
Considérant l'absence de suites effectives données à l'adoption de ce vœu ;
Sur proposition de Maud Gatel et les élus du groupe « MoDem, Démocrates et Écologistes »,

Émet le vœu :

- Que le vœu voté à l'unanimité du conseil de Paris lors de sa séance des 30 et 31 janvier 2017 soit mis en œuvre.

2022 V.28 Vœu relatif à la sauvegarde de l'activité du collectif Home Cinéma.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'occupation artistique et citoyenne La Clef Revival, menée par le collectif Home Cinema depuis le mois de septembre 2019 ;

Considérant les différents avis rendus par la Direction des Affaires Juridiques de la Ville de Paris au sujet de la préemption du cinéma La Clef ;

Considérant l'impossibilité d'un dialogue entre la Ville de Paris et le Conseil Social et Économique de la Caisse d'Épargne Ile-de-France, propriétaire du cinéma ;

Considérant les tentatives de médiation effectuées par la Ville de Paris entre le groupe SOS, qui s'est porté acquéreur du bâtiment, et le collectif Home Cinéma ;

Considérant la décision d'expulsion du juge des référés à l'encontre du collectif Home Cinéma et sa notification au collectif Home Cinéma par la Préfecture de Police de Paris ;

Considérant les risques importants de troubles que pourrait générer ladite expulsion d'une occupation qui rassemble chaque jour des centaines de personnes ;

Considérant le soutien répété du Conseil de Paris, de l'exécutif, des groupes de la majorité parisienne et de la Mairie du 5e arrondissement envers les actions culturelles déployées par Home Cinéma ;

Considérant les vœux déposés par les élu.e.s du Groupe Écologiste de Paris (GEP), les élu.e.s du Groupe Communiste et citoyen et les élu.e.s du Groupe Génération.s ;

Considérant les courriers des 18 juin 2021, 07 octobre 2021 et 22 janvier 2022 adressés par Carine Rolland, adjointe en charge de la culture et de la ville du quart d'heure, au Préfet de Police de Paris afin de surseoir à l'expulsion du collectif Home Cinéma, ainsi que les courriers des groupes Écologiste de Paris, Communiste et Citoyen et de la Mairie du 5e arrondissement ;

Considérant le courrier adressé par Carine Rolland à Mme la Ministre de la Culture en date du 28 janvier 2022 ;

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que le Préfet de Police de Paris accorde un sursis aux occupants, afin d'éviter tout concours de la force publique contre des centaines d'occupants ;
- Que le gouvernement français intervienne afin d'éviter tout recours à la force publique ;
- Que la Ville de Paris continue d'accompagner le collectif de programmation dans le déploiement de ses activités culturelles ;
- Que toutes les solutions soient envisagées afin de maintenir l'existence d'un lieu à modèle associatif ou coopératif dédié à la diffusion, la création et la médiation cinématographiques art et essai à Paris.

2022 V.29 Vœu relatif à l'amélioration de la qualité de service de Vélib' Métropole.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 16 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 16 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le marché public n° VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service Vélib' Métropole, notifié par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM) à la SAS Smovengo le 9 mai 2017 ;

Considérant que le service public Vélib' Métropole compte 1 010 vélos-stations à Paris et que la part des déplacements intra-muros réalisés représente plus de 75 % du total des déplacements ;

Considérant que le nombre d'abonnés - 357 000 abonnés - est un signal encourageant qui ne peut cependant masquer la réalité de la qualité du service ;

Considérant que la réception de 3 000 vélibs à assistance électrique (VAE) au mois de septembre 2021 a permis de retrouver une meilleure qualité de service ;

Considérant que des bugs récurrents ont néanmoins été constatés sur l'assistance électrique de ces nouveaux vélibs ;

Considérant que les difficultés d'approvisionnement mondial en matières premières entraînent des retards de livraison et un ralentissement global des processus industriels ;

Considérant l'amélioration de la réactivité de Smovengo dans le signalisation et la réparation des pannes techniques et mécaniques ainsi que la mise en place d'indemnisation en cas de défaillance du service de location des VAE ;

Considérant la nouvelle politique tarifaire mise en place par le SAVM afin de réguler les phénomènes de surutilisation des VAE à des fins professionnelles ;

Considérant que l'accélération du déploiement des stations Vélib' dans les communes de la première et la deuxième couronne autour de Paris répond à l'ambition de la Ville de Paris et de la Métropole du Grand Paris d'encourager et de favoriser les déplacements pendulaires à vélo ;

Considérant que Vélib est le premier service de partage de vélos au monde et que les parisiennes et les parisiens y sont très attachés ;

Considérant que près de 4 ans après son installation, l'expérience est cependant encore jugée insatisfaisante par de nombreux utilisateurs du service, qui interpellent régulièrement les élu.e.s, soit directement, soit par le biais du Comité des usagers du service mis en place par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole ;
Considérant que le Syndicat Autolib' Velib' Métropole, pouvoir adjudicateur et représentant des collectivités adhérentes dont fait partie la Ville de Paris, constate dans son suivi de l'exécution du marché que le nombre de vélos, la régulation et la disponibilité effective du service ne sont pas conformes aux attendus du marché ;
Considérant que des manquements relatifs à la régulation du parc ont été constatés, entraînant un déséquilibre entre des stations centrales toujours pleines et des stations périphériques souvent vides ;
Considérant les informations du Canard Enchainé, affirmant que le SAVM serait en droit de demander 9M€ de pénalité à Smovengo pour l'année 2021 ;
Considérant la volonté forte de la Ville de Paris de mettre à disposition de ses administré.e.s des solutions de transports facilitant une mobilité douce, apaisée et intermodale dans l'espace public, dont Vélib' en tant que service public doit être un maillon ;
Considérant que le service public se doit de délivrer une prestation de qualité ;
Considérant le plan Vélo (2021-2025) et l'ambition de la ville de Paris en matière de développement des infrastructures cyclistes et de progression de la part modale du vélo dans les déplacements au sein de la capitale ;
Sur proposition de Frédéric BADINA-SERPETTE, Corine FAUGERON, Fatoumata KONÉ, Emmanuelle Rivier et les élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris,

Émet le vœu :

- Qu'un plan d'amélioration de la qualité du service soit présenté au plus vite par la SAS Smovengo au Syndicat Autolib' Velib' Métropole et soit mis en place rapidement afin de fournir aux Parisiennes et Parisiens un service public de mobilités partagées à la hauteur de leurs besoins et attentes.

2022 V.30 Vœu relatif à l'accompagnement social de la ZFE et à la lutte contre la pollution de l'air due au trafic routier.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que la pollution de l'air tue chaque année prématurément 7900 personnes dans la Métropole du Grand Paris ;
Considérant la mise en place de la Zone à Faible Émission initiée en 2015 à Paris, renforcée en 2017, 2019 puis en 2021 ;
Considérant les dernières annonces de la Métropole du Grand Paris, à laquelle la gestion du calendrier de la ZFE-m a été transférée par la loi Climat et Résilience, fixant à partir de 2023 une restriction de circulation des véhicules de catégorie Crit'Air 3 et à partir du 1er Janvier 2024 pour les véhicules de catégorie Crit'Air 2 ;
Considérant qu'une partie des véhicules concernés par les restrictions de circulation dans la ZFE appartiennent aux ménages modestes ou à des professionnels qui n'ont pas les moyens d'acheter un véhicule neuf zéro émission et qui ont par ailleurs la nécessité de conserver un véhicule,
Considérant que les dispositifs d'aides proposés par l'État, la région Île-de-France et la Métropole du Grand Paris sont actuellement insuffisants et ne permettent pas de mener la transition écologique sans une pénalisation des plus modestes ;
Considérant la condamnation de l'État français par le Conseil d'État à une amende de 10 millions d'euros pour non - amélioration de la qualité de l'air en 2021, ainsi que celle de la cour de justice européenne pour dépassement systématique et persistant la valeur limite fixée pour le dioxyde d'azote ;
Considérant le vœu relatif au renforcement de la Zone à Faible Émission (ZFE-m) déposé par les du Croupe communiste et citoyen ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que le calendrier de la ZFE-m adopté dans le plan Climat Air Énergie de Paris soit respecté afin de mettre en place une interdiction de circulation des véhicules diesel en 2024 et des véhicules thermiques en 2030 ;
- Que l'État, la Région ainsi que le Métropole du Grand Paris s'engagent à favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, covoiturage, vélo, marche) ;
- Que la Ville de Paris
  - interpelle Île-de-France Mobilités, autorité organisatrice des transports en Île de France, afin qu'un investissement massif soit fait dans les transports en commun du quotidien pour offrir à chaque Francilien.ne une alternative à la voiture individuelle dans les délais les plus brefs ;

- interpelle l'État et le ministre des transports M. Jean-Baptiste Djebbari pour que soit mis en place :
  - une augmentation de la prime à la conversion jusqu'à 10 000€ pour les ménages les plus modestes et les classes moyennes et jusqu'à 15 000€ pour VUL à destination des professionnels afin de réduire significativement leur reste à charge ;
  - un plafond de condition de ressources pour l'accession au bonus écologique aujourd'hui ouvert à tou.te.s ;
  - des prêts à taux zéro 100% garantis par l'État permettant de supprimer les restes à charge lors d'achats de véhicules Crit'Air 0 et 1, conformément à la loi Climat et Résilience ;
  - un abaissement du malus écologique pour impacter les véhicules de plus de 1,4 tonne, y compris électriques ;
  - des aides à l'achat pour promouvoir l'équipement en capteurs aspirant les particules issues du freinage, dont la part des émissions particulaires augmente ;
  - une obligation de contrôle technique pour les deux roues-motorisés, conformément au décret de l'Union Européenne, nécessaire pour entretenir les véhicules et maîtriser leurs émissions ;
  - un véritable accompagnement des collectivités dans la mise en place effective des ZFE-m et de leur contrôle (aide à l'acquisition du matériel, mutualisation des moyens, y compris humain, de contrôles et de verbalisation) ;
- Qu'une réflexion soit entamée en faveur de dérogations spécifiques notamment pour les plus de 65 ans afin d'envisager d'obtenir une dérogation pour une dizaine de jours maximum dans l'année comme cela est le cas à Bruxelles. Un véhicule ancien circulant très peu, restant moins polluant que la construction d'un véhicule neuf sur l'entièreté de son cycle de vie ;
- Que la Ville de Paris interpelle l'Union Européenne afin que soit adoptée une norme Euro 7 ambitieuse pour la qualité de l'air et le climat dans les plus brefs délais.

2022 V.31 Vœu relatif à la prévention de la maltraitance et au contrôle des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) du territoire parisien.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,

En réponse au vœu du groupe communiste & citoyen relatif à l'installation d'EHPAD privés sur le territoire parisien, et au vœu du groupe Changer Paris relatif au contrôle des conditions d 'accueil des résidents d'EHPAD du CASVP, ainsi qu'au développement des solutions d'aide au vieillissement à domicile ;

Considérant les révélations du journaliste Victor Castanet dans son ouvrage Les Fossoyeurs qui révèlent des faits de maltraitance, en particulier au sein de l'Ehpad Les Bords de Seine, situé à Neuilly-sur-Seine ;

Considérant que ces faits sont extrêmement choquants et que l'enquête journalistique témoigne d'une gestion purement comptable de femmes et d'hommes en situation de vulnérabilité, ainsi que des personnels ;

Considérant les annonces faites par la Ministre déléguée en charge de l'Autonomie relatives au lancement d'une enquête conjointe de l'IGAS et l'IGF sur les pratiques du groupe Orpéa ;

Considérant que 7 875 places d'EHPAD relèvent du territoire parisien : 1 963 places sont gérées par le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP), 96 places par le secteur public hospitalier, 3096 places par le secteur associatif et 2 720 places par le secteur privé lucratif ;

Considérant que ces places sont réparties au sein de 79 EHPAD (74 intramuros, 5 extra muros) : 15 établissements du CASVP, 1 établissement hospitalier, 30 établissements associatifs et 33 établissements privés lucratifs ;

Considérant que le groupe Orpéa gère 8 EHPAD dans 5 arrondissements parisiens (13e, 15e, 16e, 17e, et 19e) pour un total de 724 places (soit 9% des places d'Ehpad), dont 67 sont dites habilitées à l'aide sociale ;

Considérant que les EHPAD relèvent de la tutelle des Agences Régionales de Santé (ARS) et des départements ;

Considérant que depuis la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, les autorisations d'exploitation des EHPAD, accordées conjointement par les autorités de tutelle, résultent d'une procédure d'appel à projets mettant en concurrence les gestionnaires publics, associatifs et privés lucratifs, et qu'il n'est pas possible de définir à priori le statut de la gestion du futur établissement ou d'écarter un gestionnaire spécifique ;

Considérant que la Ville de Paris, au titre de ses compétences départementales, attribue des aides sociales légales aux Parisiens qui résident en EHPAD, au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et l'aide sociale à l'hébergement (ASH) ;

Considérant que le montant versé par la Ville de Paris aux résidents des EHPAD Orpéa parisiens éligibles à ces aides sociales est de 850 000 euros par an (60 millions d'euros sont versées chaque année

par la Ville de Paris aux Parisiennes et Parisiens les moins fortunés pour l'accès aux EHPAD parisiens) ;
Considérant que les tutelles sont compétentes au niveau territorial pour mener des inspections au sein des EHPAD ;
Considérant que l'exigence des tutelles doit porter sur l'ensemble des EHPAD du territoire, indépendamment de leur statut ;
Considérant que la Ville de Paris a été saisie le 2 février 2022 par l'ARS Ile-de-France proposant que les signalements émis sur les EHPAD parisiens soient passés en revue et que des inspections conjointes soient diligentées ;
Considérant que la Ville de Paris s'inscrit pleinement dans cette démarche et que les premières inspections débuteront la semaine du 14 février 2022 ;
Considérant que les directeurs d'EHPAD sont légalement tenus de signaler aux tutelles les événements indésirables qui surviennent dans leur établissement ;
Considérant que les signalements des familles et des résidents peuvent remonter par différents canaux : 3977 (numéro national contre la maltraitance des personnes âgées, géré à Paris par l'association ALMA Paris), courrier aux départements et/ou aux ARS ;
Considérant que ces signalements font systématiquement l'objet d'un traitement par les autorités de tutelle, allant d'une demande d'informations sur les mesures mises en place par l'établissement pour remédier à la situation signalée, jusqu'au déclenchement d'une visite, voire d'une inspection si la gravité des faits le justifie ;
Considérant qu'à l'issue d'une procédure d'inspection, les autorités de tutelle peuvent formuler des injonctions à l'encontre de l'établissement, pouvant aller, dans le cas de situations particulièrement graves, jusqu'à la suspension de l'autorisation d'exploitation d'un EHPAD, voire même la fermeture définitive ;
Considérant que les départements ne peuvent vérifier le respect de l'intégralité des taux d'encadrement des résidents au sein des EHPAD non habilités à l'aide sociale ou habilités à moins de 50% (ce qui est le cas des établissements d'Orpéa présents sur le territoire parisien) ;
Considérant que l'immense majorité des 480 000 séniors parisiens résident à domicile et que 16 000 d'entre eux bénéficient de l'APA à domicile ;
Considérant que la majorité des faits de maltraitance se déroulent à domicile (75% des situations de maltraitance signalées, avec une hausse constatée des situations à domicile (199 en 2020 contre 166 en 2019) d'après le rapport d'activité de l'association ALMA Paris) ;
Considérant le rendez-vous, le 23 novembre 2021, à l'initiative de Véronique Levieux avec George Paul-Langevin, adjointe à la Défenseure des droits, pour échanger sur les rapports du Défenseur des droits portant sur les personnes âgées (Les droits fondamentaux des personnes âgées accueillies en Ehpad et Les difficultés d'accès aux droits et discriminations liées à l'âge avancé) et faire état des dispositifs travaillés par la Ville de Paris et le CASVP sur ces sujets ;
Considérant la mise en place en 2018 d'un plan d'actions portant sur la prévention des risques de maltraitance au sein des EHPAD du CASVP ;
Considérant que depuis 2020, à la demande de Véronique Levieux, Adjointe à la Maire de Paris chargée des séniors et des solidarités entre les générations, les Maires d'arrondissements sont conviés aux Conseils de la Vie Sociale (CVS) des EHPAD du CASVP présents sur leur territoire - instance élue qui donne son avis sur toutes les questions liées au fonctionnement de l'établissement, au sein duquel siègent des représentants des résidents, des familles et du personnel ;
Considérant la mise en place en 2021 par la Ville de Paris d'un accompagnement des EHPAD parisiens sur la question de l'éthique, en lien avec l'Espace de réflexion éthique d'Ile-de-France, et la généralisation des comités éthiques au sein des EHPAD du CASVP ;
Considérant la réunion de Véronique Levieux avec les directeurs d'EHPAD du CASVP le lundi 7 février 2022 pour renforcer la communication faite aux familles et aux résidents sur les procédures de signalement ;
Considérant la diversité des modes de prise en charge de la perte d'autonomie sur le territoire parisien : domicile, résidences appartements, résidences autonomie, EHPAD, EHPAD hors les murs, dispositif de maintien à domicile renforcé… ;
Considérant la détermination de la Ville de Paris à accompagner des plus fragiles, et notamment des personnes âgées, que ce soit à domicile ou en établissement ;
Considérant l'élaboration en cours du schéma «Séniors à Paris 2022-2026», qui fait l'objet d'une démarche de concertation avec, d'une part, les séniors parisiens et, d'autre part, avec les institutions et acteurs du champ médico-social ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris interpelle l'État afin :
  - que toutes les mesures soient mises en œuvre pour que les faits et les dérives, tels qu'ils sont aujourd'hui relatés dans l'ouvrage Les Fossoyeurs, ne puissent se reproduire ;

- que l'arsenal juridique et la capacité de contrôle des tutelles des établissements médico-sociaux soient renforcés, en particulier vis-à-vis des EHPAD privés lucratifs ;
- qu'une réelle ambition soit portée au niveau national pour renforcer l'attractivité des métiers du grand âge et remédier aux grandes tensions que connait ce secteur.

- Que la Ville de Paris
  - procède, sans délai, au contrôle de l'ensemble des EHPAD parisiens, en lien avec l'ARS Ile-de-France ;
  - renforce ses moyens de contrôle des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées ;
  - missionne l'Inspection Générale de la Ville de Paris (IGVP) afin qu'un audit soit mené sur le processus de remontée et de traitement de l'ensemble des signalements reçus et émis par les résidents, leurs familles, leurs proches, les services d'accompagnement des personnes âgées à Paris.
  - expérimente, en lien avec le travail de I'IGVP, la mise en place d'une cellule dédiée au recueil et au traitement des signalements des personnes vulnérables, en étroite coordination avec l'ARS Ile-de-France, Alma Paris et les autorités judiciaires ;
  - nomme une personnalité qualifiée indépendante pour réaliser une mission sur l'accès aux droits des personnes accueillies dans les EHPAD parisiens.
  - engage un travail spécifique sur la prévention et la détection de la maltraitance auprès des personnes âgées recevant une aide et des soins à domicile.
  - veille, aux côtés du CASVP, à ce qu'aucune place d'EHPAD public ne soit supprimée à Paris sans être compensée par une création, et continue de développer le réseau public d'hébergement de personnes âgées dépendantes, à domicile et en établissement.

2022 V.32 Vœu relatif au renforcement de la politique de prévention par le sport pour les personnes fragiles.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Une activité physique ou sportive régulière - pratiquée en respectant certaines règles - présente, outre une fonction socialisante, des intérêts indéniables sur le plan de la santé. Elle contribue à prévenir une maladie, son aggravation et/ou une récidive chez les personnes souffrant de symptômes récurrents. Les bienfaits sont variés et observables à la fois au niveau des capacités physiques, de la dimension psychologique, des comportements et des facteurs de risque. Elle est désormais reconnue comme un complément indispensable dans le traitement de ces maladies et lors des épisodes de rémissions pour améliorer la santé des malades, la tolérance aux traitements, et elle permet notamment de prolonger la durée de vie.

À ce titre, le sport sur ordonnance a fait son apparition dans le paysage législatif, sportif et médical. En effet, le 30 décembre 2016, un décret a été promulgué, il précise les conditions de dispensation d'une activité physique adaptée à certaines personnes malades.

Paris s'investit dans ce domaine notamment à travers Paris Nutrition Santé et Sport Après Cancer. Paris Sport Nutrition permet à des personnes souffrant de pathologies chroniques et orientées par des médecins prescripteurs de pratiquer des activités physiques adaptées. Il concerne 12 créneaux dans 11 arrondissements. Quant à Sport après Cancer, cette collaboration avec la Ligue contre le cancer et la CAMI (Fédération Sport et Cancer) propose des activités physiques adaptées à des personnes en rémission de maladie et en reprise d'activités (16 créneaux dans 6 arrondissements).

A côté de cette prévention dite secondaire, qui vise à renforcer les capacités de chacun en proposant des parcours attentionnés, Paris déploie également une politique de prévention primaire pour lutter contre la sédentarité en proposant une offre de pratiques sportives pour tous les âges de la vie : Paris Sport Familles, Paris Sport Dimanche, Paris Sport Seniors, Mercredi du Sport, Paris Sport vacances…

Par ailleurs, même si la démocratisation du sport a beaucoup progressé, la pratique sportive n'échappe pas aux facteurs discriminants de nature économique, sociale ou culturelle. De nombreux publics sont éloignés de la pratique sportive : les femmes, les personnes en situation de handicap, les seniors, les catégories socio-professionnelles modestes, etc. Et c'est la raison pour laquelle Paris aménage sa politique de soutien à la pratique associative et d'offre dédiée.

La période de confinement que nous avons vécue a souligné la nécessité pour les personnes fragiles d'une activité physique adaptée régulière afin de ne pas subir un déclin fonctionnel rapide, pouvant entraîner ou aggraver un processus neurodégénératif. C'est cette régularité qui permet d'assurer une continuité et une adaptabilité au changement de situation, collectif (confinement) ou individuelle (conditions d'autonomie).

Aussi, dans le cadre des nécessaires mesures de résilience issues des retours d'expérience et enseignements de la crise sanitaire et des confinements, il est important de développer des axes spécifiques de notre politique de prévention par l'activité physique à destination des personnes les plus fragiles, notamment les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

C'est en donnant les moyens aux Parisiennes et aux Parisiens les plus fragiles ou les plus éloignés de la pratique de diminuer la portée ou la conséquence des risques liés à leur situation physique d'une

part qu'on leur permettra de mieux gérer les phénomènes de crise comme ceux récemment vécus, d'autre part que nous pourrons collectivement relever le défi d'une société plus âgée et plus inclusive.
Pour cela, il existe un secteur associatif sportif parisien très dense dont certains acteurs se spécialisent ou entament une diversification vers une offre d'activité physique adaptée, à travers formation et équipement. L'approche des JOP permet également le développement des clubs para-cueillants qui contribuent à rendre visible et possible le sport pour tous. Mais si cette volonté doit aller de pair avec des budgets, elle doit aussi aller de pair avec un soutien logistique et communicationnel important.
Sur la base des auditions qui ont été menées par les 4e et 7e commissions du Conseil de Paris,
Sur proposition de Gauthier Caron-Thibault, Geneviève Garrigos et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris agisse en faveur d'un renforcement de la politique municipale de prévention par le sport et l'activité physique adaptée à travers les axes suivants :
  - créer un annuaire des associations qui proposent des activités physiques adaptées (APA) en s'appuyant notamment sur le référencement en cours des clubs paraccueillants, ce qui permettra de rendre visible une offre plus diversifiée, de la faire connaître des publics cibles et de les faire se connaître entre elles ;
  - lancer une campagne de communication municipale sur la lutte contre la sédentarité en ciblant les publics fragiles ;
  - identifier avec le CASVP les établissements médico-sociaux qui pourraient progressivement voir leur jardin aménagé avec du matériel d'APA, les en équiper, développer les conventions avec des partenaires extérieurs qui pourraient venir animer ces lieux au profit des résidents et des riverains qui souhaiteraient en bénéficier ;
  - de même sur les lieux publics pour des lieux qui pourraient être réservés sur certains créneaux au profit d'associations dédiées ;
  - viser, au gré des commissions bisannuelles, des attributions de créneaux pour des associations proposant de l'APA avec pour objectif d'atteindre d'ici la fin de la mandature une présence dans au moins un équipement public sportif de la Ville par arrondissement, ou en développant l'utilisation des équipements sportifs dans les établissements scolaires en week-end et/ou en soirée ;
  - soutenir le développement de l'APA par les associations en prenant en compte cette offre dans le calcul des subventions et en lançant un appel à projets dédié aux associations qui souhaitent s'équiper (ou se former) pour ouvrir des sections APA ;
  - expérimenter avant de déployer la signalétique d'orientation entre grands lieux de la capitale et au sein des quartiers, en précisant le nombre de pas et temps pour inciter et banaliser la marche à pieds, à l'instar d'autres grandes villes européennes.

2022 V.33 Vœu relatif aux conditions sanitaires dans les établissements scolaires.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la circulation importante du virus Covid-19, notamment avec l'émergence de variants plus contagieux, et les conséquences de cette vague sur le système de santé, en particulier sur le taux d'occupation d'hospitalisation conventionnelle ;
Considérant le caractère préoccupant de la situation des enfants, enseignant.e.s, personnels éducatifs, tant du point de vue sanitaire que des conditions d'apprentissage et de travail, des milliers d'enfants et de personnels étant contaminé.e.s et des classes fermant chaque jour ;
Considérant le manque d'anticipation du Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports dans la gestion de la crise sanitaire et de la mise en place de protocoles adaptés ;
Considérant les mobilisations sans précédent de la communauté éducative et des syndicats pour obtenir des conditions d'exercice de leur métier adaptées au contexte actuel ;
Considérant le manque de capteurs de CO2 dans les établissements scolaires alors que ceux-ci permettent de sensibiliser à l'aération des espaces confinés via la mesure de la concentration de CO2 dans l'air, indicateur corrélé à la circulation par aérosol du virus comme le précise le Haut Conseil de la Santé Publique dans un avis du 28 avril 2021 ;
Considérant le travail engagé par les collectivités locales, dont la Ville de Paris, dans la mise en place de capteurs de CO2 alors que la compensation financière de l'Etat demeure faible ;
Considérant l'insuffisance voire l'absence d'accompagnement des personnels éducatifs et des élèves, notamment dans l'approvisionnement en équipements de protection individuelle, notamment les masques et le gel hydroalcoolique ;
Considérant la nécessité de privilégier les masques FFP2 aux masques FFP1 en raison d'une meilleure filtration et de la possibilité de doubler le temps d'usage du masque ;
Considérant la nécessité de déployer une stratégie de dépistage adaptée aux enfants, en privilégiant les tests salivaires plutôt que naso-pharyngés, à fréquence régulière ;

Considérant les conclusions du groupe de travail "Ecoles" du Comité consultatif Covid-19 de la Ville de Paris réuni le mercredi 12 janvier 2022.
Ainsi sur proposition de Raphaëlle RÉMY-LELEU, Emmanuelle RIVIER, Nour DURAND-RAUCHER, Fatoumata KONÉ et des élu.e.s du Groupe Écologiste de Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - installe davantage de capteurs de CO2 sur son budget d'investissement.
  - interpelle le gouvernement :
    - pour que la part de financement de l'Etat des capteurs de CO2 soit plus importante pour permettre le déploiement dans toutes les salles de classe ;
    - pour que l'Etat fournisse, aux enseignant.e.s, tout le matériel de protection, de sécurité et d'hygiène nécessaires au bon exercice de leur métier en période de Covid-19 : masques FFP2, gel hydroalcoolique… ;
    - pour que l'Etat rembourse les frais supplémentaires engendrés par la crise Covid-19 dans les établissements scolaires de la Ville de Paris ;
    - pour que le Ministère chargé de l'Éducation nationale stabilise un protocole sanitaire adapté aux difficultés de la communauté éducative et des enfants ;
    - pour que le Ministère chargé de l'Éducation nationale prévoie des cohortes de remplaçant.e.s pour pallier les absences des enseignant.e.s en cas de contamination.

2022 V.34 Vœu relatif aux tests salivaires au sein des établissements scolaires parisiens.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 15 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 15 février 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la nouvelle vague épidémique de Covid induite par la prolifération massive du variant Omicron, ayant conduit à des niveaux de contaminations jusque-là jamais atteint (plus de 500 000 cas en une journée) ;
Considérant le haut niveau des contaminations intervenant dans les écoles, ayant conduit plusieurs spécialistes à considérer que la vague ne s'infléchissait pas à cause de la large transmission du virus dans les écoles ;
Considérant les dispositifs sanitaires contraignants, pour les familles, les élèves et les enseignants, mis en place et évoluant depuis la rentrée scolaire ;
Considérant la nécessité de réaliser fréquemment des tests, notamment en cas de contact avec une personne dépistée positive à la Covid, et cela afin de pouvoir continuer à étudier à l'école dans de bonnes conditions ;
Considérant un avis de la HAS en février 2021, stipulant que les tests salivaires par PCR ont une sensibilité de 85% et peuvent donc être considérés comme fiable ;
Considérant qu'il n'existe pas de tests salivaires antigéniques, que ces tests salivaires PCR nécessitent un traitement en laboratoire de biologie médicale et que tous les laboratoires de ville ne les proposent pas ;
Considérant que l'organisation des dispositifs de dépistage au sein des établissements scolaires relève en premier lieu des autorités sanitaires et de l'éducation nationale ;
Considérant les opérations de tests salivaires qui sont conduites par le Rectorat et le service de santé scolaire de la ville de Paris dans les écoles parisiennes depuis mars 2021 et qui ont permis de proposer ces tests à 14 500 enfants par semaine, mais avec un taux d'acceptation des familles limité à 40-50% ;
Considérant le protocole de surveillance par dépistage itératif mis en place dans 10 écoles où 1150 enfants bénéficient d'un test salivaire hebdomadaire ;
Considérant qu'il y a lieu de réaliser un bilan complet de toutes les opérations de dépistage réalisées en milieu scolaire, pour évaluer l'efficacité relative des différentes stratégies pour contrôler l'émergence de clusters et ralentir la circulation virale et asseoir une stratégie à déployer dans le cadre d'une éventuelle nouvelle vague épidémique à l'automne prochain ;
Considérant les exemples de l'établissement scolaire Fénelon Notre Dame de La Rochelle, qui a aménagé son auditorium pour réaliser de tels tests en son sein, et des écoles de Taverny, qui ont permis le dépistage généralisé au sein de tous les établissements scolaires de la ville.
Sur proposition de Sandra BOËLLE et des élus du groupe Changer Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Qu'en anticipation d'une nouvelle vague qui toucherait fortement les enfants et nécessiterait à nouveau un dispositif massif de tests, la Maire de Paris demande à l'Agence Régionale de Santé, et au Rectorat de Paris, de travailler à un véritable plan de dépistage intégrant des tests salivaires pour les enfants parisiens, y compris au sein des établissements ;
- Que ce plan s'accompagne d'une dimension pédagogique et soit simple d'exécution ;
- Que la ville de Paris demande à l'ARS et au rectorat de financer des équipes de professionnels (médicaux, infirmiers, médiateurs de luttes anti-Covid) permettant de réaliser ces campagnes au sein des établissements.

2022 R.1 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Établissement public local à caractère industriel et commercial "Eau de Paris" (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;
Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de l'Établissement public local à caractère industriel et commercial "Eau de Paris" (Conseil d'administration) :

Personne qualifiée :

- M. Bertrand DAUBOURG, en remplacement de Mme Martine DEPUY, démissionnaire, désignée lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

2022 R.2 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de Haropa Port (Conseil d'orientation).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;
Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de Haropa Port :

Conseil d'orientation :

- M. Pierre RABADAN

2022 R.3 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Ile-de-France (CRSA IdF) (Conseil d'orientation).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;
Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Ile-de-France (CRSA IdF) (Conseil d'orientation) :

Titulaire : Mme Anne SOUYRIS

Suppléants : M. Jacques GALVANI, Mme Véronique LEVIEUX

2022 R.4 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Agence parisienne du climat (APC) (Conseil d'administration et Assemblée générale).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;
Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein de l'Agence parisienne du climat (APC) (Conseil d'administration et Assemblée générale) :

- Mme Pénélope KOMITES, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

2022 R.5 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;
Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) (Conseil d'administration) :

- M. François VAUGLIN, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

2022 R.6 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Centre européen de prévention du risque d'inondation (CEPRI) (Assemblée générale).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein du Centre européen de prévention du risque d'inondation (CEPRI) (Assemblée générale) :

- Suppléante : Mme Pénélope KOMITES, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 17 et 18 novembre 2020.

2022 R.7 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission territoriale Ile-de-France, Normandie, Loire.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein de la Commission territoriale Ile-de-France, Normandie, Loire :

- Mme Pénélope KOMITES, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 17 et 18 novembre 2020.

2022 R.8 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de l'Établissement public territorial de bassin "Seine Grands Lacs" (EPTB) (Conseil syndical).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein de l'Établissement public territorial de bassin "Seine Grands Lacs" (EPTB) (Conseil syndical) :

- M. Pierre RABADAN, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 15, 16 et 17 décembre 2020.
- Mme Pénélope KOMITES, en remplacement de Mme Colombe BROSSEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 2, 3 et 4 février 2021.

2022 R.9 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil de développement territorial de la Direction territoriale de Paris n°3 (CDT).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein du Conseil de développement territorial de la Direction territoriale de Paris n°3 (CDT) :

- Mme Pénélope KOMITES, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021.

2022 R.10 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de l'Entente Axe Seine.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2022 SG 25, en date des 8, 9 et 10 février 2022, relative à la création de l'Entente Axe Seine - Approbation et signature de la convention constitutive ;

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein de l'Entente Axe Seine :

- Titulaire : Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris
- Suppléant : M. Emmanuel GREGOIRE.

2022 R.11 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) :

Conseil d'administration :

- M. Christophe NAJDOVSKI, en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire, désignée lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

2022 R.12 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) :

Conseil d'administration :

- Mme Maya AKKARI, en remplacement de M. Nicolas NORDMAN, démissionnaire, désigné lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

2022 R.13 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Société publique locale Paris et Métropole Aménagement (SPLPMA) (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 février 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 février 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 25 janvier 2022 et ses additifs ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein de la Société publique locale Paris et Métropole Aménagement (SPLPMA) :

Conseil d'administration :

- Mme Béatrice LECOUTURIER, en remplacement de Mme Maud LELIEVRE, démissionnaire, désignée lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

Liste des membres du Conseil de Paris

Mardi 8 février 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, M. Francis SZPINER, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Gérard LOUREIRO, M. Patrick VIRY.

Absente : Mme Agnès EVREN.

Mardi 8 février 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, M. Francis SZPINER, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : Mme Anne HIDALGO, M. Gérard LOUREIRO, M. Patrick VIRY.

Mercredi 9 février 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, M. Francis SZPINER, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusé au sens du règlement : M. Gérard LOUREIRO.

Mercredi 9 février 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Gérard LOUREIRO, M. Francis SZPINER.

Absente : Mme Agnès EVREN.

Jeudi 10 février 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, M. Francis SZPINER, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, M. Gérard LOUREIRO.

Jeudi 10 février 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, M. Francis SZPINER, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Jacques BAUDRIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Anne HIDALGO, Mme Pénélope KOMITÈS, M. Gérard LOUREIRO, Mme Audrey PULVAR.

Table des matières

2022 DAC 1 Approbation de la modification des statuts de l'établissement public de coopération culturelle CENTQUATRE (19e). 3
2022 DAC 90 Signature de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 avec l'association International Visual Theatre (9e). 3
2022 DAC 231 Versement de bourses par la Ville de Paris aux artistes étrangers résidant à la Cité Internationale des Arts, dans le cadre de partenariats internationaux spécifiques. 3
2022 DAC 482 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Simone de Beauvoir au 11 rue de la Bûcherie (5e). 4
2022 DAE 9 Convention d'occupation du domaine public pour l'occupation du café-restaurant Fluctuat Nec Mergitur situé place de la République (Centre-10e-11e). 4
2022 DAE 11 Subvention (100.000 euros) et convention avec l'École d'Économie de Paris pour la chaire de recherche « Chaire Travail ». 4
2022 DAE 17 Marché couvert des Enfants Rouges - Attribution de la délégation de service public. 5
2022 DAE 19 Dispositifs « Paris Commerces » - Compte-rendu annuel d'activité. 5
2022 DAE 20 Déplacement du marché Amiral Bruix sur l'avenue Malakoff (16e) et signature d'un avenant n°4 à la convention de gestion du lot B des marchés découverts alimentaires. 6
2022 DAE 22 Marché aux puces de la Porte de Montreuil (20e) - Principe de renouvellement de la délégation de service public. 6
2022 DAE 32 Fête foraine enfantine place Armand Carrel (19e) - Tarif et conventions. 6
2022 DAE 33 Subventions (149.100 euros) à 3 associations et conventions pluriannuelles d'objectifs dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat de Ville. 7
2022 DASCO 1 Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (7.451 euros), subventions d'équipement (1.935.260 euros) et subventions pour travaux (76.884 euros). 8
2022 DASCO 2 Subvention à l'association Office Central de Coopération à l'Ecole (OCCE) de Paris (15e) - Campagne de projets restreinte dans les écoles en 2021 par la Covid et report d'utilisation de la subvention (27.724,80 euros) sur des projets de l'année scolaire 2021/2022. 9
2022 DASCO 3 Caisse des écoles (5e) - Subvention d'investissement (531.529,68 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Raymond-Queneau. 9
2022 DASCO 5 Révision de la sectorisation des écoles publiques parisiennes pour l'année scolaire 2022 2023. 10
2022 DASCO 6 Révision de la sectorisation des collèges publics parisiens pour l'année scolaire 2022-2023. 11
2022 DASES 10 Subventions de fonctionnement (206.500 euros) au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris et à 9 associations et 1 subvention d'investissement (100.000 euros) au bénéfice de LINKEE pour des actions d'aide alimentaire à destination de personnes et familles en situation de précarité. 11
2022 DASES 11-DAE Subventions (121.500 euros) et conventions pluriannuelles d'objectifs avec l'Association pour le Développement d'une Dynamique de l'Économie Locale (ADDEL) et l'association Mi-Fugue Mi Raison pour accompagner des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) nécessitant une action de remobilisation préalable au retour à l'emploi. 13
2022 DASES 21 Subventions (100.000 euros) à 2 associations pour leurs actions de prévention et d'accès à la culture en faveur des jeunes parisiens, de leurs familles, et des personnes en situation de précarité. 14
2022 DASES 22 Prorogation de la convention entre Pôle Emploi et la Ville de Paris pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels. 14
2022 DASES 24 Subvention (50.000 euros) et convention avec l'association Paris et Compagnie pour son programme HUA d'innovation au service du handicap. 15
2022 DASES 25-DLH Subvention d'investissement (379.500 euros) et convention avec l'association Les Restaurants du cœur - Relais du cœur de Paris pour l'aménagement du site de distribution alimentaire de la Porte de la Villette. 15
2022 DASES 27 Subventions (1.173.300 euros) à 13 conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations du réseau des espaces de proximité. 16
2022 DASES 28 Participation (680.000 euros) et convention avec l'association Mission Locale de Paris pour la gestion comptable et financière du Fonds d'Aide aux Jeunes Parisiens. 18
2022 DASES 30 Dispositif de soutien aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) relevant de la convention collective de la branche de l'aide à domicile (BAD) leur permettant de revaloriser les salaires de leurs employés et autorisation de signature des conventions afférentes. 18
2022 DCPA 1 Construction d'une école et d'une crèche au 73 bd Davout (20e) - Indemnisation d'un tiers et de la SCI Rasselins pour le raccordement électrique de leurs compteurs individuels au nouveau coffret ENEDIS. 19
2022 DCPA 3 Restructuration de la Crèche Glacière (13e) - Objectifs, programme des travaux - Autorisations administratives. 19
2022 DCPA 4 Collège Georges Clémenceau - 43 rue des Poissonniers (18e) - Extension de locaux et amélioration de l'accessibilité du collège - Objectifs, programme des travaux, modalités de réalisation. 20
2022 DCPA 5 Collège La Rose Blanche et centre sportif Charles Mildé (ex-Saussure) - 34-40 rue Marie-Georges Picquart (17e) - Convention avec SNCF RESEAU pour des travaux réparatoires du mur-rideau du collège en bordure de voies ferrées. 20
2022 DCPA 6 Crèche Salneuve - 18 rue Salneuve (17e) - Restructuration d'un centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et d'un Centre Médico-psychologique (CMP) en une crèche multi-accueil de 44 enfants - Objectifs, programme des travaux - Autorisations administratives. 21
2022 DCPA 7 Restructuration partielle de la piscine 19 rue de Pontoise (5e) - Autorisation de prendre toute décision relative à la mise en œuvre de l'opération. 21
2022 DDCT 1 Subventions (93.500 euros) au titre de l'engagement citoyen et associatif à 14 associations dans le cadre de conventions pluri-annuelles d'objectifs. 22
2022 DDCT 2 Soutenir et sécuriser les associations des quartiers populaires dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs (821.300 euros pour 42 associations et la réalisation de 120 actions). 23
2022 DDCT 3 Subventions (33.500 euros) à 1 association pour le financement de 4 actions au titre de l'intégration. 28
2022 DDCT 4 Subvention (122.000 euros) à 10 associations au titre de l'intégration et de la mémoire. 28
2022 DDCT 10 Appel à projets Politique de la Ville - Subventions de fonctionnement (163.200 euros) à 54 associations pour le financement de 56 projets dans les quartiers populaires (1ere enveloppe). 29
2022 DDCT 11 Modification des statuts de la congrégation « Province de France des Franciscaines missionnaires de Marie ». 32
2022 DDCT 14 Subvention (12.000 euros) à 1 association au titre de la lutte contre la traite des êtres humains et de la lutte contre les violences faites aux femmes à Paris. 32
2022 DDCT 22 Approbation de la convention de mise à disposition temporaire du pavillon « Maison de l'air » dans le parc de Belleville, 27 rue Piat (20e). 33
2022 DEVE 1 Travaux de démolition et reconstruction d'un mur mitoyen - Convention entre la Ville de Paris et le Syndicat de Copropriétaires du 18 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (4e). 33
2022 DEVE 2 Modification des modalités de rétrocession des concessions funéraires des cimetières parisiens. 33
2022 DEVE 3 Autorisation donnée à l'IRIS d'utiliser un escalier de secours pour évacuer les bâtiments situés 2 bis rue Mercœur, à travers le square Jean Allemane (11e). 34

2022 DEVE 5 Dénomination « allée Félicie Hervieu » attribuée à l'allée centrale du square de l'Abbé Lemire situé 78 rue Vercingétorix (14e). 35
2022 DEVE 6 Dénomination « allée Louise Abbéma» attribuée à l'allée sud du square Sarah Bernhardt situé 2 rue de Buzenval (20e). 35
2022 DEVE 7 Travaux de remise en état du terrain après mise en accessibilité et en conformité de la sécurité incendie de la gare RER C, Pont de l'Alma (7e) - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec SNCF GARES ET CONNEXIONS. 35
2022 DFA 12 Convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par le groupement de commandes dont la Ville de Paris est le coordonnateur..... 36
2022 DFA 13 Signature d'un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé Laurent, situé 41 av. Gabriel (8e).. 36
2022 DFPE 1 Subvention de fonctionnement (1.530.236 euros), subvention d'équipement (347.486 euros) et avenants avec l'Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F (9e) pour ses 11 établissements d'accueil de la petite enfance. 37
2022 DFPE 3 Subvention (89.115 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Apaches des Vignoles (20e) pour la crèche parentale..... 37
2022 DFPE 4 Subvention (68.194 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les 400 Coups (11e) pour la crèche parentale. 38
2022 DFPE 5 Subvention (131.022 euros) et avenant n° 1 avec l'association Archipelia (20e) pour le multi-accueil..... 38
2022 DFPE 8 Subvention (180.742 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Passerelle (13e) pour la structure multi-accueil Outremer. 38
2022 DFPE 17 Subventions (313.717 euros) avec conventions à 16 associations, 1 Société Coopérative d'Intérêt Collectif et 1 Établissement Public de Coopération Culturelle pour le développement d'activités partagées et ludiques parents-enfants les samedis matin dans les établissements d'accueil de la Petite Enfance à Paris centre et dans les 6e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, et 20e arrondissements..... 39
2022 DFPE 18 Subvention (1.122.003 euros) et convention avec l'association « Envoludia » (93) pour la création d'un établissement d'accueil du jeune enfant au 21 bis rue Etex (18e). 41
2022 DFPE 19 Subvention (120.154 euros) et avenant n° 1 avec l'association Gribouille Alésia (14e) pour la crèche collective. 41
2022 DFPE 23 Subvention (48.379 euros) et avenant n° 1 avec l'association Crèche Parentale Farandole (20e). 42
2022 DFPE 24 Subvention (140.000 euros) et avenant n°1 avec l'association Cerep (Centre de réadaptation psychothérapique) (9e) pour le multi-accueil situé 12 rue Carlos Fuentes (14e)..... 42
2022 DFPE 30 Subventions (754.023,67 euros) avec conventions pluriannuelles d'objectifs, à 14 associations pour le fonctionnement des ludothèques et des Ludomouv citoyennes dont les activités partagées, ludiques et intergénérationnelles contribuent à renforcer le lien parents-enfants dans les 10e, 12e, 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements. 43
2022 DFPE 36 Réalisation d'une crèche collective de 99 places au 3-5 rue Préault (19e) - Avenant à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage Ville/Paris Habitat. 45
2022 DGRI 6 Subvention (160.000 euros) à l'association Maison de l'Europe de Paris, Centre de rencontres internationales dans le 17e arrondissement..... 45
2022 DGRI 7 Subvention (1.341.500 euros) et avenant à la convention triennale avec l'Association Internationale des Maires Francophones - AIMF..... 46
2022 DGRI 8 Subvention (70.000 euros) et convention avec l'Institut français (15e)..... 46
2022 DGRI 9 Cotisations à plusieurs réseaux internationaux de villes au titre de 2022..... 47
2022 DGRI 27 Subvention (5.000 euros) à l'association Handicap International pour la réalisation à Paris d'une fresque murale en hommage au civil inconnu dans le 20e arrondissement. 47
2022 DGRI 28 Subvention (5.000 euros) à Solidarité Internationale LGBTQI (SIL) pour son appui aux droits des personnes LGBTQI au Cameroun. 47
2022 DICOM 2 Conventions pour les expositions sur la voie publique (grilles de l'Hôtel de Ville, grilles du square de la Tour Saint-Jacques et voies sur berges - 4e). 48
2022 DJS 53 Indemnisation amiable de tiers en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris. 48
2022 DJS 71 Stade de la Porte des Lilas à (20e) - Avenant n° 2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 16 octobre 2019 signée avec le Comité Départemental de Paris de Tennis. 48
2022 DJS 74 Budget participatif d'arrondissement 2019 « Des ateliers fédérateurs autour du Street Art » - Subvention (5.000 euros) pour l'achat de fournitures (13e). 49
2022 DJS 75 Modification de l'adresse du Gymnase Wilma Rudolph, 122 rue des Poissonniers (18e). 49
2022 DJS 76 Avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 18 septembre 2013 relatif à l'exploitation du centre sportif Jean Dixmier par le Comité Départemental de Paris de Tennis. 50
2022 DLH 1-1 Modification des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris pour le financement d'un programme de logement social réalisé par RATP Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (5.905.085 euros)..... 50
2022 DLH 1-2 Modification des garanties d'emprunt accordées pour le financement d'un programme de logement social réalisé par RATP Habitat - Garantie des prêts PLS (2.030.493 euros). 52
2022 DLH 2 Location de l'immeuble 9 rue de Plaisance (14e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique. 53
2022 DLH 3 Modification de la garantie d'emprunt accordée pour le financement d'un programme de création de logements sociaux réalisé par la Foncière d'Habitat et Humanisme. 55
2022 DLH 5 Location de l'immeuble 29 rue Claude Terrasse (16e) à la RIVP - Bail emphytéotique. 56
2022 DLH 8 Location de l'immeuble 28 rue Fizeau (15e) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique. 57
2022 DLH 9 Subventions (651.000 euros) à 5 associations participant à l'information des parisien.ne.s sur le logement et l'habitat et améliorant l'accès aux droits - Signature de 2 avenants à conventions triennales. 58
2022 DLH 11 Évaluation de l'encadrement des loyers à Paris sur la période d'expérimentation - Subvention à l'APUR (72.000 euros - première année) et convention triennale 2022-2024. 59
2022 DLH 29 Location de l'immeuble 24 rue Gerbert (15e) à la RIVP - Bail emphytéotique. 59
2022 DLH 30 Renouvellement des locations commerciales dans les baux emphytéotiques conclus avec la RIVP. 60
2022 DLH 32-1 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Désaffectation de son usage scolaire, déclassement, bail emphytéotique et avenant à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage. 61
2022 DLH 32-2 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Subvention pour Habitation Confortable (565.065 euros). 63
2022 DLH 32-3 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Garantie des prêts PLAI finançant la résidence sociale (1.650.774 euros). 63
2022 DLH 32-4 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI -14 PLUS -10 PLS) - Subvention pour Paris Habitat (2.792.251 euros). 64
2022 DLH 32-5 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Garantie des prêts PLAI et PLUS finançant les logements familiaux (6.055.044 euros). 65

2022 DLH 32-6 Réalisation au 56-58 rue Erlanger/90 bd Exelmans (16e) par Paris Habitat OPH d'un ensemble immobilier (école, logements, résidence sociale, crèche) - Création de 69 logements sociaux (45 PLAI - 14 PLUS - 10 PLS) - Garantie des prêts PLS finançant les logements familiaux (1.324.766 euros). 67
2022 DLH 33-1 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PHB souscrits par HSF (1.441.000 euros). 68
2022 DLH 33-2 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLUS finançant le programme réalisé 29 rue des Malmaisons (13e). 69
2022 DLH 33-3 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLUS finançant le programme réalisé 5 impasse des Chevaliers (20e). 70
2022 DLH 33-4 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLUS finançant le programme réalisé 5 impasse des Chevaliers (20e). 71
2022 DLH 33-5 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLS finançant le programme réalisé 5 impasse des Chevaliers (20e). 72
2022 DLH 33-6 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLS finançant le programme réalisé 108 av. d'Ivry et 127-129 rue de Tolbiac (13e). 73
2022 DLH 33-7 Réitérations et modifications des garanties d'emprunts accordées par la Ville de Paris pour le financement de divers programmes de logement social réalisés par HSF - Garantie des prêts PLAI finançant le programme réalisé 115-117 rue des Morillons (15e). 74
2022 DLH 35 Modification d'une garantie d'emprunt suite au refinancement d'un prêt PLS par un prêt à taux fixe pour la réalisation d'un programme de logement social par ICF Habitat La Sablière. 76
2022 DLH 37-1 Modification des garanties d'emprunts finançant 2 programmes de réhabilitation de résidences pour personnes âgées réalisés par CDC Habitat Social - Garantie du prêt PAM finançant la réhabilitation de 59 logements 2 allée Récipon (19e). 77
2022 DLH 37-2 Modification des garanties d'emprunts finançant 2 programmes de réhabilitation de résidences pour personnes âgées réalisés par CDC Habitat Social - Garantie des prêts PAM et PAM Eco finançant la réhabilitation de 59 logements 1ter rue Damiens à Boulogne-Billancourt. 78
2022 DLH 38-1 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (846.755 euros) finançant le programme des 1, 3, 7, 11 et 13 rue du Lieuvin (15e). 79
2022 DLH 38-2 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (177.402 euros) finançant le programme du 17-21 rue Claude Vellefaux (10e). 82
2022 DLH 38-3 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (7.456.201 euros) finançant le programme du Groupe GOT Marie Laurent, 1-3 rue des Pyrénées (20e). 84
2022 DLH 38-4 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (9.973.658 euros) finançant le programme du 172-188 rue Lecourbe (15e). 86
2022 DLH 38-5 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (2.0790.067 euros) finançant le programme des 26-32 et 40-44 rue Paul Barruel (15e). 89
2022 DLH 38-6 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (266.361 euros) finançant le programme du 59 rue des Morillons (15e). 91
2022 DLH 38-7 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (10.376 euros) finançant le programme du 43 rue Lucien Sampaix (10e). 93
2022 DLH 38-8 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie du prêt PLUS (78.334 euros) finançant le programme du 112 rue Falguière (15e). 94
2022 DLH 38-9 Garanties d'emprunts accordées pour le financement de diverses opérations de logements sociaux par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (48.708 euros) finançant le programme du 83 rue Leblanc (15e). 95
2022 DLH 39 Réaménagement des emprunts contractés par RATP Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Maintien de la garantie d'emprunts par la Ville de Paris. 97
2022 DLH 40-1 Réitérations et modifications de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB souscrits par la RIVP finançant le programme de réhabilitation situé 39-53 rue des Frères Flavien (20e). 98
2022 DLH 40-2 Réitérations et modifications de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB souscrits par la RIVP finançant le programme de réhabilitation situé 81 rue Vercingétorix (14e). 99
2022 DLH 40-3 Réitérations et modifications de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB souscrits par la RIVP finançant le programme de réhabilitation situé 5 bis et 5-9 rue de Domrémy (13e). 101
2022 DLH 41 Location de l'immeuble 203 bis rue Ordener (18e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique. 102
2022 DLH 42 Immeuble communal 6 quai de Seine (19e) - Convention d'occupation du domaine public au profit de l'association « Les Canaux » - Fixation du tarif d'occupation du domaine public - Attribution d'une aide en nature. 104
2022 DLH 43 Location de l'immeuble 42 av. Parmentier (11e) à la RIVP - Bail emphytéotique. 104
2022 DLH 47-1 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (81.330 euros) finançant le programme réalisé 3 square Graisivaudan (17e). 105
2022 DLH 47-2 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (28.921 euros) finançant le programme réalisé 15 rue Baudouin (13e). 106
2022 DLH 47-3 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (3.615.923 euros) finançant l'AQS du groupe « Cité Blanche » (19e). 107
2022 DLH 47-4 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (1.847.648 euros) finançant le groupe « Villette Stemler » (19e). 108
2022 DLH 47-5 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (1.049.971 euros) finançant le programme réalisé 10 rue Boyer (20e). 109
2022 DLH 47-6 Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes d'amélioration de la qualité de service et de création de logement social par Paris Habitat -Garantie des prêts PLS (241.382 euros) finançant le programme réalisé 10 rue Boyer (20e). 111
2022 DLH 54 Aménagement d'un accueil de jour provisoire au 6 rue d'Aboukir (Paris Centre) - Autorisation administrative. 112
2022 DLH 55 Attribution d'une aide en nature à l'association « Plus Loin » pour la mise à disposition d'un espace de proximité au 136 bd Davout (20e). 113
2022 DLH 56 Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Établissement Public du Palais de la Porte Dorée, 12 av. Armand Rousseau (12e). . 113

2022 DLH 57-1 Acquisition en bloc dans le cadre d'une VEFA, 9 bd Auguste Blanqui (13e) d'un programme de construction comportant 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 LLI par IMMOBILIERE 3F....114
2022 DLH 57-2 Acquisition en bloc dans le cadre d'une VEFA, 9 bd Auguste Blanqui (13e) d'un programme de construction comportant 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 LLI par IMMOBILIERE 3F - Garantie du prêt PLS par la Ville (457.105 euros)....114
2022 DLH 57-3 Acquisition en bloc dans le cadre d'une VEFA, 9 bd Auguste Blanqui (13e) d'un programme de construction comportant 12 logements dont 3 logements sociaux PLS et 9 LLI par IMMOBILIERE 3F - Garantie à hauteur de 50% des prêts LLI par la Ville (50% de 7.528.719 euros). 115
2022 DPE 2 Subventions (53.000 euros) et conventions avec 3 associations œuvrant pour la réduction des déchets et au développement des territoires zéro déchet. 117
2022 DPE 3 Subventions (396.000 euros) et conventions avec 11 associations gestionnaires de recycleries. 117
2022 DRH 1 Fixation de la nature des épreuves et du règlement des concours externe et interne pour l'accès au corps des éducateurs des activités physiques et sportives de la Commune de Paris dans la spécialité activités aquatiques et de la natation. 118
2022 DRH 7 Allocations versées aux pupilles des administrations parisiennes au titre de l'exercice 2022. 120
2022 DRH 11 Fixation des modalités de l'examen professionnel d'accès au corps des techniciens des services opérationnels d'administrations parisiennes dans la spécialité restauration. 121
2022 DRH 24 Modification de la délibération 2021 DRH 71 relative aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégories B et C de la filière ouvrière et technique, de manière ponctuelle et encadrée dans les filières technique et ouvrière, et sur certains emplois spécialisés de catégorie B de la filière administrative. 122
2022 DSIN 1 Convention de services liés à l'exploitation du THD2D dans les établissements d'enseignement du second degré. 123
2022 DTEC 1 Participation de la Ville de Paris à l'expérimentation de contrôle automatisé des niveaux d'émissions sonores des véhicules en mouvement, prévue par la Loi d'Orientation des Mobilités. 123
2022 DTEC 2 Convention annuelle fixant le montant de la subvention annuelle de la Ville de Paris (364.000 euros) au budget de l'association AIRPARIF pour l'année 2022. 124
2022 DTEC 3 Convention spécifique entre la Ville de Paris, Bloomberg Philanthropies et Airparif relative au partenariat pour l'amélioration des connaissances sur la qualité de l'air et la sensibilisation à Paris. 124
2022 DTEC 4 Création et prise de participation au capital de la société SEML Axe Seine Énergies Renouvelables. 124
2022 DTEC 6 Accord de confidentialité avec la société Toopi Organics. 125
2022 DU 23 Plan Local d'Urbanisme - Compatibilité avec le projet « Site Tour Eiffel » (7e, 15e et 16e)....125
2022 DU 26 Cession de la propriété 6 rue du Général Leclerc à Ecommoy (72)....127
2022 DU 28 ZAC Python-Duvernois (20e) - Cession à la SEMAPA des emprises foncières correspondant aux emprises des anciens bâtiments E et F. 128
2022 DU 31 Porte de Montreuil (20e) - Acquisition du volume devant accueillir le marché aux Puces reconstitué et prorogation du délai de désaffectation de l'emprise E2a. 129
2022 DU 34 Acquisition par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat-OPH d'un volume correspondant à un équipement petite enfance 3-5 rue Préault (19e) - Signature d'une promesse d'acquisition. 130
2022 DU 35 Avenant n° 3 à la convention de transfert dans le domaine public des voies, réseaux divers et espaces communs du lotissement Chapelle International dans Paris Nord Est (18e). 131
2022 DU 36 ZAC Les Rives de l'Ourcq à Bondy (93) - Cession de droits de vue sur le domaine public fluvial. 131
2022 DU 40 Cession après déclassement d'une emprise au droit du 8bis Cité Industrielle (11e). 132
2022 DVD 1-1 Parc de stationnement André HONNORAT (6e) - Avenant à la convention de concession. 133
2022 DVD 1-2 Parc de stationnement ODÉON (6e) - Avenant à la convention de concession. 133
2022 DVD 2 Canaux parisiens - Convention avec le Département de Seine-Saint-Denis autorisant l'occupation en tréfonds du domaine public fluvial afin de relier le bassin du Rouailler au canal de l'Ourcq à Aulnay-sous-Bois (93). 134
2022 DVD 4 Parcs de stationnement Notre-Dame (Paris Centre) et Cardinet (17e) - Avenant n°2 fixant les dates de fin anticipée de la convention de service public de ces parcs. 134
2022 DVD 6 Plan Vélo 2021-2026 - Convention avec la Région Ile-de-France relative à une subvention pour l'aménagement de la rue du Faubourg Saint-Antoine Est, au titre du dispositif « Plan Vélo Régional. Soutien régional aux projets cyclables et au Réseau Express Régional Vélo - RERV» (840.000 euros HT)....135
2022 DVD 7 Plan Vélo 2021-2026 - Conventions avec la Métropole du Grand Paris pour le versement de subventions (1.147.541 euros) concernant divers aménagements cyclables au titre du Plan Vélo Métropolitain. 135
2022 DVD 9 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris (324.036,68 euros). 136
2022 DVD 10 Parc de stationnement Gros Boulainvilliers (16e) - Convention de concession avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) pour l'exploitation et l'entretien du parc. 137
2022 DVD 14 Protocole transactionnel avec l'ayant-droit de M. Shamaï Haber, concepteur de la fontaine située place de Catalogne (14e). 137
2022 DVD 15 Prolongement de la ligne 11 du métro à Rosny-Bois-Perrier et adaptation des stations existantes (ASE). Convention ASE 3 relative à la prise en charge d'une première tranche de surcoûts. 138
2022 DVD 17 Relèvement des tarifs de redevances pour certaines occupations de la voie publique à Paris (distributeurs de carburants thermiques). 138
2022 PP 1 Modification de divers statuts particuliers des administrations parisiennes de la préfecture de police ayant pour corps de référence la fonction publique hospitalière. 139
2022 PP 2 Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la préfecture de police....146
2022 PP 3 Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police....148
2022 PP 4 Modification de la délibération n° 2011 PP 19-1° des 20 et 21 juin 2011 portant statut particulier du corps des infirmiers de la préfecture de police et de la délibération n° 2016 PP 68-2° des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire applicables au corps des infirmiers de la préfecture de police. 150
2022 PP 5 Dispositions fixant le statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police. 151
2022 PP 6 Fixation de l'échelonnement indiciaire applicable au corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police. 158
2022 PP 7 Modification des dispositions statutaires relatives au corps des démineurs et aux emplois de directeur et sous-directeur du laboratoire central de la préfecture de police. 159
2022 PP 8 Modification de l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police et attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle. 160

2022 PP 9 Modification de la délibération n° 2017 PP 21-2 des 9, 10 et 11 mai 2017 portant fixation du classement hiérarchique et de l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C de la préfecture de police. 165
2022 PP 10 Modification des dispositions règlementaires relatives aux commissions administratives paritaires compétentes pour les personnels des administrations parisiennes de la préfecture de police. 166
2022 PP 11 Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens de la fondation Hôpital des gardiens de la paix portant sur l'organisation et le financement de la SALCA pour la période 2022-2025. 167
2022 PP 12 Acquisition de gros outillages, machines-outils et ses accessoires au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. 168
2022 PP 13 Convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de police concernant la fourniture de pièces de rechange et les prestations de maintenance associées pour la réparation des véhicules spécialisés dans la lutte contre l'incendie et le secours à victime. 168
2022 PP 14 Convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de région d'Ile de France concernant la location et la maintenance de systèmes d'impressions numériques professionnels (SolimProd). 169
2022 PP 15 Convention de groupement de commandes entre la préfecture de police (service déconcentré du ministère de l'Intérieur) et la Ville de Paris, relative aux prestations de gestion des frais médicaux résultant des blessures en service et maladies professionnelles des agents de la préfecture de police affectés dans le ressort du SGAMI Ile-de-France. 169
2022 PP 16 Convention de groupement de commandes entre la préfecture de police (service déconcentré du ministère de l'Intérieur) et la Ville de Paris, relative aux prestations de prise en charge de bouteilles de gaz de différentes natures. 169
2022 PP 17 Fourniture de pièces détachées, accessoires et consommables, pour moniteur-défibrillateur modèle DEFIGUARD TOUCH 7 de marque SCHILLER au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. 170
2022 PP 18 Fourniture de draps à usage unique destinés à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. 170
2022 PP 19 Mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 18 : sécurité incendie. 171
2022 PP 20 Mise en œuvre de prestations de service social au profit du personnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. 171
2022 PP 21 Autorisation de signer les marchés publics à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et/ou les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du code de la commande publique. 171
2022 PP 22 Convention relative au financement des évolutions de l'outil ERP Paris. 172
2022 PP 24-1 Avenant à la convention relative à la mission d'appui de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à la campagne nationale de vaccination. 172
2022 PP 24-2 Convention de mise à disposition de locaux au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris dans le cadre de la campagne nationale de vaccination.172
2022 SG 2 Subvention (600.000 euros) de l'Agence Nationale du Sport (ANS) à la Ville de Paris dans le cadre de la construction de 2 gymnases au sein de l'Aréna Porte de la Chapelle (18e). 173
2022 SG 3 Signature de 2 conventions de versement de subventions au titre du Fonds d'Investissement Métropolitain (Piscine Didot 14e : 512.791 euros - Piscine La Plaine 15e : 546.166 euros). 173
2022 SG 6 Convention cadre relative à l'organisation et au succès des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. 173
2022 SG 7 Actualisation de la maquette financière des JOP 2024 - Avenants à la convention de financement et aux conventions d'objectifs avec la SOLIDEO. 174
2022 SG 9 Avenant n°1 à la convention de délégation de service public portant sur l'exploitation commerciale de l'Aréna située Porte de la Chapelle (18e). 175
2022 SG 11 Convention entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique (CIO) ayant pour objet d'encadrer l'utilisation des images olympiques. 175
2022 SG 12 Subventions et conventions entre la Ville de Paris et Paris 2024 dans le cadre du dispositif du « réseau des Clubs Paraccueillants » en vue des Jeux de 2024.175
2022 SG 13 Transformations Olympiques - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Paris et l'EPT Est Ensemble pour valoriser la promenade des Hauteurs et lutter contre la sédentarité. 176
2022 SG 14 Convention de coopération Paris-Pré-Saint-Gervais : plus de liens, de nature et de proximité. 176
2022 SG 18 Convention cadre avec le Fond de dotation Paris 2024 - Subvention (10.000 euros) et convention avec le comité de randonnée pédestre de Paris pour le projet « Marchons à Paris ». 177
2022 SG 25 Création de l'entente Axe Seine - Approbation et signature de la convention constitutive. 177
2022 MDE 1 Renforcer le lien social en favorisant la présence d'animaux en EHPAD à Paris. 177
2022 V.1 Vœu relatif à un hommage de la Ville de Paris à M. Raphaël ESRAIL. 178
2022 V.2 Vœu relatif à la réalisation d'un ensemble immobilier au 56-58 rue Erlanger (16e). 179
2022 V.3 Vœu relatif à l'augmentation des prix de l'énergie et ses conséquences pour les locataires du parc social. 179
2022 V.4 Vœu relatif à la préemption par la Ville de l'Oasis verte du 95 rue Picpus. 181
2022 V.5 Vœu relatif à l'accessibilité des immeubles. 182
2022 V.6 Vœu relatif à la gestion événementielle du Champ de Mars. 182
2022 V.7 Vœu relatif à la programmation de l'immeuble Tati Barbès. 183
2022 V.8 Vœu relatif à la poursuite du chantier pour le prolongement du RER EOLE. 184
2022 V.9 Vœu relatif à la « gare routière » de Bercy-Seine. 185
2022 V.10 Vœu relatif à la lutte contre les réseaux de prostitution au sein de l'industrie pornographique. 185
2022 V.11 Vœu relatif à l'accès des jeunes parisiennes et parisiens aux vacances. 186
2022 V.12 Vœu relatif aux critères de définition des périmètres scolaires. 187
2022 V.13 Vœu relatif aux critères de définition des périmètres scolaires des collèges. 187
2022 V.14 Vœu relatif aux travaux de sécurité des cités scolaires Victor Hugo et Charlemagne. 188
2022 V.15 Vœu relatif à la carte scolaire parisienne. 189
2022 V.16 Vœu relatif à l'organisation de réunions d'information dans les écoles concernant les temps périscolaires. 190
2022 V.17 Vœu relatif à la gratuité de l'enseignement supérieur et à la lutte contre la précarité étudiante. 190
2022 V.18 Vœu relatif au Conseil Parisien des Européen.ne.s. 191
2022 V.19 Vœu relatif à l'impact des vagues de chaleur sur les sociétés d'économie mixte de la Ville de Paris. 192
2022 V.20 Vœu relatif au mouvement social dans l'entreprise Arc-En-Ciel. 193
2022 V.21 Vœu relatif au remplacement de la Garantie jeune par le Contrat d'engagement jeune. 193
2022 V.22 Vœu relatif à la protection sociale complémentaire. 194

2022 V.23 Vœu relatif au renouvellement de la délégation de service public pour le marché aux puces de la Porte de Montreuil. 194
2022 V.24 Vœu relatif à la fermeture de la librairie du MK2 Quai de Loire. 195
2022 V.25 Vœu relatif à l'adaptation de la dénomination existante de la rue Crespin du Gast en rue Camille Crespin du Gast. 196
2022 V.26 Vœu relatif à la mémoire de Pierre Schoendoerffer. 196
2022 V.27 Vœu relatif à un hommage à Malek Chebel. 197
2022 V.28 Vœu relatif à la sauvegarde de l'activité du collectif Home Cinéma. 198
2022 V.29 Vœu relatif à l'amélioration de la qualité de service de Vélib' Métropole. 198
2022 V.30 Vœu relatif à l'accompagnement social de la ZFE et à la lutte contre la pollution de l'air due au trafic routier. 199
2022 V.31 Vœu relatif à la prévention de la maltraitance et au contrôle des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) du territoire parisien. 200
2022 V.32 Vœu relatif au renforcement de la politique de prévention par le sport pour les personnes fragiles. 202
2022 V.33 Vœu relatif aux conditions sanitaires dans les établissements scolaires. 203
2022 V.34 Vœu relatif aux tests salivaires au sein des établissements scolaires parisiens. 204
2022 R.1 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Établissement public local à caractère industriel et commercial "Eau de Paris" (Conseil d'administration). 205
2022 R.2 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de Haropa Port (Conseil d'orientation). 205
2022 R.3 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Ile-de-France (CRSA IdF) (Conseil d'orientation). 205
2022 R.4 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Agence parisienne du climat (APC) (Conseil d'administration et Assemblée générale). 205
2022 R.5 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) (Conseil d'administration). 205
2022 R.6 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Centre européen de prévention du risque d'inondation (CEPRI) (Assemblée générale). 206
2022 R.7 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission territoriale Ile-de-France, Normandie, Loire. 206
2022 R.8 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de l'Établissement public territorial de bassin "Seine Grands Lacs" (EPTB) (Conseil syndical). 206
2022 R.9 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil de développement territorial de la Direction territoriale de Paris n°3 (CDT) 206
2022 R.10 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de l'Entente Axe Seine. 207
2022 R.11 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) (Conseil d'administration) 207
2022 R.12 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) (Conseil d'administration) 207
2022 R.13 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Société publique locale Paris et Métropole Aménagement (SPLPMA) (Conseil d'administration) 207
Liste des membres du Conseil de Paris 208
Table des matières 211

Le Chef du Service du Conseil de Paris
Directeur de la publication
Vincent de VATHAIRE